Denise Helly
(1979)

IDÉOLOGIE ET ETHNICITÉ.

Les Chinois Macao à Cuba : 1847-1886.

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole
Professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec
Courriel : mabergeron@videotron.ca

Dans le cadre de la collection : "Les classiques des sciences sociales"
dirigée et fondée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://classiques.uqac.ca>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.](#)

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole,
professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec.
courriel : marcelle_bergeron@uqac.ca

Denise HELLY

Idéologie et ethnicité, les Chinois Macao à Cuba : 1847-1886.
Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 1979, 345 pp.
Collection : Recherches caraïbes.

Le 18 janvier 2008, Madame Denise Helly accordait aux Classiques des sciences sociale la permission de diffuser ce livre en version intégrale.

Courriel : Denise_Helly@UCS.INRS.Ca

Polices de caractères utilisés :

Pour le texte : Times New Roman 12 points.

Pour les citations : Times New Roman 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2003 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 29 juin 2008 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.

Denise Helly
(1979)

Idéologie et ethnicité

Les Chinois Macao à Cuba

Denise Helly

LES PRESSES DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

Quatrième de couverture

Au milieu du XIX^e siècle, l'esclavage finissant laissait sans main-d'œuvre les plantations sucrières, et les planteurs cubains se tournèrent alors vers les travailleurs chinois.

Comment ces Chinois furent-ils manipulés par les forces économiques et idéologiques de la société cubaine ? Comment ces forces les définirent-elles comme groupe et comment y réagirent-ils ? Cette étude méticuleuse révèle et explique le long cheminement de ces hommes jusqu'au moment où ils eurent formé à Cuba un nouveau groupe social et ethnique.

Denise Helly a effectué des recherches ethno-historiques sur les Communautés chinoises de Cuba, de la Réunion et de l'île Maurice, puis elle a effectué un stage d'une année à Pékin. Elle a publié plusieurs articles sur ses recherches.

Collection RECHERCHES CARAÏBES dirigée par Jean Benoist

Table des matières

Introduction

I. IMMIGRATION CHINOISE ET CRISE DE L'ESCLAVAGE

1. LA PERLE DES ANTILLES

1. Le pacte colonial espagnol 1511-1795
2. Les bases de l'expansion sucrière

2. LA MANUFACTURE SUCRIÈRE ESCLAVAGISTE

1. Le secteur agricole
2. Le secteur manufacturier
3. La croissance par multiplication des moyens de production
4. Les limites de la rentabilité
 - A. L'introduction de la vapeur
 - B. L'accès à la main-d'œuvre

3. LA CRISE DE L'ESCLAVAGE : 1860-1880

1. Les nouvelles techniques européennes
2. La mécanisation des manufactures
3. Le colonat

4. ABOLITION DE L'ESCLAVAGE ET COLONS ASIATIQUES

1. Le travail sous contrat
2. Le réservoir de main-d'œuvre chinoise
3. La concentration financière
4. Une abolition graduelle

II. HISTOIRE SUBIE

5. LA TRAITE DES JAUNES

1. Qui furent les engagés ?
2. Le recrutement
3. Les "enfes flottants"
4. Les routes et les ports
5. Le marché du *Cerro*

6. LE LABEUR COOLIE

1. Localisation et occupations de la main-d'œuvre chinoise
2. L'habitation
3. Le baraquement
4. Rythmes de travail

7. LA VIE QUOTIDIENNE

1. Les usages alimentaires et médicaux
2. Les usages vestimentaires
3. Jeux et fêtes
4. La vie familiale

8. LA VIE COMMUNAUTAIRE

1. La hiérarchie des tâches
2. Regroupements
 - A. Les Naciones
 - B. Les fraternités chinoises

9. LA RÉSISTANCE

1. Les suicides
2. Indisciplines, revendications, assassinats
3. Les fuites
4. Les colons *Mambís*

10. L'HISTOIRE LIBÉRÉE

1. Les équipes de travail chinoises
2. Les marchands chinois.

III. LA PRATIQUE ETHNIQUE IDÉOLOGIQUE

11. LE CODE ESCLAVAGISTE CRÉOLE

1. La pratique juridique
2. La pratique religieuse
3. La pratique raciale

12. LES RAPPORTS DE SENS

1. Liberté et dépendance
2. Religion et ordre social

3. [La race : ambiguïté des rapports de sens et de force](#)
4. [Théorie idéologique et pratique du pouvoir](#)

13. [CONCLUSION : L'IDENTIFICATION ETHNIQUE CHINOISE](#)

[Annexes](#)

[Bibliographie](#)

Cet ouvrage a été publié grâce à une subvention accordée par la Fédération canadienne des sciences sociales, dont les fonds proviennent du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.

"Ces pays nous ont donné une telle abondance de sucre, que toutes cuisines en sont pleines, là où on le dévore par gloutonnerie fort excessivement, au lieu qu'auparavant le sucre n'était recouvrable qu'aux boutiques des apothicaires, qui le gardoient pour malades seulement, par manière de dire, de sorte que ce qui jadis servoit de médecine nous sert pour le présent de nourriture."

A. ORTELIUS
Le Théâtre de l'Univers

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Durant ces dernières années, l'anthropologie a ressuscité la problématique de la différence en réinvestissant de valeur les pratiques des sociétés dites archaïques, en insistant sur le concept d'ethnicité et en s'intéressant aux travailleurs migrants des sociétés industrielles et aux minorités culturelles nationales. Dans l'étude présentée ici, nous avons voulu rechercher la nature de ce concept de différence qui fonde la définition anthropologique des groupes ethniques comme des unités culturelles spécifiques, distinctes d'une société dénommée globale.

De nombreux groupes ethniques furent formés au XIX^e siècle lors d'un mouvement de colonisation tant économique que politique de territoires d'Afrique¹, d'Asie du sud-est et d'Amérique, contrôlés par les puissances d'alors : États-Unis, Canada, Grande-Bretagne, France et Espagne.

Aux Antilles et en Amérique du nord, ce mouvement engendra un important transfert de population à l'échelle internationale, mais ce déplacement ne peut être considéré comme la cause de l'apparition de groupes ethniques. En effet, l'importation d'esclaves africains dans la société coloniale de Cuba du XIX^e siècle ne donna lieu à la formation d'aucun groupe ethnique, alors que les immigrants asiatiques (Chinois) arrivés dans cette société constituèrent un groupe ethnique.

Les questions qui se posaient étaient les suivantes : quels furent les différents mécanismes sociaux qui intervinrent dans ces cas de déplacement de population ? Quelles furent les conditions sociales d'apparition du groupe ethnique chinois ? Afin de commencer à apporter une réponse à ces questions, nous avons analysé la situation de plusieurs milliers de Chinois immigrant dans la société coloniale esclavagiste de Cuba entre 1847 et 1880. Dans une première étape, l'analyse consiste à présenter l'organisation de la production sucrière de Cuba afin de saisir le rôle de l'immigration chinoise dans la société créole. Dans une seconde étape, à partir de documents de l'époque, elle décrit les conditions de travail et de vie des esclaves et des engagés chinois. Cette démarche ethno-historique révèle les critères empiriques (économiques, occupationnels, légaux, raciaux et culturels) suivant lesquels les Chinois furent identifiés par les Créoles. Dans sa dernière phase,

¹ M. H. Fried, *The Notion of Tribe*, 1974.

l'analyse cherche d'une part à reconstruire la théorie idéologique créole qui donna une signification sociale à ces critères et d'autre part à proposer une définition du processus idéologique qui permet, peut-être, de comprendre les mécanismes d'apparition d'un groupe ethnique et du concept de différence sur lequel les analyses de l'ethnicité s'appuient.

I

IMMIGRATION CHINOISE ET CRISE DE L'ESCLAVAGE

1

LA PERLE DES ANTILLES

1. Le pacte colonial espagnol : 1511-1795

[Retour à la table des matières](#)

La thèse "métalliste" prônée par l'Espagne lorsque ses flottes découvrirent les côtes américaines voulait que le pays le plus riche fut celui qui possédât le plus de métaux précieux dans ses caisses. La métropole espagnole s'intéressa aux mines d'or et d'argent des nouveaux territoires conquis et négligea toute autre matière première utile au développement de son industrie. Madrid suivait encore ce précepte économique au XVIII^e siècle. Les manufactures castillanes et andalouses ne purent rivaliser avec leurs homologues françaises, hollandaises ou anglaises qui profitaient d'un pacte colonial entendu autrement : le pays le plus riche se définissait comme celui qui vendait plus qu'il n'achetait à ses concurrents. Il s'agissait de retirer des bénéfices de la commercialisation des produits obtenus dans les colonies. L'Espagne s'étant intéressée exclusivement aux bénéfices miniers ne put voir sa bourgeoisie naissante se consolider et s'enrichir. D'une part, l'afflux de métaux précieux engendra des hausses de prix et de salaires qui, se cumulant, rendirent les produits castillans non compétitifs sur le marché européen, d'autre part, la seule valeur stable restant la terre, les banquiers enrichis par le commerce colonial achetèrent des domaines et les anciens seigneurs féodaux se transformèrent en grands propriétaires terriens. Des dépenses improductives (guerres européennes, administration, entretien des fonctionnaires coloniaux)

vidant les caisses royales, la spéculation sous forme de prêts au trésor devint une autre source d'enrichissement.

L'Espagne ne mit pas à profit la masse des métaux précieux qui arrivèrent dans ses ports. Pour cela, il aurait fallu détruire les vestiges de la féodalité, créer une masse de main-d'œuvre salariée à bas prix qui aurait transformé en bénéfice capitaliste la hausse des prix engendrée par l'importation massive d'or et d'argent, il aurait encore fallu renforcer l'organisation commerciale des ports coloniaux comme cela se produisait à Anvers, Nantes et Londres. La bourgeoisie espagnole n'était pas assez puissante pour mettre à bas les forces féodales, elle ne disposait ni des capitaux, ni de la main-d'œuvre, ni des marchés intérieur et extérieur nécessaires au développement de ses manufactures. Elle fut de surcroît affaiblie par l'élimination des embryons capitalistes constitués par des éléments juifs et maures. Tradition de la richesse foncière, appauvrissement des villes et des campagnes, émigration des plus pauvres vers les Amériques, recul démographique, tels paraissent avoir été des traits prédominants de la situation économique de l'Espagne au XVII^e siècle. Ils ne favorisèrent pas l'éclosion de nouvelles sociétés dans les colonies. La métropole deviendra et restera le symbole d'une nation improductive faisant peser ses charges sur les territoires conquis.

Conquête des terres, recherche des filons d'or, extermination des populations indigènes, ces trois traits furent caractéristiques de l'entreprise d'État que constitua la colonisation des Antilles par l'Espagne. Aussi, la Perle des Antilles, si fameuse pour sa richesse au XIX^e siècle, ne fut-elle au XVI^e siècle qu'une réserve où les colons de Saint-Domingue venaient chasser les Indiens utiles à l'exploitation de leurs mines. L'appauvrissement de cette colonie les incita à se tourner vers Cuba. L'île fut conquise en 1511 par un groupe d'hommes qui s'installa dans sa partie orientale après avoir vaincu une courte mais farouche résistance indigène. L'exploration progressa vite : entièrement reconnue, l'île comptera sept villes en 1517. Les mines d'or furent les seules ressources exploitées durant les premières années de la présence espagnole. Elles ne rapportèrent guère, provoquèrent l'extinction définitive des populations indiennes, puis s'épuisèrent. De Arango y Parreño a décrit l'état de léthargie que connut alors l'île :

Cuba oubliée et méprisée comme les autres colonies dans lesquelles n'est pas satisfait immédiatement le désir pour l'or sacré, Cuba servait uniquement d'escale vers le Mexique... sa population progressait lentement, mais condamnée à vivre sans nouvelle de la métropole, sans vêtement pour se vêtir, sans vin pour célébrer le Saint-Sacrifice de la Messe et sans embarcation aucune qui en échange de ses produits exportât le surplus de ses fruits ¹.

Le commerce était quasi nul, l'agriculture castillane avait échoué dans ses essais d'acclimatation des semences du plateau central de la péninsule, la

¹ F. de Arango y Parreño, p. 56.

population diminuait en proportion alarmante et les colons les plus tenaces abandonnaient l'île pour chercher fortune au Pérou ou au Mexique. Une période de récession commença qui épargna le port de La Havane. Une nouvelle voie maritime entre l'Espagne et le Mexique avait été explorée, qui passait par le canal de la Floride, les flottes métropolitaines annuelles firent escale à La Havane.

L'élevage devint la seule activité économique qui put remédier à la stagnation de l'île. Des troupeaux de plusieurs dizaines de milliers de têtes de bétail furent lâchés. L'élevage extensif résolvait les problèmes posés aux colons par les exigences et les faiblesses du pacte colonial espagnol : absence de main-d'œuvre, de capital et de marché d'exportation autre que celui de la métropole. Aucun investissement important n'était requis, les soins apportés au bétail "marron" lâché en toute liberté sur des espaces non clos, étaient réduits, l'abattage avait lieu dans les pâturages où les animaux dépouillés de leurs peaux étaient abandonnés aux rapaces. L'élevage constitua l'activité économique principale du XVI^e siècle à la fin du XVII^e siècle. Les cuirs étaient exportés vers la métropole lors de la venue annuelle de la flotte de Séville qui apportait des produits manufacturés et des denrées alimentaires nécessaires aux colons. L'approvisionnement était souvent insuffisant et les interdits pesant sur tout commerce avec d'autres nations que l'Espagne furent tournés. Suivant une pratique qui deviendra tradition, les habitants de Cuba organisèrent un trafic de cabotage avec les îles avoisinantes, auxquelles ils livraient leurs récoltes de manioc, d'indigo, de maïs, de tubercules contre des armes, de la poudre, des outils et des tissus. L'ouverture de ces marchés clandestins, plus particulièrement celui de la Jamaïque, ainsi que divers autres événements allaient détruire l'équilibre précaire entre les intérêts de la colonie et de la métropole. En effet, à partir des années 1660, la Jamaïque connut une relative prospérité. L'Angleterre avait organisé là un trafic triangulaire, grâce auquel main-d'œuvre esclave et outillage hollandais étaient importés dans l'île et du sucre exporté vers la métropole. Le rythme de croissance des "Sugar Islands", comme furent dénommées à juste titre les colonies anglaises des Antilles, fut rapide. Cinquante ans après l'arrivée des premiers colons, la Jamaïque commençait à importer des produits de première nécessité telle que la viande séchée consommée par la population esclave de ses plantations sucrières.

Cette demande des planteurs voisins, à laquelle vinrent s'ajouter les besoins de la population locale croissante, conduisit les colons de Cuba à étendre leurs cultures vivrières et à adopter une forme d'élevage intensif. Le passage d'une forme d'exploitation à une autre fut facilité par le morcellement des sites d'élevage dû à la division des grands domaines entre des héritiers de plus en plus nombreux. Les pâturages furent clos et le bétail engraisé pour la consommation domestique. Ce changement mit de nouveau à jour les limites du pacte colonial espagnol. Le marché d'exportation des produits d'élevage demeurait étroit. D'autre part, sous l'effet de la croissance démographique les propriétés s'amenuisaient et les coûts de production croissaient. Les petits propriétaires introduisirent de nouvelles cultures concurrentes, celles du cacao et du tabac. Le conflit entre les producteurs de tabac

et les grands propriétaires fut rude, ces derniers accusaient les *vegueros*, les cultivateurs de tabac, de couper tout accès aux voies d'eau où se désaltéraient leurs bêtes, les champs de tabac étaient le plus souvent plantés sur les rives limoneuses des rivières. Ils les accusèrent aussi de brûler des étendues de terres vierges et de tuer le bétail qui piétinait leurs plants. Mais les intérêts des éleveurs ne furent pas défendus par la métropole, qui avait trouvé d'importants bénéfices dans le commerce du tabac créole, très apprécié des Européens. Les détenteurs d'importantes concessions de terre suivirent une autre voie : d'éleveurs ils devinrent planteurs. Il est à noter que cette transformation des sites d'élevage en terres à canne à sucre fut plus fréquente dans l'ouest de l'île qu'à l'est où les plantations sucrières ne s'implanteront qu'à la fin du XIX^e siècle. Dès le XVII^e siècle, la disparité économique qui opposa les provinces occidentales et orientales de Cuba à la fin du XIX^e siècle s'était établie.

Deux facteurs de la conjoncture internationale accélérèrent l'expansion de la culture de la canne à sucre à Cuba. Les zones traditionnellement productrices de sucre de Sicile et d'Andalousie déclinaient, la consommation de sucre en Europe augmentait. Les puissances rivales de l'Espagne dans les Caraïbes, la France, l'Angleterre et la Hollande, tentèrent de s'approvisionner à Cuba en déjouant le monopole de commerce de Madrid. Elles utilisèrent la flibuste afin d'obtenir des chargements de sucre sans payer au trésor madrilène les taxes correspondantes. La Hollande avait créé en 1631 la "Compagnie des Indes occidentales" avec le propos de blesser mortellement son ennemi espagnol, qui vit par deux fois sa flotte détruite entre 1628 et 1630. Les Créoles¹ se moquèrent une fois de plus des lois madrilènes et s'en remirent aux flottes de pirates et de corsaires qui infestaient la mer des Caraïbes. Des villes entières vécurent du trafic clandestin qui les pourvoyait en marchandises et esclaves et leur permettait d'écouler à de meilleurs prix leurs sucre et miel. Cependant, la rapide croissance de la culture de la canne à sucre se heurta à l'obstacle majeur du manque de main-d'œuvre. Certes les plantations ne périclitaient pas, mais elles ne prospéraient pas. Bien que l'île exportât désormais tabac, sucre, bois précieux, cuir et viande séchée vers l'Europe, Cuba demeurait une île où les immigrants espagnols ne s'attardaient pas, une étape vers le continent américain. Faute de bras, l'agriculture stagnait et la majorité des récoltes obtenues par des petits propriétaires blancs utilisant une main-d'œuvre familiale et quelques esclaves était encore destinée à la consommation interne et au cabotage avec les Antilles les plus proches.

¹ Terme désignant toute personne née dans l'île de Cuba, quelle que fût sa race.

2. Les bases de l'expansion sucrière

[Retour à la table des matières](#)

Les multiples entraves à la croissance de la culture de la canne à sucre ne furent brisées qu'à la fin du XVIII^e siècle. La production sucrière qui était de 20 000 *arrobas*¹ au milieu du XVI^e siècle, s'éleva au seuil maximal de 40 000 *arrobas* durant le XVII^e siècle et atteignit 2 387 688 *arrobas* en 1800 et 19 993 808 en 1850 (soit respectivement 220 t, 440 t, 26 742 t et 223 145 t). Une idée plus précise du développement de cette culture peut être donnée par le nombre croissant des unités de production : 50 en 1600 employant chacune 10 esclaves, 478 en 1760 utilisant une main-d'œuvre moyenne de 20 à 50 esclaves et 1 000 en 1820 comprenant 100 esclaves environ par habitation. La multiplication des *haciendas*² continuera au XIX^e siècle et leur nombre passera à 1 442 en 1846³.

Aux XVII^e et XVIII^e siècles, la culture de la canne à sucre fut imposée par les nations mercantilistes européennes aux colonies des Antilles en vue d'approvisionner leurs marchés nationaux. Le sucre fut essentiellement une denrée vouée à l'exportation vers les métropoles. Quatre éléments étaient nécessaires au développement des plantations sucrières : les terres, les capitaux, les marchés d'exportation et la main-d'œuvre⁴. Les Antilles, par leur position géographique, leur climat, la nature de leurs sols, leur abondance en terres vierges se prêtaient à la culture de la canne à sucre à grande échelle. Les nations mercantilistes possédaient les capitaux et les techniques nécessaires à l'établissement des manufactures et représentaient de larges marchés. Restait à résoudre la question de la main-d'œuvre. Les territoires antillais étaient des territoires vides, les populations indiennes avaient été décimées et les colons blancs restaient peu nombreux. Les planteurs créoles et les marchands métropolitains durent tourner leurs regards vers d'autres horizons : l'Extrême-Orient était encore méconnu et insoumis, seul le continent africain se présentait comme un réservoir de main-d'œuvre. De plus, les Portugais y avaient établi un réseau commercial sur les côtes du golfe de Guinée, et amorcé le commerce des esclaves africains.

Un problème se posa toutefois aux métropoles anglaise et française : comment obliger les Noirs amenés dans les Antilles à travailler dans des plantations contre de maigres rétributions alors qu'abondaient les terres vides et fertiles ? Les Africains n'allaient-ils pas s'enfuir, gagner les régions inoccupées par les Blancs et

¹ *Arroba* : mesure correspondant environ à 11 kilos.

² *Hacienda* : terme désignant les plantations, équivalent espagnol de l'habitation des Antilles françaises.

³ O. Pino-Santos, *Historia de Cuba, aspectos fundamentales*, La Havane, Editorial universitaria, 1964, p. 96.

⁴ S. Mintz et E. Wolf, "Haciendas and Plantations in Middle America and the Antilles", *Social and Economic Studies*, vol. 6, n° 3, septembre 1957, p. 380-412.

se transformer en paysans ? Tel n'était pas le projet des colons créoles qui désiraient voir ces bras attachés à leurs exploitations. En effet la production de sucre devait se conformer à une exigence qui demeure de nos jours : les cannes doivent être broyées dans les vingt-quatre heures qui suivent leur coupe, sinon, le sucre se dégrade. Si la plantation sucrière peut permettre une mobilité de la main-d'œuvre durant la morte saison, elle exige sa présence au moulin et dans les champs de canne durant la période de la coupe. La question qui se posait aux planteurs était la suivante : établis comme paysans indépendants, les Africains accepteraient-ils de travailler saisonnièrement sur les plantations ? La réponse était évidemment négative. Les planteurs pouvaient prévoir que les arrivants ouvriraient de nouvelles terres, formeraient des villages et vivraient étrangers au monde de la plantation. Seul, un régime répressif pourrait les obliger à demeurer sur les exploitations agricoles. L'abondance de terres disponibles rendait inopérante l'obligation de gagner un salaire pour survivre : une obligation extra-économique devait être créée. La surveillance vigilante de cette nombreuse main-d'œuvre était rendue impossible par la faiblesse de l'appareil d'État dans les colonies, les corps de police, la milice et l'armée étant trop restreints pour accomplir une telle tâche. Seul l'esclavage, c'est-à-dire un système social qui lierait par la force de la loi les immigrés à leur "employeur", qui leur ôterait toute responsabilité collective et individuelle et tout droit civil, seul un tel système répondait aux exigences des planteurs et de leurs protecteurs, les métropoles européennes. Des législations nouvelles furent écrites et les avantages de ce système qui heurtait tant les idéologies égalitaires de l'époque furent justifiés par des économistes, tel Herman Merivale :

Le travail esclave est beaucoup plus cher que le travail libre partout où la pression démographique et l'absence de protection légale obligent l'homme à offrir ses services à un prix à peine supérieur au minimum vital, et c'est ce qui se passa dans les pays européens. Mais malheureusement, ces circonstances ne se reproduisent pas dans les pays coloniaux où l'abondance des terres non appropriées, la fertilité naturelle du sol, le climat favorable, font que les hommes libres fuient le travail salarié quel que soit le niveau des salaires. La limite de rentabilité de l'esclavage est atteinte lorsque la densité de la population est telle qu'il devient meilleur marché de recourir aux services d'un journalier libre ¹.

Aux XVII^e et XVIII^e siècles, l'esclavage résolvait une série de problèmes dans les Antilles : il permettait l'immigration de milliers de bras utiles à l'agriculture et à la prospérité des îles ainsi que leur maintien dans l'enceinte des plantations sans aucune intervention étatique, le maître assurant lui-même la surveillance et la répression des éléments rebelles ; il permettait l'appropriation des terres par les colons blancs et la domination des îles par une population d'origine métropolitaine. D'autre part, il résolvait le problème du coût de la force de travail dans des

¹ H. Merivale, *Lectures on Colonization and Colonies, Delivered before the University of Oxford in 1839 and 1841*, p. 567.

contrées où les lois du marché capitaliste ne pouvaient fonctionner comme en Europe vu l'extrême abondance des terres cultivables. L'esclavage donnait la possibilité au colon sans fortune d'ouvrir des terres et de construire une usine à sucre. Empruntant sur ses prochaines récoltes de canne, il achetait des esclaves débarqués à La Havane après avoir été capturés en Afrique. Par la suite, il n'avait aucune dépense à réaliser pour rémunérer cette main-d'œuvre. L'Africain construisait sa paillote, cultivait un jardin, élevait quelques animaux et assurait ainsi sa subsistance et celle de sa famille s'il en possédait une. Le maître lui octroyait simplement quelques pièces de tissus annuellement. Cependant, lorsque les plantations s'agrandirent au XIX^e siècle, les bases de cette organisation changèrent, la question du coût de la main-d'œuvre se posa en d'autres termes comme on le verra plus loin.

L'Espagne désira imiter l'exemple de ses rivales qui s'enrichissaient grâce à leurs colonies antillaises mais son développement économique et sa position sur la scène internationale lui ôtèrent toute possibilité d'apporter aux Créoles les quatre éléments indispensables à la prospérité de leurs plantations. L'Espagne avait été la première métropole européenne à introduire la culture de la canne à sucre dans les Antilles, durant la seconde décennie du XVI^e siècle, mais ce ne fut pas à grande échelle.

Jusqu'aux premières décennies du XIX^e siècle, le problème le plus aigu pour les planteurs de Cuba resta celui de la main-d'œuvre. La population créole s'était accrue mais insuffisamment pour faire face à la demande de bras des habitations : en 1550, on comptait 6 000 habitants dont 4 000 Indiens, en 1662, 30 000 dont 2 000 Indiens et en 1759, 140 000¹. L'Espagne ne pouvait autoriser aucune hémorragie de population alors qu'elle connaissait, sous l'effet de facteurs internes, un grave déficit démographique depuis le XVI^e siècle : sa population de 7 millions d'habitants en 1500 s'accrut durant le XVI^e siècle, atteignit le chiffre de 8 millions en 1600 pour décliner ensuite considérablement. Elle était de 5,5 millions en 1650². Afin d'enrayer le flot d'émigration vers les colonies, l'Espagne interdit le départ des éléments féminins, à moins qu'ils ne soient liés par des nœuds conjugaux ou familiaux aux émigrants³. La proportion des femmes dans les Antilles espagnoles fut toujours minoritaire. On peut supposer que ce fait gêna la constitution d'exploitations agricoles familiales et obligea la paysannerie créole à recourir à une force de travail extérieure, concurrençant ainsi les planteurs sur le marché de la main-d'œuvre de l'île. De plus, l'Espagne ne put importer des esclaves elle-même. Le traité de Tordesillas qui avait octroyé l'Afrique au Portugal l'en empêchait. Elle dut dès lors accepter l'interférence de ses ennemis de manière à favoriser la croissance des îles. Elle offrit de nombreuses résistances politiques

¹ R. Guerra y Sánchez, *Historia de la nación cubana*, 1952, t. 2, p. 78.

² J. Maillet, *Histoire des faits économiques*, p. 175.

³ Ordre royal de 1556.

que l'Angleterre réussit partiellement à briser suivant le vœu des Créoles de voir les étrangers concourir au développement de leur économie ¹.

L'Angleterre désirait s'emparer des Antilles espagnoles : le XVIII^e siècle fut jalonné de guerres entre les flottes espagnole et britannique. À la paix d'Utrecht de 1713, les Anglais obtinrent le droit d'importer des esclaves dans les Indes occidentales espagnoles : la "Compagnie anglaise de la mer du Sud" (South Sea Company) gagna le privilège d'y transporter 140 000 esclaves entre 1713 et 1743 ². Parallèlement, le trafic de marchandises de contrebande s'accrut, favorisé par la complicité et la corruption des autorités coloniales. Afin de faire face à cette pression anglaise et créole, l'Espagne créa en 1740 la Compagnie royale de commerce de La Havane, chargée d'assurer le transport et la vente d'esclaves destinés à l'agriculture créole. Mais ce fut un échec, elle ne réussit pas à dominer le trafic de la main-d'œuvre noire, ni à assurer des marchés aux produits exportables tels que le sucre, le tabac et les cuirs. D'autre part, elle acheta les récoltes aux prix les plus bas. La contrebande demeura la solution la plus rentable pour les Créoles et la lutte entre l'Espagne et l'Angleterre s'aiguisa. En 1762, cette dernière s'empara de La Havane mais dut restituer la ville onze mois plus tard. Durant ces quelques mois, le port connut une activité intense ; il fut ouvert sans restriction aux bâtiments de la flotte anglaise et tout particulièrement à ceux de ses colonies du nord, c'est-à-dire aux futurs États-Unis d'Amérique. Sous le prétexte d'approvisionner les troupes anglaises, des dizaines de navires ayant à leur bord des agents commerciaux de Boston, de New York et de Londres relâchèrent à La Havane. L'importance commerciale de la ville s'accrut : le nombre de navires entrant dans le port passa de 6 en 1760 à plus de 200 par an ³. La brèche ouverte dans le monopole commercial espagnol ne se refermera jamais.

Des cargaisons d'esclaves gagnaient La Havane, de nouveaux marchés étaient ouverts : les Créoles avaient gagné les premières batailles grâce à leurs "alliés" anglais, d'autres restaient à engager en cette seconde moitié du XVIII^e siècle où la situation internationale leur était favorable. Les idées physiocratiques se répandaient en Europe et conduisaient l'Espagne à modifier ses relations avec ses colonies. Cuba fut un terrain d'essai des nouvelles mesures que la métropole pensait appliquer dans ses territoires d'Amérique et un train de réformes qui visait à intégrer l'île dans le contexte international fut adopté. La présence anglaise ne fut pas étrangère à ces réformes, qui peuvent être considérées comme des concessions obtenues par la force. Il en résulta de plus grandes possibilités de commerce pour l'économie créole. Les quelques entraves au libre trafic des marchandises entre Cuba et l'Espagne furent supprimées, la *Real Compañía Mercantil de La Habana* dissoute, et les privilèges dont jouissaient les ports de Séville et de Cadix annulés. De nouveaux ports furent ouverts au trafic colonial : Barcelone, Santander, Gijon,

¹ Don A. O'Reilly, *Memoria dirigida al Ministro Arriaga*, 1er avril 1764.

² O. Pino-Santos, *Historia de Cuba, aspectos fundamentales*, p. 86.

³ F. Knight, *Slave Society in Cuba during the 19th Century*, p. 10.

Alicante purent fréter des navires à destination des Antilles. L'organisation de compagnies maritimes marchandes dans les provinces de Catalogne et de Galicie en vue d'accroître les échanges avec Puerto Rico, Saint-Domingue et Cuba représenta un essai de libéralisation du commerce dans l'Empire espagnol. Le monopole des marchands andalous était visé¹ : l'Espagne commençait à s'industrialiser, ce qui supposait la participation de l'ensemble de son territoire au lucratif commerce avec les colonies. D'autre part, La Havane, dès 1778, ne fut plus reconnue comme le seul port d'exportation de l'île, Trinidad, Santiago, Batabano acquirent ce privilège.

...de telles dispositions écrivit un historien cubain² donnèrent lieu à un grand bond de l'industrie sucrière de Cuba, auxquelles s'ajoutèrent diverses circonstances favorables comme l'autorisation d'introduire plus d'esclaves, l'afflux d'argent dans l'île afin de financer la construction des grandes fortifications de La Havane et le fait que Cuba était à l'époque la seule colonie espagnole à produire du sucre. De cette manière, les obstacles au commerce extérieur de l'île, bien que celui-ci ne fut établi qu'avec la métropole, furent partiellement éliminés. Les résultats purent se faire sentir immédiatement, puisque dès 1779 Cuba exportait vers l'Espagne une quantité de sucre suffisante à sa consommation intérieure, c'est-à-dire 5 580 tonnes anglaises. Mais si le commerce entre l'île et la métropole était libre, la même chose ne peut être affirmée de celui qu'elle entretenait avec le reste du monde, lequel demeurait sujet aux lois archaïques de la Couronne. Cette paralysie cessa temporairement lors de la révolte des treize colonies américaines contre le roi d'Angleterre en 1779. Le roi d'Espagne et celui-ci se trouvaient en guerre l'un contre l'autre. Désirant causer préjudice à l'Angleterre, l'Espagne autorisa Cuba à commercer avec les révolutionnaires, et ainsi nos exportations de sucre augmentèrent.

Mais la métropole joua maladroitement en cette affaire : l'Angleterre étant l'ennemie, il convenait d'aider les colonies anglaises à gagner leur indépendance. L'aide fut financière sous forme de fonds remis par l'intermédiaire de la France, militaire sous forme d'armes et de munitions embarquées à La Havane à destination de La Nouvelle-Orléans. Elle fut aussi commerciale : les navires nord-américains s'approvisionnaient en sucre et autres produits à Cuba, ils déchargeaient des farines, des produits manufacturés et des esclaves. La brèche ouverte en 1713 (traité d'Utrecht) et en 1762 (occupation de La Havane par les Anglais) se faisait plus large. En fait, l'ouverture du marché nord-américain fut l'élément décisif de l'expansion de l'industrie sucrière à Cuba. L'Espagne essaya de rétablir son monopole commercial à la fin de la révolution américaine, mais les décrets ne furent jamais appliqués. La contrebande était affaire courante et l'agitation créole trop hostile à la métropole. De plus les États-Unis n'étaient en rien décidés à perdre le marché de Cuba. Ils avaient perdu toute possibilité de commerce avec leurs partenaires traditionnels, les Antilles anglaises, ils désiraient transférer leurs

¹ F. Knight, *Slave Society in Cuba during the 19th Century*, p. 9.

² M. Casanova, "La industria azucarera de Cuba", *Diario de la Marina*, n° du centenaire, La Havane, p. 134.

activités commerciales à Cuba. L'Espagne était vaincue. Un événement vint encore favoriser l'entreprise des Créoles : la ruine des habitations d'Haïti. Comme la prise de La Havane par la flotte britannique, la révolution haïtienne fut un accélérateur de la croissance des manufactures sucrières de l'île. Le marché international du sucre voyait l'un de ses plus importants producteurs disparaître, Cuba allait le remplacer après avoir éliminé l'un des derniers obstacles au développement de ses plantations, la législation foncière. À la fin du XVIII^e siècle, Cuba demeurait l'île couverte de forêts que le grand amiral Cristobal Côlon avait décrite avec enthousiasme lors de son premier voyage. Les espaces vierges étaient abondants et boisés, les canneraies qui avaient épuisé les sols de la ceinture de La Havane pouvaient s'étendre à l'intérieur de l'île. Mais le régime de la propriété foncière s'opposait à leur libre accès et à leur répartition. Les Antilles espagnoles ne connurent pas un système d'occupation privée des nouveaux territoires. La Couronne de Castille réclamait le droit de propriété des terres, montagnes, prés et rivières, respectant les droits des Indiens et assignant par décret des espaces vierges aux Conquistadors et nouveaux arrivants. L'île était donc le domaine personnel du monarque castillan qui, seul, avait la prérogative d'en disposer, la pratique fut d'accorder aux sujets des droits d'usufruit sur des étendues de terre ¹. Cet octroi était assorti d'obligations : l'usufruitier devait pratiquer les cultures prescrites par les autorités royales, il ne pouvait vendre, ni diviser, ni louer "ses" terres et interdiction lui était faite de couper les forêts. Ces prohibitions étaient autant d'entraves à l'extension des canneraies.

La lutte entre les planteurs et le pouvoir métropolitain éclata de nouveau. Grâce à la protection de capitaines généraux, tels que Las Casas y Arragori (1790-1796) et Alejandro Ramirez (1816-1819), eux-mêmes grands propriétaires dans l'île, les planteurs se moquèrent de la loi espagnole. D'autre part, dès 1795, par manque de liquidités, le gouvernement madrilène dut accepter de vendre des terres. Mais les planteurs avaient des alliés plus puissants que l'insolvabilité du trésor castillan et entre 1795 et 1820 ils obtinrent d'importantes concessions de la Couronne. Des décrets royaux de 1815 et 1816 donnèrent le droit aux usufruitiers de diviser, louer et vendre leurs terres. Et plus importante encore pour le futur développement des plantations, fut l'approbation royale "de la destruction des réserves forestières... Après une longue dispute, le sucre prenait le pas sur les besoins de la flotte royale (aux navires de laquelle les bois étaient réservés) : la Couronne espagnole avait

¹ Le système de concessions de terres octroyées par la Couronne consista originellement aux XVI^e et XVII^e siècles en des autorisations de pâture accordées à des particuliers, qui pouvaient y implanter des cultures vivrières. Ces lots se dénommaient *hatos* lorsqu'ils étaient destinés à l'élevage de bovins et *corrales* lorsqu'il s'agissait de porcs. Les *hatos* couvraient une superficie de 20 800 ha ou 1 600 *caballerias* (13,42 ha correspondant à la superficie pouvant être travaillée par un attelage en une journée), les *corrales* couvraient une superficie de 546 ha ou 42 *caballerias*. La forme de ces lots était circulaire suivant la méthode d'arpentage utilisée par Luis de la Peña lorsqu'en 1550 il dessina ces futures propriétés. Il donna un rayon de deux lieues aux *hatos* et d'une lieue aux *corrales*. Les espaces vides laissés entre ces domaines circulaires furent propriété de la Couronne. Sur ces terres, furent cultivés tabac, cacao et canne.

ouvert la voie à la révolution sucrière à Cuba ¹. Cette série de décrets royaux entraîna une forte spéculation sur les terres proches de La Havane et provoqua l'ouverture de nouveaux territoires sucriers dans la province voisine de Matanzas. L'un des effets les plus spectaculaires et les plus favorables à la croissance des manufactures fut le "fabuleux procès d'accumulation de capitaux que représenta la démolition des latifundia d'élevage" ².

Les capitaux ne manquaient pas dans l'île depuis 1760. Les grands commerçants de la Nouvelle Espagne, les marchands tout-puissants de Séville et de Cadix, les industriels et négriers nord-américains, les firmes anglaises et les quelques planteurs haïtiens qui avaient échappé à la ruine canalisèrent leurs avoirs vers Cuba, facilitant les crédits et acceptant en paiement sucres et miels.

Terres, capitaux, main-d'œuvre esclave, marchés d'exportation s'offrirent enfin aux planteurs créoles ; la première "valse des millions" étourdit l'île, toutes ses activités se tournèrent vers le secteur sucrier :

Ce fut une véritable fureur de fonder des moulins à La Havane à partir de 1792. En 14 ans, seulement dans l'évêché de la capitale, le nombre des moulins passa de 237 à 416 ³.

Le produit de ces nombreuses manufactures esclavagistes était destiné à un marché européen ou nord-américain. Tant que la concurrence n'atteignit pas les sucres de Cuba, les plantations purent étendre leurs canneraies sans entrave mais cette croissance portait en elle-même ses limites, au-delà desquelles le système esclavagiste se dévorait lui-même. À partir de 1840, un fait nouveau vint rendre ces limites évidentes aux yeux des planteurs : l'industrie sucrière européenne concurrença directement l'industrie sucrière créole grâce à un nouveau système de fabrication du sucre. Le produit créole dut répondre aux exigences du marché mondial : être obtenu à plus bas prix et à plus grande échelle. Industrialisation et esclavage parurent contradictoires. Devant ce dilemme, les planteurs cherchèrent quelque solution miraculeuse : ils la trouvèrent dans l'immigration chinoise.

C'est ce développement particulier de l'industrie sucrière de Cuba entre 1800 et 1880 qu'il faut retracer pour connaître les causes et le contexte de l'arrivée de 125 000 immigrés chinois dans la Perle des Antilles entre 1847 et 1874 ⁴.

¹ F. Knight, *Slave Society in Cuba during the 19th Century*, p. 17.

² M. Moreno Friginals, *El ingenio, complejo económico y social cubano del azúcar*, 1964, t. 1, p. 14.

³ *Ibid.*, p. 19.

⁴ 150 000 individus quittèrent la Chine du Sud, 125 000 arrivèrent à La Havane.

2

LA MANUFACTURE SUCRIÈRE ESCLAVAGISTE

1. Le secteur agricole

[Retour à la table des matières](#)

La canne à sucre ou *canamelle* fut jusqu'au XIX^e siècle une graminée qui se cultiva à partir de boutures comme l'observa un agronome français :

Bien que cette plante puisse se reproduire par graine ou par bouture avec une égale facilité, dans toutes les colonies du Nouveau-Monde on ne peut la multiplier que par boutures. Ce fait s'observe pour un grand nombre d'autres végétaux cultivés, qu'on multiplie par leurs racines et qui cessent dès lors de donner des semences fécondes ; tels sont le bananier, l'arbre à pin, et chez nous le lys et la tulipe ¹.

Il faudra attendre les résultats d'expériences réalisées tout au long du XIX^e siècle ² pour voir s'affirmer l'opinion que la canne se reproduit normalement par ses semences, et seul le XX^e siècle verra l'application de ces études. La canne à sucre fut jusque-là cultivée comme un clone. Grâce à de nombreuses descriptions de l'époque, il est possible de connaître avec quelques précisions les méthodes de culture employées dans les Antilles et particulièrement à Cuba aux XVIII^e et XIX^e siècles.

Bien que les mois d'octobre à janvier fussent les plus propices, l'époque de la plantation des cannes variait selon la disponibilité en main-d'œuvre. Les terrains étaient défrichés suivant la technique de l'écobuage : arbres, arbustes, lianes étaient coupés et les troncs qui pouvaient servir de bois de chauffage étaient enlevés. Des lignes de protection contre le feu étaient ensuite tracées. Ces intervalles dénommés

¹ Blachette et Zoéga, *Manuel du fabricant et du raffineur de sucre*, p. 19.

² R. Fauconnier, *la Canna à sucre*. Cet auteur, tout au long du chapitre 2, cite les expériences réalisées à la Barbade par Harper et Parris (1858), à la Martinique par Rouf (1871), à Maurice par Lemerle (1871), à Bourbon par Sigisyer (1885) et Mesgnil d'Entente (1889), à Java par Soltwedel (1888).

guarda-rayas, servaient de chemins de desserte. Ils étaient larges de 7 *varas*, soit 6 m, à l'exception des principaux qui conduisaient au moulin et atteignaient 14 *varas*, soit 12 m. 1 *vara*, mesure espagnole pouvant varier de 84 à 110 cm, équivalait à Cuba à 85 cm. Lorsque les matières végétales qui recouvraient le sol étaient suffisamment sèches, le feu y était mis. Cette opération était répétée deux fois, puis les cendres répandues uniformément sur le sol en guise d'engrais ¹.

Les terres défrichées et divisées, les cannes mères devaient être mises en terre. Sur la largeur du terrain, des lignes parallèles étaient tracées au cordeau et marquées à l'aide de craie, de cendre ou de sable. Des fosses de 18 pouces de longueur, de 12 de largeur et de 6 à 8 pouces de profondeur étaient creusées ². Le plantoir ³ ou la houe étaient les outils requis pour ce travail dans des terrains écobués, pierreux et comportant encore des racines d'arbres et d'arbustes. Au XIX^e siècle, les plantoirs de fer remplacèrent ceux de bois. Dans ces fosses ouvertes, étaient disposées les boutures. Aucune portion du plant ne devait être exposée à l'air et à la lumière, aussi

on coupait l'extrémité supérieure de la bouture au niveau du sol et on la recouvrait de terre, en manière de buttage, afin de la préserver de la sécheresse et de la forcer à ne produire que des pousses profondes, bien enterrées, qui trouvent plus de nourriture dans la terre que des pousses superficielles ⁴.

L'outil utilisé pour cette tâche était la machette "sorte de lame droite ou courbée sur le plat, dont les dimensions varient de 20 à 30 cm de longueur, sur une largeur de 8 à 9 cm et une épaisseur proportionnée ⁵".

Une rapide exécution des travaux était obtenue en répartissant les esclaves en quatre groupes :

Les premiers placés au bord de la pièce, [...] coupent les cannes en morceaux, les seconds ouvrent les fosses [...] les troisièmes placent deux, trois et parfois quatre

¹ "Les opérations de défrichage étaient désignées en espagnol par les termes suivants : *chapeo* pour la coupe des herbes et arbustes, *tumba* pour celle des arbres et *quema* pour la mise à feu du futur champ. Les champs de canne ou quartiers ou pièces, *canaverales* en espagnol, ont souvent 100 m de côté, soit un ha de superficie, mais il n'est pas rare qu'on dépasse cette mesure. À Cuba, par exemple, la *caballeria* de 13,42 ha se partage habituellement par fractions de 1/8^e, 1/6^e, 1/4 ou 1/3, les champs ont alors pour surfaces usuelles 16,775 m², 22,367 m², 33,550 m² ou 44,733 m²." N. Basset, *Guide pratique du fabricant de sucre*, p. 492.

² Blachette et Zoéga, *Manuel du fabricant et du raffineur de sucre*, p. 18.

³ "Qu'on se figure une espèce de piquet, presque conique, de plus de 1,50 m de long, sur un diamètre de 5 à 6 cm à l'une des extrémités et se terminant presque en pointe à l'extrémité inférieure. Si l'on comprend que cette dernière portion est garnie de fer, on aura une idée approchée de cette machine". N. Basset, *Guide pratique du fabricant de sucre*, p. 320. Cet outil semble être le même que celui qu'utilisaient les Indiens de Cuba pour la culture du maïs à l'arrivée des Espagnols.

⁴ N. Basset, *Guide pratique du fabricant de sucre*, p. 520.

⁵ *Ibid.*, p. 536.

cannes parallèlement dans les trous, laissant un espace entre elles de deux doigts. Les derniers recouvrent les boutures de terre ¹.

Les cannes plantées, la main-d'œuvre connaissait quelques semaines de répit. Mais, dès que les jeunes plants commençaient à pousser, désherbage et sarclage étaient assignés aux esclaves qui devaient supprimer les herbes ennemies de la croissance des cannes. Les instruments de travail pour ces tâches étaient la machette et le crochet (*garabato*). Ce dernier est en bois, il se compose d'un manche de 0,50 à 0,90 m de longueur, vers le bout duquel on a introduit obliquement une tige de bois, formant crochet et inclinée sur le manche à 45°. L'ouvrier prend le crochet de la main gauche, la machette de la droite ; avec le premier il attire et rassemble les herbes à détruire, avec le second il les coupe soit au niveau du sol, soit entre deux terres ².

Par manque de main-d'œuvre, cette opération n'avait pas toujours lieu de manière régulière comme il aurait été requis. Jusqu'à la saison de la récolte, les champs plantés ne recevaient aucune attention, car les esclaves n'étaient pas disponibles. Seules quelques habitations pratiquaient un sarclage répété jusqu'à ce que les cannes aient atteint la hauteur de 60 à 80 cm. La richesse de leur végétation étouffait alors les herbes parasites. Les soins de culture et d'entretien se terminaient avec les désherbages, la prochaine étape était la récolte.

Les cannes à sucre étaient coupées à dix ou douze mois d'âge, quelquefois les planteurs attendaient seize à dix-huit mois. La récolte consistait en trois séries de travaux, la coupe, le ramassage des cannes et leur transport vers le moulin. Les plantes étaient sectionnées par le pied le plus près du sol d'un coup sec de machette. La section devait présenter un plan oblique afin de faciliter l'engagement des cannes entre les cylindres lamineurs. Les feuilles étaient arrachées, les flèches supprimées au dernier nœud, les cannes liées en bottes à l'aide de ces sommités appelées pour cette raison amarres. Elles étaient ensuite chargées sur des cabrouets, sorte de petites charrettes traînées par des mulets ou des bœufs, jusqu'à l'aire du moulin où elles étaient jetées dans le parc à cannes ³. Une règle fixe était observée à Cuba lors de la récolte : ce n'étaient pas les mêmes esclaves qui devaient couper les cannes, les ramasser et conduire les charrettes. La difficulté inégale des tâches et l'énergie physique requise par chacune étaient à l'origine de cette prescription suivant Moreno Friginals ⁴ :

Le nombre des coupeurs, des ramasseurs et des charrettes variait naturellement avec la distance des pièces ⁵ du moulin et les besoins de celui-ci en cannes. Comme charretiers on choisissait les hommes les plus robustes de l'habitation, non parce que cette tâche fut si rude, mais parce que ces hommes travaillaient parallèlement dans l'atelier des fourneaux. Cela signifie qu'ils conduisaient les charrettes huit à neuf

¹ M. Moreno Friginals, *El ingenio, complejo económico y social cubano del azúcar*, p. 91.

² N. Basset, *Guide pratique du fabricant de sucre*, p. 536.

³ *Ibid.*, p. 550.

⁴ M. Moreno Friginals, *El ingenio, complejo económico y social cubano del azúcar*, p. 97-98.

⁵ Nom des champs de sucre.

heures par jour, puis passaient ensuite huit à neuf heures dans la sucrerie en proie à une chaleur terrible et au rythme épuisant des équipages jamaïcains. Ensuite les suivaient en robustesse les coupeurs, bien que cela ne fut pas une règle fixe [...]. Les ramasseurs étaient les personnes les plus faibles, aussi les planteurs préféraient les femmes.

La récolte terminée, les tâches de désherbage recommençaient afin de faciliter le développement des repousses. Il était de coutume à Cuba de procéder à deux, trois ou quatre sarclages durant les semaines qui suivaient la coupe¹. C'était le seul travail réalisé dans les canneraies jusqu'à la prochaine récolte. À Cuba, chaque quartier donnait en moyenne quatre à cinq récoltes, à la suite desquelles il était abandonné et de nouveaux champs ouverts. Le cycle de la culture de la canne à sucre recommençait.

2. Le secteur manufacturier

[Retour à la table des matières](#)

La nécessité déjà mentionnée de broyer les cannes peu après leur coupe rend obligatoire la proximité du moulin et des canneraies, elle explique la relation étroite existant entre la capacité d'absorption du secteur manufacturier et les étendues de cannes plantées. Quelle était cette relation dans les habitations créoles de Cuba au début du XIX^e siècle ?

La composition d'une canne à sucre mûre est approximativement de 70 % d'eau, de 14 % de fibres, de 13,5 % de sucre et de 2,5 % d'autres matières solides. L'élaboration du sucre consiste à séparer celui-ci des éléments qui composent toute tige de *canamelle*. Les premiers sucres obtenus dans les Antilles espagnoles furent, suivant le témoignage de Bartolomé de Las Casas rapporté par Fernandez Ortiz², le fruit de la technique indienne. Les indigènes de l'île utilisaient un instrument de bois, dénommé *cunyaya*, qui fut décrit comme une presse à levier (*prensa de palanca*)³. Ces installations trop rudimentaires pour les besoins des colons furent remplacées par des moulins semblables à ceux utilisés dans les plaines andalouses. Ils consistaient en deux meules cylindriques tournantes, actionnées par une roue centrale mise en mouvement par des chevaux, et étaient dénommées *trapiches*⁴ ou *cachimbos*⁵. Ils tombèrent vite en désuétude, leur faible capacité de production les

¹ A. Reynoso, *Ensayo sobre el cultivo de la caña de azúcar*, p. 195.

² F. Fernández Ortiz, *Contrapunteo cubano del tabaco y el azúcar*, p. 16.

³ A. Maurizio, *Histoire de l'alimentation végétale de la préhistoire jusqu'à nos jours*, p. 282.

⁴ *Trapiche* : terme désignant ces moulins dont les rouleaux de bois ou meules étaient rangés sur une même ligne.

⁵ *Cachimbo* : l'origine de ce terme et sa relation avec la fabrication du sucre ne sont pas très claires. Le mot espagnol le plus proche est *cachimba*, qui désigne une pipe et par extension un four. Les dictionnaires donnent traditionnellement à ce mot une origine arabe, mais un auteur cubain, José Arrom avance que cette origine pourrait être indienne. *Cachimba* désignait chez les Indiens *Tainos*, indigènes de Cuba, un trou dans la terre servant à recueillir l'eau de pluie ou à

condamnait : ils ne broyaient que deux à trois tonnes de cannes par jour et la quantité de sucre obtenue était de quelque 325 lb quotidiennes ¹. De nouveaux modèles furent introduits, dont la capacité était double. Ce fut Gonzalès de Velosa, qui, le premier, construisit le modèle des moulins utilisés durant les premières années du XIX^e siècle. Ces machines, extrêmement simples, se composaient de trois cylindres de bois, d'une longueur de 35 à 40 pouces, d'un diamètre de 20 à 25 pouces ², rangés l'un à côté de l'autre et revêtus chacun d'un tambour de métal. Ces cylindres appelés encore *rôles* étaient percés, suivant leur axe, d'un trou carré dans lequel était enchâssé un arbre de fer coulé dont la partie inférieure, acérée, reposait dans une crapaudine ³ tandis que son extrémité supérieure, cylindrique, tournait librement dans un collet. La puissance était appliquée au cylindre du centre, son mouvement était communiqué aux cylindres latéraux par un engrenage. Un esclave engageait entre le rouleau du milieu et celui situé à sa gauche une poignée de cannes qui, entraînées dans le mouvement de révolution des cylindres, étaient saisies par un second esclave. Celui-ci les faisait repasser immédiatement entre le cylindre du milieu et celui de droite et ces deux opérations suffisaient à priver la canne de tous ses suc.

Les trois crapaudines qui supportaient les rouleaux étaient placées elles-mêmes dans une forte table dont la surface creusée en forme de cuvette et garnie de plomb recevait le jus des cannes écrasées qui s'écoulait le long d'une rigole jusqu'à la sucrerie. Les travaux du moulin étaient terminés. Ce système rudimentaire d'extraction du jus des cannes à sucre connut de nombreuses améliorations au début du XIX^e siècle sous l'impact de la révolution industrielle européenne. Les pièces de bois furent remplacées par des pièces métalliques et la disposition des cylindres changea. Ils furent disposés horizontalement de manière que leur centre formât un triangle. Le cylindre supérieur auquel le mouvement était imprimé reposait sur les deux autres de sorte que les cannes passaient de l'un à l'autre sans intervention des esclaves. Cette disposition des rouleaux était plus avantageuse, elle permettait de placer au niveau de la ligne de jonction du cylindre supérieur et d'un des inférieurs une table inclinée sur laquelle des cannes étaient étendues en couches par les esclaves et poussées vers les rouleaux. Exprimées et sèches, elles tombaient sur une seconde table placée de l'autre côté du moulin et s'amoncelaient avant d'être transportées sous les hangars. Chaque ensemble de trois cylindres pouvait exprimer suffisamment de cannes pour produire 15 000 *arrobes* de sucre par an ⁴. Il requérait 26 à 30 attelages de bœufs si la force motrice était animale. Afin d'obtenir des productions annuelles plus importantes, les planteurs devaient multiplier le nombre des rouleaux.

faire un feu. J. Arrom, "Presunto africanismo de unos topónimos antillanos", *Boletín de filología española*, n^{os} 28-29, 1968.

¹ F. Fernández Ortiz, *Contrapunteo cubano del tabaco y el azúcar*, p. 351.

² Blachette et Zoéga, *Manuel du fabricant et du raffineur de sucre*, p. 30.

³ Palier de base d'un arbre, servant de guide pour un mouvement de rotation.

⁴

Le jus des cannes extrait, on procédait à son épuration. Près du moulin établi en plein air et simplement abrité d'un toit, se trouvait la sucrerie, la *casa de calderas*, grand bâtiment rectangulaire longé d'une galerie dont les dimensions variaient suivant les habitations et leur importance. En son intérieur, étaient placés les fourneaux. Chacun d'entre eux supportait cinq chaudières hémisphériques établies sur un même foyer en vue d'économiser le combustible. Cet ensemble d'un fourneau et de cinq chaudières se dénommait "équipage" (*tren* en espagnol). Toute sucrerie au début du XIX^e siècle en comportait deux, distingués en petit et grand suivant la capacité de leurs chaudières. Chacune d'entre elles portait un nom particulier suivant l'opération qui s'y effectuait. La première se dénommait "grande" à cause de sa capacité supérieure aux autres, la seconde "propre" car le suc s'y épurait, la troisième "flambeau", attendu que le raffineur y reconnaissait si les opérations précédentes avaient été correctement réalisées, la quatrième "sirop" parce que le suc y devenait épais, la cinquième enfin "batterie" car la surface du liquide en ébullition y était battue à l'aide d'une écumoire. Les dimensions de ces chaudières allaient diminuant progressivement de la "grande" à la "batterie", cette dernière n'étant guère que le quart de la première, qui contenait de coutume 12 à 15 000 ¹.

L'épuration du jus des cannes comprenait plusieurs étapes que surveillait le *maestro de azúcar*, en français sucrier ou raffineur. Cet homme, personnage central de l'habitation, veillait à la qualité du sucre produit, étant responsable du degré et temps d'ébullition du sirop. Le sucre exprimé était versé dans la "grande", une quantité de chaux proportionnelle à celle du liquide et à sa pureté était ajoutée, et cette première charge, ainsi traitée, transférée moitié dans le "sirop", moitié dans le "flambeau". La même opération était répétée dans la "grande" et la seconde charge versée en son entier dans la "propre". La "batterie" remplie d'eau, le feu était allumé sous les chaudières. L'action de la chaleur ne tardait pas à coaguler les féculs qui, réunies à la surface du liquide, étaient enlevées à l'aide de l'écumoire. Ce suc, dépouillé de ces premières impuretés, prenait le nom de vesou. Dans la succession des opérations, le sirop allait se concentrant et, amené au point convenable de cuite dans la "batterie", il était transvasé dans le rafraîchissoir, vaisseau circulaire de six pieds de diamètre et de 2 de profondeur. Il était ensuite porté dans la purgerie, la *casa de purga*, et mis dans de grands bacs de bois où il cristallisait. Il fallait attendre trois semaines pour obtenir du sucre brut prêt à la vente. Si le planteur désirait un sucre blanchi, c'est-à-dire débarrassé des impuretés que la cuisson ne faisait disparaître, le vesou était versé dans des formes ou cônes de terre cuite, de 2 pieds de hauteur et 13 à 14 pouces de diamètre à leur base et était abandonné quelque 15 heures pour lui donner le temps de cristalliser. Les formes étaient ensuite implantées leur pointe en bas sur des pots rangés dans des compartiments de bois, nommés cabanes. La pointe de chaque forme était percée et bouchée d'une cheville de bois qui était alors retirée. Une bouillie d'argile et

¹ Soit 165 000 kg de sucre.

d'eau était versée dans les cônes. L'eau se séparait lentement de l'argile, filtrait à travers le sucre, entraînant sirop et impuretés qui tombaient dans le pot. Au fur et à mesure que l'argile se desséchait, elle était renouvelée, cette opération se répétait trois fois. Le pain de sucre demeurait dans la forme durant une vingtaine de jours, puis était retiré et exposé au soleil quelques heures. La décantation du sirop et le séchage du sucre blanchi duraient de deux à trois mois, ce processus se dénommait terrage, *aguaje*.

Quand les pains de sucre étaient secs, intervenait la sélection des différentes qualités de sucre, opération délicate réalisée à l'œil nu. Les divers degrés de pureté, au nombre de cinq, étaient donnés par les couches de sucre déposées dans les formes, la section inférieure correspondant à la plus mauvaise qualité. Le produit était ensuite emballé. S'il s'agissait de sucre blanchi, l'unité de conditionnement utilisée était la caisse de 16 à 22 arrobes (soit 170 à 230 kg) lorsque le transport jusqu'au point de vente se faisait par charrette. Si les sucres étaient chargés à dos de mule, ils étaient conditionnés en sacs de 10 arrobes (soit 110 kg) et transvasés ensuite. Le sucre brut était versé dans des tonneaux d'une contenance variant de 40 à 60 arrobes (soit 440 à 660 kg) ¹. Cette variation de poids est à rapporter à la faible cristallisation du sucre à l'époque. Le produit terré ne diminuait pas trop de poids, mais tel n'était pas le cas du sucre brut. Lorsque la production d'un moulin arrivait à destination, elle pouvait avoir perdu de 5 à 10 % de sa valeur. Les disputes entre planteurs et marchands se multipliaient lors de l'estimation des charges arrivées dans les ports européens. Les sucreries créoles de Cuba ne constituaient pas un cas particulier, toutes les habitations antillaises durent faire face au même problème. Ce ne sera qu'au milieu du XIX^e siècle que les emballages furent standardisés ².

3. La croissance par multiplication des moyens de production

[Retour à la table des matières](#)

La description des méthodes de fabrication du sucre permet de comprendre comment le seul moyen d'accroître la production en période de prospérité fut la multiplication arithmétique des outils de production et des esclaves.

Les récoltes obtenues la première année sur les terres récemment défrichées étaient abondantes ; la canne de plant, c'est-à-dire celle qui se coupe pour la première fois, donnait lieu à d'extraordinaires rendements : de 120 000 à 140 000

¹ Les éléments de la description du secteur manufacturier sont empruntés à Blachette et Zoéga et M. Moreno Friginals, dont les ouvrages de référence ont été indiqués.

² Ces nouvelles caisses auront les dimensions suivantes : 1,15 m de long, 0,68 m de large et 0,46 de hauteur.

arrobes par *caballeria*, soit quelque 100 tonnes à l'hectare ¹. Les rendements actuels peuvent donner une idée de cette fertilité étonnante ; ils étaient dans les années 1960 de

35	tonnes	à l'hectare	en Argentine
55-60	tonnes	à l'hectare	à l'île de la Réunion
80-85	tonnes	à l'hectare	en Afrique du Sud
100	tonnes	à l'hectare	en Égypte
190	tonnes	à l'hectare	à Hawaï ²

Mais dès la troisième récolte, les rendements baissaient, les cannes de *soca* (ou repousses) telles qu'elles étaient dénommées par les planteurs à Cuba, étaient moins riches en sucs.

Après quatre récoltes, lorsque les rendements atteignaient les taux de 55 000 à 70 000 arrobes de cannes par *caballeria*, soit 45,88 à 57,4 tonnes à l'hectare, les champs étaient abandonnés et de nouvelles pièces ouvertes. Reynoso exprima mieux que personne l'opinion que professaient les planteurs en la matière :

Il n'y a pas à perdre de temps à cultiver des terres fatiguées, vieilles et déjà exploitées, une terre récemment défrichée (*tumba*) vaut mieux qu'un grand nombre de terrains usés dont on peut disposer certes facilement [...]. Afin de rétablir à son niveau normal une récolte devenue insuffisante, ou afin de l'augmenter [...] il est indispensable de planter en terres écobuées ³.

La manufacture sucrière à Cuba nécessitait toujours des étendues de terres vierges. La limite de l'expansion était donnée par la distance au port de cabotage ou à La Havane d'où les récoltes étaient exportées.

Une habitation comportant un moulin produisait de 10 000 à 15 000 arrobes de sucre par an (de 110 à 165 t), dont moitié de sucre blanc et moitié de sucre brut ⁴. Les rendements des moulins étaient faibles, le taux d'extraction de sucre blanchi de 3 % et plus bas encore pour les habitations produisant du sucre brut. Cet indice n'est pourtant pas significatif pour l'époque. Vu l'état des techniques utilisées dans les secteurs agricole et industriel, les planteurs s'intéressaient plutôt au rapport terres plantées-sucre. En effet, toute augmentation de la production impliquait non seulement une multiplication des moulins mais surtout l'extension des terres cultivées. Il en résultait un accroissement du nombre d'esclaves, plus important dans le secteur agricole, qui occupait la majorité des esclaves : le rapport terres-sucre illustre cette prédominance du secteur agricole dans la manufacture sucrière du début du XIX^e siècle. Compte tenu de ces faits, les rendements à Cuba étaient

¹ M. Moreno Friginals, *El ingenio, complejo económico y social cubano del azúcar*, p. 96.

² F. Charny, *le Sucre*, p. 46.

³ Cité par M. Moreno Friginals, *El ingenio, complejo económico y social cubano del azúcar*, p. 88.

⁴ *Ibid.*, p. 105.

impressionnants, ils s'élevaient en moyenne à 3 000 pains de sucre par *caballeria*¹, soit 5 100 kg de sucre par hectare. Ramón de la Sagra cita le cas de 8 000 pains de sucre obtenus sur des pièces nouvellement défrichées, soit 7 400 kg à l'hectare. Toute augmentation de la production résultait en une multiplication des outils et moyens de production : moulins, équipages, bassines, cabanes, formes, chariots, esclaves, terres, bétail.

Des chiffres illustrent cette obligation mieux que tout commentaire. Défricher une *caballeria*, soit 13,42 ha, requérait 1 296 journées de travail ; il s'agissait de couper les arbres, de les débiter et de disposer le bois en piles de 6 *varas cubicas*, soit 14,40 m³². Ce bois suffisait à l'alimentation des foyers d'une habitation produisant 10 000 arrobes de sucre à l'année, soit 110 000 kg. Son transport exigeait le travail des esclaves durant plusieurs semaines, près de 4 000 chargements étant nécessaires à son acheminement jusqu'au moulin³. Chaque année, le chargement et le transport des réserves de bois entraînaient la mobilisation des esclaves durant un mois. Le plus souvent, toutefois, cette tâche était accomplie tout au long de la période de défrichage et de plantation et lors même de la récolte afin de ne pas mobiliser toute la force de travail à un seul point de l'habitation.

La main-d'œuvre nécessaire à la récolte des cannes à sucre dans une habitation de faible dimension telle que celle choisie ici, produisant 10 000 arrobes de sucre à l'année, peut être calculée approximativement. Une telle unité de production devait comporter 4 *caballerias* de cannes plantées, soit environ 53,6 ha. Pour une fertilité moyenne des sols la répartition des pièces était à peu près la suivante :

- 13 ha étaient plantés annuellement de cannes nouvelles et donnaient une récolte de 120 000 arrobes, permettant l'obtention de 5 000 arrobes de sucre ;
- 13 ha étaient composés de champs plantés deux ans auparavant⁴ dont la production était de l'ordre de 90 000 arrobes de cannes coupées, permettant l'obtention de 3 000 arrobes de sucre ;
- 27 ha étaient occupés par des repousses ayant donné deux à trois récoltes ; 140 000 arrobes de cannes pouvaient être coupées sur de telles pièces, dont les rendements en sucre seraient les plus bas : 1 500 arrobes par *caballeria*, soit 3 000 pour l'étendue totale de cette portion de terre cultivée.

¹ R. de la Sagra, *Histoire politique et physique de l'île de Cuba*, p. 386. Sur des terres plus usées, cet auteur indique des rendements de 2 200 pains de sucre par *caballeria*, soit 1 885 kg à l'ha.

² A. Reynoso, *Ensayo sobre el cultivo de la caña de azúcar*, p. 5.

³ Les calculs ont été faits à partir des chiffres donnés par Moreno Friginals dans l'ouvrage déjà cité.

⁴ Il faut se souvenir que la première récolte de cannes est obtenue 12 à 18 mois après la plantation, la seconde l'année qui suit, soit 24 à 30 mois après la plantation.

Si l'on sait que chaque coupeur de cannes coupait quotidiennement 400 arrobes, que des 100 esclaves de l'habitation, seuls, de coutume, 20 étaient choisis pour les travaux de la coupe, la quantité de cannes obtenue par jour peut être évaluée à 8 000 arrobes. La récolte exigeait environ 1 700 journées de travail, et les 43 esclaves qui coupaient, ramassaient et transportaient les cannes étaient occupés durant un mois et demi à ces tâches ¹.

Le secteur manufacturier requérait une main-d'œuvre moins nombreuse. Une dizaine d'artisans surveillait les installations, réparait les machines et pièces endommagées, une autre dizaine était affectée aux travaux de la purgerie, lorsque le maître s'intéressait à la production de sucre terré. De manière permanente, ces esclaves devaient surveiller l'écoulement des mélasses, changer les formes de site et de position et procéder au séchage progressif des pains. Quant à la sucrerie, qui ne fonctionnait que durant la période de la récolte, elle employait sept esclaves. Le moulin nécessitait un groupe de huit esclaves qui l'approvisionnaient en cannes, surveillaient les attelages et la marche des rouleaux.

Ces chiffres mettent en évidence le bas niveau technique de l'industrie sucrière au début du XIX^e siècle et l'importance de la main-d'œuvre qui en résultait. Le secteur agricole était à la base de tout accroissement de la production de sucre, et l'extension des champs impliquait une hausse du nombre des esclaves. Comme la mortalité entre ces derniers était élevée, 4 à 5 % à l'année et plus, et leur remplacement naturel nul, les planteurs devaient investir des capitaux supplémentaires dans la force de travail de leurs propriétés. Les cas de plantations comportant plus de 100 esclaves durant les années 1800-1810 étaient fréquents. Le nombre des esclaves augmentait dans l'île au fur et à mesure que de nouvelles terres étaient ouvertes, des bois rasés et des chemins vers La Havane tracés à l'intérieur des provinces occidentales.

¹ R. de la Sagra, *Cuba en 1860, o sea el cuadro de sus adelantos en la población, la agricultura, el comercio y las rentas públicas. Suplemento a la primera parte de la historia política y natural de la Isla de Cuba*. Suivant cet auteur, 10 esclaves étaient affectés aux tâches de la purgerie durant la récolte, 7 à ceux de la sucrerie, 8 au moulin, 5 à la surveillance et au maintien du bétail, 10 étaient artisans (forgerons, charpentiers), 2 gardiens, 10 environ enfuis. On apprend encore que 5 d'entre eux surveillaient les gangs d'esclaves. Des 100 esclaves constituant la main-d'œuvre d'une habitation produisant 10 000 arrobes de sucre blanchi, 43 demeuraient disponibles pour les travaux des champs lors de la récolte. Mais les esclaves travaillant dans la sucrerie étaient les mêmes que ceux qui charroyaient les cannes, travaillant huit heures dans les champs, huit heures à la fabrication du sucre. Il restait ainsi 36 esclaves pour le travail dans les canneraies, dont 20 coupaient les cannes et 16 les ramassaient et les chargeaient. À raison de 400 arrobes de cannes coupées par jour par esclave, 43 jours étaient nécessaires à la récolte des 350 000 arrobes. Le nombre de journées requis était de 43×36 esclaves + 43×7 esclaves $\times 1/2$ ($1/2$ journée pour les charretiers) = 1 698. Mais la récolte durait plus que ce temps idéal d'un mois et demi, car la plantation de 4 *caballerías* s'étendait sur toute l'année parfois, empiétant sur celle de la récolte. D'autre part, il faut compter avec les arrêts pour incidents mécaniques et les maladies ou accidents des esclaves.

La logique de la plantation esclavagiste se révélait identique dans le secteur de l'élevage. Toute multiplication des pièces cultivées demandait plus d'animaux de trait utiles au transport des bois, des cannes et parfois au labourage lors de la période de plantation. Mais ce fut le moulin qui absorba la force de la plupart des attelages. Un ancien sucrier écrivait :

Le troupeau est le second élément de l'habitation : il vient par ordre après les esclaves (*negrada*), et mérite une attention particulière à la fois pour sa valeur et pour son utilité¹.

Moreno Fraginalls commente ainsi ces propos :

Le bœuf fut la force motrice de l'habitation : il actionnait le moulin, tirait les charrettes, apportait les cannes coupées et emportait le sucre, labourait la terre et mort alimentait les Noirs tandis que son cuir servait à sceller les caisses. Et certaines plantations de petites dimensions qui plaçaient leur orgueil à produire un sucre blanc de très haute qualité, utilisaient son sang séché dans les opérations...²

Les chiffres sont éloquents : pour le type d'habitation choisi comme modèle, 26 à 30 attelages étaient nécessaires au mouvement du moulin, un nombre équivalent était requis pour les travaux des champs, transportant cannes coupées et charges de bois.

Les troupeaux devaient être multipliés chaque fois que la production s'accroissait. Ils posèrent le problème de l'extension des pâturages. Les bêtes étaient lâchées sur des terres laissées en friche après plusieurs récoltes de cannes, à raison d'une *caballeria* pour 25 têtes de bétail. Une habitation comprenant 50 à 60 attelages devait réserver 4 à 5 *caballerias*, soit 53,6 à 67 ha en prés. En effet, à ce troupeau de bovins, s'ajoutaient souvent plusieurs dizaines de mules qui portaient la récolte vers son point de vente, lorsque les chemins ne permettaient pas le passage des charrettes.

La première "valse des millions" fut essentiellement basée sur une croissance quantitative des moyens de production, mais une telle croissance était liée à trois conditions :

1. Les terres vierges et boisées devaient être à la fois abondantes et proches d'un port d'exportation telle La Havane ou une ville de la côte septentrionale de l'île, la rentabilité agricole n'étant pas assurée par des méthodes intensives de culture mais par les conditions étonnantes de fertilité du sol. Le transport de la récolte annuelle était une opération longue et coûteuse pour tout planteur. Le déplacement des moulins vers l'intérieur de l'île, où les voies de communication étaient inexistantes, ne permettait l'acheminement des caisses de sucre qu'à dos de

¹ Blachette et Zoéga, *Manuel du fabricant et du raffineur de sucre*, p. 432.

² M. Moreno Fraginalls, *El ingenio, complejo económico y social cubano del azúcar*, p. 103.

mule. Moreno Friginals ¹ a calculé le coût d'un tel transport pour une production annuelle de 10 000 arrobes de sucre et de 3 000 futailles de mélasses : il s'élevait à 2 300 *pesos* en 1795 alors que la valeur de la production était de 45 000 *pesos* ², mais il ne faut pas oublier que les prix du sucre étaient exceptionnellement hauts en cette fin du XVIII^e siècle.

2. L'accès aux bras esclaves devait rester aisé, ce qui signifiait que la main-d'œuvre noire devait demeurer disponible sur les côtes africaines afin de ne pas provoquer une montée des coûts. De la fin du XVIII^e siècle aux années 1840, les prix des esclaves se stabilisèrent aux taux de 400 à 500 *pesos*. D'autre part, le coût du maintien des esclaves devait rester bas.

3. La stabilité du marché international du sucre était un autre impératif ; elle permettait la fixation des prix de cette matière première à des taux favorables aux planteurs. La concurrence entre les divers producteurs mondiaux ne pouvait s'aiguiser sans détruire l'équilibre des habitations de Cuba.

Si ces trois conditions étaient remplies, la manufacture sucrière esclavagiste des années 1790-1840 était une entreprise rentable malgré les déplacements fréquents des moulins. La durée d'existence d'un site semblait être, suivant le témoignage de Francisco de Arango y Parreño, de plusieurs dizaines d'années, parfois 60 ans ³. La question de la rentabilité et de la rationalité économique des plantations esclavagistes utilisant les méthodes agricoles et manufacturières a donné lieu à une polémique ⁴, mais les arguments des auteurs mettant en avant le faible taux de profit de ces entreprises semblent s'effondrer dès que des calculs sont réalisés à partir des livres de comptabilité d'habitations ou de sources provenant des archives des îles. Suivant ces calculs ⁵, les profits annuels moyens

¹ M. Moreno Friginals, *El ingenio, complejo económico y social cubano del azúcar*, p. 70.

² R. Guerra y Sánchez, *Manual de historia de Cuba*, p.200.

³ F. de Arrango y Parreño, *De la factoría a la colonia*, p. 42.

⁴ L'acuité de la polémique sur la rentabilité des plantations dans le sud des États-Unis et les Antilles provient des problèmes soulevés. Il s'agit de savoir si les Antilles servirent au développement industriel des métropoles européennes ou furent au contraire des marchés soutenus artificiellement par ces dernières pour des raisons politiques. Il s'agit encore de savoir si le système esclavagiste du sud des États-Unis aurait pu évoluer vers un système industriel sans l'intervention du Nord, c'est-à-dire si l'abolition de l'esclavage aurait pu être obtenue sans la guerre de Sécession.

⁵ S. B. Sheridan, "The Wealth of Jamaica in 18th Century", *The Economic History Review*, 2e série, vol. XXVIII, n° 2, 1965 ; K. Aufhauser, "The End of Slavery in the British Caribbean", article non publié. Les calculs réalisés par ces deux auteurs à partir de documents d'archives des îles de la Jamaïque et de la Barbade concernant des plantations du XVIII^e siècle mettent en évidence des profits de 8 à 10 % du capital investi. Les chiffres disponibles concernant une période plus tardive à Cuba (suivant Ramón de la Sagra, *Histoire politique et physique de l'île de Cuba*, p. 445) sont impressionnants, quelque 30 %, mais il faut tenir compte de la conjoncture extrêmement favorable des années 1790-1795. Voir annexe 1.

d'une plantation utilisant comme force motrice l'eau ou la traction animale, étaient de l'ordre de 8 à 10 % du capital investi.

Cependant, la croissance quantitative posa le problème de la baisse progressive des rendements par esclave. Multiplier les surfaces cultivées, les moulins, les équipages, les esclaves sans changer qualitativement le flux de la production apporta les premières années une nouvelle prospérité. Mais au fur et à mesure que les habitations devinrent démesurées et comprirent 300 esclaves, les coûts montèrent et les profits baissèrent. Le rendement de chaque esclave ajouté à une habitation était non directement proportionnel au capital investi dans son achat et son maintien. Un fait intervint entre 1820 et 1840 qui retarda de quelques années la prise de conscience par les planteurs des limites de la rentabilité de leurs entreprises : les manufactures créoles de Cuba connurent une modification technique des installations de leurs moulins.

4. Les limites de la rentabilité

A. L'introduction de la vapeur

[Retour à la table des matières](#)

L'un des goulots d'étranglement de l'habitation avait toujours été la faible capacité d'absorption du moulin qui pouvait broyer, durant les mois de la récolte, une quantité maximale de 3 500 t de cannes. Si la récolte était supérieure, un nouveau moulin devait être installé et les coûts montaient. Les machines de fabrication anglaise apportèrent dès 1820 une solution à cette entrave à la croissance des manufactures sucrières traditionnelles : la vapeur fut utilisée comme force motrice.

En 1861, les habitations créoles de Cuba utilisaient dans leur majorité les machines à vapeur ; seuls les *trapiches* produisant pour la consommation intérieure du sucre de qualité inférieure, gardaient les anciennes méthodes de mise en mouvement des rouleaux. Les chiffres suivants montrent l'extension de l'emploi des nouvelles machines. Ces dernières étaient utilisées en 1827 dans 25 habitations sur 1 000, en 1846 dans 290 sur 1 442 et en 1861 dans 935 sur 1 336. À cette date le secteur dit semi-mécanisé, c'est-à-dire utilisant la vapeur ¹ produisait 80,6 % du sucre fabriqué dans l'île.

Pourquoi les planteurs acceptèrent-ils aussi promptement cette nouvelle technique qui avait pourtant connu vingt années d'essais infructueux de 1797 à 1817, date de la première installation concluante ? Moreno Fraginals explique ainsi l'accord total des planteurs sur l'utilisation de l'invention européenne :

¹ R. Cepero Bonilla, *Obras históricas*.

La première raison de l'extension des moulins actionnés par des machines à vapeur, il faut la chercher dans l'extraordinaire économie de main-d'œuvre et d'attelages, et dans les facilités apportées dans la production. Cette machine [...] éliminait de 50 à 80 attelages de bœufs et le personnel correspondant nécessaire à sa surveillance. Si nous prenons comme exemple une grande manufacture produisant de 30 000 à 40 000 arrobes de sucre, nous pouvons calculer que le nouveau système réduisait de plusieurs dizaines le nombre de bœufs et déplaçait vers d'autres activités non moins de 30 esclaves ¹.

La production annuelle de sucre pouvait atteindre 30 000 à 40 000 arrobes. Les manufactures comprenant plus de 300 esclaves ne faisaient plus figure de géants comme c'était le cas durant les premières années du XIX^e siècle, des plantations *San José de los Dolorés*, *La Ninfa*, *La Asunción*, *San Miguel* qui produisaient respectivement 40 982, 29 179, 29 000 et 32 364 arrobes de sucre ².

Mais cet avantage gagné, l'organisation de la fabrication du sucre ne changea en rien :

Durant son étape initiale, la vapeur ne provoqua aucune modification dans le flux de la production [...]. La plantation, avec son grand moulin de fer et sa machine à vapeur, put augmenter sensiblement sa production, et à un degré infime, ses rendements, mais en ce qui concerne le flux de la production, l'organisme resta intact. Les machines à vapeur appliquées au moulin déterminèrent un regain d'activité du système esclavagiste, sous la forme d'un procès d'exploitation continue et bestiale. En ce sens, les machines furent une malédiction pour les esclaves. L'observation la plus sagace de l'époque apparut dans la bouche d'un prêtre du roman "Cecilia Valdés" : Pourquoi dans les moulins à vapeur, y a-t-il plus de rébellions d'esclaves que dans ceux qui broient les cannes avec des attelages de bovins ? ³

L'introduction de la vapeur provoqua l'extension des surfaces cultivées afin de répondre à la nouvelle capacité productive du moulin. La caractéristique de la manufacture sucrière traditionnelle n'avait pas disparu avec l'apparition de la vapeur : la croissance se faisait de manière arithmétique. Simultanément les quelques avantages que le lent développement économique de l'île avait octroyés aux esclaves de Cuba furent annulés par l'introduction de la machine à vapeur. Les journées de travail furent allongées jusqu'à une durée de 15 heures, et les jours de fête réduits. La détérioration de la condition des esclaves entre 1820 et 1850 fut la conséquence directe de l'introduction des machines à vapeur dans les plantations. Les planteurs se trouvaient à nouveau face au problème de la limite de la rentabilité de leurs exploitations. Il fallait ajuster tous les travaux artisanaux des secteurs agricole et manufacturier à la nouvelle vitesse imposée par les moulins et

¹ M. Moreno Friginals, *El ingenio, complejo económico y social cubano del azúcar*, p. 110-111.

² *Ibid.*, p. 19.

³ M. Moreno Friginals, *El ingenio, complejo económico y social cubano del azúcar*, p. 111.

cela ne pouvait être obtenu qu'à l'aide de nouveaux esclaves, d'une rationalisation des tâches et d'une exploitation plus grande de la force de travail :

Le premier pas, l'addition d'esclaves, provoqua la croissance exagérée des manufactures jusqu'au point limite de rentabilité économique. Naturellement, cette limite ne peut être calculée que d'une manière empirique... Il est intéressant de voir comment, sans pouvoir trouver d'explication mathématique, les planteurs restèrent perplexes en face de ce phénomène pour eux incompréhensible : en ajoutant des esclaves, la production gagnait seulement des marges minimes, ne progressait pas, et, parfois diminuait ¹.

D'après les exemples cités par les témoins de l'époque, il semble que le point limite de croissance de la manufacture semi-mécanisée fut celui d'une production annuelle de 100 000 arrobes de sucre. La superficie de cannes plantées s'étendait sur 40 *caballerias* ², la *dotación* ³ comprenait 300 à 400 esclaves et souvent plus. Au-delà de ces chiffres, les profits baissaient de manière vertigineuse. La vie des esclaves fut évaluée en fonction des coûts de production. Tant que les côtes africaines furent ouvertes aux négriers, il fut meilleur marché de remplacer les esclaves que de les soigner. Le bossale était l'outil de production, "l'unité de mesure de la capacité productive de la manufacture" ⁴. Les livres de comptabilité des habitations montrent que les planteurs créoles calculèrent la rentabilité de leur force de travail. La main-d'œuvre était classée suivant sa productivité : trois Noires équivalaient à deux Noirs par exemple. Un taux de dépréciation annuelle fut établi, de l'ordre de 5 % durant les années 1830. Quant à la moyenne de vie utile d'un esclave, elle fut estimée à cinq années de service, temps moyen nécessaire à l'amortissement du capital investi dans l'achat d'une pièce d'ébène⁵. Cette extrême exploitation des esclaves entraîna une hausse de leur taux de mortalité, plus de 10 % entre 1820 et 1850 ⁶. Il devint nécessaire d'en acquérir de nouveaux.

¹ M. Moreno Fraginals, "Desgarramiento azucarero e integración nacional", *Revista de la Casa de las Américas*, n° 62, septembre 1971, p. 8.

² J. de la Pezuela y Lobo, *Diccionario geográfico, estadístico, histórico de la Isla de Cuba*, p. 447.

³ "Atelier" en français, terme désignant l'ensemble des esclaves travaillant dans une même habitation.

⁴ M. Moreno Fraginals, "Desgarramiento azucarero e integración nacional", *Revista de la Casa de las Américas*, n° 62, septembre 1971, p. 9.

⁵ Terme désignant un esclave. Les chiffres proviennent de l'article de Moreno Fraginals, "Desgarramiento azucarero e integración nacional", *Revista de la Casa de las Américas*, no 62, septembre 1971, p. 8.

⁶ M. Moreno Fraginals, *El ingenio, complejo económico y social cubano del azúcar*, p. 153.

B. L'accès à la main-d'œuvre

[Retour à la table des matières](#)

En 1807, l'Angleterre avait aboli la traite des Noirs à destination des Antilles, sans supprimer le régime de l'esclavage aboli quelques années plus tard. Les conséquences pour les planteurs de la Jamaïque, de la Barbade et de la Trinité furent immédiates : le prix des esclaves monta. Ils tentèrent de reproduire leur force de travail, c'est-à-dire d'élever des enfants esclaves. Le coût de chacun d'eux était élevé : 112 livres sterling à la Jamaïque, 109 à la Barbade et 152 à la Trinité alors qu'à la même date, les esclaves se vendaient à La Havane 45 livres sterling la pièce¹. De surcroît, les planteurs des Antilles anglaises devaient faire face à deux nouveaux obstacles. D'une part, l'usure des sols les obligea à l'emploi onéreux d'engrais. Suivant les calculs d'Eric Williams², leurs profits durant les dernières années du XVIII^e siècle baissèrent de presque 50 %. D'autre part, les productions sucrières mauricienne et indienne vinrent concurrencer celles des Antilles anglaises. Durant la première moitié du XIX^e siècle, la Grande-Bretagne se transforma en une puissance industrielle et coloniale. Cette expansion économique et territoriale la porta à se heurter à la puissance française dans les territoires d'Extrême-Orient, plus particulièrement en Inde et dans les îles Mascareignes qui commandaient l'accès à l'Asie. La Grande-Bretagne s'empara de l'île Maurice et de l'Inde, deux pays producteurs de sucre. Ce fait renforça la constitution dans la métropole d'une industrie sucrière de raffinage qui trouva dans les sucres coloniaux la matière première utile à son activité³. Pour protéger l'industrie sucrière de ces trois îles, la métropole britannique s'opposa à la traite des Noirs menée à bien par les commerçants havanais et sévillans. Elle mit autant d'entraves qu'elle put sur le trajet des navires transportant des esclaves, et rechercha la hausse des coûts de production dans l'île de Cuba. Pour comprendre l'importance de la stratégie anglaise, il faut savoir que les îles britanniques consommaient alors un tiers du sucre produit dans le monde.

En 1820, Londres obtint un nouvel accord de Madrid ; il portait sur la suppression définitive de la traite des Noirs, mais ce traité ne porta pas ses fruits avant 1845 et même 1865. L'Espagne était trop intéressée à la traite des Noirs, qui lui rapportait de substantiels bénéfices financiers, la fidélité politique des Créoles les plus puissants et l'assurance de garder la colonie de Cuba. Cependant, elle dut plier plus d'une fois devant les menaces anglaises et accepter à plusieurs reprises de faire face à l'hostilité créole. Elle accorda un droit de visite et de poursuite des bâtiments négriers ; de nombreux navires furent arraisonnés et les Africains

¹ D. Hall, "Slaves and Slavery in the British West Indies", *Social and Economic Studies*, septembre 1968, vol. II, n° 4, p. 307.

² E. Williams, *Capitalism and Slavery*, p. 122-123.

³ Voir à ce sujet les écrits d'Adrien d'Épinay, qui tenta de défendre les intérêts de la classe esclavagiste de Maurice auprès du gouvernement de Londres.

trouvés à leurs bords libérés. Ils furent dénommés à Cuba les "émancipés" ; un statut particulier leur était alloué suivant un accord passé entre l'Angleterre et l'Espagne en 1824. Ils devaient se soumettre à une personne privée durant une période de six ans afin d'apprendre un métier et les premiers rudiments de la religion catholique. À la fin de ces six années ils recevaient de leurs maîtres un certificat de liberté. Cette procédure fut une duperie qui ne gêna pas l'industrie sucrière de Cuba. Le trafic demeura florissant, les esclaves continuèrent d'arriver de manière clandestine. L'île connut en 1843 le taux le plus haut de population esclave de son histoire : 436 000 ¹ individus non libres, soit plus de la moitié de la population totale. L'Angleterre ne se hasarda pas à une attaque directe de Cuba. La lutte autour de la Perle des Antilles était âpre entre les trois puissances nord-américaine, espagnole et britannique. Espagnols et Anglais n'affrontèrent jamais l'oligarchie créole de peur de la voir donner son allégeance à son puissant voisin du nord. Les États du sud des États-Unis demeurèrent entre 1830 et 1865 les derniers territoires esclavagistes d'Amérique avec les colonies espagnoles des Antilles (Cuba, Puerto Rico). Dans les années 1840, les planteurs créoles furent favorables à une annexion à la Confédération, unique défenseur d'un ordre social blâmé de tous. La guerre de Sécession mit fin à leurs espoirs et l'Angleterre gagna la dernière bataille : la traite des Noirs disparut en 1865.

L'opposition anglaise au commerce des esclaves porta ses fruits tardivement. De 1824 à 1866, 26 026 Noirs ² furent saisis sur des bâtiments se dirigeant vers Cuba, mais seuls 10 000 d'entre eux furent libérés. Cependant, ces possibilités de poursuite des navires, de saisies de bossales obligèrent les trafiquants à chercher de nouveaux itinéraires, à affréter des bateaux plus rapides, à débarquer leurs cargaisons dans des points de plus en plus reculés de l'île, et enfin à monnayer à un prix élevé le silence des autorités coloniales. Ces faits rendirent progressivement les expéditions sur les côtes du golfe de Guinée moins enrichissantes, les prix des esclaves montèrent sur le marché de La Havane, créant des problèmes insolubles aux planteurs de Cuba. Un esclave mâle adulte valait en 1830, 300 à 400 *pesos*, et 1 250 en 1855. Le résultat de trente longues années d'escarmouches entre l'Espagne et l'Angleterre devenait enfin visible.

Les planteurs envisagèrent plusieurs solutions aux difficultés causées par la politique agressive mise en œuvre par l'Angleterre. Ils tentèrent d'élever des enfants esclaves suivant l'exemple de leurs voisins jamaïcains, au début du XIX^e siècle. L'expérience fut désastreuse et se révéla plus coûteuse que le remplacement des esclaves au prix du marché. Elle fut rendue impossible par le rythme de travail des manufactures car une mère esclave devait être retirée de la production durant la grossesse et la période de l'allaitement de l'enfant. Ils essayèrent de faire accepter de l'Angleterre l'engagement sous contrat d'Africains libres. Le

¹ O. Pino-Santos, *Historia de Cuba, aspectos fundamentales*, p. 48.

² A. F. Corwin, *Spain and the Abolition of Slavery in Cuba, 1817-1886*, p. 278.

gouvernement londonien comprit que ce ne serait qu'une forme déguisée d'esclavage qui défavoriserait ses Antilles et il refusa.

Face à ces échecs, les planteurs cherchèrent à combattre certains effets humanitaires de la législation espagnole, qui favorisaient l'affranchissement d'esclaves. Bacardí y Moreau, dans ses chroniques de Santiago de Cuba¹, se plaignit de la facilité avec laquelle les esclaves se libéraient dans les villes et les zones de cultures vivrières. Il demanda la restriction de l'application d'une clause du Code de 1842² ; cet article permettait à un esclave, contre la somme de 50 pesos versés à son maître, de devenir un homme libre pouvant travailler à son compte. D'autre part, de nombreux maîtres possédant de petites exploitations, des ateliers, des commerces et n'ayant besoin de leur main-d'œuvre que de manière irrégulière donnaient à leurs esclaves le droit de travailler comme salariés, et recevaient une fraction importante des salaires. Les esclaves surent mettre à profit ces contradictions de l'économie créole mais cette voie ouverte à ceux d'entre eux qui n'étaient pas attachés aux grandes plantations ne fut qu'un étroit chemin vers la liberté. De 1852 à 1858, 16 237 esclaves furent affranchis³. La pratique de la location des esclaves semble avoir plus favorisé le transfert saisonnier de main-d'œuvre d'un secteur de l'économie créole vers un autre que l'affranchissement des esclaves. La lutte des planteurs contre cette clause du Code de 1842 fut sans grand effet ; elle ne servit pas à atténuer le déficit croissant de main-d'œuvre malgré le déplacement de quelque 40 000 esclaves des caféières vers les plantations sucrières⁴. En 1860, don José Suárez Argudín décrivit la situation :

Ainsi, si nous éliminons du nombre des propriétés rurales celles qui n'occupent pas le rang ou la catégorie de plantations, et si nous exigeons seulement 200 esclaves pour chacune de ces dernières (ce qui équivaldrait à compter un Noir pour chaque onze caisses de sucre raffiné), nous ne pourrions que convenir que le total nécessaire atteint le chiffre de 273 000, nombre insuffisant pour ce que nous désirons. Ainsi, même si nous savons qu'il existe à Cuba 374 000 esclaves [...] il est utile d'admettre 1) qu'ôtant de ce nombre 62 467 individus qui n'ont pas atteint l'âge de 15 ans et 41 645 qui ayant plus de 60 ans ne sont plus utiles au travail, il reste 270 694 esclaves ; 2) qu'il manque donc 2 306 hommes pour former le contingent de 273 000, qu'une évaluation très basse suppose indispensable aux 1 365 plantations que compte le territoire cubain ; 3) *que de plus le reste des exploitations rurales demeure paralysé alors même que les plantations ne peuvent s'agrandir*⁵.

¹ E. Bacardí y Moreau, *Crónicas de Santiago*, p. 141.

² Le Code de 1842 fut le règlement définissant les conditions de vie des esclaves et les droits et obligations des maîtres.

³ R. Lachatañere, "Notas sobre la formación de la población afro-cubana", *Actas del folklore*, 1^{re} année, n° 4, p. 8.

⁴ Les caféières disparurent devant la montée de la concurrence internationale entre 1830 et 1850.

⁵ Les dernières lignes sont soulignées par nous. J. Suárez Agudín et L. Fernández Persones, *memoria general o sea resumen de las razones justificativas del proyecto de inmigración de brazos libres africanos*, p. 6-7.

L'appréhension de cet auteur ne semble guère exagérée, il fallait encore retrancher de ce chiffre les hommes et femmes destinés au service domestique, soit près de 20 000 individus ¹.

Le gouvernement métropolitain, conscient des difficultés des planteurs, chercha quelques remèdes. En 1848, il commença à se préoccuper des conditions de vie des esclaves et des moyens de prévenir leurs nombreux suicides ². Les propositions de Madrid firent certes sourire les planteurs, il leur était conseillé d'accueillir plus de prêtres sur les plantations afin d'inculquer aux esclaves désespérés les principes religieux du christianisme qui "adoucissent les mauvaises passions et inspirent une conduite plus soumise" ³. Les "habitants" furent d'un esprit plus pratique. Ils savaient que leurs esclaves choisissaient la mort non par ignorance d'une autre existence que leur idolâtrie leur aurait cachée mais par désespoir devant leurs conditions de vie insupportables. Ils décidèrent d'attacher plus d'attention à la nourriture distribuée à leur main-d'œuvre, au nombre de femmes achetées, aux soins médicaux prodigués lors des maladies, accidents ou épidémies. Leurs préoccupations concernèrent l'organisation de la vie quotidienne des esclaves ; il s'agissait d'éviter la mort des nouveaux-nés et des femmes enceintes, de veiller aux bonnes conditions de travail des esclaves bien portants. Une voyageuse américaine commenta en termes réalistes le nouveau souci des planteurs :

... Les esclaves sont très bien traités, car leur santé est une affaire de dollars... ⁴

La politique dite du *buen trato* ⁵ se répandit : humaniser les conditions de vie des esclaves signifia raccourcir de quelques heures leurs travaux, établir des infirmeries dans chaque plantation, octroyer de meilleures rations alimentaires, accorder un repos hebdomadaire. Ce fut la politique contraire de celle qui était suivie durant les années 1820-1840. Les esclaves n'étaient plus bon marché. "Ce fut la conséquence logique du remplacement du principe de profit maximal par celui de perte minimale" ⁶. Ce n'était pas une solution à la crise des manufactures sucrières créoles mais une manière de survivre malgré elle.

Les plantations semi-mécanisées se trouvaient face à une impasse. Des facteurs conjoncturels et structurels s'unissaient pour consommer leur ruine. Les limites de croissance du système esclavagiste étaient atteintes comme l'exprima Moreno Friginals :

¹ Un impôt de 24 *pesos* par esclave affecté au service domestique fut créé plus tard en 1872.

² Archivo histórico nacional, Madrid : *Sección : Ultramar Cuba*, Legajo 3550.

³ *Ibid.*

⁴ M. Murray, *Letters from the United States, Cuba and Canada*, p. 251.

⁵ Soit en français "des bons traitements". Expression employée à l'époque pour désigner cette nouvelle attention portée aux esclaves.

⁶ M. Moreno Friginals, "Desgarramiento azucarero e integración nacional", *Revista de la Casa de las Américas*, n° 62, La Havane, 1971.

Grâce à un système d'exploitation bestial, les manufactures s'agrandirent, employant chaque fois plus d'esclaves, recherchant le degré optimal de travail de ces derniers, simplifiant les tâches [...] jusqu'à atteindre dans les années 1840 le point limite de la courbe des coûts marginaux. Dès lors [...] les planteurs commencèrent à être dévorés par leurs propres créations ¹.

¹ M. Moreno Friginals, "Desgarramiento azucarero e integración nacional", *Revista de la Casa de las Américas*, n° 62, La Havane, 1971, p. 10.

3

LA CRISE DE L'ESCLAVAGE : 1840-1880

1. Les nouvelles techniques européennes

[Retour à la table des matières](#)

Le coût de la main-d'œuvre ne constituait pas le seul problème des unités de production de Cuba. Lorsque les planteurs désiraient accroître la capacité productrice de leurs propriétés, trois goulots d'étranglement subsistaient : les bas rendements de la sucrerie et de la purgerie, la simplicité des contrôles techniques de la qualité du sucre et les coûts de transport. Certes, de 1817 à 1827, toutes les zones sucrières de la province occidentale de l'île avaient été reliées par voie ferrée aux entrepôts de Regla, la zone du port de La Havane, mais le chemin de fer, trop cher, n'avait pas encore pénétré l'intérieur des canneraies. Ces difficultés furent surmontées par l'industrie sucrière européenne qui jouissait d'avantages inconnus des planteurs créoles : des subventions d'État pour ses recherches, une technique avancée et un régime de travail libre.

Durant les années 1820-1840, les pays d'Europe traditionnels consommateurs de sucre, mirent en place une nouvelle industrie d'extraction de cette denrée à partir d'un tubercule, la betterave. Les vicissitudes de cette nouvelle venue furent grandes mais les événements politiques devaient faciliter son développement. Le blocus continental

équivalant à une véritable prohibition des denrées coloniales, reporta l'attention sur les moyens de se procurer le sucre des plantes indigènes [...] Un décret du 15 janvier 1812 établit cinq écoles de chimie, pour la fabrication du sucre de betteraves, dans les villes de Paris, Douai, Strasbourg et Castelnau-dary ; par ce même décret on ordonnait la création de quatre fabriques impériales, disposées de manière à fabriquer, avec le produit de la récolte de 1812 à 1815, deux millions de kg de sucre brut ¹.

¹ Blachette et Zoéga, *Manuel du fabricant et du raffineur de sucre*, p. 84.

La nouvelle industrie fut aussi encouragée en Allemagne et les productions française et allemande purent dès 1840 lutter de pair avec les produits des Antilles. La raison de la croissance de cette industrie est encore à chercher dans le rôle de la betterave dans l'agriculture européenne. Les cultures betteravières eurent une place décisive dans la révolution agricole du XIX^e siècle, car ce tubercule fut l'engrais principal employé en Europe sur les terres épuisées par des siècles de culture du blé. Les manufactures sucrières furent établies dans les zones de terres les plus fertiles d'Europe. La pulpe pressée et les feuilles des plantes servaient de nourriture au bétail, résolvant le problème de la soudure de printemps pour les éleveurs ¹. D'autre part, les techniques génétiques d'amélioration des betteraves à sucre permettaient des rendements croissants. Une autre cause du succès de l'industrie sucrière européenne fut la naissance de distilleries exploitant les mélasses. Tous ces faits expliquent la politique protectionniste ² des pays européens, qui permit des innovations techniques nombreuses.

Deux séries d'appareils furent inventés et ils se trouvèrent sur le marché international dès 1840. Un système d'évaporation sous vide fut mis au point. La méthode de Howard consista à cuire le sirop dans des chaudières fermées où le vide était établi. Les liquides s'évaporaient ainsi à de basses températures. D'autre part, la purgerie qui exigeait 10 % de la main-d'œuvre et dont les opérations duraient 30 à 40 jours, vit ses méthodes désuètes supplantées par les centrifugeuses. Le fonctionnement de ces dernières était le suivant :

Le sucre après avoir été amené à un point de sursaturation par son passage dans les appareils à concentration sous vide est envoyé, après malaxage, dans desessoreuses en toile métallique où la force centrifuge séparera le liquide (eau-mère) des cristaux qui resteront au milieu de la centrifugeuse [...] Un clairçage à l'eau ou à la vapeur viendra débarrasser les cristaux de leur dernière enveloppe colorée ³.

Ces deux opérations se dénommaient le turbinage et le blanchiment du sucre.

Les nouvelles techniques, transférées aux sucreries créoles multiplièrent les rendements en sucre. Les récoltes de 1841 et 1842 furent les témoins des premiers essais à Cuba. Suivant Ramón de la Sagra ⁴, les résultats obtenus furent les suivants :

¹ M. Moreno Friginals, "Desgarramiento azucarero e integración nacional", *Revista de la Casa de las Américas*, n° 62, La Havane, 1971. Selon cet auteur des calculs français du siècle passé montraient que chaque tonne métrique de betterave à sucre représentait un supplément de 4,1 kg de viande et de 31 litres de lait, les sucres et mélasses obtenus étant mis à part.

² Cette politique protectionniste visait à protéger les usines sucrières récemment installées, de la concurrence de leurs homologues antillaises.

³ F. Charny, *le Sucre*, p. 61.

⁴ R. de la Sagra, *Cuba en 1860 o sea el cuadro de sus adelantos en la población, la agricultura, el comercio y las rentas públicas, suplemento a la primera parte de la historia política y natural de la Isla de Cuba*, p. 81.

En ce qui concerne les rendements [...] il résulte que [...] en une habitation utilisant la force motrice animale, 1 000 charrettes de canne soit 80 000 arrobes, produisent en moyenne 241,57 charges de sirop qui donnent 2 953, 57 arrobes de sucre, soit 3,69 % du poids de la canne.

Durant la période suivante, avec un moulin mû à la vapeur, les mêmes 1 000 charrettes de canne ont produit 2 770,75 arrobes de sucre, soit 3,46 % du poids de la canne. Durant la dernière rouaison, utilisant la machine à vapeur et les appareils à concentration sous vide Derosne, la même quantité de canne a produit 4 730,42 arrobes de sucre, soit 5,91 % du poids de la canne.

Les rendements étaient presque doublés. De plus, la qualité du sucre centrifugé était supérieure et la longue échelle des cinq qualités de sucre laissait place à trois catégories nouvelles : sucre centrifugé blanc, sucre roux et mélasse, masses de sucre non passées par le procédé de raffinage.

Ces techniques furent rapidement appliquées en Europe et la concurrence entre le sucre européen et antillais s'aiguisa. Cependant, durant les années 1840-1860, l'extrême fertilité des sols de l'île servit à protéger l'industrie créole des effets de cette rivalité. D'autre part, la canne plantée donne plusieurs récoltes : tel n'est pas le cycle de la betterave à sucre qui exige d'être renouvelée chaque année. La canne est encore une tige, pour en extraire le suc, il suffit de la presser. La betterave est au contraire une racine qui doit être lavée et passée par un long procédé de macération avant de libérer le sucre qu'elle contient. Les coûts de production du sucre de betterave furent durant la première moitié du XIX^e siècle plus élevés que ceux du sucre de canne. Mais, peu à peu, les inventions techniques changeant cette situation, la concurrence commença à peser sur le produit créole et le marché du sucre se modifia. En 1859, Cuba possédait un marché d'exportation diversifié : ses récoltes étaient dirigées vers sept régions du globe¹. Grâce à cette situation, elle obtenait des prix relativement hauts pour sa production. Mais 1857 avait été marquée par une amorce de tendance à la baisse des prix du sucre et les faillites de planteurs furent nombreuses dans l'île. Dès 1850, les marchés européens s'étaient fermés aux produits de Cuba quand les raffineries allemandes, françaises, anglaises achetèrent les récoltes continentales ; le principal acheteur des sucres créoles, l'Angleterre, commença en 1856, à s'approvisionner en France. Même l'Espagne acheta les nouveaux sucres européens après 1850. La production de l'île de Cuba ne décidait plus des prix internationaux. Le seul marché ouvert était celui des États-Unis : la naissance et le développement de l'industrie sucrière en Europe placèrent les manufactures de Cuba dans la totale dépendance du marché américain. Cuba exportait en 1877, 82% de sa production totale vers les États-Unis, 4,4 % vers la Grande-Bretagne, 5,7 % vers l'Espagne, 1,6 % vers la France,

¹ R. Cepero Bonilla, *Obras históricas*, p. 102. Suivant cet auteur, Cuba exportait en 1859, 41,9 % de sa production totale vers les États-Unis, 25 % vers la Grande-Bretagne, 12 % vers l'Espagne, 8 % vers la France, 6 % vers l'Allemagne, et 2,3 % vers l'Amérique latine.

3 % vers les possessions danoises d'Amérique et enfin 1 % vers l'Amérique latine ¹.

1857 avait marqué le début d'une conjoncture défavorable à la production de l'île ; les retards techniques de son industrie étaient désormais plus difficiles à supporter face à la baisse des prix du sucre. Les capitalistes anglais, français, allemands, américains avec leurs règles de financement bancaire, leurs innovations techniques, leur système de main-d'œuvre salariée à bas prix, leur contrôle des marchés entraient en concurrence avec le système esclavagiste créole au moment où celui-ci arrivait à son point limite de rentabilité. Devant cette dure leçon, une seule solution était offerte aux planteurs : mécaniser à leur tour la production de leurs unités afin d'augmenter les rendements, d'améliorer la qualité de leur sucre et de concurrencer les produits européens.

2. La mécanisation des manufactures

[Retour à la table des matières](#)

En 1841, les premiers appareils à concentration sous vide furent introduits dans l'île, et l'un des planteurs les plus fortunés expérimenta le nouveau système d'évaporation du vesou. La firme française fabriquant ces machines envoya un des inventeurs à La Havane afin d'en surveiller l'installation. Huit ans plus tard, les premières centrifugeuses étaient livrées à Joaquim de Ayéstaran, propriétaire de l'habitation *Amistad*. Cependant, l'usage de ces appareils se répandit lentement : 8,3 % de la récolte de 1860 furent réalisés par des plantations utilisant les nouvelles techniques ². Pourquoi la mécanisation des manufactures fut-elle si lente alors qu'en 1842, devant les résultats des innovations techniques européennes, certains planteurs songeaient à former des compagnies sucrières qui distribueraient de hauts dividendes à leurs actionnaires ?

L'utopie imaginée par ces planteurs se heurtait à leurs yeux à deux réalités :

1. l'installation des nouveaux appareils nécessitait de fortes sommes, et changeait la productivité du secteur manufacturier sans altérer celle du secteur agricole, ce qui posait de nouveau le problème de la main-d'œuvre, alors que celle-ci était rare et coûteuse ;

2. les machines requéraient une attention et des connaissances de mécanique que les esclaves ne possédaient pas.

À Cuba, entre 1830 et 1850, les revenus annuels moyens d'habitations semi-mécanisées obtenant une production de sucre de 1 000 caisses soit 16 000 arrobes ou 127 600 kg de sucre et 4 000 barriques de mélasse étaient de l'ordre de 7 000

¹ R. Cepero, Bonilla, *Obras históricas*, p. 103.

² M. Moreno Friginals, *El ingenio, complejo económico y social cubano del azúcar*, p. 85.

pesos, les profits de 6 % du capital représenté par les propriétés¹. Dans le cas d'unités plus importantes, produisant 64 000 arrobes de sucre, les revenus annuels s'élevaient à quelque 19 000 *pesos*, les bénéfices restant équivalents à 6 % du capital investi dans les terres, les machines, les bâtiments, la main-d'œuvre et le bétail². Mais si l'on tient compte des nouveaux prix des esclaves à partir de 1860 et de la baisse des cours du sucre de quelque 50 % entre 1850 et 1880³, il apparaît que ces bénéfices et revenus annuels connurent une récession de moitié de leur valeur⁴. En 1860, un appareil de concentration sous vide "Derosne" valant 50 000 *pesos* et chaque centrifugeuse représentant la somme de 10 000 *pesos*⁵, leur achat fut impossible par les propriétaires d'habitations de taille réduite. Les planteurs connaissaient une autre cause de hausse des coûts de production : ils payaient aux banquiers et marchands espagnols ou créoles de forts taux d'intérêt sur le capital nécessaire à l'achat de terres, d'esclaves ou à la continuation des travaux de leurs manufactures. Venait encore s'ajouter la hausse des prix du transport des récoltes jusqu'au point de vente, les habitations se déplaçant vers l'intérieur de l'île.

En fait, le problème qu'affrontaient les planteurs créoles était celui de la distribution du capital dans les unités semi-mécanisées. Les sommes allouées à l'achat et au loyer des terres, au remplacement des esclaves étaient devenues plus importantes lors de l'adoption de la vapeur comme force motrice des moulins ; ces sommes pouvaient parfois s'élever jusqu'à 80 % du capital investi dans les propriétés⁶. La hausse du prix des esclaves accentuait cette tendance. Ce ne fut donc pas, comme voulurent le faire croire les partisans de l'esclavage, la fuite des capitaux financiers devant de possibles mesures abolitionnistes espagnoles qui paralysa la transformation des plantations de l'île durant les années 1850-1880, mais plutôt la composition du capital dans les plantations semi-mécanisées qui engendra une baisse des profits, accélérée par la hausse des prix des esclaves.

Les planteurs tentèrent d'abaisser les coûts de production. Les coûts de maintien des plantations ne pouvaient être réduits. L'exploitation des esclaves avait conduit à la suppression des jardins alloués traditionnellement aux cultures vivrières ; une large portion des produits nécessaires à la subsistance de la main-d'œuvre devait être importée. Farine, viande séchée, poisson, caisses et futailles, tissus, outils étaient envoyés en quantités croissantes vers le port de La Havane, tandis que les coûts de maintien des esclaves croissaient. En 1845 un porte-parole du gouvernement espagnol⁷ avait estimé à 70 *pesos* la limite du coût de maintien

¹ R. de la Sagra, *Histoire politique et physique de l'île de Cuba*, p. 452.

² C. Madán, *Llamamiento de la Isla de Cuba y la nación española*, p. 11-15. Voir annexe 2.

³ M. Moreno Friginals, "Desgarramiento azucarero e integración nacional", *Revista de la Casa de las Américas*, n° 62, septembre 1971.

⁴ Voir annexe 3.

⁵ J. de la Pezuela y Lobo, *Diccionario geográfico, estadístico, Histórico de la Isla de Cuba*, p. 60.

⁶ M. Moreno Friginals, *El ingenio, complejo económico y social cubano del azúcar*, p. 13.

⁷ V. Vásquez Queipo, *Informe fiscal sobre el fomento de la población blanca y emancipación progresiva de la esclava en la Isla de Cuba*, p. 19.

annuel d'un esclave : au-delà de cette somme un planteur ne retirait plus aucun bénéfice de son entreprise et préférait cesser son activité économique.

Les planteurs tentèrent d'améliorer la productivité du secteur agricole. Un agronome devint célèbre pour ses violentes adresses aux planteurs, à qui il reprochait leurs "barbares méthodes" de culture de la canne à sucre. Les conditions pour l'obtention de meilleurs rendements agricoles sur des terres usées semblaient être réduites aux yeux des différents agronomes qui écrivirent entre 1860 et 1880 : sol ameubli et épandage d'engrais ¹. À la base de ces pratiques, était l'usage de la charrue ² dont Alvaro Reynoso démontra les avantages en décrivant :

la nécessité et la facilité de remplacer l'usage brutal de la force humaine par l'emploi de divers instruments aratoires tirés par des animaux, ce qui permettrait une exécution plus parfaite, plus régulière et plus rapide des travaux ³.

Sans labour, l'aération des matières souterraines ne se faisait pas et l'alternance des pluies et des sécheresses durcissait le sol. Les plants de cannes fichés en terre ne se développaient pas, donnaient naissance à des cannes rachitiques et pauvres en sucre. Suivant Alvaro Reynoso, l'emploi du labour permettait en sus d'un tracé profond des sillons et de l'aération des sols, une plus grande facilité des soins à donner à la canne durant sa croissance : sarclage, buttage, arrosage. De même, les opérations de coupe, levée et transport étaient plus aisées grâce à la rectitude des sillons. Les conseils des agronomes furent lettre morte, Alvaro Reynoso ne fut pas l'unique agronome qui ne fut pas entendu comme le rapporta Ramón de la Sagra ⁴ :

À Antigua, on a introduit une charrue d'un prix assez modique ; mais les Nègres s'opposent à cette invention, de sorte qu'avec les instruments perfectionnés on est obligé de faire venir d'Angleterre et d'Écosse des laboureurs qui sachent les employer, ce qui en renchérit considérablement l'adoption.

¹ Peuvent être cités les ouvrages de N. Basset et A. Reynoso déjà mentionnés et celui de M. Wray (*Manuel du planteur de canne à sucre*).

² R. de la Sagra, *Histoire politique et physique de l'île de Cuba*, p. 397. Cet auteur décrit la charrue employée à l'époque : "la charrue est la plus imparfaite que l'on connaisse, elle ressemble à celle dont on se sert encore en plusieurs provinces d'Espagne et en quelques départements de la France. C'est une espèce de crochet avec un soc cannelé et pointu, plus deux morceaux de bois placés sur les côtés que l'on appelle oreilles ; le timon est long et tout d'une pièce jusqu'au joug des animaux, sans couteau ni versoir. Cet instrument ne fait que gratter la terre à une profondeur plus ou moins grande, mais ne la retourne pas." Cet outil était loin du modèle prôné par Alvaro Reynoso, qui désirait introduire à Cuba des charrues comportant trois couteaux pour obtenir des sillons profonds, deux déversoirs pourvus de couteaux afin de briser les mottes de terre et un rabot de raies afin de scarifier le sous-sol.

³ A. Reynoso, *Ensayo sobre el cultivo de la caña de azúcar*, p. 97.

⁴ R. de la Sagra, *Histoire politique et physique de l'île de Cuba*, p. 399.

Pour les planteurs, les nouvelles méthodes impliquaient des dépenses non compensées par une hausse des rendements. Le principe de la multiplicité des emplois des esclaves resta en vigueur. En effet ¹ :

les esclaves étaient un capital à plusieurs emplois. En leur adjoignant des outils de peu de prix, ils pouvaient travailler à de nombreuses tâches très diverses : labourer avec la houe, sarcler, couper la canne, approvisionner les moulins, ensacher le sucre, conduire le bétail, construire les moulins, les bâtiments, tracer et réparer les chemins ; ils pouvaient ramasser du bois pour les foyers, pêcher et réaliser toute une série d'autres travaux [...] Comparés avec le reste du bétail, des outils, des machines, des bâtiments, les esclaves étaient en beaucoup de sens plus utiles et par conséquent hautement désirables [...] Tout homme sensé possédant un capital aurait probablement préféré acheter des esclaves plutôt que des charrues.

Les planteurs préférèrent acheter des esclaves à de très hauts prix plutôt que des charrues importées d'Europe. La véritable raison du refus d'une culture plus soignée de la canne à sucre n'était pas seulement contenue dans cet argument économique, elle était aussi à chercher dans le système social que connaissait l'île. Ramón de la Sagra l'exprima ² :

L'introduction d'un système d'agriculture perfectionnée est difficile à obtenir dans les grandes plantations de cannes et de caféiers cultivés par des esclaves, parce qu'il est impossible d'attendre des soins, de l'intelligence et de l'amour pour le travail d'êtres dégradés, qu'un système absurde fait regarder comme d'autant plus utiles qu'ils sont plus stupides [...]. Si la crainte du châtiment remplace le stimulant de la récompense, pourra-t-on jamais espérer l'amour du travail chez des hommes qui n'y trouvent que des tourments et du malheur ?

Les sociétés esclavagistes donnèrent forme à cette image de l'esclave noir, paresseux, stupide, docile et incapable d'apprendre des techniques élaborées. Ces arguments qui n'avaient d'autres buts que de justifier l'asservissement d'une race déclarée inférieure et de créer parmi les esclaves un esprit d'obéissance ne trompaient pas les planteurs. Ils savaient que la nonchalance et la négligence des esclaves pouvaient être dues à leur faiblesse physique plutôt qu'à leur stupidité. Ils savaient surtout d'expérience que cette inaptitude au travail n'était souvent qu'une forme déguisée de leur résistance à remplir leur labeur, que leur incapacité à accomplir des tâches délicates était voulue, que les chevaux devaient être remplacés par des mules plus résistantes aux mauvais traitements que les esclaves leur infligeaient le plus souvent intentionnellement. Les témoignages des planteurs à ce sujet sont nombreux, aucun d'entre eux ne pouvait oublier que certains esclaves remplissaient des travaux d'artisanat requérant attention et intelligence. Si la définition coutumière de l'esclave était celle d'un être sot, indolent et inapte aux

¹ D. Hall, "Slaves and Slavery in the British West Indies", *Social and Economic Studies*, vol. II, n° 4, septembre 1968, p. 308-309.

² R. de la Sagra, *Histoire politique et physique de l'île de Cuba*, p. 400.

tâches techniques, image que les abolitionnistes accentuèrent pour justifier leur action politique, les planteurs étaient avertis d'une possible résistance active des esclaves à l'utilisation de nouvelles techniques. Les nouvelles machines seraient endommagées comme le bétail avait coutume d'être maltraité. Dans ces conditions, les pratiques de culture intensive, d'arrosage et d'usage d'engrais, le maniement d'appareils coûteux paraissaient impossibles. Mécanisation et travail esclave semblaient s'exclure. Alors que la lutte de la puissance anglaise contre le système de travail esclave menaçait les plantations et limitait leur rentabilité, l'apparition de la technologie européenne dévoilait aux planteurs un antagonisme apparemment insurmontable, celui entre industrialisation et esclavage. Suivant les vœux de l'Angleterre, l'abolition devait être décrétée, elle ne le fut pourtant qu'en 1880.

Deux séries de raisons poussèrent les planteurs à refuser l'émancipation de leur main-d'œuvre esclave. Les commentateurs de l'époque les exprimèrent avec acuité ; citant comme exemple la Jamaïque, Cristobal Madán écrit ¹ :

Depuis que le système d'apprentissage a été promulgué, repoussant l'affranchissement total des esclaves à la date de 1840, ceux-ci se considèrent comme des hommes libres [...]. Le maître et l'esclave se trouvèrent en lutte ouverte ; disparu le prestige du premier, le second rompit ses liens de subordonné, refusa de travailler et désira imposer ses conditions ; l'agriculture traversa des moments critiques car il était impossible de contenir les effets des nouveaux droits que la loi reconnaissait aux esclaves [...]. Du système d'apprentissage le pas à l'affranchissement total fut rapide et inévitable, et le cadre qu'offre aujourd'hui la Jamaïque, autrefois opulente et heureuse, nous démontre à quoi mène l'émancipation des Noirs. Sa décadence matérielle, intellectuelle et morale est un fait reconnu par tous.

Cet adversaire de l'affranchissement des esclaves apportait des chiffres à l'appui de ses réflexions, mettant en garde ses compatriotes :

De 1832 à 1850, 150 plantations ont été abandonnées ainsi que 500 caféières provoquant le chômage de 60 000 travailleurs et l'abandon de 400 000 acres de terre. Les exploitations rurales se vendent avec difficulté pour 3 à 5 % de leur valeur à la date de l'émancipation ².

L'Angleterre avait décrété l'affranchissement des esclaves de ses colonies en 1833. Les Créoles de Cuba avaient observé la situation jamaïcaine durant les années 1830 et 1840 et en avaient retiré quelques leçons. Les autorités madrilènes furent averties des dangers de l'abolition de l'esclavage ³ :

¹ C. Madán, *Llamamiento de la Isla de Cuba y la nación española*, p. 109-110.

² C. Madán, *Llamamiento de la Isla de Cuba y la nación española*, p. 115.

³ Biblioteca nacional de Madrid, sala de manuscritos. *Comunicaciones cambiadas entre las autoridades de la Península y las de la Isla de Cuba sobre trabajadores negros esclavos y libres, sobre abolición de la esclavitud en las colonias inglesas y sus resultados*, n° 13856, 29 novembre 1847.

[...] j'envoie à Votre Excellence par ordre de la reine, une copie et traduction d'un rapport envoyé par Lord Grey, ministre des Colonies en Angleterre, au gouverneur général de la Jamaïque et celles d'un article du Morning Chronicle traitant tous deux du besoin de main-d'œuvre dont souffre actuellement cette colonie anglaise [...] Il y a longtemps que l'on recevait des nouvelles effrayantes de l'état dans lequel s'est trouvée réduite l'industrie anglaise dans ses colonies occidentales à la suite de l'émancipation des Noirs. Le Noir libre qui n'eut point d'autre stimulant que celui de ses propres besoins très limités, se laissa dominer par la paresse qui est caractéristique de sa race et termina par travailler si peu que de jour en jour l'industrie de ces îles où l'esclavage a disparu, périclita faute de travailleurs.

José Antonio Saco se fit l'écho de cette explication ¹ :

L'émancipation en masse désorganiserait à l'instant et partout le travail, car la plupart des esclaves abandonneraient les plantations pour jouir, à leur brutale manière, du don de la liberté. Les Nègres s'enfuiraient loin de ces terres qu'ils ont arrosées de leurs sueurs, et, dispersés dans les villes et les villages, sur les côtes de la mer et celles des rivières, au milieu des bois et des forêts, ils se jetteraient dans le vagabondage, le vol, l'assassinat et tout autres crimes qui forment le cortège inséparable d'hommes à moitié sauvages.

Les esclaves affranchis de la Jamaïque avaient déserté le lieu de leur humiliation pour se réfugier sur les dernières terres libres de l'île où ils s'étaient établis comme paysans. Les planteurs de Cuba redoutaient la même issue lors de l'émancipation de leur main-d'œuvre noire. L'abolition de l'esclavage ne pouvait être une mesure avantageuse pour leurs exploitations que si la densité de la population obligeait tout homme libre à devenir un journalier sur les plantations. Telle n'était pas la situation à Cuba entre 1850 et 1880. Le problème affronté par les premiers colons de l'île au XVII^e siècle se répétait deux siècles plus tard car Cuba demeurait une île dépeuplée. Les Créoles utilisèrent cet argument face à la métropole espagnole et firent observer que l'économie de la Jamaïque s'était désorganisée par manque de capitaux pour payer une main-d'œuvre devenue rare et chère. José Antonio Saco se fit une fois encore le porte-parole des planteurs de l'île qui craignaient la faiblesse de l'Espagne face à ses rivales européennes favorables à la disparition du système esclavagiste ² :

Ni la métropole, ni la colonie n'ont les ressources nécessaires pour indemniser les propriétaires d'esclaves : or une indemnité est à la fois juste et nécessaire, non seulement parce que l'esclavage constitue un droit de propriété sanctionné, protégé et toujours reconnu par les lois espagnoles, mais encore parce que c'est un moyen de mettre l'ancien propriétaire en état de payer le salaire des travailleurs libres qu'il lui faudrait employer pour suppléer au défaut de travail obligatoire [...] Selon nos calculs, Cuba compte aujourd'hui 350 000 esclaves, et bien que leur valeur ait considérablement baissé par suite des récents événements des États-Unis, on ne peut la

¹ A. Saco, *l'Esclavage à Cuba*.

² *Ibid.*

fixer pour chacun d'eux à moins de 2 000 francs en moyenne. Ainsi donc, avant de rédiger le décret d'abolition en masse, il faut se demander comment la métropole pourra payer aux propriétaires de Cuba le chiffre énorme de 700 millions de francs, auquel s'élèverait la valeur des esclaves. Est-ce que par hasard l'Espagne a cette somme ?

La métropole espagnole ne pouvant allouer cette somme aux planteurs créoles devait plier devant leurs exigences et affronter l'hostilité des gouvernements européens militant pour l'abolition de l'esclavage.

La question de la main-d'œuvre restait posée. Afin d'obtenir des approvisionnements en cannes à sucre abondants et réguliers, on avait proposé l'idée d'une émancipation progressive des esclaves, en vue de former un groupe de paysans noirs. Des primes auraient été accordées aux maîtres qui auraient libéré leurs esclaves en leur donnant des lots de terre ¹. La culture pratiquée aurait été celle de la canne à sucre. Eugenio Alonso y Sanjurgo conseilla d'autre part en 1874 la restitution des jardins aux esclaves qui auraient contracté de nouveau la coutume de travailler pour eux-mêmes, et écrivit ² :

Une fois démontrée à l'esclave l'excellence du travail et obtenue grâce à ses fruits sa libération, naîtront très rapidement les colons et la division du travail dans les plantations qui permettra de distinguer l'agriculture de l'industrie laissant cette première à la charge de ce grand cultivateur qu'est le bras noir.

L'argumentation économique aurait pu convaincre les planteurs, mais le problème politique soulevé fit refuser ces deux propositions. Le but des planteurs n'était pas de donner naissance à une paysannerie noire qui aurait pu renverser l'ordre social créole. À Cuba, les paysans étaient par tradition blancs et demeuraient les principaux alliés des planteurs dans une éventuelle lutte contre les éléments de couleur libres ou esclaves.

Le souvenir de la révolte massive des esclaves de Matanzas en 1844 était présent dans toutes les mémoires : des groupes d'esclaves brûlèrent d'immenses étendues de cannes à sucre, tuèrent quelques dizaines de Blancs et se soulevèrent dans la totalité de cette province proche de la capitale. Tout homme blanc craignait que l'octroi de la liberté aux Noirs asservis n'apportât un renversement d'équilibre politique, ne donnât lieu à des scènes sanglantes, telles qu'en avait connues Haïti durant les premières années du XIX^e siècle. Chacun d'entre eux se souvenait des lignes de José Antonio Saco ³ :

¹ Junta informativa de Ultramar, *Interrogatorio sobre la manera de reglamentar el trabajo de la población de color y asiática*.

² E. Alonso y Sanjurgo, *Apuntes sobre los proyectos de abolición de la esclavitud en las islas de Cuba y Puerto Rico*, p. 62. Sont désignés du terme de colons, les cultivateurs produisant uniquement de la canne à sucre.

³ J. A. Saco, *l'Esclavage à Cuba*.

La Convention adopta par acclamation le terrible décret du 4 février 1794 qui déclara tous les esclaves des colonies françaises des hommes libres et des citoyens. La France perdit Saint-Domingue.

Tout mouvement politique qui tendait à affaiblir l'autorité publique et à mettre en question le pouvoir de la force, devait être considéré comme une incitation des esclaves à la subversion. Ceux-ci instruits par les abolitionnistes profiteraient de toutes occasions pour reproduire à Cuba les scènes d'Haïti, telle était l'opinion professée par les Créoles blancs au pouvoir à La Havane¹. Les arguments politiques opposés à l'autorité madrilène tenaient en une phrase : les planteurs préféraient voir Cuba demeurer une colonie espagnole en cette période d'idéologie nationaliste florissante en Amérique latine que de la voir se transformer en république noire. Aucune métropole ne pouvant résister à de telles raisons prônées par le groupe économique le plus puissant de la colonie, l'Espagne tergiversa durant vingt nouvelles années sur la question de l'abolition de l'esclavage à Cuba malgré les attaques persistantes des puissances européennes.

Désorganisation de l'économie de plantation et revendications égalitaristes, telles paraissaient être les deux faces de l'émancipation des esclaves. Dans l'esprit des planteurs, seule une abolition progressive et contrôlée permettrait d'éviter ces deux dangers. À Cuba, l'équilibre politique reposait sur des pourcentages : en 1860, la moitié de la population était blanche, 20 % était composé d'hommes de couleur libres et 30 % d'esclaves. Toute mesure ou activité politique tendant à faire prendre conscience de sa force à la masse de couleur était considérée comme périlleuse ; un ordre du gouvernement supérieur civil de 1845 l'illustre² :

J'ai ordonné que ne soit réimprimée dans aucun journal de l'île la loi sur la répression de la traite des Noirs afin d'éviter que la nouvelle se répandant dans les campagnes et les villages, ne cause des effets nuisibles à la tranquillité et à la sécurité de ce territoire, tout spécialement parmi les gens de couleur libres ou esclaves.

Toute référence au combat mené par les autorités anglaises contre la traite était subversive, Cuba étant un territoire assiégé par les idées abolitionnistes dont Madán une fois encore montra les périls³ :

Pour autant que l'institution de l'esclavage répugne à des hommes non accoutumés à elle, il faut savoir concilier les intérêts existants [...] avec les sentiments philanthropiques de ceux qui voudraient voir cette institution disparaître. Ce règlement [abolition par l'Angleterre] dicté avec la plus saine intention peut bien être l'étincelle qui mette le feu à l'île de Cuba.

¹ J. Ahumada y Centurión, *Memoria histórico-política de la Isla de Cuba*, p. 256.

² Archivo histórico nacional, *Sección - Ultramar-Cuba*, legajo 3551, Madrid, 26 avril 1845.

³ C. Madán, *Llamamiento de la Isla de Cuba y la nación española*, p. 89-90.

Cette frayeur était accentuée par une fraction des Cortes, le parlement madrilène, qui affirmait que Cuba serait espagnole ou africaine. Seules l'autorité et l'armée métropolitaines pouvaient protéger les Créoles de l'influence d'un courant abolitionniste. Vasquez Queipo, dans un rapport sur l'état de l'île en 1850, proposait une solution au danger de l'africanisation de Cuba ¹ :

Le rapporteur ne proposera pas l'expulsion en masse des éléments de couleur libres mais recommandera aux tribunaux que les peines imposées aux criminels de couleur soient commuées en extradition, ce qui présenterait le double avantage de diminuer la population de couleur et celle des individus les plus dangereux en son sein...

Afin de demeurer au pouvoir, les grands planteurs qui dominaient la vie politique de la colonie refusaient l'abolition de l'esclavage et l'adoption d'un système de travail libre. Ils se trouvaient face à un dilemme. Pour entrer en compétition avec les producteurs de sucre européens, ils devaient mécaniser leurs sucreries. Ils ne le pouvaient pas, croyaient-ils, faute de liquidités financières et d'ouvriers capables de manier les appareils européens. Seule une autre forme d'organisation de la production sucrière, basée sur un système de travail salarié meilleur marché que le travail esclave, leur permettrait de réaliser les investissements industriels et agricoles requis par la mécanisation. Mais pour cela fallait-il encore que deux conditions soient remplies : que d'une part, une indemnité soit versée aux propriétaires d'esclaves affranchis qui disposeraient ainsi de capitaux financiers pour continuer leur activité économique, et que, d'autre part, il existât dans l'île une réserve de main-d'œuvre à bon marché. Ces deux conditions n'étaient pas remplies à Cuba durant les années 1850-1860. Toute abolition était synonyme de disparition pour les planteurs, qui refusèrent la suppression du travail esclave.

3. Le colonat

[Retour à la table des matières](#)

Si l'abolition de l'esclavage n'était pas décrétée, quelles solutions s'offraient afin de maintenir la compétitivité de la production sucrière créole ?

Les plantations de moindre importance disparurent. Les producteurs qui ne purent faire face aux emprunts contractés auprès des courtiers et des banques firent faillite ; de 1860 à 1877, le nombre des plantations passa de 2 000 à 1 190 ². D'autres planteurs, généralement propriétaires de domaines de plus de 10 *caballerias* et d'ateliers de plus de 100 esclaves renoncèrent à la mécanisation des sucreries et purgeries. Deux faits se combinèrent pour obliger ces planteurs à l'abandon progressif de la fabrication du sucre. L'impossibilité d'acheter de

¹ V. Vásquez Queipo, *Informe fiscal sobre fomento de la población blanca y emancipación progresiva de la esclava en la Isla de Cuba*, p. 59-60.

² R. Guerra y Sánchez, *Azúcar y población en las Antillas*, p. 56.

nouveaux esclaves trop coûteux les conduisit à liquider les phases de la production qui exigeaient une abondante main-d'œuvre. Ce fut la nouvelle "recette miraculeuse" que décrit Moreno Fraginals en ces termes ¹ :

on commence à sacrifier une partie du flux productif dans l'espoir de faire survivre une manufacture de dimension de plus en plus réduite. Accepté dans ses dernières conséquences, cela signifiait transférer les esclaves de la partie manufacturière aux canneraies. La manufacture se dévorait elle-même.

Les planteurs pensaient atténuer leur déficit de main-d'œuvre, faire baisser leurs coûts de production et éviter la concurrence avec les sucres européens raffinés. Ce fut à ce point qu'intervint un second fait : l'ouverture du marché de la mélasse aux États-Unis. Ces derniers s'intéressaient au produit créole en tant que matière première des nouvelles usines de raffinage qui s'établissaient sur la côte est. La possibilité d'exporter de la mélasse vers l'Amérique du nord, alors que les marchés européens se fermaient, favorisa la récession technique de manufactures. La désintégration d'une fraction de l'industrie sucrière s'effectua progressivement. Dans ces unités, la purge du vesou durait quelque trente jours dans les années 1830, elle ne dépassait pas une dizaine de jours après 1840 et disparut entre 1860 et 1870. La main-d'œuvre esclave fut déplacée vers le secteur agricole. Ces habitants produisirent un sucre non raffiné, mais l'évolution de l'industrie sucrière créole allait les réduire à devenir exclusivement des producteurs de canne à sucre.

Les grands planteurs ne capitulèrent pas devant la concurrence européenne et cherchèrent des solutions. Un rapporteur auprès du gouvernement madrilène écrivit dès 1845 ² :

Supposons qu'on ne puisse obtenir un sucre de la qualité parfaite obtenue avec les grands, coûteux, et complexes appareils qui s'emploient désormais [...] on ne peut douter qu'il est très facile pour des petits propriétaires d'obtenir du sucre non raffiné à moindre coût, comme cela se pratique en Inde et aux Philippines. Comment la Commission royale (la *Junta Real*) peut-elle ignorer qu'il a existé et qu'il existe actuellement dans l'île, quelques petites plantations qui vendent leur sucre à l'état non raffiné ?

Certainement qu'elles n'en retirent pas les profits qu'en retirent les grands planteurs [...]. Mais, tout bien examiné, et tenant compte des importants capitaux investis, peut-être ces derniers ne retirent-ils pas des profits aussi grands que les petits propriétaires. En effet, c'est un principe sûr et constant que rien ne favorise tant l'industrie que la division du travail ; de même qu'il est certain que rien ne lui nuit autant que le désir de concentrer en un seul établissement les diverses opérations de la production. Comment aurait prospéré aussi vite l'industrie cotonnière si chaque fabricant s'était vu obligé à

¹ M. Moreno Fraginals, "Desgarramiento azucarero e integración nacional", *Revista de la Casa de las Américas*, n° 62, 1971, p.15.

² V. Vásquez Queipo, *Informe fiscal sobre fomento de la población blanca y emancipación progresiva de la esclava en la Isla de Cuba*, p. 43-44.

construire ses machines, à carder, filer, tisser et teindre ses toiles ? Pourquoi, dès lors, les pays producteurs de sucre, ou mieux dit les propriétaires de plantation ne se limiteraient-ils pas à produire en grande quantité et à bon marché, la matière première brute, laissant à l'industrie proprement dite, le soin de raffiner et d'améliorer ses produits ?

Les propriétaires des plantations, même au nombre des plus grands, ne pouvaient sans difficultés financières supporter à la fois le poids des investissements dans le secteur manufacturier et la charge d'une main-d'œuvre agricole nombreuse et chère. Une éventuelle division du travail les libérerait en partie de ce dernier souci. Une part des cannes moulues pouvait être récoltée sur les terres de propriétaires ayant fermé leurs sucreries faute de les mécaniser. Si les deux secteurs de l'habitation traditionnelle ne pouvaient plus être rentablement associés, ils pouvaient être séparés. Un nouveau type de producteur allait apparaître, le "colon"¹ : il planterait la canne à sucre sur ses terres et transporterait ses récoltes jusqu'à l'unité industrielle de raffinage la plus proche. Comme paiement de l'opération d'extraction il remettrait une part du produit obtenu au fabricant de sucre et disposerait du reste à sa convenance, le vendant lui-même. Cet agriculteur demeurerait un producteur indépendant ; la taille de son exploitation pourrait être celle des habitations traditionnelles au début du XIX^e siècle, quelque 5 à 10 *caballerias* soit 67 à 134 ha, ou serait de moindre dimension. Le système du "colonat"² semblait la solution la plus favorable aux intérêts des grands et moyens propriétaires, bien qu'il accentuât le clivage entre ces deux groupes. Il permettait aux premiers de moderniser leurs unités de production sans connaître le naufrage économique et politique, il offrait aux seconds la possibilité d'être inclus dans ce processus de modernisation. Tandis que le poids de la main-d'œuvre agricole passait sur les épaules des "colons", les capitaux des grands planteurs étaient dirigés vers le secteur industriel plus rentable. Ainsi, malgré une baisse de rentabilité, le système de travail esclave pouvait être maintenu et le pouvoir des planteurs ne pas être menacé.

Dans l'économie de plantation sucrière esclavagiste où des techniques de fabrication industrielle devaient être introduites, où la main-d'œuvre agricole faisait défaut, où les capitaux étaient aux mains d'une minorité de planteurs et de leurs protecteurs politiques métropolitains, où le passage au système de travail salarié était retardé afin de maintenir l'équilibre social et politique existant, le

¹ *Colono* en espagnol. Ce terme prête à confusion, car il désigna de tradition dans les territoires coloniaux espagnols des Amériques tout homme blanc s'établissant comme exploitant agricole. Il sera de surcroît utilisé au XIX^e siècle pour désigner à la fois les producteurs de canne à sucre dépendant d'une unité mécanisée et les travailleurs sous contrat.

² *Colonato* en espagnol, La traduction par "colonat" a été choisie, afin d'éviter toute confusion avec le terme de coloriage plus souvent utilisé dans les systèmes de plantation des Antilles françaises et des Mascareignes. Le colonage comporte un contrat de métayage et un contrôle du propriétaire sur la direction de l'exploitation. Le colon à Cuba demeurerait un producteur indépendant, propriétaire de ses terres et récoltes.

"colonat" apparut comme une solution possible. Mais, si des petits planteurs et paysans devinrent des colons d'usines mécanisées dès 1860, la transformation des propriétaires d'unités semi-mécanisées en colons s'opéra sur une période de plus de vingt ans. Durant ces années, les grands planteurs qui mécanisèrent leurs sucreries durent faire face à un besoin croissant de main-d'œuvre agricole et industrielle, alors que la main-d'œuvre esclave se raréfiait.

4

ABOLITION DE L'ESCLAVAGE ET COLONS ASIATIQUES

1. Le travail sous contrat

[Retour à la table des matières](#)

La question de la réserve de main-d'œuvre libre fut posée dès les années 1840 bien que les salaires agricoles durant les années 1845-1855 fussent inférieurs de moitié aux salaires urbains : un journalier recevait pour les travaux de la canne 20 *pesos* mensuels tandis qu'un ouvrier pouvait gagner dans une ville 2 à 3 *pesos* quotidiens, ce qui, inclut les inévitables jours de chômage, lui apportait une somme mensuelle de 40 à 50 *pesos* ¹. Lorsque la main-d'œuvre esclave se raréfia dans les années 1860, cette différence entre les salaires agricoles et urbains s'inversa. Les derniers restèrent les mêmes tandis que les premiers doublèrent. Pourquoi les péons libres, blancs ou de couleur n'émigrèrent-ils pas vers les campagnes afin de recevoir de plus forts salaires ? Les hommes de statut libre évitaient les tâches qui les obligeaient à travailler côte à côte avec les esclaves : ils méprisaient le travail manuel des plantations et seule une absence de qualification professionnelle pouvait les y contraindre. José Antonio Saco commenta cette attitude :

La présence de l'esclavage est ce qui, dans l'île de Cuba, comme dans tout le pays où il existe, lance un discrédit sur tout effort personnel. Travailler étant le fait de l'esclave, l'orgueil de l'homme libre s'alarme et il s'abstient de travailler totalement ².

Les 40 000 péons blancs qui aidèrent les esclaves durant la récolte de 1860 reçurent de hauts salaires. Les planteurs apprirent qu'ils ne pouvaient trouver la main-d'œuvre libre nécessaire à leurs sucreries et à leurs canneraies sans détruire l'équilibre financier de leurs propriétés et provoquer une grave crise dans les autres secteurs économiques de l'île.

¹ J. Pérez de la Riva, "La contradicción fundamental de la sociedad colonial cubana, trabajo esclavo contra trabajo libre", *Economía y desarrollo*, n° 2, 1970, p. 146.

² J. A. Saco, *Memoria sobre la vagancia*, p. 72-73.

En 1860, une solution fut proposée par la Cour de Madrid qui se heurta à un refus amusé des planteurs : celle de renvoyer dans les plantations les esclaves domestiques. Les maisons des grands planteurs comprenaient jusqu'à trente esclaves, dont la productivité était certes discutable. Hormis le fait que ces quelque 20 000 esclaves n'auraient pu résoudre le problème du déficit de main-d'œuvre, l'Espagne semblait vouloir oublier le prestige attaché à la possession de larges groupes d'esclaves domestiques dans une société où tout travail manuel était méprisé. La proposition fut repoussée. À Puerto Rico, les planteurs affrontaient à la même époque une situation semblable : la main-d'œuvre esclave ne suffisait plus aux besoins de leur industrie. Ils déplacèrent la paysannerie qui vivait de cultures non sucrières sur les plateaux intérieurs de l'île. Par la force de la loi, ces paysans furent obligés à venir travailler dans les plantations établies sur les terres côtières¹. Pourquoi les planteurs de l'île de Cuba n'adoptèrent-ils pas la même politique à l'égard des *Guajiros*², dont les plus pauvres se dirigeaient vers les plantations lors des récoltes ?

Certains planteurs étaient pourtant favorables à une semblable solution à Cuba :

Cette population se dédie à la culture de ce qu'on connaît à Cuba comme celles des fruits mineurs, tels que le maïs, les bananes, le manioc, les patates douces et autres tubercules et légumes qui constituent l'alimentation des esclaves des plantations et de la majorité des habitants des campagnes. À cette population appartiennent les individus qui, désignés sous le nom pittoresque de *guajiros*, passent la majeure partie de l'année, à cause du rare travail qu'exigent ces cultures, à parcourir les chemins à cheval, la machette à la ceinture, à assister à des combats de coq et à marauder parfois pour subvenir plus aisément à leurs besoins et vices. *En cette population, les propriétaires de plantations, trouveraient un élément excellent, qui, leur économisant un nombre considérable de bras, augmenterait le rendement de leurs récoltes de cannes*, et de plus cette population réunie dans les exploitations où se trouvent de nombreux esclaves, serait en même temps utile à l'obéissance de ces derniers, le jour de leur émancipation³.

Une législation appropriée aurait transformé cette main-d'œuvre peu laborieuse en main-d'œuvre permanente provoquant une baisse des salaires. Il faut savoir que 400 000 Blancs s'adonnaient à des tâches agricoles à Cuba en 1860. Mais les lois permettant l'expropriation systématique de la paysannerie créole ne furent pas adoptées. Seuls, quelques paysans furent chassés de leurs terres par l'extension des plantations à l'intérieur de l'île, comme le fit remarquer José Antonio Saco⁴. L'afflux possible de main-d'œuvre libre blanche ne fut pas un argument assez fort pour faire oublier aux planteurs créoles les dangers qu'il comportait : on ne

¹ S. Mintz, *Caribbean Integration*, p. 82-94.

² Nom espagnol pour désigner les paysans à Cuba.

³ F. Figuera, *Estudios sobre la Isla de Cuba*, p. 22-23.

⁴ J. A. Saco, *Historia de la Esclavitud de la raza africana en el Nuevo Mundo*, p. xxvii.

comptait qu'un Blanc pour chaque esclave dans les années 1840-1860. Sans la paysannerie créole, les planteurs auraient été fortement minoritaires. La situation à Puerto Rico était différente car on y comptait quatre Blancs pour chaque esclave.

En outre, à une époque où l'entretien des esclaves subissait une forte hausse, cette paysannerie remplissait la fonction appréciable d'approvisionner à de meilleurs prix que le marché extérieur une part des plantations. En 1830, des 25 732 *caballerias* exploitées, 5 000 étaient allouées à des cultures dont les produits étaient destinés aux plantations. Ces terres étaient aux mains de paysans ¹. Dans les années 1860, la situation n'avait guère changé, une partie de la paysannerie établie à l'ouest de l'île était intégrée au système de plantation et permettait une exploitation accrue des esclaves. La réserve de main-d'œuvre ne fut donc pas utilisée et la hausse du prix du travail ne s'arrêta pas. En 1860, les journaliers agricoles recevaient des salaires de 30 *pesos* ², ce qui représentait une différence de coût de quelque 80 à 100 % avec l'entretien d'un esclave. Les salaires perçus par les ouvriers européens à la même époque donnent une échelle de comparaison. En France, en 1850, un ouvrier recevait un salaire équivalent à 12 pesos, et un journalier agricole ne pouvait prétendre à plus de 2 ou 3 pesos par mois. Merivale cita comme normaux des salaires ouvriers de dix shillings hebdomadaires, soit 150 pesos par an ³. Aux États-Unis, pays des plus hauts salaires de l'époque, un ouvrier industriel ne gagnait guère plus de 15 pesos par mois. Ces salaires n'incluaient pas le logement et l'entretien des ouvriers comme ce, fut le cas à Cuba. Pérez de la Riva ⁴ considère qu'en valeur absolue les salaires agricoles de Cuba étaient trois à quatre fois supérieurs aux salaires industriels européens. Si l'on tenait compte du pouvoir d'achat de la monnaie, la différence était réduite de moitié.

La solution au problème de la main-d'œuvre ne pouvant être trouvée à l'intérieur de l'île, elle devait provenir de l'extérieur. Dès 1837, des planteurs avisés avaient conseillé aux autorités coloniales de favoriser l'immigration blanche espagnole. Cette idée s'était heurtée au refus des marchands espagnols intéressés à la traite des Noirs. Le conflit entre négriers et planteurs s'amorça. Quelques années plus tard, Madden affirma que le coût d'un salarié serait inférieur à celui d'un esclave ⁵. Vásquez Queipo, au nom des partisans de l'esclavage, répliqua que le travailleur libre coûterait deux fois plus cher que l'esclave ⁶. Il est cependant

¹ R. Guerra y Sánchez, *Manual de historia de Cuba*, p. 307.

² J. Pérez de la Riva, "La contradicción fundamental de la sociedad colonial cubana : trabajo esclavo contra trabajo libre", *Economía y desarrollo*, n° 2, 1970, p. 146.

³ *Ibid.*, p. 147.

⁴ J. Pérez de la Riva, "La contradicción fundamental de la sociedad colonial cubana : trabajo esclavo contra trabajo libre", *Economía y desarrollo*, n° 3, 1970, p. 147, note 14, voir annexe 4.

⁵ R. R. Madden, *The Island of Cuba, its Resources, Progress and Prospects*, p. 36-37. Voir annexe 5.

⁶ V. Vásquez Queipo, *Informe fiscal sobre fomento de la población blanca y emancipación progresiva de la esclava en la Isla de Cuba*, p. 23.

curieux de voir comment ces deux adversaires se réconciliaient sur un point : ils prenaient comme base de calcul des salaires de nouveaux immigrants la somme mensuelle de 10 *pesos*, les frais de maintien et de logement devant être ajoutés.

Acceptons sans preuve que la propension de ceux-ci (les travailleurs immigrés) au travail, comparés à l'indolence inévitable des esclaves, compense la moindre robustesse de la race blanche sous le climat tropical, compense encore le nombre d'heures inférieur qu'ils peuvent travailler, qui ne peut dépasser huit par jour, soit la moitié de celles que passent les esclaves à travailler durant la récolte [...]. Même dans ces conditions, il est indubitable [...] qu'est obligatoire un salaire plus important que celui alloué aux esclaves en location. Le loyer de ceux-ci qui peut atteindre 15 à 17 *pesos* lorsqu'ils possèdent quelque qualification, peut être fixé pour de simples journaliers à 10 *pesos* mensuels soit 120 à l'année, sans compter l'alimentation, le logement et les frais médicaux. On devrait donc estimer à 12 *pesos* au moins le salaire d'un péon blanc, néanmoins admettons qu'il soit de 10 *pesos* comme le loyer d'un esclave ¹.

Ces salaires de 10 *pesos* semblaient représenter le seuil acceptable car ils étaient en valeur absolue égaux aux salaires européens. Un péon galicien pouvait être attiré par de telles sommes, les salaires agricoles atteignant à peine 5 *pesos* mensuels dans cette province espagnole en 1846 ².

Avant de vaincre les adversaires de l'immigration blanche les planteurs devaient résoudre un problème ardu : comment obliger un homme libre à recevoir un salaire inférieur à celui payé à l'ensemble des travailleurs de l'île. Les nouveaux immigrés allaient désertir les plantations aussitôt que possible, afin de rechercher les tâches mieux rémunérées. Cristobal Madán, lui-même planteur, exprima cette préoccupation à sa manière.

Les salaires, comme toutes choses, ont leur prix fixé par la loi de l'offre et de la demande, et aucun moyen artificiel ne peut les faire monter ou descendre ; on amènera, si l'on veut, à grand coût des péons employés dans d'autres pays à un coût moindre que dans le nôtre ; mais très vite, ces péons refuseront de travailler, ou travailleront mal, ou abandonneront le pays ³.

En d'autres termes, seule la coercition pouvait obliger un immigrant libre à rester attaché à une plantation et à recevoir un salaire à peine égal à celui d'un esclave loué par son maître. Telle fut l'origine des contrats que les nouveaux immigrés durent signer avant de s'embarquer pour Cuba. Ces contrats attachaient par la force de la loi les nouveaux arrivés à un patron. Ce dernier leur devait salaire et entretien durant une période de cinq à huit ans. Ce système permettait aux planteurs d'obtenir une main-d'œuvre libre qui recevait de bas salaires et ne

¹ *Ibid.*, p. 20-21.

² J. Pérez de la Riva, "La contradicción fundamental de la sociedad colonial cubana : trabajo esclavo contra trabajo libre", *Economía y desarrollo*, n° 2, 1970, p. 147, note 13.

³ C. Madán, *Llamamiento de la Isla de Cuba y la nación española*, p. 49.

pouvait quitter la plantation avant la fin du contrat. Il permettait d'amorcer le procès de substitution de la main-d'œuvre libre à la main-d'œuvre esclave comme le virent avec regret les partisans de l'esclavage :

Le grand manque de bras fut pris comme raison de l'introduction de bras libres, et néanmoins on n'use point le mot "ajouter" parlant de ces nouveaux aides, ce qui aurait calmé l'anxiété publique qui existait ; on usa à la place le mot "substituer" ¹.

La solution au problème de la cherté de la main-d'œuvre libre dans un territoire colonial peu peuplé avait été enfin trouvée ; elle porta le nom de "colonisation" et correspondait au vieux projet d'importer de la main-d'œuvre bon marché dans les colonies ; il s'agissait d'une simple entreprise d'importation de Blancs.

Une longue série d'essais fut tentée afin d'attirer des Européens à Cuba. En 1837, Dau avait présenté un projet d'immigration de paysans européens, qui fut refusé : une des clauses du contrat des futurs arrivés leur permettait de s'établir comme paysans indépendants après quelques années de service dans les plantations. En 1838, un planteur créole demanda, à titre individuel, le droit d'amener de Castille 30 à 40 péons ; sa proposition fut rejetée par les autorités castillanes qui affirmèrent que leurs citoyens n'étaient pas vils au point de travailler côte à côte avec des esclaves ². Entre 1840 et 1845, arrivèrent deux contingents d'immigrants blancs ; ils étaient originaires des îles Canaries, de Catalogne et d'Irlande. Mais leurs conditions de vie furent si misérables qu'ils s'enfuirent et trouvèrent des emplois mieux rémunérés dans les villes. Un nouvel essai fut fait auprès de paysans galiciens ; en 1853, la peste et la famine sévissaient en Galicie et étaient autant d'alliés des planteurs. Ils remirent au capitaine général de l'île un "plan de grande importation de colons pauvres" qui devaient quitter leur province par les ports de Santander et de Bilbao. 2 000 Galiciens arrivèrent, puis le flot s'arrêta. Leur départ était sujet à maintes plaintes de la population qui empêcha la sortie des navires vers Cuba. La description des conditions de vie des émigrés était parvenue jusqu'aux ports Cantabriques. Ils recevaient 6 *pesos* par mois et étaient astreints à de dures tâches durant cinq ans. La plupart d'entre eux désertèrent. La colonisation blanche se soldait par un échec. La situation économique de l'île offrait trop de possibilités d'emplois hautement rémunérés aux colons sous contrat qui s'enfuyaient.

Les planteurs perplexes tirèrent deux leçons de cette expérience infructueuse : les clauses des contrats devaient lier de manière plus restrictive les immigrés à leur lieu de travail ; l'immigration d'hommes blancs était impossible, la conscience de leur droit à la liberté de mouvement faisait de toute tentative de travail forcé un échec. D'autre part, les partisans de l'esclavage lancèrent une âpre critique : l'image de l'homme blanc était avilie par le spectacle de ces immigrés traités très souvent

¹ C. Madán, *Llamamiento de la Isla de Cuba y la nación española*, p. 64.

² D. Delmonte, *Escritos de D. Delmonte*, p. 147.

comme des esclaves. Vásquez Queipo vint une fois encore défendre la logique du système esclavagiste, affirmant qu'il était impossible, quelles que soient les mesures adoptées, que des hommes libres fussent commandés par le fouet comme des esclaves ¹.

Il fallait donc écrire des contrats plus coercitifs et surtout trouver une nouvelle réserve de main-d'œuvre qui présentât les mêmes caractéristiques que la force de travail esclave : absence de protection par une nation occidentale, population nombreuse dont la culture fut suffisamment différente pour que toute tromperie soit acceptée par les travailleurs lors de la signature du contrat et toute résistance exclue de leur part une fois débarqués à Cuba. Les planteurs cherchèrent des hommes en Abyssinie, en Égypte et en Polynésie. Ces travailleurs devaient demeurer sept ans dans l'île et être rapatriés après paiement de leurs salaires. Ces contrats restèrent lettre morte, ces immigrants que les Créoles avaient dénommés "Turcs", ne virent pas les côtes de Cuba ². Il en fut autrement des prisonniers de guerre indiens vendus par les grands propriétaires du Yucatan aux marchands créoles. Dès 1844, ils commencèrent à être débarqués dans l'île. Engagés pour une période de huit ans, ils reçurent des salaires mensuels de 4 *pesos*. La limite de 10 *pesos* mensuels proposés pour les immigrants blancs avait été abaissée jusqu'au seuil jugé le plus acceptable par les gouvernements européens. Des querelles intestines entre marchands mexicains et autorités gouvernementales rendirent ce trafic difficile. 1 047 Yucatèques touchèrent le sol de Cuba de 1844 à 1861, date à laquelle l'immigration prit fin ³. Faute d'autres possibilités, le recrutement de travailleurs cantonnais s'imposait, il semblait ne devoir se heurter à aucun obstacle, hormis celui de la distance entre la Chine et les Antilles. Le delta des Perles paraissait propice aux vues des planteurs, il était surpeuplé et en proie à une crise politique. D'autre part, les sujets chinois étaient ignorants des coutumes créoles, de la langue espagnole et méconnaissaient l'existence de l'esclavage, les planteurs les croyaient encore des hommes dociles comme le montrent ces lignes ⁴ :

Nous avons besoin d'hommes qui travaillent côte à côte avec les esclaves et en cela seuls les fils d'un pays gouverné par le fouet peuvent servir. Cette qualité est trouvée chez les Chinois.

Si le nouveau moyen de suppléer au manque de main-d'œuvre était réglé, la question de la nature du contrat liant les immigrants se posa. Suivant le texte des contrats déposés aux archives de Matanzas et signés par les travailleurs chinois, ceux-ci acceptaient de "travailler dans l'île de Cuba [...] aux ordres de toute

¹ Cité par C. Madán, *Llamamiento de la Isla de Cuba y la nación española*, p. 43.

² *Boletín de Colonización, Revista quincenal publicada por la Comisión central en la Isla de Cuba*. Les numéros de 1872 et 1873 font référence à ces essais.

³ J. de la Pezuela y Lobo, *Diccionario geográfico, estadístico, histórico de la Isla de Cuba*. Suivant les données contenues dans les quatre volumes de cet ouvrage, des calculs peuvent être faits de la population yucatèque engagée à Cuba.

⁴ Suivant Feijóo de Sotomayor, cité par D. Corbitt, *The Chinese in Cuba, 1847-1947*, p. 10.

personne à qui serait transmis un contrat". Ils acceptaient de travailler à toutes les tâches coutumières du pays et acceptaient de se conformer aux salaires stipulés dans ces contrats, "bien qu'ayant connaissance du plus haut taux des salaires reçus par les journaliers libres et par les esclaves de l'île de Cuba". Les signataires étaient déclarés "juger que cette différence de rémunération était compensée par les avantages que leur octroyaient leurs patrons tels qu'ils apparaissaient dans les contrats". Ces avantages consistaient en l'octroi d'une assistance médicale en cas de maladie n'excédant pas deux semaines, en une distribution de vivres et de vêtements, et en un logement. La quantité de vivres était fixée à deux livres et demie de tubercules et huit onces de viande salée par jour, deux tenues vestimentaires et deux couvertures étaient distribuées annuellement. Ainsi, contre un salaire de 4 *pesos* par mois et des avantages en nature, l'immigré chinois devait rendre à son patron tous les services demandés durant une période de huit ans, à raison de douze heures quotidiennes. Il devait encore se plier à la discipline de son employeur mais aucune clause précise ne venait préciser cette discipline. Il pouvait racheter sa liberté durant sa période de service, il lui en coûtait le prix de la cession de son contrat.

L'insolvabilité des émigrants était la justification nominale des contrats. Ne pouvant assurer le paiement de leur voyage, les candidats au départ devaient accepter de rendre certains services aux personnes qui acquittaient le coût de leur venue de Chine à Cuba. Ce système de travail sous contrat avait existé dès les premières années de la colonisation des Amériques. Les *indentured servants* anglais et les engagés français furent nombreux dans les Caraïbes et en Amérique du Nord entre 1630 et 1730. Ce fut toujours une caractéristique du système de travail sous contrat que les frais réels de l'agence d'émigration étaient hors de proportion avec la valeur de la force de travail obtenue. Le transfert du contrat de l'agence à l'employeur devenait un marché où les émigrés étaient cédés contre 500 *pesos* environ, suivant les conditions physiques et intellectuelles des individus. Contre le prix supposé de leur voyage de Macao à La Havane, les immigrants cantonais furent cédés pour huit ans de service. Le système de travail sous contrat permettait de remplir deux des exigences économiques : l'attachement de l'immigrant à un lieu de travail et l'octroi de bas salaires. En 1860, un planteur louait un esclave de 15 à 20 *pesos* par mois, un péon libre recevait une somme supérieure pour toute tâche agricole. Avec 4 *pesos* par mois, les Cantonais se virent octroyer des salaires qu'aucun planteur ou fabricant de sucre n'aurait espéré proposer à un ouvrier agricole créole. Un immigrant asiatique représenta la somme de 500 *pesos*, versée lors de la cession de son contrat par l'agence d'immigration, à laquelle s'ajoutait la valeur de huit ans de salaire, soit 384 *pesos*. L'investissement par individu était de 884 *pesos* pour l'employeur, un esclave dont l'espérance de vie était estimée à dix ans, valait 720 *pesos* à la même époque ¹.

¹ J. Pérez de la Riva, *La trata amarilla*, inédit. Les calculs sont reportés en annexe 6.

Mais la traite des Noirs devait prendre fin en 1865 et dès cette date, les travailleurs chinois constituèrent la masse de main-d'œuvre disponible la moins chère des Antilles. De surcroît, en sus de leur coût peu élevé, les Cantonais apportèrent le grand avantage de leur nombre et de leur aptitude à des travaux techniques. Le delta des Perles apparut aussi inépuisable que l'avaient été les côtes du golfe de Guinée durant les années 1760-1840. On estime à un million le nombre de Cantonais qui quittèrent la Chine de 1840 à 1870, 25 % d'entre eux gagnèrent la Californie et les Antilles. 150 000 hommes partirent de Macao pour La Havane. Ce furent les patrons d'engagés chinois qui mirent eux-mêmes en valeur les capacités professionnelles des immigrants ; l'un d'eux exprima le point de vue de nombre d'autres tels qu'on les retrouve dans les documents d'archives ¹ :

Je ne peux dire que les Chinois que j'ai dans mon exploitation remplissent leurs obligations également et durant les mêmes heures que les meilleurs Noirs de mon atelier, mais ils sont supérieurs à ces derniers dans les quelques tâches qui requièrent de l'intelligence car ils sont doués d'un entendement supérieur aux Noirs... Je les emploie durant la récolte de préférence dans le moulin où les travaux exigent plus d'habileté.

Un autre planteur confirma cette opinion en ces termes ² :

Je crois qu'il serait possible, avec un régime administratif adéquat de réaliser toutes les tâches d'un moulin avec un groupe intégré uniquement d'Asiatiques, sans avoir recours à un seul individu de race africaine.

La main-d'œuvre chinoise fut placée de préférence à des postes que les employeurs auraient dû attribuer à des hommes libres, blancs ou de couleur, dont les salaires auraient atteint les taux de 20 à 30 pesos mensuels. Mais de très nombreux engagés remplirent encore des tâches agricoles.

2. Le réservoir de main-d'œuvre chinoise

[Retour à la table des matières](#)

Le delta des Perles reflétait au milieu du XIX^e siècle comme toute région chinoise le déclin de la dynastie mandchoue. Une administration inadéquate se trouvait aux mains d'une bourgeoisie terrienne locale détenant richesses et pouvoir. Dans cette région où la tradition antimandchoue était forte, cette bourgeoisie constituait une force directement opposée aux autorités impériales. Les fonctionnaires délégués par la cour de Pékin ne possédaient ni les moyens, ni l'influence afin d'affronter la puissance des lignages qui leur disputaient le contrôle politique. Cependant divers faits allaient ébranler la position des grandes familles.

¹ Biblioteca nacional de Madrid, sala de manuscritos, *Colonización asiática en Cuba*, n^{os} 13854, folio 44, 1851.

² Biblioteca nacional de Madrid, sala de manuscritos, *Colonización asiática en Cuba*, n^{os} 13854, folio 14, 1851.

Suivant des termes contemporains, 2 % de la population chinoise recevait 23 % du revenu national ¹, mais ce furent des faits intervenus entre 1840 et 1870 qui vinrent donner une signification nouvelle à cette inégalité traditionnelle : catastrophes naturelles, désorganisation de l'agriculture à la suite de l'élimination de révoltes dans la vallée du Jiangzi et croissance démographique qui fit croître la demande sur la terre ². Suivant Michael Franz, un paysan chinois disposait de 3,86 *mǔ* en 1753 et de 1,8 *mǔ* en 1833 ³. La population des deux provinces du Guangdong et du Fujian s'était accrue ⁴. Tandis que les grands lignages possédaient les moyens d'échapper à cette situation, se soustrayant au paiement des taxes et impôts, détournant les fonds de l'État par l'intermédiaire de ses membres, fonctionnaires locaux, et spéculant sur les marchandises vendues aux paysans, les petits agriculteurs devaient faire face à une misère, semble-t-il, croissante, trouver des expédients pour vivre, se transformer en fermiers, ouvriers agricoles, indigents ou émigrer vers les centres urbains dont les campagnes dépendirent de plus en plus. L'émigration d'un des membres des familles paysannes devint un moyen de faire survivre ceux qui demeuraient sur le sol natal, la rébellion armée et l'affiliation aux sociétés secrètes en furent d'autres. Ces sociétés organisèrent parallèlement au monde officiel un monde ouvert aux sans-emploi, aux artisans et paysans ruinés, aux soldats licenciés, aux petits marchands, à tous les éléments d'une population flottante (*yóumín*) que caractérisaient la pauvreté et la mobilité ⁵.

La seconde moitié du XIX^e siècle verra se multiplier les actions violentes des sociétés secrètes et s'accroître leur contrôle du monde paysan et leur pouvoir dans les centres d'immigration tels que Canton, Hong-Kong, Amoy, Swatao et Macao, rendant l'action des agents centraux limitée et difficile. Seule la bourgeoisie terrienne locale put mettre sur pied un système de répression efficace, le gouvernement de Pékin n'intervint pas. L'instabilité politique aggrava les difficultés économiques. Ces troubles se traduisirent par les luttes entre clans rivaux en vue du contrôle des terres, des disputes sanglantes entre les deux groupes ethniques du delta, et alors même que les districts du sud de la province de Guangdong étaient devenus une zone de chaos incontrôlable, éclata l'insurrection Taiping (1848-1865). Fujian, Guangdong et la basse vallée du Jiangzi furent la scène où s'affrontèrent troupes impériales et rebelles. Les dépenses occasionnées par cette guerre appauvrirent encore un peu plus les masses paysannes. Rapacité des propriétaires terriens, recrudescence du banditisme qui donnait lieu au pillage des récoltes et à la levée d'impôts, pression exercée par les sociétés secrètes

¹ M. Franz, *Modern China*, p. 63.

² Les pertes de population dues aux famines et guerres internes auraient été de 44 500 000 personnes. Malgré cela, le pays connut une croissance démographique.

³ M. Franz, *The Taiping Rebellion, History and Documents*, p. 15.

⁴ G. W. Skinner, *Chinese Society in Thailand, an Analytical History*, p. 30. Sous les Ming, la population chinoise avait connu une croissance considérable, passant de 60 millions en 1651 à 430 millions en 1850.

⁵ Fei ling Davis, *Role and Organization of Secret Societies in the late Qing*.

forcèrent souvent les villageois à trouver asile dans la métropole provinciale de Canton. Ils remplirent là toutes sortes de tâches : nettoyage de la ville, déchargement des navires ancrés, petit commerce ambulant. L'Asie du sud-est et l'Amérique devinrent alors les terres promises vers lesquelles paysans, petits artisans et indigents s'exilèrent.

L'agression des pays occidentaux contre les provinces de la Chine du sud ne fit qu'accélérer la crise interne que connaissait la région. Dans les années 1830-1840, l'Angleterre chercha à s'ouvrir les portes de la Chine pour écouler ses produits indiens ; les ventes d'opium furent la raison de la première guerre sino-anglaise, qui se solda en janvier 1841 par la cession de Hong-Kong et l'ouverture du port de Canton au trafic britannique. Pourtant les deux gouvernements ennemis se montrèrent insatisfaits de l'accord intervenu et la guerre reprit. La flotte anglaise occupa Ningpo en mars 1842, Shanghai en juin et quelques-uns de ses bâtiments remontèrent le Jiangzi menaçant Nankin. La Chine capitula, un traité de paix fut signé à Nankin le 29 août 1842. Les clauses étaient sévères : cinq ports des côtes méridionales étaient ouverts au commerce anglais, qui obtenait d'autre part un droit de libre circulation de ses marchandises sur le sol chinois.

Les autres nations occidentales ne virent pas sans s'inquiéter cette nouvelle influence incontestée de l'Empire anglais en Chine. Elles exigèrent la reconnaissance des mêmes privilèges pour chacune d'elles. La situation de la Chine, en proie à la rébellion des Taiping les incita à de nouvelles exigences que les représentants anglais furent les premiers à formuler : accès plus libre à l'intérieur du territoire chinois, navigation sur le Jiangzi, répression de la piraterie qui coûtait cher au trafic étranger, réglementation de l'émigration cantonaise. Afin d'obtenir satisfaction, les autorités anglaises provoquèrent un nouveau conflit. La France, et les États-Unis se joignirent à l'Angleterre dans cette nouvelle guerre de mise à sac des provinces chinoises du sud : Canton fut ravagée lors d'une expédition en décembre 1857. Le gouvernement chinois se montra prêt à traiter : l'accord de 1858 autorisait le libre commerce occidental sur tout le territoire chinois. Par mille ruses, la Chine rendit impossible l'application de ce traité ; les hostilités reprirent en 1859, et le 13 juin 1860, les troupes françaises, américaines et anglaises entraient dans Pékin. La Chine dut accepter les conditions imposées par les vainqueurs. L'une d'elles concernait l'émigration des sujets chinois officiellement autorisée par l'article 5 du traité de Pékin. Le décret impérial de 1718 qui punissait tout Chinois tentant de s'exiler était lettre morte. Entre 1861 et 1871, les autres pays européens signèrent des accords qui leur donnèrent droit aux mêmes privilèges que ceux obtenus par l'Angleterre. L'émigration chinoise vers l'Espagne et ses possessions fut autorisée à partir de 1864 : l'isolement de la Chine s'achevait par l'irruption des nations occidentales sur les côtes des provinces de Guangdong et de Fujian.

Les planteurs de Cuba bénéficièrent de l'intervention anglaise en Chine. Ils signèrent des contrats avec les compagnies anglaises d'Amoy qui recrutèrent des

travailleurs chinois pour les plantations créoles. Mais, l'opposition du gouvernement britannique à ces transactions conduisit les planteurs à se replier sur Macao. Cette colonie fondée en 1577 était le plus vieil établissement européen en Orient. C'était en fait une rade pleine d'alluvions, très difficile d'accès que les Portugais s'étaient arrogée. Les Chinois ne reconnurent jamais la concession de cette presqu'île, car seule la corruption avait permis au gouvernement lusitanien de s'établir à Macao : un tribut avait été payé au vice-roi de Canton. En 1850, la misère, semble-t-il, régnait dans la colonie portugaise : seul le quartier chinois connaissait une relative activité. L'organisation de l'émigration cantonaise vers les possessions espagnoles allait faire de Macao un centre d'intérêt. Déclaré port libre en 1845, le port deviendra un centre de rassemblement des émigrants et le lieu de résidence du Consul espagnol. Le nouveau trafic, qui fleurit de 1847 à 1874, ranima la vieille ville. Dans la cité chinoise de Macao se réunissaient les membres des sociétés secrètes liées au départ des coolies, tandis que fleurissaient les maisons de jeu et les bouilleries d'opium. Sur les quais du port, furent érigées les baraques où les futurs émigrants attendaient de s'embarquer.

Hostile à la concurrence espagnole sur le réservoir de main-d'œuvre chinoise, le gouvernement anglais tenta de mettre fin à l'activité commerciale qui se développait à Macao. Mais le territoire était portugais et les autorités de Lisbonne alliées de celles de Madrid. Les Anglais ne purent que refuser ravitaillement en eau et en vivres aux navires chargés à Macao et venus jeter l'ancre à Hong-Kong, centre d'engagement des travailleurs destinés aux Antilles anglaises et à la Californie. Macao demeura prospère, les pressions anglaises sur les autorités portugaises restèrent sans effet durant plusieurs années. La concurrence entre les deux puissances, anglaise et espagnole, alla s'aiguissant. En 1857, la France et la Grande-Bretagne s'étaient alliées pour obtenir de nouvelles concessions du gouvernement chinois, mais, lorsque l'heure du règlement sonna, les deux puissances se trouvèrent en désaccord. Napoléon III ne voulut pas accepter les conditions victoriennes qui octroyaient à l'Angleterre le monopole des concessions accordées par la Chine. En fait la lutte entre les deux souverains semble avoir concerné non pas la Chine mais l'Afrique où ils se disputaient la domination des territoires. La France, désirant s'opposer à sa rivale, accorda des capitaux et des bâtiments aux planteurs créoles de Cuba qui surent mettre à profit cette lutte d'influence entre les deux nations européennes. L'Angleterre dut attendre avant de voir l'Espagne perdre sa position en Chine.

Une guerre d'escarmouches et d'incidents commença entre les représentants anglais et les planteurs créoles. En 1858, se forma à Canton un mouvement d'opinion contre le départ des travailleurs chinois vers les possessions coloniales espagnoles. Des rumeurs coururent dans la ville que ces hommes étaient emmenés par la force avant d'être dévorés par les habitants de Cuba. Peut-être les missionnaires protestants anglais firent-ils circuler de tels bruits afin de discréditer leurs adversaires catholiques espagnols. Le résultat ne se fit pas attendre. En 1858, les Anglais saisissaient un navire chargé de 600 émigrants recrutés à Macao et

obligeaient le capitaine à relâcher les engagés dans le port de Canton. Des 600 hommes, aucun ne put reconnaître avoir émigré de son propre gré. L'hostilité populaire contre les délégations espagnoles monta, le Consul d'Espagne à Amoy mit son gouvernement en garde contre les abus exercés par les agents espagnols. Dix-huit recruteurs chinois furent exécutés à Canton, pour l'exemple. Les Anglais mirent à profit cette résistance populaire et protestèrent auprès de Madrid qui dut par un décret royal du 28 décembre 1858 suspendre le trafic établi à Macao. L'arrêt ne dura qu'un an. L'Angleterre retira ses bâtiments qui jusqu'en 1858 avaient conduit des émigrés chinois à Cuba, et fut à l'origine d'une mesure similaire de la part des États-Unis lors de l'élection de Lincoln en 1861. Mais ces mesures étaient peu efficaces : à mesure que les bateaux anglais, américains, puis hollandais ne desservaient plus Cuba, les flottes française et russe prenaient le relais. De surcroît, la pénétration anglaise en Chine continuait de favoriser les projets des planteurs créoles. Finalement, en 1864, par traité, l'émigration chinoise vers les Antilles espagnoles fut légalisée.

Aussi, à partir de 1865, la Grande-Bretagne utilisa-t-elle des mesures de pression directes. Par voie de déclarations publiques et de presse, elle accusa les nations espagnole et portugaise d'organiser, sous couvert d'un courant d'émigration libre, un nouveau système de travail forcé. L'arrivée au pouvoir en 1871 d'un gouvernement libéral portugais aida la Grande-Bretagne dans sa campagne. La nomination de personnalités progressistes, sensibles aux arguments anglais, plaça les planteurs créoles dans une position précaire. En 1873, fut édicté un règlement portugais sur l'émigration, les baraques où les sujets chinois attendaient de s'embarquer à Macao devaient perdre leur caractère pénitentiaire. Les gardes armés qui les surveillaient devaient disparaître. Un nouveau consul portugais fut nommé à La Havane, le jeune écrivain socialiste José Maria Eça de Queiroz. Les travailleurs chinois embarqués à Macao obtenaient la citoyenneté portugaise et à Cuba étaient assurés de la protection de leur nouvelle patrie. Le 27 décembre 1873, le Portugal interdit officiellement le départ d'engagés sur le territoire de Macao. L'Angleterre gagna en fait deux batailles. Des consuls étrangers à Pékin convinquirent les autorités chinoises d'envoyer une mission afin d'enquêter sur la condition des Chinois résidant dans les possessions espagnoles. La mission Chin-Lan-Pin entra à La Havane le 18 mars 1874, à bord d'un navire allemand, le "Strasburg", en provenance de La Nouvelle-Orléans. Elle fit grande ¹ impression dans les milieux créoles et fut décrite par tous les journaux de l'époque. Malgré les efforts de dissimulation des planteurs, son enquête auprès des Chinois émigrés fut cause de scandale.

L'Angleterre resta seule à tirer profit de l'émigration des paysans cantonnais en les transformant en péons sur ses plantations coloniales. Le gouvernement anglais avait pu critiquer les conditions dans lesquelles les coolies cantonnais étaient recrutés et transportés vers les plantations de Cuba ; puissance industrielle, la

¹ *Diario de la Marina*, La Havane, 18 mars 1874.

Grande-Bretagne avait profité de la révolution technique du XIX^e siècle pour mettre en place un système de travail salarié dans les plantations vers lesquelles le flot des émigrants chinois était dirigé. Un coolie employé dans une plantation coloniale britannique rapportait trois fois plus que son semblable envoyé à Cuba. Aussi les flottes anglaises purent-elles transporter et recruter les coolies dans de meilleures conditions.

Les derniers vapeurs amenant des sujets chinois à Cuba, arrivèrent en 1874. 124 813 hommes avaient touché les côtes havanaises ¹.

3. La concentration financière

[Retour à la table des matières](#)

Grâce à ce courant d'immigration, la crise de l'esclavage qui, selon les vœux des autorités anglaises, devait ruiner les colons créoles de Cuba, se transforma en une ère de prospérité. De 1850 à 1868 la production sucrière tripla ². La concurrence de l'industrie sucrière européenne avait pourtant réduit la part des sucres coloniaux sur le marché mondial : en 1853, 14 % des achats effectués sur ce marché concernaient des producteurs européens, en 1884, la production coloniale, définitivement détrônée, représentait à peine la moitié des transactions ³. Arrivées d'engagés cantonais dans le port de La Havane et tonnages de sucre exportés connurent une croissance parallèle de 1847 à 1874 ⁴. Entre 1860 et 1870, on compta dans l'île de Cuba, trente unités entièrement mécanisées, absorbant les récoltes de milliers d'hectares et occupant des ateliers de plusieurs centaines d'esclaves et de travailleurs sous contrat. L'unité *Las Cañas* comprenait, en 1873, 629 ha de canneraies auxquelles s'ajoutaient 134 ha appartenant à des "colons" ⁵, la plantation *España* disposait de 938 ha sous culture dont 67 aux mains des colons.

Des capitalistes créoles et métropolitains, des marchands, courtiers, latifundistes, grands planteurs furent les promoteurs de ce mouvement d'importation de main-d'œuvre asiatique. En effet, cette dernière entreprise, de pure spéculation, leur rapporta des bénéfices impressionnants. Le trafic établi entre La Havane et la Chine du Sud permit à ce groupe de promoteurs d'industrialiser les plus grandes habitations de l'île et d'établir une abolition progressive de l'esclavage, sans indemnité de l'Espagne. Des chiffres ont été avancés se rapportant au solde avantageux de ce trafic : 80 millions de *pesos* actuels ⁶. Les planteurs qui possédaient les plus grandes manufactures de l'île furent les seuls à avoir accès à

¹ Suivant les chiffres présentés dans les différents numéros du *Boletín de Colonización*, Revista quincenal publicada por la Comisión central en la Isla de Cuba.

² R. Guerra y Sánchez, *Manual de historia de Cuba*, p. 176.

³ H. Jenks Leland, *Nuestra colonia de Cuba*, p. 56.

⁴ Les tableaux présentant ces deux séries de chiffres sont reportés en annexe 7.

⁵ F. Rosillo y Alquier, *Noticia de dos ingenios*, p. 11 et 34.

⁶ Pérez de la Riva, *La trata amarilla*. Le peso cubain vaut un dollar.

ces profits colossaux. Le plus souvent, ils avaient été les instigateurs, les organisateurs et les bénéficiaires des expéditions sur les côtes africaines. L'importation de main-d'œuvre asiatique fut la source de profits nécessaires au maintien des grandes plantations. La lutte fut dure entre planteurs, gouvernement métropolitain et banquiers afin de dominer ce qu'il est devenu coutume dans l'histoire cubaine de dénommer la traite des Jaunes.

En 1817, par décret royal, avait été créée une Commission pour la population blanche (*Junta de población blanca*) dont le rôle était de favoriser l'immigration et l'installation de colons blancs dans l'île de Cuba. Dès les premiers instants cet organisme se trouva en face de

l'impérieuse nécessité de trouver des fonds pour la réalisation de son projet : rien de plus logique que de taxer la race noire ; fut assigné un impôt de 6 *pesos* sur tout esclave mâle introduit dans l'île ¹...

La Commission disposa de fonds abondants, mais tous ses essais en vue de créer un courant d'immigration blanche, avortèrent. En 1842, elle fut dissoute ou plutôt intégrée à la *Junta de fomento*, organe gouvernemental composé de riches marchands et planteurs. Cette corporation sut admettre l'échec de la colonisation blanche et reçut avec enthousiasme la proposition de Pedro Zulueta, un trafiquant d'esclaves, une fois poursuivi à Londres pour violation du traité sur l'abolition de la traite des Noirs. La perspective d'un trafic avec la Chine, à la suite de l'ouverture des ports du sud par le traité de Nankin de 1842, lui était apparue comme un geste de la providence pour sa compagnie ². Son projet fut favorablement considéré et le premier navire chargé de Chinois arriva dans le port de La Havane en juin 1847. À titre "publicitaire", ces premiers travailleurs furent cédés à 70 *pesos*, alors que Pedro Zulueta avait reçu de la *Junta de fomento* quelque 170 *pesos* pour chaque contrat signé. La perte, équivalente à près de 60 000 *pesos* fut portée au compte des caisses de la Commission ³. Les taxes sur l'importation des esclaves permettaient d'engager des Cantonais. Malgré ses débuts faciles, l'immigration jaune connut une période de stagnation. L'hostilité des intérêts négriers espagnols paralysa le nouveau trafic. La Couronne, jalouse des bénéfices d'un trafic qu'elle ne contrôlait pas, se mêla de la dispute. Un décret de 1852 rendit nécessaire l'autorisation royale pour toute introduction d'Asiatiques dans l'île, puis en janvier 1853, l'Espagne décida de couper court à l'immigration jaune, sous prétexte

que les colons chinois ne pouvaient remplacer la population noire des établissements agricoles ⁴.

¹ F. Erenchun, *Anales de la Isla de Cuba, año de 1855*, p. 1039.

² C. Corbitt Duvon, *The Chinese in Cuba, 1847-1947*, p. 4.

³ J. Pérez de la Riva, "Documentos para la historia de las gentes sin historia, el tráfico de culíes", *Revista de la Biblioteca nacional José Martí*, 6^e année, n° 2, note 6.

⁴ Archivo nacional de Cuba, *Reales decretos y ordenes*, legajo 166, n° 190.

Les négriers avaient gagné une bataille. En 1854, arriva au pouvoir José Gutierrez de la Concha. Les planteurs étaient à l'origine de sa nomination à la charge de capitaine général. Il s'opposa aux intérêts négriers et défendit les Créoles "éclairés", malgré les avis défavorables d'un secteur de l'opinion publique qui voyait dans les Chinois des êtres rebelles et peu résistants aux durs travaux agricoles de la canne à sucre. Les grands planteurs dominaient la vie politique de l'île et réduisirent à néant ces arguments, qui portaient plus souvent sur la moralité des coolies que sur leur utilité économique. Il semble que le soutien du nouveau capitaine général fut efficace : l'immigration jaune fut légalisée par le gouvernement madrilène en 1854. Les premiers Chinois furent amenés à Cuba grâce à des intermédiaires philippins en contact avec les firmes anglaises d'Amoy qui organisaient le trafic des coolies dans la province de Fujian. Les deux maisons anglaises qui fournirent les premiers bateaux furent Tait and Co. et Syme and Co. Mais les Créoles ne furent pas satisfaits des services de leurs représentants philippins, les coolies arrivaient avec difficulté à La Havane. Aussi, dès 1852, les sociétés Wardrop y Cia et Pereda Machado y Cia qui avaient obtenu d'importantes concessions du capitaine général, se lièrent aux consignataires de New York, Boston et Liverpool. Ces dernières étaient financièrement liées à Tait and Co. établi à Amoy.

Les maisons américaines et anglaises fournirent bateaux et capitaux tandis que des planteurs créoles et des marchands de La Havane réunissaient d'autres capitaux. Les consignataires étaient payés en lettres de change de 30 à 180 jours. Les comptes d'une expédition étaient réglés lors du transfert des contrats des coolies à La Havane et les consignataires recevaient des sommes proportionnelles aux prix des contrats cédés. Comme la *Junta de fomento* avançait la majorité des capitaux nécessaires, les organisateurs créoles ne couraient aucun risque. Lorsque cette commission ne disposa plus de fonds, les capitaux nécessaires furent trouvés auprès de banques créoles et étrangères. Ainsi une expédition qui coûtait 150 000 pesos dans les années 1850-1860 ne nécessitait en réalité que 30 000 à 50 000 pesos¹. Cependant le monopole de l'octroi des concessions que détenait le gouverneur général lui fut retiré en 1856. Trois firmes commerciales se partagèrent le droit d'amener des Asiatiques à Cuba. Ce furent les compagnies de Barnabé de Pereda, citoyen portugais, de Torices et de Pedroso. Grâce à cette manœuvre, la Couronne contrôlait le trafic, qui, suivant ses vœux, était devenu chasse gardée de ces trois sociétés. Cette concentration du trafic entre les mains de quelques marchands défavorisait les planteurs. Les coûts des contrats des engagés montaient. L'une d'elles, la *Colonizadora*, créée en 1854 par Rafael Torices grâce au financement de planteurs, domina le trafic de 1854 à 1860. Elle fut une excellente illustration de la concentration verticale qui commençait à régir le trafic ; cette entreprise apportait tous les fonds nécessaires aux "moussons"², assumait tous les risques, possédait un agent de recrutement des coolies en Chine,

¹ Voir la lettre écrite par un témoin de l'époque, Annexe 8.

² Moussons : nom donné aux expéditions allant chercher des coolies chinois.

des baraques dans les ports de Macao et de La Havane, des employés affectés au transfert des contrats et des médecins pour le contrôle sanitaire des engagés. Mais elle ne possédait pas ses propres bateaux. De 1853 à 1858, les bâtiments anglais prédominèrent ; sur un total de 100 expéditions, 36 furent le fait de la flotte marchande britannique. À partir de 1860, les navires anglais, hollandais et américains se retirèrent du trafic. Dès lors, il fut obligatoire pour les planteurs créoles de recourir aux bâtiments français ou autres, mais ces derniers ne suffirent pas à assurer le trafic. Les capitalistes créoles se virent forcés d'acheter aux États-Unis et en Angleterre de grands *clippers* ou vapeurs qui voguèrent sous pavillon espagnol, portugais ou sous celui de nations d'Amérique centrale ¹.

Des Créoles protestèrent face à ce monopole qui provoquait la hausse des coûts des contrats des engagés. Ils envoyèrent une délégation à Madrid en vue d'obtenir la suppression des mesures de 1856. Ils reçurent la promesse d'une période de liberté totale du trafic, qui permettrait l'introduction de 60 000 Asiatiques dans l'île. En 1858 l'Espagne n'avait toujours pas accordé de nouvelles concessions. Le capitaine général de l'île continua de distribuer des permis d'entrée aux coolies amenés "clandestinement" à La Havane, refusant tout ordre de Madrid. Il soutint avec succès les Créoles dans leur lutte contre la métropole. En 1860, à la suite de la pression anglaise qui motiva une suspension de l'émigration chinoise vers Cuba, le capitaine général annula les concessions accordées jusqu'alors. Après un an, le trafic reprit. À la suite du traité de 1864, officialisant la venue de travailleurs chinois dans les colonies espagnoles, les arrivées d'engagés se multiplièrent jusqu'en 1870. De 1868 à 1870, 54 507 Cantonais débarquèrent à La Havane ².

Mais cet afflux de main-d'œuvre ne provoqua aucunement la baisse du coût des contrats. Le monopole du trafic jouait toujours contre les lois de l'offre et de la demande. En 1863, de nouvelles concessions avaient été octroyées à trois sociétés. La *Empresa de Colonización, Zagronez y Cia.*, et la *Alianza*. Ces sociétés étaient contrôlées par un groupe de grands planteurs de La Havane et de Matanzas. La première était aux mains de Domingo Aldama et des comtes de Lombillo et de Montalvo. Le premier, capitaliste d'envergure, organisa sa propre société : il possédait un agent à Macao, avançait les capitaux nécessaires aux expéditions et vendait lui-même ses productions de sucre à New York. La main-d'œuvre jaune passait directement de ses baraquements de Macao à ses plantations de Cuba. Il s'agissait d'une exception cependant. Les planteurs les plus fortunés de l'île, qui étaient propriétaires de sucreries entièrement mécanisées, contrôlèrent le trafic des coolies cantonais et évincèrent les marchands protégés par l'Espagne. Le trafic demeura nettement monopolistique. En conséquence, les prix des contrats se maintinrent, et augmentèrent même jusqu'à 25 onces d'or l'unité, soit 425 *pesos*, durant les années qui suivirent la signature de l'accord de 1864.

¹ *Boletín de Colonización, Revista quincenal publicada por la Comisión central de la Isla de Cuba*, n° 17, 30 septembre 1873.

² *Ibid.*, n° 4, 1873.

Entre 1869 et 1874 régnaient deux sociétés étroitement liées aux grands planteurs de l'ouest de l'île : la *Alianza* et la *Compañía de los hacendados*. Elles dominèrent le trafic jusqu'à sa fin, affirmant la mainmise des propriétaires d'unités mécanisées sur la nouvelle source de main-d'œuvre et de profits. Suivant Pérez de la Riva, les sommes retirées de ce trafic auraient correspondu à 150 % du capital investi, et n'auraient plus été que de 100 % à partir de 1868 en raison de l'opposition anglaise aux expéditions. Pourtant un témoin des années 1868-1870 rapporta que la demande de force de travail était si grande que les planteurs, sans hésitation, donnaient 500 *pesos* pour le contrat de huit ans d'un Chinois. Il affirma que les profits étaient aisément calculables et écrivit que 900 individus amenés sur un bâtiment qu'il put visiter, représentaient la valeur de 450 000 *pesos* pour les importateurs alors que leur coût original avait été de moins de 50 000 *pesos*. Dans ce cas, concluait-il, la firme obtenait un bénéfice de 400 000 *pesos* sur une seule expédition ¹.

L'organisation financière de la traite des Jaunes n'est qu'un des aspects du processus de concentration économique que connut l'île de Cuba entre 1840 et 1880. Dès 1860, ne pouvait être sucrier qu'un grand propriétaire terrien ou un capitaliste affirmé. Les maîtres d'esclaves qui actionnaient manuellement bassines et rafraîchissoirs et surveillaient encore à l'œil nu le degré de cuisson du sirop, étaient voués à la ruine. Les nombreux moulins qui obtenaient de bas rendements de sucre ne pouvaient résister à la concurrence des grandes unités mécanisées ; ils furent démolis et leurs propriétaires devinrent des "colons". Les travailleurs cantonais, par leurs bas salaires, leur grand nombre, et les gains apportés par l'organisation de leur entrée dans l'île, permirent à une nouvelle oligarchie créole de dominer le groupe des petits producteurs agricoles nés de la crise de l'esclavage. Ce groupe totalement intégré au système de plantation sucrière des provinces occidentales ne constituait pas une réelle force politique opposée au projet des grands planteurs d'établir un plan d'émancipation progressive de la main-d'œuvre servile. Cette opposition vint d'autres secteurs de l'économie créole.

4. Une abolition graduelle

[Retour à la table des matières](#)

L'accent a été mis jusqu'alors sur l'organisation de la grande plantation sucrière des provinces occidentales de l'île. Mais il existait aussi une paysannerie produisant pour le marché intérieur (cultures vivrières) et pour l'exportation (tabac), des éleveurs liés aux plantations qu'ils approvisionnaient en viande et au marché extérieur où ils vendaient leur cuir, des planteurs de canne à sucre isolés dans les provinces centrales et orientales de l'île où aucune unité mécanisée n'avait été construite, des artisans, des commerçants et des ouvriers, pour la plupart de couleur. Ces différents groupes de producteurs n'eurent pas à affronter la minorité

¹ J. O'Kelly, *La tierra del Mambí*, p. 103.

des *hacendados* de l'ouest durant la première étape du développement de l'économie de plantation à Cuba, de 1760 à 1840. Par contre, l'ensemble des producteurs de l'île affronta la métropole afin de faciliter l'entrée des produits créoles sur les marchés européens, de lutter contre le monopole colonial qui restreignait ces marchés et grevait produits importés et exportés de diverses taxes sans contrepartie d'investissements ou de prêts espagnols. La situation devint plus contraignante pour les planteurs de canne à sucre lorsque vinrent les menacer la concurrence du sucre européen et la lutte de la Grande-Bretagne en faveur de l'abolition de la traite des Noirs et de l'esclavage. Ils prirent la tête d'un mouvement politique réformiste à compter de 1840, formulant diverses demandes appuyées par tous les groupes blancs de l'île : liberté du commerce, réforme des tarifs douaniers, immigration blanche afin de former un réservoir de main-d'œuvre salariée et d'équilibrer le nombre croissant d'éléments mulâtres, fin de la traite des Noirs aux mains des marchands espagnols, gouvernement représentatif pour les affaires locales, droits constitutionnels pour les citoyens espagnols, séparation des pouvoirs militaire et civil ¹, représentation au Parlement espagnol à Madrid. Cette longue liste ne fut que celle d'espoirs frustrés. Les Créoles n'obtinrent pas de réforme.

Les effets de la crise de l'esclavage se firent de plus en plus sentir et commencèrent à diviser les planteurs de l'ouest et autres producteurs en groupes aux intérêts économiques et politiques divergents. L'est et le centre de l'île étaient zones traditionnelles d'élevage, de cultures vivrières et de plantations produisant du sucre de qualité inférieure consommé dans l'île. Quelques chiffres illustraient cette opposition entre les deux régions de l'île, qui n'était que le reflet d'une opposition entre un secteur avancé et un secteur archaïque de l'économie sucrière. En 1868 ² les producteurs de l'ouest de Cuba détenaient 90 % de la production agricole, représentaient 77 % de la population de la colonie et possédaient 78 % du bétail. Une situation semblable à celle de la province occidentale au cours du XVIII^e siècle se retrouvait dans les juridictions centrales et orientales, les plantations se caractérisaient par une capacité de production réduite, entraînant leur multiplication, l'utilisation d'une force motrice animale, des étendues de canneraies limitées à quelque 10 *caballerias* (soit 130 hectares au maximum), un affranchissement fréquent des esclaves, un recours fréquent à la main-d'œuvre salariée et une production composée en majeure partie de sucre non raffiné. Un fait supplémentaire mettait en évidence le caractère archaïque de ces habitations. Alors qu'on comptait 276 propriétaires détenant plus de 80 esclaves dans les provinces occidentales, on en comptait 26 dans l'est de l'île, résidant dans la juridiction de Guantánamo, zone des caféières ³.

¹ Cuba était gouvernée militairement depuis 1820, l'Espagne la considérant comme un territoire assiégé par les Anglais.

² F. Knight, *Slave Society in Cuba during the 19th Century*, p. 156.

³ F. Knight, *Slave Society in Cuba during the 19th Century*, p. 135.

Ce fut de ce secteur menacé par la concurrence accrue de l'industrie sucrière européenne, écarté des bénéfices de l'immigration asiatique que vinrent les pressions les plus fortes en faveur de concessions économiques de la part de la métropole. Aussi, lorsque cette dernière refusa, à nouveau, en 1867, toute réforme de l'administration coloniale, toute indemnisation des maîtres d'esclaves, toute liberté de commerce et créa au contraire un nouvel impôt grevant de 10 % les rentes foncières, maintint les droits de douanes et se déclara hostile à tout changement politique, la guerre éclata dans l'est de l'île. L'insurrection fut soutenue par les éleveurs des provinces centrales inquiets de la ruine des plantations orientales qu'ils approvisionnaient en viande fraîche et séchée. Regagnèrent encore les rangs insurgés, les membres de la nombreuse population de couleur de l'est de l'île.

Mais un groupe social ne soutint pas l'insurrection. Malgré une opinion apparemment favorable à leur émancipation, la rébellion ne gagna pas l'appui des esclaves. La Déclaration de Bayamo du chef du mouvement nationaliste, Manuel de Céspedes, réclamait l'abolition de l'esclavage et le paiement d'indemnités à la fin des hostilités. En attendant cette période de paix, le texte indiquait que "la République respectait la propriété des esclaves" et que "tout esclave fugitif ne serait pas accepté dans les rangs de l'armée révolutionnaire sans consentement de son maître"¹. Les asservis pouvaient gagner les rangs *mambís* (insurgés) si leurs maîtres professaient une opinion nationaliste, ils étaient alors considérés comme des hommes libres, assujettis cependant à servir la cause insurrectionnelle. Les esclaves ne semblent pas avoir été dupes de cette nouvelle conception de leur liberté et en très petit nombre ils rejoignirent les rebelles blancs.

Cette prise de position illustre le dilemme dans lequel se débattaient les hommes autour de Manuel de Céspedes, lui-même planteur. En ces années 1860-1880, toute lutte nationaliste en Amérique latine impliquait les concepts républicains de liberté et d'égalité, l'émancipation des esclaves devait accompagner tout combat pour une indépendance nationale. Mais, les dirigeants de l'insurrection savaient qu'en l'absence de main-d'œuvre salariée à bon marché et d'indemnité de la métropole, le terme d'abolition était synonyme de ruine des plantations. Par leur déclaration ambiguë, espérèrent-ils obtenir l'appui des planteurs de l'ouest dont la prospérité des domaines reposait sur l'emploi simultané du travail des esclaves et des engagés chinois, ou furent-ils victimes des contradictions propres à leur situation de nationalistes propriétaires d'esclaves ? Néanmoins, les planteurs de l'ouest de l'île ne furent pas dupes du stratagème et aidèrent l'armée espagnole de Martinez-Campos dans son action répressive. Malgré cette opposition armée entre les deux groupes de planteurs et leurs alliés respectifs, les positions politiques n'étaient pas aussi divergentes qu'elles ne le paraissaient. L'un et l'autre groupe désiraient le maintien de la même situation sociale et économique (esclavage et plantation sucrière) mais hors de la tutelle coloniale. L'un et l'autre étaient

¹ A. F. Corwin, *Spain and the Abolition of Slavery in Cuba, 1817-1886*, p. 226.

favorables à l'établissement d'un régime constitutionnel républicain que dominerait le groupe blanc, intégré principalement des planteurs, et recherchaient la levée de l'obstacle métropolitain au développement économique de l'île. L'un et l'autre étaient conscients de la nécessité de l'abolition de l'esclavage à longue échéance mais les grands planteurs de l'ouest craignaient l'apparition d'une force politique composée de mulâtres libres qui, forte de l'appui de la masse esclave affranchie, pourrait entraîner l'île dans une guerre raciale sanglante et leur ôterait le pouvoir.

Les insurgés recherchèrent une aide militaire et financière des États-Unis auxquels une annexion de l'île de Cuba fut proposée. La réponse des dirigeants américains fut négative. Face à ce refus et à la prise de position des planteurs de l'ouest de l'île, les chefs insurgés tentèrent de mettre fin à la guerre d'escarmouches qui les opposait à l'armée espagnole et recherchèrent des offres de paix. L'Espagne les formula en 1877. Un an plus tard la guerre prit fin. Seul, un groupe d'hommes de couleur sous la direction du général Antonio Maceo, partisan de l'indépendance de l'île et de l'abolition de l'esclavage, poursuivit la lutte. La résistance fut vaine, et s'acheva en 1879. Quelques insurgés prirent le chemin de l'exil qui les conduisit aux États-Unis où ils organisèrent un nouveau mouvement en faveur de la libération de la colonie.

Les planteurs de l'ouest qui commandaient aux capitaines généraux envoyés par Madrid suivirent une autre stratégie. Leur but était une abolition graduelle de l'esclavage qui ne désorganiserait pas brutalement leurs entreprises, leur permettrait d'assurer la transition au système de travail salarié et éviterait toute éventuelle conflagration raciale menée par un groupe d'hommes de couleur libres. Un premier plan d'émancipation fut proposé par l'Espagne en 1868, il fut dénommé loi Moret¹. Il libérait les enfants esclaves nés après 1867 et les vieillards âgés de plus de 60 ans à cette date. La marche des plantations n'était pas gênée. Pourtant les planteurs furent hostiles à ce plan, ils tentèrent d'en retarder l'exécution expulsant à tour de rôle de La Havane les gouverneurs généraux chargés de son application. Un nouveau plan d'affranchissement de la main-d'œuvre esclave fut accepté en 1880, suivant les vœux des grands planteurs un système de patronat fut institué. Ainsi était évitée la mobilité des quelque 300 000 esclaves libérés, qui, tout en recevant des salaires, se virent obligés de rester durant six ans sous la tutelle de leurs anciens maîtres devenus leurs patrons. De surcroît, une part de ce salaire était allouée à leur maître. Ce fut la forme d'indemnité que consentit l'Espagne aux propriétaires d'esclaves. Le système du patronat permit aux planteurs de transformer leur main-d'œuvre esclave en main-d'œuvre salariée tout en évitant les deux dangers d'une abolition soudaine : désertion des affranchis et hausse des salaires agricoles. L'esclavage fut définitivement aboli à Cuba en 1886, à cette date 30 000 personnes se trouvaient asservies.

¹ Voir annexe 9.

La toute-puissance des planteurs propriétaires d'usines centrales fut assurée par la prospérité des années 1840-1880, elle leur permit d'affronter l'opinion européenne, de réduire à néant les multiples tentatives de sabotage de leur économie par la Grande-Bretagne, de faire plier le gouvernement espagnol devant leurs exigences et d'assurer la répression de leurs ennemis politiques créoles. Ces derniers auraient, malgré, leurs hésitations, accepté dès 1868 l'abolition de l'esclavage si des réformes constitutionnelles avaient été octroyées par l'Espagne. Cette prospérité était en partie le fruit de l'arrivée de milliers de travailleurs asiatiques.

Les conditions économiques et politiques de l'immigration chinoise définirent la situation sociale assignée aux colons asiatiques. Trois séries d'antagonismes déterminèrent leur venue, leur appartenance de classe et leur situation concrète dans la société créole : ce furent la domination coloniale et économique de la Grande-Bretagne, l'affrontement des Créoles sur la question de l'indépendance et, enfin, les luttes entre planteurs créoles esclavagistes.

Tant que le pacte colonial espagnol consista en un prélèvement en impôts et en marchandises, la lutte des puissances hollandaise, anglaise, française et espagnole autour de Cuba porta sur le contrôle des importations et des exportations de l'île. Jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, elle prit la forme d'une lutte militaire larvée ou ouverte : flibuste, guerre de course, pillage et destruction des flottes annuelles métropolitaines, prise de La Havane par les Anglais. Mais, à partir de 1790, le pacte colonial suivit d'autres principes : importation de capitaux dans l'île, transfert de main-d'œuvre et contrôle métropolitain de la vente des produits obtenus. La plantation sucrière esclavagiste se développa à grande échelle et Cuba fut le premier producteur de sucre du monde en 1840. La rivalité s'aiguisa entre l'Espagne et la Grande-Bretagne, premier consommateur de sucre du monde.

Durant la première moitié du XIX^e siècle, cette dernière devint une puissance industrielle et coloniale. Le développement industriel britannique, plus avancé que celui de la métropole espagnole et l'établissement de l'empire colonial anglais en Asie accompagnèrent l'apparition à Londres d'un mouvement idéologique en faveur de la suppression du travail esclave. L'Angleterre supprima la traite des Noirs à destination de ses colonies sucrières en 1807, puis, quelques années plus tard, en 1834, décréta l'abolition de l'esclavage, octroyant de larges indemnités aux propriétaires d'esclaves. Peu à peu, les plantations sucrières créoles produisirent exclusivement la matière première utile à l'industrie de raffinage métropolitaine. Ce fut au sein de cet antagonisme entre les intérêts créoles et métropolitains anglais que se situa la rivalité anglo-espagnole sur Cuba de 1830 à 1870.

Il s'agissait pour la Grande-Bretagne de détruire le système de production sucrière esclavagiste afin de dominer le marché mondial du sucre et éventuellement de s'emparer de la colonie espagnole. L'attaque contre la production sucrière de Cuba consista essentiellement en la poursuite des navires

négrriers se dirigeant de l'Afrique vers cette île. La guerre était économique : pour créer des tensions insolubles dans un système esclavagiste traditionnel, il suffisait de faire monter les prix des esclaves. Un fait vint favoriser l'action anglaise, il n'était qu'un autre aspect de la rivalité anglo-française en Europe. Dès 1840, les planteurs créoles se heurtèrent à la concurrence de la production sucrière européenne et furent contraints d'utiliser le travail sous contrat. À l'image de leurs ennemis anglais qui recrutaient des engagés chinois pour leurs territoires des Antilles et des Mascareignes, ils tentèrent de s'ouvrir un nouveau réservoir de main-d'œuvre en Chine du sud. La rivalité anglo-espagnole se déplaça d'Afrique en Chine où l'Angleterre mit autant d'obstacles qu'elle le put sur le chemin des voiliers transportant des coolies vers Cuba. Mais la France, sa rivale dans la zone, et le Portugal, favorisèrent les plans des planteurs. L'immigration chinoise à Cuba fut déterminée par des rivalités internationales qui confrontaient plus particulièrement la Grande-Bretagne et l'Espagne sur les questions de la production sucrière et de l'accès aux réservoirs de main-d'œuvre.

La Grande-Bretagne n'obtint qu'une victoire tardive en s'alliant au gouvernement chinois, celui-ci décréta en 1874 la fin de l'émigration chinoise vers les possessions espagnoles. La tardive victoire des gouvernants anglais sur la métropole espagnole tint à deux faits qu'ils ne purent contrôler. Le propos de la Grande-Bretagne de rattacher l'industrie sucrière de Cuba à son industrie de raffinage lui fut ravi par ses anciennes colonies d'Amérique. En 1877, 80 p.100 de la production sucrière de cette île, constituée essentiellement de mélasses, étaient exportés vers les usines de raffinage de l'est des États-Unis. D'autre part, la Grande-Bretagne ne put mettre en échec le pouvoir créole établi à La Havane : les grands planteurs de l'île décidaient des choix de la métropole espagnole. Ce furent eux qui, décidant du maintien de la tutelle coloniale, permirent celui du système esclavagiste, que l'Angleterre voulait voir disparaître.

Au XVIII^e siècle, les difficultés économiques causées par le monopole commercial de la métropole ne donnèrent lieu à aucun conflit entre les autorités madrilènes et les colons. Le cabotage clandestin et la flibuste servirent à tourner les interdits qui pesaient sur le commerce colonial. À partir de 1790, les dissensions entre Créoles et gouvernants madrilènes s'affirmèrent. Les décisions des gouverneurs généraux nommés par Madrid furent contrôlées par les planteurs, qu'elles eussent pour objet l'octroi de concessions de terres, le droit de couper les réserves forestières, l'arrivée clandestine d'esclaves, ou l'application de mesures favorables à leur émancipation (loi Moret). Des gouverneurs généraux désignés par Madrid sans égard aux positions des Créoles furent expulsés de l'île. La question de l'immigration chinoise fut un des points particuliers sur lequel s'affrontèrent, puis s'allièrent, pouvoirs créole et métropolitain.

Le conflit portait sur la nature du régime politique à instaurer à la suite de l'éventuelle abolition de l'esclavage sous la pression anglaise. Un compromis fut trouvé : l'introduction d'une masse de main-d'œuvre chinoise. Cette solution

n'apportait de bénéfices économiques qu'au secteur sucrier qui la contrôlait, c'est-à-dire aux propriétaires terriens détenteurs des plus importantes manufactures semi-mécanisées, sises près de La Havane. Grâce à ce trafic de main-d'œuvre, ces producteurs pouvaient à la fois trouver les capitaux utiles à leurs investissements en machinerie et en main-d'œuvre, et entraîner dans ce processus de modernisation le groupe des moyens et petits propriétaires établis dans les mêmes régions. Les planteurs des provinces centrales et orientales étaient exclus. Les deux secteurs de l'industrie sucrière s'affrontèrent. Leur rivalité due à un développement économique inégal prit la forme d'une lutte politique, portant sur le statut colonial de la société créole. La métropole ne put que jouer en faveur du groupe occidental qui militait pour le maintien de sa tutelle. Elle favorisa l'immigration, affronta la Grande-Bretagne sur la question de l'abolition de l'esclavage et réprima le mouvement nationaliste oriental. L'affirmation de l'alliance politique des grands planteurs esclavagistes et du gouvernement madrilène fut un des aspects de l'évolution de la société créole à laquelle contribua le transfert de main-d'œuvre asiatique.

Un dernier antagonisme au sein duquel se situa l'immigration chinoise opposait entre eux les propriétaires de manufactures semi-mécanisées. De ces derniers, seuls, ceux intéressés à la traite des Jaunes purent devenir propriétaires d'usines centrales mécanisées, les autres ne le purent pas. La lutte entre les deux groupes fut occultée par les bénéfices qu'apporta l'utilisation du travail sous contrat. Au moment où la rente esclavagiste diminuait du fait de la montée des prix des esclaves et de la baisse des cotisations du sucre, la main-d'œuvre chinoise fut le meilleur marché de l'île. Son emploi rendit possible la survie de manufactures semi-mécanisées autrement condamnées à la disparition par la concurrence européenne. Les colons asiatiques vinrent remplacer les esclaves trop rares et trop chers. Pourtant, le taux de profit obtenu dans ces plantations fut certainement supérieur à celui obtenu dans les unités mécanisées. Ces dernières requéraient, à la fois, des investissements en équipements industriels et en main-d'œuvre asiatique et le maintien d'importants ateliers d'esclaves afin d'ajuster les besoins des secteurs industriel et agricole. Les bénéfices obtenus grâce à l'emploi de travailleurs chinois auprès de machineries qui doubleraient les rendements sucriers permettaient de compenser la baisse des profits réalisés sur le travail esclave. La montée d'année en année du prix des esclaves ne faisait qu'accentuer cette baisse, effet de la répartition du capital dans des unités mécanisées utilisant une main-d'œuvre servile. Plus de 80 % du capital étaient investis dans les terres, la main-d'œuvre et les installations industrielles. Le contrôle de la traite des Jaunes par les propriétaires d'unités mécanisées et leur utilisation préférentielle du travail sous contrat dans le secteur industriel leur apportèrent des bénéfices que les manufacturiers ne purent jamais réaliser. Ces profits leur permirent de maintenir des unités de production dont la rentabilité était précaire comme l'illustrèrent les faillites spectaculaires de quelques-unes des plus importantes d'entre elles.

La lutte entre ces deux groupes de producteurs sucriers qui furent des alliés pour combattre la suppression du travail esclave, portait sur l'accès et l'utilisation de la main-d'œuvre asiatique. Pour les manufacturiers, cette dernière fut essentiellement une main-d'œuvre agricole ; pour les propriétaires d'unités mécanisées, elle fut aussi une main-d'œuvre industrielle leur permettant d'utiliser les techniques sucrières les plus productives de l'époque et une source d'accumulation de capitaux grâce à leur contrôle de l'immigration. Du fait, encore une fois, d'un développement économique inégal, la concurrence entre les deux secteurs de la production sucrière fut grande, bien que rendue occulte par les bénéfices de l'utilisation de travailleurs sous contrat. Cette concurrence conduisit inévitablement à la transformation des manufacturiers en producteurs de canne à sucre, entièrement dépendants des usiniers. L'intervention du marché d'exportation des mélasses vers les États-Unis atténua cette rivalité, permettant aux premiers de produire un sucre non raffiné. L'évolution qui conduisit les industries sucrières coloniales anglaises vers la dépendance du secteur de raffinage métropolitain se reproduisit à Cuba au profit des raffineurs nord-américains.

Les trois antagonismes qui fixèrent l'appartenance des immigrés chinois à la classe ouvrière créole portaient sur la nouvelle organisation du travail à Cuba. Deux modes de production caractérisèrent la société créole entre 1840 et 1880 : l'esclavage et le capitalisme industriel. Ce dernier était déterminé par un changement technologique et social, rendu manifeste par la mécanisation des sucreries et le système de travail sous contrat. Les classes sociales créoles résultaient des rapports d'exploitation propres à chacun de ces modes de production et de la transformation progressive de l'un à l'autre. Elles étaient l'effet d'un processus permanent de développement de divisions sociales, issu d'une part des rapports entre maîtres et esclaves et entre planteurs et main-d'œuvre salariée, et d'autre part du conflit entre ces deux rapports. Étant définies comme la résultante d'un système de divisions se transformant entre 1840 et 1880, les classes sociales créoles ne peuvent jamais être appréhendées comme des groupes concrets ou des ensembles délimités d'individus. Produits de rapports d'exploitation que seule l'analyse permet d'explicitier et de faire apparaître, ces classes sociales demeurent inaccessibles à la description.

Seuls des regroupements sociologiques peuvent être perçus et décrits. Ils sont composés de séries d'individus occupant la même fonction dans la production. Le terme de fonction n'est pas équivalent de celui d'occupation, il désigne au contraire la signification des occupations remplies par un ensemble d'individus dans la division sociale du travail, dont la division technique n'est qu'un effet. Le fait significatif du travail chinois fut d'avoir rendu possible l'industrialisation d'un secteur de la production sucrière, ainsi constitué en secteur dominant, et le maintien de la tutelle coloniale et de l'esclavage à Cuba. La fonction du travail chinois au sein des rapports de force de la société créole assigna aux immigrés un statut particulier manifesté par des signes : salaires, occupations, contrat comme forme juridique de leur place dans la division sociale du travail. L'analyse en

termes économiques et politiques de l'immigration chinoise à Cuba au XIX^e siècle fait apparaître la constitution d'un regroupement sociologique déterminée par un système de rapports de force se jouant à l'échelle internationale. Avant leur arrivée à La Havane, les immigrants chinois se voyaient assigner un statut social dans la société créole. La question devient alors celle de la transformation de ce regroupement en un groupe ethnique, c'est-à-dire en un groupe perçu par les acteurs comme exclu de leur société. Pour mettre à jour ce processus, on s'attachera à décrire la réalité vécue par les membres du regroupement sociologique chinois présenté jusqu'alors comme un des aspects de la coexistence conflictuelle de deux modes de production à Cuba. Cette description empirique permettra de repérer les traits grâce auxquels les Chinois purent être identifiés par les Créoles, libres ou esclaves.

II

HISTOIRE SUBIE

"À Cuba, il y avait beaucoup de Chinois. C'étaient ceux qui étaient arrivés comme engagés. Au fur et à mesure qu'ils vieillissaient, ils abandonnaient les plantations. Quand je sortais, je les voyais souvent. Il y avait beaucoup de travailleurs qui allaient à Sagua le dimanche, ils venaient de toutes les plantations des environs. À cause de cela, j'ai vu le théâtre des Chinois. C'était un grand théâtre de bois, très bien construit. Les Chinois avaient beaucoup de goût pour les choses et les peignaient de couleurs très vives. Les gens les plus fins qu'il y avait à Cuba, c'étaient les Chinois. Ils faisaient tout avec des révérences et en silence. Ils étaient très organisés...

Avec le temps, ils se mirent à vendre des légumes et des fruits et se gâtèrent. Cette allégresse de l'époque de l'Espagne les quitta. Maintenant, quand on rencontre un Chinois et qu'on lui demande "Ça va ?", il répond : "Je ne sais pas."

M. BARNET

Biografía de un cimarrón, p. 91-93.

[Retour à la table des matières](#)

Les hommes du delta des Perles étaient ignorants des rivalités qui opposaient les puissances coloniales espagnole, anglaise et française sur la question de la main-d'œuvre de la Chine du sud. Ils ignoraient l'existence des territoires antillais et africains qui mettaient aux prises les gouvernements de Madrid, de Paris et de Londres. Comment se déroula pour eux l'aventure qui les conduisit des côtes méridionales de la Chine vers les plus grandes plantations esclavagistes de

l'époque ? Les archives de Madrid et de La Havane, les récits de voyages à Cuba, les écrits de planteurs, d'administrateurs, d'hommes politiques et de fonctionnaires rendent possible la reconstitution de l'expérience vécue par les émigrés. Mais les documents les plus étonnants et les plus utiles demeurent, d'une part le rapport de la Commission Chin-Lan-Pin qui recueillit les témoignages oraux de 1 176 émigrés et les pétitions de 1665 autres ¹, et d'autre part, la narration de sa vie sur les plantations par un ancien esclave libéré dans les années 1880 ². Suivant les textes, les immigrants chinois sont désignés comme "coolies" ou comme "colons asiatiques" (Colono asiático). Le premier terme renvoie à une expression chinoise désignant un homme de peine (Kǔ lǎo), il fut appliqué aux émigrés chinois engagés dans les colonies anglaises. Le second, utilisé dans les textes officiels espagnols, évoque l'image des hommes envoyés dans les Amériques par Sa Majesté le roi d'Espagne afin d'y fonder et d'y développer des établissements agricoles. Il rappelle dans quel contexte idéologique et politique se déroula l'émigration chinoise à Cuba : tout homme envoyé dans une colonie espagnole devait y faire souche, devenir un habitant. En outre, une société esclavagiste n'ayant pu développer l'idée du travail considéré comme une marchandise, les textes espagnols désignant les immigrants chinois comme des travailleurs sous contrat n'existent pas. Le terme de "colon" appliqué aux immigrants chinois devient ambigu lorsqu'on se souvient qu'il s'appliquait aussi aux planteurs ayant abandonné la fabrication du sucre pour se consacrer uniquement à la culture de la canne à sucre (*colono de caña*).

¹ *Chinese Emigration, The Cuba Commission, Report of the Commission sent by China to Ascertain the Condition of Life of Chinese Coolies in Cuba*. Cet ouvrage sera cité à l'avenir comme *Chinese Emigration*. La transcription des noms chinois est celle dite Pin Yin sauf pour les noms propres et les noms de lieux connus sous leur forme traditionnelle, les transcriptions en cantonais sont en italique et entre guillemets.

² M. Barnet, *Biografía de un cimarrón*.

5

La traite des Jaunes

1. Qui furent les engagés ?

[Retour à la table des matières](#)

Les premiers arrivants Chinois vinrent des Philippines en 1847. Ils ne furent guère appréciés des planteurs qui les jugèrent inaptes aux travaux agricoles. La plupart semble avoir été des petits commerçants peu enclins à accomplir les tâches des canneraies et des manufactures de l'île. Ils restèrent dans l'histoire de Cuba sous le nom de Chinois de Manille (*Chinos de Manila*), assimilés en cela aux Chinois amenés, les siècles précédents, à bord des galions espagnols qui faisaient le voyage des Philippines à Acapulco. Le second courant d'immigration arriva de Swatao et d'Amoy, alors que ces ports n'étaient pas encore interdits aux maisons de commerce créoles et espagnoles. Le nombre des hommes en provenance de la province de Fujian peut être estimé à 20 000 suivant les listes des expéditions publiées dans le *Boletín de Colonización*. Ils furent dénommés "Joló" à Cuba, d'un terme chinois, "Hokkien", nom local de la province du Fujian. Nombre de ces immigrants appartinrent en réalité à un groupe ethnique particulier, celui des "Hakka" (*kè jīa*). Lorsque, vers 1850, le centre du trafic s'établit à Macao, la majorité des émigrés fut recrutée dans les districts proches de la ville de Canton : "Sé Yap", *Gāo Gōng*, *Shùn dé*. Les habitants de ces zones étaient établis sur les multiples bras et îles qui composaient le delta des Perles. Les plus nombreux vinrent du district de *Gāo Gōng*, dit des "neuf rivières", dont le centre urbain était *Nán Hǎi*, situé à l'ouest de Canton¹. La proximité de Macao facilita encore le recrutement d'hommes du district de *Gāo Gōng*.

L'origine sociale des émigrants est difficile à cerner, un fils de coolie décrivit ainsi la zone d'où provinrent grand nombre d'engagés, le district de *Gāo Gōng*² :

Les habitants de cette région étaient regroupés en petites communautés fermées, chacune possédant son dialecte propre [...]. Les valeurs historiques traditionnelles

¹ J. L. Martin, *De donde vinieron los Chinos, Jaca, Joló y los amoyanos en la vida cubana*, p. 6.

² *Ibid.*, p. 7.

étaient conservées dans ces groupes et on peut dire que chaque îlot avait une identité particulière, que ses détenteurs avaient défendue de longue date même au prix de luttes sanglantes, qui se traduisaient par des rivalités particularistes.

Les divers mouvements anglais, chinois et espagnol opposés au départ d'émigrants pour Cuba laissèrent des écrits dépeignant sommairement la condition sociale des hommes recrutés :

Il a été récemment porté à ma connaissance que des commerçants étrangers, au moyen de promesses attirantes, ont persuadé de nombreux Chinois pauvres de s'embarquer à bord de vapeurs marchands qui les emmènent vers des lieux étrangers. Ayant procédé à quelques recherches, j'ai découvert que ces Chinois sont des gens pauvres, qui, séduits par la promesse de hauts salaires, acceptent des contrats de travail et s'expatrient. Ainsi leurs parents et proches qu'ils laissent sans aucun moyen de subsistance, sont réduits à la misère la plus absolue et meurent de faim.

L'étonnement du *Daotai* était feint, personne ne pouvait s'étonner de la misère des paysans du delta des Perles, ni de leur désir de gagner quelque argent, même au prix humain le plus haut. Au nombre des émigrants, furent aussi des prisonniers

de guerre, tels des partisans Taiping vendus par les autorités cantonaises aux trafiquants étrangers, et aussi des victimes des luttes entre les clans de la province du Guangdong. Cependant, la majorité des hommes recrutés fut composée de villageois et de pêcheurs de districts proches de Canton et de Macao. Le rapport de la Commission Chin-Lan-Pin précisa ¹ :

La plus grande partie des Chinois à Cuba sont cantonais. Après eux les hommes du Fukien, du Kiangsu et du Chekiang, (soit Fujian, Jiangsu et Zhejiang) sont les plus nombreux. Il y a en outre des hommes de toutes les provinces et même des gens appartenant aux bannières. Pendant le cours de l'enquête, la commission a rencontré des officiers militaires et civils et des gradués littéraires mêlés à la masse des travailleurs ordinaires. Ils avaient été amenés par la ruse et vendus comme les autres car ainsi que Chang Luan et 30 autres le font remarquer dans leur pétition : "les hommes intelligents sont tout comme les hommes vicieux pris dans ces filets et tombent dans ces pièges" et parmi les plusieurs dizaines de milliers de Chinois à Cuba il doit y en avoir assurément qui sont doués d'intelligence, de moralité et d'application.

Quelle que fût leur origine sociale, les recrutés furent tous des hommes jeunes. Des 103 hommes débarqués à La Havane au mois de mars et avril 1861, la moitié étaient âgés de 15 à 25 ans ². En 1860, des 718 engagés résidant dans la juridiction de Guanajay, 626 étaient âgés de 16 à 40 ans ³.

2. Le recrutement

[Retour à la table des matières](#)

Le mot employé pour le recrutement des paysans fut celui d'enlèvement par la force, de *racket* suivant l'expression des autorités anglaises. Les besoins en main-d'œuvre étaient si pressants que l'emploi de la force devint nécessaire. Les Cantonais étaient attirés par les nouveaux édens de la Californie ou les régions de l'Asie du sud-est, mais ils ignoraient l'existence des Antilles. Chaque firme de La Havane intéressée au trafic délégua un agent à Macao. Ce devait être un personnage actif, sans scrupules qui sache fréter autant de navires que les besoins des plantations créoles le demandaient. Le moyen le plus simple et le plus efficace de persuader les Chinois d'émigrer fut d'employer des recruteurs chinois. Les documents de l'époque décrivent les méthodes employées par ces hommes. La plus usuelle fut l'enlèvement sur les voies fluviales du delta des Perles. Les victimes furent des villageois et des pêcheurs. Les pirates aidaient à ces rapt ; ils purent avec facilité et impunité enlever de nombreux voyageurs par bateau.

¹ *Chinese Emigration*, p. 189.

² Archivo nacional de Cuba, *Miscelánea de libros*, n° 1090.

³ F. Erenchun, *Anales de la Isla de Cuba*, Diccionario administrativo, económico, estadístico y legislativo, t. IV, p. 1658.

Une autre méthode de recrutement consistait à provoquer en combat la personne susceptible d'émigrer. L'offensé poursuivant son offenseur était amené en un lieu désert où il était assommé par des compères cachés. Un autre moyen couramment employé fut le recours aux dettes de jeu. Un recruteur invitait dans un tripot connu de lui un jeune paysan disposant de quelque argent, et, là, par maintes tricheries, réussissait à gagner. Le vainqueur amenait sa victime au baraquement de Macao où elle était enfermée. Les dettes de jeu se payaient par la signature d'un contrat de travail à remplir dans l'île de Cuba. Cette formule fut utilisée avec succès durant les premières années du trafic, à Amoy, et à Swatao. Les fils de certains de ces joueurs malchanceux, racontèrent comment leurs pères croyaient partir pour les Philippines : leurs contrats indiquaient un lieu de destination *Lu Sung ou Liy Sung*, en dialecte cantonais, c'est-à-dire Luzon, et par extension l'Espagne et ses possessions. La majorité des émigrés furent gagnés à l'émigration par la force ou par de fausses promesses. Le consul espagnol à Amoy écrivait en janvier 1859 ¹ :

De chaque cent Chinois qui ont été récemment embarqués pour La Havane, je peux assurer Votre Excellence que quatre-vingt-dix ont été chassés comme des bêtes sauvages et amenés de force sur les vaisseaux [...] ou ont été séduits par de fausses promesses ou trompés sur leur lieu de destination ou la nature du travail pour lequel ils furent recrutés. Cette attitude criminelle a rapidement jeté l'alarme tout au long des côtes et les plaintes de mères qui réclament leurs fils ou époux emmenés de force, augmentent.

Le témoignage suivant, donné par un engagé, illustre les méthodes des recruteurs ² :

Des hommes vinrent chez moi alors que j'étais jeune, ils tuèrent ma mère et mes sœurs, et m'emmenèrent ainsi que mes deux frères comme des prisonniers. Je fus embarqué sur un bateau et mes frères sur un autre. Je suppose qu'ils ont été conduits à Cuba, mais je ne les ai jamais trouvés...

James O'Kelly à la suite d'un voyage à Cuba en 1873, rapporta ³ :

À La Havane, j'ai visité un navire portugais récemment arrivé de Macao, avec un chargement de 800 "Célestes"...

Avec l'autorisation du capitaine, je parcourus tout le navire, et rencontrai un Chinois qui avait la réputation entre ses compagnons de parler anglais...

Le récit qu'il me fit de ses peines pourrait être pris comme exemple de celles supportées par ses autres compagnons. Il avait résidé en Californie durant quelques années, et accumulé une petite fortune là-bas ; à son retour en son pays natal, il s'était

¹ Archivo nacional de Cuba, *Reales decretos y ordenes*, legajo 207, n° 129.

² C. Corbitt Duvon, *The Chinese in Cuba, 1847-1947*, p. 45.

³ J. O'Kelly, *La tierra del Mambí*, p. 101.

établi et marié, mais voyant que son négoce allait mal, il accepta une offre de travail à Macao, et s'embarqua pour ce port, mais combien misérablement abusé, il débarqua à La Havane. Ce malheureux se lamentait de la triste situation dans laquelle il laissait sa famille, sans protection, ni soutien durant son absence.

Cinq engagés racontèrent comment ils pénétrèrent dans les baraques de Macao ¹ :

Nous fûmes amenés par la ruse dans les *barracones* de Macao et interrogés par les officiers portugais, nous fûmes liés les uns aux autres par nos tresses après un repas du soir et conduits de force à bord d'un navire sous la garde de soldats étrangers armés, sans que personne fit attention aux cris que nous poussions en chemin pour demander du secours.

Dans les cas où les émigrés acceptèrent le contrat de leur plein gré, un ou deux dollars étaient donnés à leur famille.

Les recruteurs chinois devinrent source d'effroi dans les districts proches de Macao. La bourgeoisie d'Amoy éleva de nombreuses protestations, avertissant la population paysanne de la fausseté des promesses faites par les recruteurs dénommés en cantonais *Chau-Chau* ². Mais les plaintes des populations au sujet de la disparition d'embarcations chargées de pêcheurs ou de voyageurs ne changèrent rien à la situation ³. Même les peines de mort promises et infligées aux recruteurs n'eurent aucun effet. Certains déclarèrent avoir eux-mêmes agi sous l'effet de menaces. Un recruteur qui ne ramenait pas le nombre de coolies imposé par l'agent de Macao devait payer une amende. Pour ce faire, il était souvent obligé de vendre ses biens et s'il n'en possédait pas, sa femme ou ses enfants. La prime offerte pour chaque engagé était si forte (de sept à dix dollars), qu'elle pouvait motiver tout vagabond sans ressources.

Suivant les conventions signées par la Grande-Bretagne et la Chine, des officiers des ports d'émigration devaient assister à la signature des contrats et à l'embarquement des engagés. La réalité était autre ; les baraques furent entourées de fosses et de barbelés, gardées par des hommes armés et fermées nuit et jour. À l'intérieur, les rations alimentaires étaient insuffisantes et les conditions insalubres malgré quelques descriptions idylliques faites par un témoin espagnol ⁴. Dans ces conditions, la signature d'un contrat était bouffonnerie tragique ⁵ :

Quand nous fûmes entrés (dans le *barracón*), un étranger ferma les portes et ne pouvant plus sortir nous comprîmes que nous avions été trahis, mais il n'y avait aucun

¹ *Chinese Emigration*, p. 99-100.

² W. Steward, *Chinese Bondage in Peru*, p. 84.

³ Archivo nacional de Cuba, *Reales decretos y ordenes*, legajo 207, n° 129.

⁴ *The other Side. The coolie question in its true bearings. Being the results of personal observation*, pamphlet anonyme, certainement dû à la plume du Consul espagnol à Macao, Nicasio Canete y Moral.

⁵ *Chinese Emigration*, p. 102.

remède possible. Nous étions plus de 100 dans ces mêmes chambres et le plus grand nombre passaient les jours et les nuits à pleurer. Quelques-uns étaient couverts de sang, résultat des punitions qu'on leur avait infligées soit parce qu'on les soupçonnait de vouloir s'échapper, soit parce qu'ils avaient déclaré qu'ils ne voulaient pas partir lorsque l'inspecteur portugais les avait interrogés. Le *barracón* était très profond et par surcroît de précaution, pour empêcher les cris d'être entendus du dehors, on battait le gong, et l'on faisait partir des pièces d'artifice, pendant qu'on châtiât les gens, de sorte que la mort aurait pu s'ensuivre sans qu'on le sût ailleurs. Témoins de ces cruautés, nous n'avions qu'à nous incliner et nous reçûmes au moment de l'embarquement, un document qui était nous dit-on, un contrat pour 8 ans.

Les témoignages recueillis par la Commission d'enquête de 1874 confirmèrent que les engagés avaient le plus souvent signé leur contrat sous l'effet de la contrainte comme le relate Hu A-Pao :

Au moment de l'inspection, je refusai de signer le contrat, mais l'officier portugais me prit la main de force et aussitôt qu'il eût fait une marque sur le papier, il mit ce papier de côté ¹.

Lorsqu'un engagé se rebellait, il était battu et enfermé au secret jusqu'à son embarquement. Chang Huo Hsiu fut témoin de ces pratiques ² :

Dans le *barracón* je vis que ceux qui refusaient d'aller à l'étranger étaient frappés sur les joues et placés sous les latrines ; il ne me restait donc qu'à consentir.

L'une des ruses les plus fréquemment utilisées afin d'éviter un refus des engagés fut d'apposer le nom d'une personne fictive sur le contrat. L'homme croyait signer un engagement qui ne le concernait pas.

Je fus forcé d'accepter le contrat et de signer le nom de Wu A-Chung,

déclara un Cantonais qui portait le nom de Wu Lien-Sheng ³. Une autre tromperie dont les engagés furent victimes concerna le contenu de leur contrat. En 1874, lorsque les fonctionnaires chinois demandèrent à leurs compatriotes : "A-t-on eu soin de voir si les contrats étaient compris ?", les réponses donnèrent un formel démenti aux assertions de don Abella, agent à Macao ⁴ qui avait prétendu cette question sans fondement ⁵ :

Les contrats nous furent remis à bord du navire, et ces documents ne nous furent pas lus ;

¹ *Ibid.*, p. 103.

² *Chinese Emigration*, p. 102.

³ *Ibid.*, p. 104.

⁴ F. Abella, *Proyecto de inmigración china dirigido a los Señores Hacendados de la Isla de Cuba*.

⁵ *Chinese Emigration*, p. 105.

ou encore :

quand on traduit les contrats, on sauta beaucoup de passages et on ne lut que quelques clauses, etc. On dit qu'Annan et Singapore étaient les endroits de destination de sorte que n'ayant pas perdu tout espoir de retour, il nous parut préférable pour éviter une mort immédiate d'apposer nos signatures et de nous embarquer.

Toutefois, si les contrats étaient lus aux coolies, la majorité d'entre eux ne pouvaient comprendre ce qu'ils signifiaient ; Tang Yu et six autres déclarèrent : "les contrats nous furent lus mais nous ne savions pas ce qu'ils signifiaient ¹".

Les témoignages de coolies interrogés par la Commission Chin-Lan-Pin pourraient être multipliés qui montrèrent les méthodes employées par les agents et les recruteurs. 80 % des hommes affirmèrent avoir quitté leur village par la force, avoir été enivrés, enlevés, ou ignorer leur lieu de destination comme le déclara Hsu A-Fa ² :

Je demandai où était La Havane et l'on me répondit que c'était le nom d'un bateau. Je pensais donc que j'allais être employé à bord d'un navire et je signai le contrat.

3. Les "enfers flottants"

[Retour à la table des matières](#)

Les quelques hommes qui s'étaient embarqués volontairement, comme Lo Fu-Ch'ung et onze autres, devaient perdre toute illusion une fois à bord. Ils étaient répartis en brigades de 50 hommes, et celles-ci divisées en groupes de dix. Chaque brigade avait à sa tête un "caporal" chinois qui recevait un salaire de quatre *pesos*, et était responsable de la discipline de ses 50 compatriotes. À la tête de chaque groupe d'une dizaine d'hommes (*rancho*) était placé un chef, chinois, chargé d'apporter la nourriture à ses subordonnés, de veiller à leurs conditions de vie et de régler les différends qui pourraient s'élever entre eux ³. Un des engagés était responsable de l'ensemble des passagers et devait faciliter les rapports de ceux-ci avec l'équipage. Ce dernier, composé de 30 à 40 marins et de 10 à 15 machinistes devait être aidé par les engagés lorsque le temps était serein.

Les traversées furent de véritables odyssées pour les coolies qui déclarèrent en 1874 ⁴ :

Au sortir de Macao, nous prîmes la mer, on nous enferma dans la cale en bas, quelques-uns furent mis dans les cages en bambou ou enchaînés à des barres de fer, et

¹ *Chinese Emigration*, p. 105.

² *Ibid.*

³ W. Steward, *Chinese Bondage in Peru*, p. 99.

⁴ *Chinese Emigration*, p. 106.

un petit nombre fut pris au hasard et fouetté pour intimider les autres. Nous ne pouvons estimer le nombre de morts qui résultèrent des maladies, des coups, de la faim, de la soif ou des suicides commis en se jetant à la mer.

Afin d'assurer la discipline à bord, les capitaines avaient coutume de mettre au fer les hommes robustes et tout individu soupçonné d'insubordination était éliminé, jeté par-dessus bord. Les actes de rébellion des engagés étaient souvent causés par la faim, la soif et l'étouffement auxquels ils étaient réduits dans la cale. Les narrations des hommes interrogés en 1874 ne furent que récits d'atrocités ¹ :

J'avais faim et demandai à manger, aussitôt quatre matelots me renversèrent à terre et me battirent, et un homme fut fouetté jusqu'à mort à bord ; cinq hommes se suicidèrent et deux furent fusillés parce que, n'ayant rien à manger et souffrant de la soif, ils avaient demandé de la nourriture.

Les engagés furent nombreux à mentionner le manque d'eau, l'absence de nourriture et la cruauté des matelots et capitaines. Malgré les menaces d'emprisonnement pesant sur les capitaines en cas de mortalité excédant 6 % des hommes embarqués en Chine, 16 % des émigrants périrent durant les traversées.

Parfois le quart des hommes disparaissait durant la traversée : la frégate anglaise *Duke of Argyle*, qui toucha les côtes cubaines après un voyage de 123 jours perdit 28 % de sa "cargaison". De 1853 à 1860, des 56 335 coolies embarqués pour Cuba, 8 159 moururent. Ces chiffres cependant ne traduisent pas la réalité, les trafiquants embarquaient plus d'hommes que n'indiquaient leurs livres de bord afin de rendre les pertes moins fortes ².

Le refus d'émigrer fut une autre cause de ce taux de mortalité. Il donna lieu à des révoltes et à des suicides. Les récits suivants furent entendus à La Havane par les fonctionnaires chinois ³ :

Trois hommes créèrent du tumulte disant qu'ils ne voulaient pas aller à l'étranger ! deux d'entre eux furent fusillés et le troisième pendu.

Les hommes qui avaient été trompés ne voulaient pas aller à l'étranger et avaient l'intention de se révolter. Les matelots déchargèrent leurs armes à feu par les écoutilles et tuèrent vingt hommes en blessant 40 à 50 autres.

La nature des rapports entre certains équipages et les engagés fut rappelée par l'un d'eux, en 1874 ⁴ :

¹ *Ibid.*, p. 109.

² J. Pérez de la Riva, "Documentos para la historia de las gentes sin historia, el tráfico de culies, "Revista de la biblioteca nacional José Martí, 2^e année, n° 2, note 15.

³ *Chinese Emigration*, p. 101 et 109.

⁴ *Ibid.*, p. 111.

Le capitaine était un méchant homme. Beaucoup d'hommes ne voulant pas aller à l'étranger se jetèrent à la mer. On nous défendit de monter sur le pont et on nous refusa de l'eau, nous fîmes du tumulte et le capitaine nous considéra comme des révoltés ; plus de dix d'entre nous furent tués par les matelots à coups de bâton et de couteau. Près de Malacca le navire eut des avaries et bien que l'eau pénétrât dans la cale, on n'ouvrit pas les écoutilles, et elles ne furent ouvertes que lorsque nous eûmes de l'eau jusqu'au cou et que dix d'entre nous eussent été noyés.

Des témoignages permirent d'apprendre que des expéditions entières s'étaient perdues en mer. Parfois le désastre n'était pas aussi total et les engagés arrivaient sous le contrôle des armes à La Havane, un tiers ou la moitié d'entre eux disparu. Le vapeur américain *Norway* perdit 133 Chinois durant une traversée de 105 jours, la moitié de ces derniers ayant péri lors d'une mutinerie. La rébellion la plus connue fut annoncée brièvement par la *Gaceta de La Habana*, le 21 janvier 1860 :

La frégate *Flora Temple* (voilier de 1 915 tonnes, de drapeau américain, construit à Baltimore en 1853) qui naviguait en direction de La Havane avec 800 coolies à bord, a naufragé dans les mers de Chine.

Deux jours après sa sortie de Macao, le 8 octobre 1859, une révolte avait éclaté à bord : le capitaine dut prêter plus d'attention à la rébellion et aux combats qui s'ensuivirent qu'à la navigation, le bâtiment s'abîma sur des récifs.

4. Les routes et les ports

[Retour à la table des matières](#)

Amoy fut le point de départ des premières expéditions lorsque *Tait and Co.* fournissait aux Créoles la main-d'œuvre nécessaire à leurs plantations. À partir de 1855, Macao devint le centre du trafic. Grâce à la liste des 338 expéditions publiée dans le *Boletín de colonización*, nous apprenons que Hong-Kong, Canton, Manille, Saïgon, Swatao, Whampoa furent parfois aussi des points d'attache des navires. La présence de Whampoa rappelle celle des bâtiments français qui pouvaient pénétrer l'estuaire de *Chi Kong (Xi-Jiang)*. La navigation était réglée suivant les moussons. Les expéditions quittaient la Chine d'octobre à mars, voyageaient de trois à quatre mois avant d'apercevoir le Cap de San Antonio et arrivaient à La Havane de février à août. La grande route des voiliers passait par Gran Natoena, Billitoa, les détroits de Gaspar et de la Sonde, les caps de Sainte-Marie et de Bonne Espérance et l'île Sainte-Hélène où on faisait escale pour renouveler les réserves d'eau. On reprenait la mer pour rejoindre l'île de l'Ascension, Cayenne, La Barbade, La Trinité et longer les côtes méridionales de Cuba. Le retour se faisait en suivant d'autres itinéraires afin d'assurer la vente du fret du sucre. Les voiliers et vapeurs allaient toucher les côtes américaines à New York puis traversaient l'Atlantique pour aborder en Europe. Les compagnies maritimes crurent pouvoir emprunter l'isthme de Panama à partir de 1865, mais la Colombie, pays indépendant et opposé à l'esclavage, refusa la présence, même momentanée, sur son territoire d'hommes

traités à ses yeux comme des esclaves. Le Canal de Suez ne fut guère emprunté, car il ne fut ouvert à la navigation que lorsque le trafic était sur son déclin.

Les vapeurs suivirent les mêmes routes que les grands voiliers. À partir de 1865, ils assurèrent la majorité des expéditions, leur supériorité technique leur permettant de réaliser le long voyage en moins de trois mois. Une escale en Indonésie était nécessaire pour le ravitaillement en carburant. Les capitaines des voiliers n'avaient jamais commis l'erreur de toucher les côtes de contrées où les coolies chinois auraient pu trouver un asile ou quelque protection de la part de leurs compatriotes émigrés. L'escale de Sainte-Hélène avait été choisie pour des raisons de sécurité. Mais les vapeurs affrétés par des compagnies françaises et russes étaient plus rapides et pouvaient transporter un plus grand nombre d'hommes. La surveillance durant les escales en Indonésie fut donc rigoureuse.

5. Le marché du *Cerro*

[Retour à la table des matières](#)

Une lettre de douze coolies s'adressant aux délégués chinois venus à Cuba, décrit l'arrivée des Chinois à La Havane ¹ :

Aussitôt débarqués, quatre ou cinq étrangers à cheval, armés de fouets, nous conduisirent comme un troupeau de bestiaux au *barracón* pour y être vendus.

James O'Kelly a laissé une description évocatrice de la condition des nouveaux arrivés ² :

En montant l'échelle du bord, la première chose qui se présenta à ma vue furent les têtes chauves, les faces rondes et les yeux pénétrants d'une multitude d'Asiatiques, regroupés sur un côté du navire et qui paraissaient autant étonnés de ma présence que moi de la leur. Tout à bord avait été placé en bon ordre, et si ce n'avait été d'une grille de fer séparant les Chinois du pont, ainsi que de deux petits canons, placés de manière à couvrir toute la largeur du pont en cas d'attaque (des coolies), je me serais cru à bord d'un de ces navires qui débarquent des immigrants dans le port de New York.

Le voyageur apprit ensuite qu'à leur arrivée à La Havane, les Chinois avaient dû procéder à un nettoyage du navire. Ils s'étaient encore vus contraints de couper leurs longues nattes, signe d'allégeance à l'Empereur mandchou, et de revêtir des tenues vestimentaires réservées à cette occasion. Les apparences étaient sauves. Henri Dumont, un médecin français qui s'intéressa aux maladies des esclaves à

¹ *Chinese Emigration*, p. 113.

² J. O'Kelly, *La tierra del Mambí*, p. 101.

Cuba, ne fut pas dupe de cette image trop favorable qui impressionna son contemporain américain. Il rapporta ¹ :

Lors de notre visite au dépôt des colons chinois nous avons été surpris du grand nombre d'ophtalmies graves offertes par les nouveaux arrivés. On nous a informé qu'afin d'éviter l'extension de ces maladies qui rendent aveugles, il a été nécessaire de fixer un système de primes pour les capitaines des navires ; ils reçoivent un *duro* pour chaque Chinois débarqué avec des "yeux sains".

La bonne condition physique des coolies était la première qualité requise par les futurs patrons qui venaient les examiner au marché du *Cerro*. À la descente des navires, les engagés étaient regroupés en lots de dix individus, chaque lot portant l'appellation d'une lettre de l'alphabet et chaque homme un numéro. Les noms chinois n'apparurent jamais dans les documents officiels créoles. Ces groupes formés, les engagés étaient conduits vers un grand bâtiment situé dans la rue *del Cerro*. Là les attendait un spectacle peu rassurant ² :

Lin A-Pang et un autre déclarèrent dans leurs dépositions que dans le marché d'hommes dans lequel ils furent conduits à leur arrivée à La Havane, les gens qui désiraient les acheter leur faisaient enlever leurs vêtements et examinaient leurs corps pour voir s'ils étaient robustes, tout comme s'il s'était agi de la vente d'un cheval ou d'un bœuf ; qu'ainsi les Chinois sont soumis non seulement aux mauvais traitements mais aussi à la honte.

Le prix du transfert d'un contrat dépendait de l'âge et de la robustesse physique de l'engagé.

L'entrée du bâtiment était libre, et quiconque désirait connaître les divers visages de la traite des Jaunes pouvait franchir le haut portail de la bâtisse. Les futurs patrons devaient arriver tôt : dès six heures du matin les enchères étaient ouvertes. Deux files de Chinois habillés d'amples costumes, portant coiffes de bambou et sandales de bois les attendaient assis sur le gravier de la cour intérieure. Un coup de sifflet leur ordonnait de se lever à l'apparition de l'acheteur qui cherchait à distinguer quelque qualité sur les faces ou les corps de ces "êtres stupidement impassibles" que décrit Henry Dana dans un passage de son livre consacré à Cuba ³. S'ensuivait un marchandage sur le prix des contrats et les lots de Chinois quittaient l'enceinte pour leur nouveau lieu de travail.

¹ H. Dumont, "Antropología y patología comparada de los negros esclavos", *Revista bimestre cubana*, La Havane, mars-avril 1916, p. 89.

² *Chinese Emigration*, p. 113.

³ R. H. Dana, Jr., *To Cuba and Back, a Vacation Voyage*.

6

LE LABEUR COOLIE

1. Localisation et occupations
de la main-d'œuvre chinoise

[Retour à la table des matières](#)

Les Cantonais furent dirigés plus particulièrement vers les plantations de sept juridictions des provinces occidentales où 85 % d'entre eux travaillèrent en 1862 et 80 % en 1872¹. L'évolution du nombre des coolies dans ces divisions administratives de l'ouest de l'île met en lumière celle de l'industrie sucrière.

Jurisdiction	Provinces	1862	1872
La Havane	La Havane	5 792	4 808
Cólon	Matanzas	5 510	9 748
Cárdenas	Matanzas	5 420	8 486
Matanzas	Matanzas	3 803	8 758
Sagua	Las Villas	3 109	7 427
Guines	Matanzas	2 261	1 281
Cienfuegos	Las Villas	1 162	3 076
Remedios	Las Villas	1 998	3 989
Total		29 055*	47 583* *

* En 1862 : 29 055 sur 34 050 dans l'île.

* * En 1872 : 47 583 sur 58 400 dans l'île.

¹ Les chiffres de 1862 proviennent de l'ouvrage de A. Toledo, ceux de 1872 du registre d'inscriptions des coolies, publié dans le *Boletín de Colonización*, 15 octobre 1873. A. Toledo, *Cuadro estadístico de la siempre fiel isla de Cuba, año 1862*, La Havane, Imprenta del gobierno, 1864.

Dans les régions traditionnellement sucrières depuis le XVIII^e siècle, c'est-à-dire les provinces de Matanzas et de La Havane, dès 1847, les propriétaires de petites unités (10 à 15 *caballerias*), endettés par la hausse des prix des esclaves et la baisse des cotisations du sucre, durent recourir à la main-d'œuvre chinoise, la moins chère de l'île. Mais, au fur et à mesure que les années passèrent, de nouvelles unités plus grandes et entièrement mécanisées firent leur apparition sur les marches orientales de la province de Matanzas et dans celle de Las Villas. Les manufactures de Guines et de La Havane, installées sur des terres épuisées, fermèrent ou s'adonnèrent à la production de sucre roux. Ainsi peut être comprise la croissance spectaculaire du nombre de colons dans les juridictions de Colón, Sagua, Cienfuegos, Remedios et Cárdenas durant les années 1862-1872. L'adoption généralisée des nouvelles techniques de fabrication du sucre, la prospérité apportée par la traite des Jaunes et l'extension des voies ferrées favorisèrent la mise en exploitation de ces terroirs. Ce fut sur ces terres vierges et fertiles que s'érigèrent les nouvelles unités qui recrutèrent le plus grand nombre de Chinois. L'implantation traditionnelle de la plantation sucrière à Cuba se déplaça durant ces dix ans, tandis que commençait le déclin du berceau de l'industrie sucrière créole. Guines perdit ainsi 50 % de sa population chinoise de 1862 à 1872. Seule la juridiction de La Havane sembla ne pas connaître un pareil déclin, mais cela tient aux activités du port de la capitale, qui occupèrent des centaines de travailleurs sous contrat. La population chinoise de la juridiction de Guanabacoa, siège des entrepôts du port de La Havane, vit le nombre de ses résidents cantonnais

trippler de 1862 à 1872 ¹. La capitale de l'île employa 10 % de la main-d'œuvre chinoise de 1860 à 1870.

Les documents épars offrent quelques précisions statistiques sur la répartition des colons pas secteurs économiques. Pour l'année 1857 deux juridictions peuvent être comparées : la première, celle de Guanajay, correspond à une région de plantation en déclin, l'agriculture y était de tradition tournée vers de multiples activités. La seconde, celle de Macuriges, illustre la situation des zones où le secteur sucrier l'emportait ².

1857	Guanajay	Macuriges
Plantations sucrières	667 colons	1 201 colons
Plantations caféières	22 colons	
Fermes d'élevage	8 colons	4 colons
Fermes	2 colons	
Maraîchers	10 colons	

Les engagés chinois demeurèrent employés en priorité dans le secteur sucrier lorsque celui-ci dominait une région, quelles que diverses que fussent ses activités agricoles. Par contre, là où le tabac ou l'élevage étaient dominants, la main-d'œuvre coolie fut nulle. Paysans et éleveurs dont les activités agricoles ne requéraient pas une abondante main-d'œuvre recoururent à la main-d'œuvre salariée. Les coolies, peu nombreux dans la province de Pinar del Rio, pays de

¹ *Boletín de colonización, Revista quincenal publicada por la Comisión central en la Isla de Cuba.*

² J. de la Pezuela y Lobo, *Diccionario geográfico, estadístico, histórico de la Isla de Cuba*, t. 3, p. 545 (données concernant Macuriges). F. Erenchun, *Anales de la Isla de Cuba*, Diccionario administrativo, económico estadístico y legislativo, Lettre D.L., p. 1660 (données concernant Guanajay).

champs de tabac et de fermes, furent absents des centres d'élevage de la province de Las Villas.

Le propos des grands planteurs était de mettre en place une nouvelle industrie sucrière grâce à la main-d'œuvre chinoise, il fut mené à bien : la juxtaposition des chiffres de la population coolie et de la production sucrière des quatre régions de plantation de l'île en 1861-1862, le montre ¹. 44 % des engagés résidèrent dans les zones où près de la moitié de la production sucrière était obtenue c'est-à-dire dans les trois régions nouvellement ouvertes aux canneraies et dans certaines de Matanzas, zone sucrière plus ancienne. Le développement récent des plantations dans les trois premières était à l'origine de leur équipement en nouvelles techniques européennes. La liste présentée ci-dessous des unités créées à Cuba entre 1850 et 1860 met à jour l'importance du groupe chinois en leur sein. Mécanisation des manufactures et main-d'œuvre chinoise allaient de pair.

Juridiction	% de la production sucrière de l'île	% de la population esclave de l'île	% de la population coolie de l'île
Cárdenas	13	9	13
Colón	17	11	14
Sagua la grande	8	6	8
Matanzas	10	11	9
Total	48	37	44

Les engagés travaillant dans ces plantations se trouvèrent aux côtés des plus importants groupes d'esclaves de l'île. Les nouvelles unités, dont la capacité de production pouvait atteindre de 15 000 à 20 000 caisses de sucre, requéraient une abondante main-d'œuvre agricole, qui fut composée d'esclaves. En 1857, le recensement des esclaves citait dans la juridiction de Cárdenas 173 plantations regroupant plus de 80 esclaves ². Furent dénombrées 42 plantations de la même importance dans la juridiction de Sagua et seulement 13 dans celle de Matanzas. En 1862, 90 % des esclaves de ces juridictions étaient inscrits dans des établissements agricoles ³ dont la plupart étaient des plantations sucrières semi-mécanisées. La liste des principales plantations de Cuba met en lumière un fait primordial lors de l'étude de l'immigration chinoise à Cuba. Au moment où des

¹ *Ibid.*, p. 1887-1889. Les calculs ont été effectués à partir de ces données et de celles publiées dans le recensement de 1862, T. Armildez, *Censo de la Isla de Cuba, año 1862*.

² Archivo histórico nacional, *Sección Ultramar-esclavitud*, legajo 3553.

³ On comptait alors :

Juridictions	Esclaves ruraux	Esclaves urbains
Cárdenas	24 553	3 032
Colón	32 871	631
Matanzas	32 219	6 751
Sagua	19 150	1 170

A. Toledo, *Censo de la Isla de Cuba, año 1862*.

milliers de Cantonais touchaient le sol de Cuba, le système du travail esclave demeurait la charnière principale sur laquelle s'articulait l'économie de l'île. Si, politiquement, l'oligarchie esclavagiste de Cuba était menacée, elle n'en demeurait pas moins la clé de voûte de la société créole. De 1847 à 1874, tandis que plus de 125 000 Chinois débarquaient en plein jour dans le port de La Havane, des milliers d'esclaves furent introduits clandestinement.

Tableau 1 *

Nom des usines et dates de leur création		Localisation	Production en caisses (1 caisse = 16 arobes)	Esclaves Chinois total de main-d'œuvre	
Acana	1857-1860	Matanzas	7 000	300	
Álava	1857-1860	Cárdenas	20 000	600	
Armonía	1857-1860	Matanzas	6 000	330	20
Asunción	1857-1860	Mariel	6 500	400	
Atenas	1857-1860	Sagua	6 000	300	
Concepción	1857-1860	Cárdenas	17 000	412	
<i>Conchita</i>	1860		3 776	368	236
El Narciso	1857-1860	Cárdenas	10 000	400	
El Progreso	1860	Cárdenas	8 500	550	40
España					
Flor de Cuba	1860	Cárdenas	11 500	382	191
Guinea de Soto	1857-1860	Trinidad	6 000	400	
Jesús María					
<i>Las Cañas</i>	1860		11 000	300	55
La Unión	1857-1860	Cárdenas	10 000	400	
Montserrat	1860	Cárdenas	7 000	360	
<i>Ponina</i>	1860	Cárdenas	15 300	632	200
<i>San Joachin</i>	1860		98 344		
San Martín	1851	Cárdenas	15 000	450	125
Santa Susana	1857-1860	Cienfuegos	8 000	632	200
Santa Teresal	1857-1860	Cárdenas	6 000	380	
Tinguaro	1857-1860	Cárdenas	18 000	560	
Trinidad	1857-1860	Matanzas	7 000	250	
Urumea	1857-1860	Cárdenas	7 000	320	
Victoria	1857-1860	Cárdenas	10 000		400

* Les chiffres soulignés proviennent de *la Isla de Cuba en 1860* de Ramón de Sagra, (p. 93-97 et 109). Les autres chiffres proviennent des *Anales de la Isla de Cuba*, Diccionario administrativo, económico, estadístico y legislativo, de Felix Erenchun.

Suivant Pérez de la Riva, des esclaves furent introduits dans l'île de 1843 à 1873 à raison de :

Années	Esclaves *	Années	Esclaves
1841	8 893	1852	7 924
1842	3 630	1853	12 500
1843	8 000	1854	10 230
1844	10 000	1855-1857	9 000
1845	1 300	1858	16 000
1846	1 419	1859	12 000
1847	1 450	1860	24 895
1848	1 500	1861	15 000
1849	8 700	1862	23 964
1850	3 500	1863-1873	60 000 * *
1851	5 000		

* P. Curtin avance le nombre de 332 000 esclaves introduits entre 1841 et 1865. Cf. *The Atlantic Trade, a census*.

* * J. Pérez de la Riva, "Cuantos africanos fueron traídos a Cuba *Economía y desarrollo*, n° 3, 1970, p. 141.

Un document précise les tâches des engagés, il donne les journées de travail accomplies lors de la récolte de 1858-1859, dans la plantation *La Ponina* ¹ :

	Noirs	Coolies
Coupe et ramassage des cannes	289	379
Transport des cannes	189	55
Sucrierie	252	430
Ramassage des bagasses	93	93
Purgerie	28	252

Les Chinois furent de préférence employés dans les installations modernisées des usines centrales, et, si un grand nombre accomplit les tâches physiquement dures de la coupe des cannes, ce fut en dépit des désirs des planteurs. Les Chinois constituaient la seule main-d'œuvre disponible malgré leur faible résistance physique aux travaux des champs. Nombreux furent les patrons qui partageaient l'opinion de ce touriste ² :

Les Chinois sont de faible constitution et avec leurs petites mains, leurs petits pieds, leurs longs ongles, je me demande à quel genre de travaux ils étaient accoutumés chez eux. Il faudra certainement un long délai pour les habituer au dur labeur auquel ils sont destinés.

¹ R. de la Sagra, *Cuba en 1860 o sea el cuadro de sus adelantos en la población, la agricultura, el comercio y las rentas públicas, suplemento a la primera parte de la historia política y natural de la Isla de Cuba*, p. 95.

² R. Lewis, *Diary of a Spring Holiday in Cuba*, p. 72.

Les planteurs, désireux d'obtenir de hauts rendements désignèrent des esclaves noirs pour les tâches agricoles. Suivant un registre de plantation, un esclave pouvait couper quotidiennement 400 arrobes de cannes, soit 4 tonnes environ, tandis qu'un Chinois atteignait 200 arrobes soit 2 tonnes environ ¹.

Les adversaires de l'immigration, tels les journalistes du *Diario de la Marina*, quotidien dévoué aux intérêts des grands marchands durent admettre que ² :

Si l'exploitation des moulins et des sucreries et purgeries ne change pas, l'immigration asiatique est la seule qui puisse sauver le pays et lui redonner son ancienne splendeur.

Et aucun témoin et défenseur du travail des coolies ne fut plus précis que Ramón de la Sagra ³ :

À propos des progrès réalisés dans l'agriculture et l'industrie cubaines, il faut mentionner l'incontestable influence de la nouvelle population asiatique introduite dans l'île ces dernières années [...]. En effet on doit admettre qu'ayant pris le chemin des réformes qui exigeaient l'emploi d'appareils perfectionnés, de machines et plus que tout, requéraient l'intelligence et l'habileté des travailleurs, il était impossible d'espérer trouver ces qualités chez des hommes abrutis par un système de travail qui élimine toute intelligence chez l'ouvrier, afin que ne subsiste que sa force physique...

Le travailleur asiatique, intelligent, habile, actif, non enclin à la routine et ouvert aux innovations, vint aider les planteurs instruits et prévoyants dans l'application de leurs idées, exécutant avec une admirable précision les tâches agricoles nouvellement adoptées et les labeurs de la fabrication du sucre réalisée à partir de nouvelles machines. Il faut les avoir vus dans les plantations des juridictions de Cienfuegos et de Villaclara [...] pour imaginer l'adaptation intelligente du Chinois à la régularité des tâches industrielles soumises aux rythmes du piston, de la tension de la vapeur et aux exigences du thermomètre.

Les travailleurs chinois furent appréciés des entrepreneurs de l'île pour ces multiples qualités qui facilitaient la marche des sucreries et purgeries mécanisées. Il est curieux de noter qu'aucun coolie ne mentionna en 1874 la difficulté et la nature technique des travaux qui lui furent assignés. Mais le manque de main-d'œuvre obligea les planteurs à diriger une fraction des colons asiatiques vers les travaux urbains. Malgré les arrivées d'esclaves, l'importance de la main-d'œuvre asservie dans l'économie créole allait décroissant. Elle représentait de 77 % en 1840, 23 % de la force de travail en 1880 ⁴. Forte de 374 806 individus en 1855, la

¹ Archivo nacional de Cuba, *Miscelánea de libros*, n° 10786.

² Archivo nacional de Cuba, *Diario de la Marina*, 20 octobre 1871.

³ R. de la Sagra, *Cuba en 1860 o sea el cuadro de sus adelantos en la población, la agricultura, el comercio y las rentas públicas, suplemento a la primera parte de la historia política y natural de la Isla de Cuba*, p. 56-57.

⁴ C. A. Page, *The Development of Organized Labor in Cuba*, p. 3.

population esclave ne comportait plus que 287 620 personnes en 1871 ¹. Le non-remplacement des esclaves décédés, l'application même timide, de la loi Moret qui libéra 50 000 individus à partir de 1869 ², l'augmentation des affranchissements au sein de la population esclave urbaine, expliquent en partie cette évolution. Comme le remarque Knight ³, le manque de preuves concernant un transfert massif d'esclaves urbains vers les plantations oblige à conclure à l'importance des affranchissements pour expliquer la baisse de la population esclave des villes entre 1855 et 1870. La gêne apportée par l'opposition britannique au trafic des esclaves entraîna certainement le vieillissement des esclaves des villes, souvent artisans ou domestiques et accentua les effets de la loi Moret. Il en résulta un manque de main-d'œuvre dans les villes, que ce fut dans le secteur domestique ou dans les multiples activités liées à la production sucrière, et l'appel aux engagés chinois. Par courtoisie à l'égard des autorités espagnoles, la Commission Chin-Lan-Pin insista sur ces divers travaux urbains accomplis par les sujets chinois ; elle chercha à ne pas mettre en lumière le fait que 80 % des engagés avaient accompli leurs contrats dans des plantations. Elle écrivit ⁴ :

Les Chinois, qui, à leur arrivée avaient trouvé un engagement à La Havane ou dans les autres villes de Cuba, étaient employés dans les magasins de sucre, dans les manufactures de tabac, chez les cordonniers, les chapeliers, les marchands de fer ou de charbon de bois, les boulangers, les confiseurs, les tailleurs de pierre, les charpentiers, les maçons, les blanchisseurs, par des compagnies de chemin de fer ou de gaz, dans les fours à briques, à bord des allèges, ou bien comme balayeurs municipaux, domestiques et cuisiniers.

Les listes présentées ci-après des Chinois détenus à La Havane, soit au dépôt des marrons en 1874, soit à la prison municipale en 1862 et en 1874 ⁵ illustrent la nature variée des tâches des engagés des villes. D'autres documents montrent que quatre séries d'occupations plus précises leur furent attribuées, directement liées à l'expansion sucrière et à l'industrialisation des manufactures. Ce furent les opérations du port, le tracé des voies ferrées, la surveillance et la conduite des trains, et la construction d'édifices. Les coolies chinois furent particulièrement appréciés comme débardeurs et portefaix. Ce travail était, de tradition, accompli par des Noirs esclaves ou libres, qui portaient leurs charges sur la tête. Les Chinois, d'apparence frêle, grâce à l'emploi de la palanche, purent aisément accomplir ces tâches. Les coolies firent partie des équipes qui construisirent des quartiers entiers de la capitale entre 1855 et 1859. Les bâtiments compris entre les rues Zanja, Reina et Belascoain, furent l'œuvre de colons asiatiques. Par une ironie du sort, cette zone de La Havane devint le centre du quartier chinois. Des églises, des résidences de planteurs, des hangars furent édifiés par la main-d'œuvre

¹ F. Knight, *Slave Society in Cuba during the 19th Century*, p. 63.

² A. F. Corwin, *Spain and Abolition of Slavery in Cuba, 1817-1886*, p. 294.

³ F. Knight, *Slave Society in Cuba during the 19th Century*, p. 62.

⁴ *Chinese Emigration*, p. 151.

⁵ Archivo nacional de Cuba, *Asuntos políticos*, signatura D. et G.

cantonaise. Grâce à leur habileté manuelle, aux soins qu'ils donnaient au matériel, à leur aptitude à travailler en groupe, les Chinois furent aussi surveillants des voies ferrées, gardes de passages à niveau, machinistes, charbonniers. La compagnie des chemins de fer de La Havane employait, en 1861, 322 Asiatiques, 5 esclaves et 10 Noirs affranchis ¹. L'extension du réseau ferré entre La Havane et les provinces de Matanzas et de Las Villas, ainsi qu'au sein même des plantations fut une des conditions nécessaires de l'expansion sucrière des années 1860. Elle permit d'ouvrir des champs loin des côtes, points traditionnels de cabotage des productions de sucre, et d'aller chercher des cannes à plusieurs kilomètres de l'aire de l'usine centrale. Cette innovation fut rendue possible par l'introduction de rails d'acier bon marché, en provenance des États-Unis.

Tableau 2

	1861-1862	1872	1874
	quantité	quantité	quantité
	%	%	%
Secteur primaire			
plantation	111	82	32
bergers	2	—	—
	47%	37%	17%
Secteur secondaire			
armuriers	2	—	—
charbonniers	—	—	1
charpentiers	6	4	5
charretiers	—	—	5
cigariers	13	20	28
dockers	4	—	—
Éclaireurs de gaz	—	—	2
Employés	18	—	1
municipalité			
Employés fabrique de papier		6	—
ferblantiers	—	3	—
maçons	6	21	3
pêcheurs	4	—	1
péons	9	28	19
tonneliers	—	2	1
voies ferrées	11	4	11
	33%	37%	42%
Secteur tertiaire			
blanchisseurs	—	—	2
boulangers	—	7	3
bouchers	—	—	1
cochers	3	—	2

¹ *Informe presentado por la Junta directiva de caminos de hierro de La Habana a la general de accionistas en 27 de octubre de 1861*, La Havane, Imprenta del Tiempo, 1861.

	1861-1862	1872	1874
	quantité	quantité	quantité
	%	%	%
cordonniers	—	1	3
cuisiniers	9	40	56
domestiques	29	4	1
fruitiers	—	—	1
marbriers	1	—	—
peintres	1	2	2
relieurs	—	—	1
vanniers	1	—	—
vendeurs ambulants	—	2	3
	18%	24%	41%
non classés	2	3	—
	100%	100%	100

La dextérité des Chinois et les bas salaires stipulés par leurs contrats leur valurent encore d'être engagés par des fabricants de cigares et cigarettes. Ce travail avait longtemps été l'apanage de travailleurs blancs, que les colons asiatiques déplacèrent vers d'autres activités. Le spectacle de centaines de Chinois assis à de larges tables, empaquetant des piles de cigarettes fut commun à Cuba. L'agilité, la patience et le soin apportés par les Chinois à la manipulation d'une marchandise aussi délicate que le tabac leur gagna la confiance des fabricants qui voyaient le prix de leur main-d'œuvre atteindre des taux très bas. Encore une fois, les voyageurs s'étonnèrent de cette image des coolies ¹ :

On nous introduisit dans une longue salle comprenant d'immenses tables disposées parallèlement, sur lesquelles 100 travailleurs chinois environ comptaient les cigarettes déjà roulées et les enveloppaient dans des rubans de papier imprimé par groupes de 26. Beaucoup de pratique et de dextérité sont nécessaires pour accomplir cette opération à la vitesse requise. Les Chinois – dans cet établissement ils sont mille à travailler – sont néanmoins experts, patients et laborieux comme des bêtes de charge. Mais entre les fils de l'Empire céleste, il y en a un qui se détache des autres pour sa grande habileté. Devant lui on trouve plusieurs piles de cigarettes en désordre et des rubans de papier collant... Il introduit les premières cigarettes et peut savoir au toucher quand il atteint le nombre de 26...

Ce voyageur ingénu ou malveillant oubliait les mauvais traitements auxquels étaient soumis les coolies qui n'accomplissaient pas assez de besogne quotidienne. L'un de ceux-ci rappela qu'il devait rouler 1 500 cigarettes par jour, sous peine d'être battu.

Sur les activités des coolies domestiques les voyageurs de l'époque furent loquaces. Ils ne visitaient le plus souvent que les villes principales de l'île, où les engagés leur apportaient une image exotique et frappante. Quel spectacle étonnant

¹ W. Goodman, *Un artista en Cuba*, p. 263.

pour un Européen récemment débarqué à La Havane que d'être servi par un valet de chambre chinois ¹ :

Mon ami et valet de chambre était un garçon chinois, intelligent et cultivé, que j'appelais toujours *chino* et qui, voyant mon désir de m'initier aux langues, mit une grande peine à m'apprendre le dialecte chow-chow que [...] je dois confesser, j'appris mal ; néanmoins nous devînmes rapidement amis, grâce à divers objets qui circulaient entre nous deux, telles mes bottes toujours astiquées merveilleusement, et ce morceau de glace que j'étais assuré de trouver tard dans la nuit, afin de refroidir mon *aguardiente*. Tout étranger dans l'île, dans les années 1860 s'émerveilla des mets préparés par des cuisiniers chinois dans les grandes maisons coloniales des planteurs. L'Italien Gallenga leur attribua l'adjectif de "magnifiques cuisiniers" ².

Le nombre des engagés ayant accompli leurs contrats comme domestiques peut être estimé à environ 5 % du total de la population chinoise résidant dans l'île de 1860 à 1870, alors que 20 % servirent dans le secteur dit secondaire, construction, voies ferrées et transport, déchargement des navires ³. Mais comme le laissent entendre les premières pages de ce travail, la plupart des travailleurs chinois sous contrat connurent le milieu physique et social des plantations mécanisées de Cuba.

2. L'habitation

[Retour à la table des matières](#)

Une description détaillée d'une des plus grandes unités mécanisées de l'île a été réalisée par un auteur cubain ⁴. L'habitation *San Martín* se trouvait à huit kilomètres au nord de la ville de Colón, une voie ferrée la reliait au port de Cárdenas où sa production de sucre était embarquée. Cette plantation se trouvait au cœur des riches plaines de *Banaguises*, où le plus grand nombre des usines mécanisées s'érigèrent durant la décennie 1860. Les travaux commencèrent en 1851 et furent terminés en 1854. Cette année-là, une première récolte donna 15 000 caisses de sucre soit 3 000 tonnes environ. En 1860 cette usine devint la première unité productrice de l'île et comptait 348 coolies chinois. Aucune meilleure illustration des complexes industriels que les colons asiatiques connurent à Cuba ne peut être donnée. Toutes les techniques européennes y étaient utilisées.

Les bâtiments de l'usine San Martín se trouvaient situés dans un quadrilatère de 550 *varas* de côté (466,40 m). Ils entouraient un grand espace central, l'aire ou *batey*, de forme approximativement rectangulaire. L'usine était construite suivant la direction nord-sud, la voie ferrée en constituant l'axe principal. Les bâtiments du moulin et la

¹ S. Hazard, *Cuba with Pen and Pencil*, p. 273-274.

² A. Galienga, *The Pearl of the Antilles*, p. 126.

³ Archivo nacional de Cuba, *Comisión general de colonización*, Padrón general de colonos asiáticos, 1872, publié en partie dans le *Boletín de Colonización*, 30 juin 1873, 15 octobre 1873.

⁴ J. M. González Jiménez, "El ingenio San Martín", tiré à part de la *Revista de la Biblioteca nacional José Martí*, año 58, n° 1, La Havane, 1967.

sucrerie étaient orientés nord-ouest [...]. On peut noter que toutes les bâtisses d'où pouvaient provenir quelque bruit, odeur ou fumée étaient orientées vers l'ouest, sous le vent [...]. Le baraquement, ou logement des esclaves, était situé à l'ouest. Évidemment il était considéré comme un établissement insalubre. D'autre part, la localisation du baraquement près du moulin et de la sucrerie est logique si c'est dans ces bâtiments que les esclaves allaient travailler dans leur majorité. Au sud du baraquement se trouvait la maison du contremaître...

Les bâtiments du moulin et de la sucrerie étaient réunis sous un même toit d'une aire totale de 6 069 m². [...]. La sucrerie se trouvait à la suite du moulin. Ses dimensions étaient les suivantes : 60 *varas* de largeur sur 100 de longueur (soit 4 335 m²).

À droite du bâtiment de la sucrerie se trouvait une cabane ouverte en son front où était suspendue une cloche, qui devait servir à annoncer le début et la fin des travaux à l'intérieur du moulin et de la sucrerie. La maison du maître fut construite provisoirement. Ses dimensions et le nombre réduit de pièces qu'elle comporte le laissent supposer. Son aire totale était approximativement de 25 x 25 *varas* (soit 451 m²). Elle avait été édifiée à côté de l'infirmerie et les deux bâtiments formaient un seul corps de façade, comportant un unique porche et une terrasse abritée à colonnades de bois. Elle était située au sud du *batey* et recevait les brises venant du sud ou du nord [...].

De même l'infirmerie fut construite provisoirement. Grande pourtant était l'importance donnée à cet édifice dans l'usine *San Martín*. Il devait servir à dispenser des soins médicaux à un groupe d'esclaves et de coolies très nombreux. Ceci est significatif de la fréquence des maladies, des accidents et des châtiments corporels que connaissaient les esclaves. L'édifice mesurait 50 x 50 *varas* de côté (soit 902 m²), comprenait un ample patio central entouré d'auvents et de pièces éclairées par d'étroites fenêtres [...]. L'infirmerie pouvait recevoir un minimum de 100 malades et était réputée pour la qualité des soins reçus...

La maison de l'administrateur était située à côté du bâtiment antérieur, composé de la maison du maître et de l'infirmerie. Entre les deux édifices courait la voie ferrée. Adossé à la maison de l'administrateur se trouvait le bâtiment réservé aux esclaves nouveaux-nés. C'était un corps de bâtiment où étaient soignés et surveillés les enfants des esclaves lorsque ceux-ci travaillaient. C'était une espèce de crèche coloniale... : une série de pièces entourant un grand patio central où l'on pénétrait par une étroite porte à chicanes...

L'atelier de menuiserie et de charpenterie "est beau et de bois de valeur" aux dires de Cantero ¹. Là était coupé le bois utile aux équipages, et étaient travaillées les pièces des charrettes et des autres outils de travail. C'était une construction de briques et de bois, partiellement ouvert aux vents, couverte d'un toit de bois et de tuiles créoles. L'atelier abritait divers instruments dont un moulin destiné à moudre le maïs des esclaves. Ses dimensions étaient les suivantes : 40 *varas* de largeur sur 60 de longueur, soit 1 734 m². Les hangars à bagasses étaient composés de deux constructions situées à l'ouest de la sucrerie. C'étaient deux nefs de bois à toit de tuiles créoles. Leurs

¹ L'auteur cite l'ouvrage de J. G. Cantero, *Los ingenios*.

dimensions étaient de 20 sur 50 *varas* (soit 17 x 42 m : 722 m²) et il est rapporté qu'ils étaient ceints d'auvents...

Figure 1

Plan de l'usine centrale *San Martín* — Gonzalés Jimenez, "El ingenio *San Martín*", Archivo nacional de Cuba, *Gobierno provincial*, legajo 87, no 3511.

1. moulin	10. fours à chaux et à tuiles
2. sucrerie	11. jardin
3. entrepôt des bagasses	12. maison de maître
4. gazomètre	13. infirmerie des esclaves
5. point d'eau	14. maison de l'administrateur
6. tour	15. bâtiment des enfants esclaves
7. baraquement	16. parc à bétail
8. maison du contremaître	17. charpenterie, menuiserie
9. tuilerie	18. voies ferrées

Dans le baraquement vivaient les esclaves de la plantation, hommes et femmes dans des pièces séparées... Le baraquement de *San Martín* était de forme carrée il comprenait 100 chambres de quelques douze mètres carrés chacune. Le patio comprenait un auvent [...] où les esclaves avaient coutume de cuisiner...

Marquant l'entrée du baraquement, qui se trouvait à l'est, s'élevait un corps de bâtiment qui comprenait en son centre une tour de pierres. À la base de celle-ci était percé un haut portail à arc cintré, par lequel on pénétrait dans le baraquement. Cette

porte d'entrée des baraquements comprenait en général en son centre un grand tourniquet, qui, suivant l'avis de Fernando Ortiz "avait deux fonctions : celle de faciliter le compte des esclaves quand ils sortaient ou entraient du baraquement, et celle d'empêcher l'entrée des chevaux à l'intérieur de l'édifice".

Les pièces contiguës à ce corps central du bâtiment s'ouvraient directement sur l'extérieur. Ces pièces proches de l'entrée du baraquement étaient de coutume occupées par le second surveillant (*contramayoral*). Le surveillant principal de *San Martín* habitait une petite maison proche de l'angle sud-ouest du baraquement. Une des pièces proches de l'entrée du baraquement était celle du bloc (*cepo*) [...] ¹.

La tour ou clocher qui s'élevait au-dessus du corps central du baraquement donnait à ce bâtiment un aspect plus proche de celui d'un couvent que de celui d'une prison qu'il était. Elle dominait l'aire de l'usine, servait de mirador pour surveiller les champs de canne ; sa cloche marquait le rythme de travail des esclaves et indiquait les heures des prières ; son cadran signalait la marche du temps à tous les habitants de la plantation, et sa girouette donnait la direction des vents.

Cette description omet un nombre de bâtiments et de sites. L'usine comportait un atelier de fabrique de tuiles (*tejar*), un gazomètre qui alimentait les lampes éclairant la maison du maître et les divers bâtiments où travaillaient esclaves et colons la nuit. Une réserve d'eau était proche de l'enclos réservé au bétail. Aucune étable ne se dressait dans l'enceinte de l'usine alors que le troupeau de la plantation comptait 590 têtes en 1866. Des abris étaient construits dans les pâturages et seules les bêtes utiles aux travaux immédiats étaient amenées jusqu'au *corral*. La population de l'usine était ravitaillée en eau grâce à un barrage de briques, de faible dimension, érigé sur l'aire même. Sur le côté droit de la maison du maître s'étendait un jardin où croissaient différentes sortes de légumes et d'arbres fruitiers. Le patio intérieur de cette maison comprenait un jardin d'agrément, animé de fontaines, de volières et de kiosques qu'un engagé chinois ordonnait à sa manière, creusant des lacs peu profonds qu'enjambaient des passerelles surmontées de pagodes. Un dernier élément complétait le cadre de l'usine : deux lignes de chemin de fer reliaient le moulin aux pièces de cannes et l'usine au port de Cárdenas.

2. Le baraquement (*barracón*) ²

French Townsend écrivait en 1875 se référant à la visite d'une de ces constructions ³ :

¹ Pièce où les esclaves déclarés désobéissants subissaient un châtiment corporel, consistant à demeurer attachés à un tronc d'arbre.

² Cette dénomination est due à un planteur créole qui, dans un ouvrage paru en 1831, exposait la nécessité de telles constructions pour enfermer les esclaves. H. B. de Chateausalins, *El Vademécum de los Hacendados*.

³ F. Townsend, *Wild Life in Florida with a Visit to Cuba*, p. 193.

Ce sont des édifices de briques d'un seul étage, formant une place fermée par une double grille de fer. Quand nous entrâmes, deux chiens peu conciliants vinrent jusqu'à nous, en aboyant, mais habitués à ne mordre que des Noirs, ils ne nous inquiétèrent point. Les pièces des esclaves donnent sur un patio, chaque porte comporte de lourds barreaux et une solide serrure. À travers ces portes, nous vîmes des pièces de 14 pi², les plus sales que l'on puisse imaginer, les parois noires, la terre humide et malsaine, la lumière et l'air n'entrant que par ces issues étroites... De toutes parts des immondices et pourritures, et dans chaque pièce vit une famille entière, mille fois plus malheureuse et dégradée que les bêtes des champs.

Figure 2

Plan d'un baraquement d'esclaves
d'après F. Fernández Ortiz, *Los negros esclavos*, p. 213

1. chambre du contremaître	8. infirmerie
2. chambre des instruments de punition, fers, bloc	9. W.C.
3. département des esclaves hommes	10. galeries latérales
4. département des esclaves femmes	11. galeries centrales
5. département des colons asiatiques	12. puits
6. département des chefs d'équipes chinoises	13. cuisine en plein air, foyers
7. pièces des jeunes femmes esclaves	14. porte à tourniquet
	15. grille

Là, cohabitèrent esclaves et colons asiatiques. James O'Kelly fit remarquer que ces bâtiments fermés à clé étaient des prisons¹. Maints Créoles voulurent démontrer la nocivité de ce mode d'habitat ; Alvaro Reynoso le décrivit ainsi en 1861² :

C'est une véritable prison en forme de quadrilatère qui comporte des pièces généralement point en accord avec le nombre et la nature de leurs habitants [...]. Dans ces pièces les Noirs établissent des divisions et sous-divisions, construisent des greniers pour garder leurs récoltes, des foyers mais souvent ils cuisinent sans établir de foyer afin de supprimer les influences des corps dus à la combustion. Dans ces logements il règne une grande obscurité et la ventilation est insuffisante ou nulle [...]. Nous savons bien que beaucoup de planteurs, au lieu de construire des baraquements suivant ce modèle, ont adopté un autre système qui évite en partie certains des inconvénients énoncés, et avec cette nouvelle intention, ils ont construit de jolis pavillons entourés de galeries et, il est ainsi possible aux Noirs, faute de cuisine commune, de préparer leurs repas sur les galeries.

L'existence de ces baraquements comme logements des esclaves est un fait particulier à la plantation sucrière de Cuba au XIX^e siècle. Durant les trois premiers siècles de la colonie, les esclaves avaient vécu dans des cases de bois³ couvertes de feuilles de palmier qui pouvaient abriter une famille et formaient des villages près de l'habitation (voir figure 2).

Mais l'expansion sucrière des années 1820-1850, mit fin à cette forme d'habitat. Les mauvais traitements et la large proportion de *bozales*⁴ s'adaptant difficilement à leur nouvelle condition, provoquèrent des rébellions et des fuites qui persuadèrent les planteurs d'enfermer leurs esclaves la nuit. Seul un édifice construit à cet effet pouvait répondre à leurs exigences. Ces baraquements comportant barreaux, grilles, fortes portes de fer et ouvertures étroites furent construits, selon la recommandation de Bernard de Chateausalins⁵. Les Chinois employés dans les plantations connurent le régime de ces baraquements, où des pièces particulières leur furent attribuées.

Le plan représenté est décrit par Fernandez Ortiz⁶ :

¹ J. O'Kelly, *La tierra del Mambí*, p. 96.

² F. Pérez de la Riva y Pons, "La habitación rural en Cuba", *Antropología*, n° 17, La Havane, 1952, p. 69.

³ Nom espagnol de ces paillottes : *bohio* suivant le terme utilisé par les conquérants espagnols pour désigner les cases de paille des Indiens indigènes.

⁴ Les esclaves étaient classés en *bozales*, nés en Afrique ; *criollos*, nés à Cuba et *ladinos*, nés à Cuba et parlant espagnol.

⁵ Suivant H. B. de Chateausalins, ces constructions devaient "posséder une seule porte, prenant soin l'administrateur ou le contremaître d'enlever les clefs la nuit. Chaque pièce [...] ne devait avoir d'autre entrée qu'une petite porte et sur un côté une lucarne avec des barreaux de fer qui se ferme afin d'éviter que l'esclave ne communique avec les autres durant la nuit".

⁶ F. Fernández Ortiz, *Los negros esclavos, estudio sociológico y de derecho público*, p. 211.

Le *barracón* est généralement un parallélogramme construit de bois [...]. Au centre, la cour intérieure entourée d'un auvent où donnent différentes habitations : une pour les hommes, une pour les femmes, une pour les colons chinois semi-esclaves, une pour les chefs de gangs chinois, une pour les jeunes filles noires [...]. À la droite du couloir d'entrée se trouvent les deux pièces réservées au surveillant et à sa famille...

Parfois le logement des Chinois était totalement indépendant, comme dans la plantation *San Martín* ¹ :

Au centre du patio du *barracón*, et au-dessus de la cuisine à galeries s'élevait un corps de bâtiment qui semblait comprendre dix pièces.

Ces pièces étaient réservées aux coolies chinois. Certains planteurs reconstituèrent les traditionnelles cases qu'avaient connues les esclaves jusqu'en 1830 et y logèrent leur main-d'œuvre jaune. À ce propos Townsend écrivait ².

En ce qui concerne le logement (dans cette plantation), les Chinois étaient considérablement mieux nantis ; ils habitaient des cases éloignées des baraquements des Noirs, et vivaient totalement isolés.

Des traits de l'architecture cantonaise pouvaient surgir au creux d'un val créole, lorsque les Chinois avaient construit eux-mêmes ces cases. Ces cas furent rares. La pagode de plusieurs étages, au toit de tuiles couronné d'un curieux dragon doré qui dominait l'aire de la plantation *El Intrépido*, donnait un prestige tout particulier à don Miguel de Cárdenas, son propriétaire ³.

S'il existe des descriptions de l'habitat des colons des plantations, les documents se rapportant aux conditions de logement des Chinois résidant dans les villes sont rares. Lorsqu'ils travaillaient en groupe pour un même patron, ils avaient le même habitat que sur les plantations. Ce passage d'un rapport de police écrit en mars 1863 le précise ⁴ :

L'agent de police passa à l'entrepôt à côté du pont de Cristina, et guidé jusqu'au dortoir des Asiatiques appartenant à la Compagnie de voirie de La Havane, lequel dortoir se trouvait dans la cour [...] monta par un escalier de bois. Fut trouvé pendu à une poutre du toit de ce baraquement, attaché par une corde de chanvre [...] le corps d'un homme portant un pantalon et une chemise à rayures bleues, dans la position naturelle d'une personne debout sur le sol...

Le mot *barracón* est utilisé par le policier pour désigner le dortoir des Asiatiques. Un autre rapport de police sur le suicide d'un colon, donne une

¹ J. M. González Jiménez, "El ingenio San Martín", tiré à part de la *Revista de la Biblioteca nacional José Martí*, año 58, n° 1, La Havane, 1967, p. 21.

² F. Townsend, *Wild Life in Florida, with a Visit to Cuba*, p. 197.

³ F. Pérez de la Riva y Pons, *Origen y régimen de la propiedad en Cuba*, p. 97.

⁴ Archivo nacional de Cuba, Miscelánea de libros, legajo 2986, letra O.

indication sur les conditions de logement des colons travaillant comme employés uniques d'un artisan, d'un commerçant ¹.

Dans la ville de Matanzas, le 30 mai 1866, don Alfonso, agent de police du quartier de l'Église, devant moi scribe public déclare qu'à sept heures du matin se présenta don Guerra, employé de la pelleterie *La Regenta*, communiquant que dans une pièce de la maison où avait coutume de dormir l'Asiatique Eucario, engagé par la ci-dessus entreprise, se trouvait ledit Asiatique enfermé de l'intérieur...

Cet engagé disposait d'une pièce personnelle proche de l'atelier où il travaillait. Les colons artisans purent peut-être jouir d'une plus grande liberté de mouvement que les colons des plantations, qui, surveillés le jour dans leurs tâches, étaient enfermés durant la nuit. Sur les plantations, le rythme de vie et de travail des colons et des esclaves rendait leur isolement du monde extérieur plus grand encore. Durant le jour, les temps morts n'existaient pas.

4. Rythmes de travail

[Retour à la table des matières](#)

L'année se divisait en deux périodes, la récolte (novembre-mars) et la morte-saison (mars-octobre). La *zafra* (récolte) était synonyme de travail intensif. Durant quatre mois, esclaves et colons travaillaient de 18 à 20 heures par jour. Les Chinois affectés à la cuisson du vesou et à la purge du sucre durent suivre le rythme des moulins à vapeur. Dans les champs leurs journées de travail furent les mêmes que celles des esclaves. Les contrats stipulaient neuf heures de travail quotidien mais les exigences de la plantation rendirent ces textes caducs. Feijóo de Sotomayor précisait ² :

Il est certainement une source d'orgueil pour le caractère espagnol de voir son gouvernement si préoccupé de prévenir et d'éviter un excès de travail pour une race d'hommes étranges [...] ; mais cette belle pensée de fixer des horaires de travail pour les Chinois me paraît difficile à appliquer. Les entreprises agricoles dans lesquelles le besoin de main-d'œuvre est le plus pressant sont les plantations sucrières. Les travaux y sont continus et irréguliers à la fois. La crainte des pluies soudaines oblige parfois à des heures extraordinaires à concentrer en un point tous les efforts de la main-d'œuvre, et lors d'une année comme la présente où la période sèche fut courte, ne permit qu'un arrêt court des travaux afin de profiter de cette saison [...]. Il serait possible d'obliger les planteurs à supprimer des grands moments de labeur mais les propriétaires devraient se contenter d'une production moindre ; cependant le gouvernement de Sa Majesté ne prendra pas de telles mesures si elle comprend, ce que je juge un fait évident, que c'est seulement en exploitant la main-d'œuvre avec beaucoup de soin et d'assiduité que nous pourrions obtenir des profits moyens des

¹ *Ibid.*

² U. Feijóo de Sotomayor, *Inmigración de trabajadores españoles, documentos y memoria escrita sobre esta materia*, p. 83-84.

capitaux investis, et non d'une autre manière. Seulement de cette façon, nous pourrions entrer en concurrence avec les produits étrangers...

Les colons remplirent souvent des journées de quinze heures, aucune différence ne fut faite entre eux et les esclaves comme s'en indigna James O'Kelly ¹ :

Pas un instant on ne peut croire que des attentions plus grandes leur sont accordées. Ils sont traités comme des esclaves, à la seule différence qu'après huit ans ils ont le droit de reprendre leur liberté, s'ils réussissent à survivre aux travaux et cruautés auxquels ils sont soumis durant tout le temps de leur contrat [...]. Ils sont dans les plantations occupés 14 heures par jour, et obligés de travailler les jours fériés s'ils veulent se procurer ces objets, qui se trouvent à la portée même des pauvres gens...

La vie de l'habitation était réglée par le son d'une cloche qui résonnait quatre fois par jour.

À quatre heures et demie du matin, résonnait l'Ave Maria. Je crois que c'étaient neuf coups. On devait se lever immédiatement. À six heures, une autre cloche sonnait qu'on appelait celle de la *jila* (file), il fallait se ranger en files sur une aire proche du baraquement, les hommes d'un côté, les femmes de l'autre. Ensuite on partait pour les champs jusqu'à onze heures, heure à laquelle on mangeait de la viande séchée, des tubercules et du pain. Puis, à la tombée du soleil, résonnait l'Angélus. À huit heures et demie la cloche résonnait pour la dernière fois pour nous envoyer dormir. On l'appelait "le Silence" ².

À minuit, la cloche résonnait à nouveau signalant l'heure de repos aux esclaves et colons travaillant dans la sucrerie. Une nouvelle équipe prenait la relève jusqu'à l'aube. La main-d'œuvre était divisée en groupes s'adonnant à des tâches différentes selon l'intelligence, la résistance physique et la docilité ³ :

Avant de partir vaquer à ses tâches, cela aussi bien à l'Ave Maria, qu'à l'Angélus et qu'à midi, les esclaves formaient un demi-cercle devant la maison du contremaître, celui-ci debout au centre, quand il avait compté les esclaves qui manquaient [...] donnait l'ordre à un de ses subordonnés d'envoyer ceux-là dans les champs à couper les cannes, ceux-ci à la sucrerie, d'autres au moulin ou aux séchoirs.

La distribution des tâches à la main-d'œuvre masculine se faisait en fonction des travaux de jour et de nuit à réaliser dans l'usine ou la manufacture. Il y avait les groupes du quart de première" et ceux du "quart d'aube" (*cuarto de prima, cuarto de madrugada*), les premiers veillaient jusqu'à minuit, les seconds les remplaçaient alors pour travailler jusqu'à l'Angélus. Il y avait une différence notable entre les deux horaires, l'équipe de "première" était considérée comme favorisée.

¹ J. O'Kelly, *La tierra del Mambí*, p. 103.

² M. Barnet, *Biografía de un cimarrón*, p. 22-23.

³ A. Suárez y Romero, *Francisco*, p. 62.

Les Noirs, qui se couchaient à minuit lorsque le sommeil les dévorait, ne souffraient pas la moitié des peines de ceux qui devaient aller dormir à l'heure de l'Angélus lorsqu'ils n'en éprouvaient pas encore le besoin...¹.

Les colons travaillant dans les purgeries et les sucreries souffraient particulièrement de l'insomnie. Dans sa déclaration de 1874, Ch'en Hua évoqua cette scène² :

Sur la plantation je vis un certain Huang A-Fang de Sinhwei, qui était employé dans un magasin à sucre, battu et mordu jusqu'à mort par des chiens qu'on avait lancés sur lui, parce qu'on l'avait trouvé endormi...

La discipline dans les sucreries était rigide, toute défaillance pouvait provoquer l'avarie d'une machine et entraver la production. Titubant de sommeil, les colons chargeaient et contrôlaient les centrifugeuses, déchargeaient les cannes, surveillaient la cuisson du vesou, tiraient les wagons jusqu'au magasin et ensachaient le sucre. Ils devaient suivre le rythme des machines, toute erreur pouvant entraîner une médiocre cristallisation du sucre. Dans les champs, à l'usine, tout geste maladroit, tout arrêt causé par la fatigue étaient punis d'un coup de fouet. Le châtiment corporel devint la seule incitation au travail ; la pétition de 35 coolies présentée en 1874 précisait³ :

Une plantation à sucre est un véritable enfer ; les Chinois y sont battus toute la journée et les propriétaires, administrateurs et surveillants y commettent les plus grandes cruautés. Les Chinois ont le corps couvert de plaies, leurs pieds ne connaissent aucun repos et sur 24 heures ils n'en ont que quatre pour reposer.

Les colons furent souvent décrits comme des êtres hagards, hébétés et malingres, qu'ils travaillassent dans les champs ou dans les usines. Leur témoignage est cependant plus éloquent que tout récit de voyageur⁴ :

Le travail est très dur. Nous nous levons à 3 heures du matin et travaillons jusqu'à midi, à 1 heure de l'après-midi nous recommençons à travailler jusqu'à 7 heures du soir ; nous avons alors une demi-heure de repos et une ration de maïs, puis nous continuons à travailler jusqu'à minuit. On nous frappe, on nous fouette et sur 200 que nous étions, il n'en reste plus que 80.

Un groupe de dix-sept autres colons déclarait encore⁵ :

¹ *Ibid.*, p. 66.

² *Chinese Emigration*, p. 180-181.

³ *Chinese Emigration*, p. 130

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*

Il nous faut travailler la nuit jusqu'à près de 1 heure du matin et nous recommençons le travail à 4 heures du matin. Nos corps, nos os sont si douloureux que nous ne pouvons pas travailler vite.

Le régime de vie des habitants créoles à Cuba fut parfaitement adapté au propos des planteurs : obtenir la plus grande quantité de travail au coût le plus bas possible. O'Kelly observa à la suite de ses visites de plantations ¹ :

Si le destin de l'humanité fut d'obtenir la production la plus grande possible du travail d'un homme, sans tenir compte de son bonheur terrestre et du salut de son âme, on ne pourrait imaginer système plus adéquat pour arriver à cette fin que celui adopté dans ces habitations.

Les corps s'usaient vite à cette vie d'efforts, de privations et de coups. L'espoir de tout colon était de voir son contrat transféré à un artisan d'une ville de l'île. Son labeur serait moins dur. Peu connurent cette possibilité car la plupart des travailleurs chinois des villes furent employés à de rudes tâches, et leur existence n'eut rien à envier à celle des colons des plantations, comme le montrèrent deux témoignages de colons en 1874 ² :

Nous sommes au service d'une compagnie de chemin de fer et avons à travailler nuit et jour. Le surveillant est très cruel et le contremaître croit tout ce qu'il dit [...]. Nous nous levons à 4 heures du matin et ne cessons de travailler qu'à 1 heure du matin. Nous n'avons pas de repos le dimanche.

Je suis employé dans une compagnie d'allèges et travaille de 4 heures du matin à minuit, le maître m'avait promis de ne point me faire travailler après-midi les dimanches, mais quand j'ai voulu me reposer à cette heure-là, le surveillant m'en empêcha en me battant, me donnant des coups de pied.

La capitale de l'île ne constituait pas un havre malgré les récits de voyageurs décrivant la condition des engagés comme meilleure à La Havane ³ :

À La Havane les travailleurs sont opprimés et battus à coups de fouet et de verges, la nuit ils ne peuvent pas dormir en paix, leur nourriture est insuffisante, on ne leur donne pas de vêtements ; on ne saurait compter tous ceux qui sont morts de mauvais traitements.

Telle fut la lettre envoyée par 90 coolies à la Commission chinoise venue enquêter à Cuba. À l'exception de quelques domestiques ou artisans, les conditions de travail furent cruelles pour tous les engagés. Le contenu de plusieurs pétitions

¹ J. O'Kelly, *La tierra del Mambí*, p. 96.

² *Chinese Emigration*, p. 130-132.

³ *Ibid.*, p. 115.

envoyées par des groupes de dix à cent individus à la Commission d'enquête le rappelle sans cesse. L'une d'elles comportait ces lignes ¹ :

Tous les gens qui travaillent, dans les montagnes ou les plantations, dans les familles, dans les chemins de fer, à bord des navires ou bien dans les prisons aux travaux forcés, sont non seulement exposés à toutes sortes d'injustices de la part des méchantes gens, mais de plus constamment battus par leurs surveillants. Ceux-ci se servent de nerfs de bœufs séchés au soleil dont les coups sont horriblement douloureux.

Une autre, signée de 166 engagés, décrivait les mauvais traitements subis par les travailleurs chinois et désignait les responsables créoles de ces châtiments physiques ² :

90 % sont employés dans les plantations à sucre. Là, le propriétaire se repose sur un administrateur pour avoir un fort rendement en sucre [...]. Ils ne pensent tous qu'au profit à faire et se soucient fort peu de notre vie. Qu'importe que les travailleurs soient malheureux ou contents, qu'ils meurent de faim ou aient de quoi manger, qu'ils meurent ou vivent. L'administrateur qui donne seulement quatre bananes vertes, est considéré comme un serviteur capable, mais, s'il n'en donne que trois, il est considéré comme bien plus capable encore. L'administrateur qui force les Chinois à travailler 20 heures sur 24, est un homme capable [...], qu'importe s'il nous frappe, nous fouette ou nous enchaîne à sa fantaisie. Quand nous nous plaignons d'être malades, nous sommes battus et nos rations supprimées. Quand nous travaillons mollement, on envoie des chiens après nous, pour nous mordre.

¹ *Chinese Emigration*, p. 116.

² *Ibid.*, p. 141.

7

LA VIE QUOTIDIENNE

[Retour à la table des matières](#)

La main-d'œuvre sous contrat fut concentrée dans les plantations sucrières : 80 % suivant les conclusions de la Commission d'enquête de 1874 et 74 % suivant les chiffres du *Padrón general de colonos asiáticos* de 1872. Elle cohabita avec les esclaves dans les baraquements et subit les mêmes conditions de travail que ces derniers. Aussi, nous devons décrire les conditions de vie des esclaves et des colons asiatiques pour connaître avec exactitude le cadre de l'immigration chinoise à Cuba.

1. Les usages alimentaires et médicaux

Près de nous, deux esclaves âgées étaient occupées à placer de nombreuses soucoupes d'étain sur d'étroites tables dressées sous un hangar, les soucoupes furent remplies de ce qui parut être du maïs cuit. C'était le déjeuner des esclaves qui revenaient des champs à midi ¹.

La farine de maïs fut l'élément de base de l'alimentation des esclaves. L'un d'eux se souvient d'avoir été nourri de patates douces, pois noirs, viande de cheval séchée et farine de maïs *funche* ². Les voyageurs notèrent la présence fréquente de bananes plantain et de riz. Ils remarquèrent que des planteurs remplaçaient la ration journalière de *funche* des engagés par une livre de riz bon marché, importé de l'Inde ³. Les principes adoptés par les planteurs prévoyants furent résumés en ces termes ⁴ :

¹ J. O'Kelly, *La tierra del Mambí*, p. 95.

² Rapporté par A. Salkey, *Havana Journal*, p. 175.

³ W. Goodman, *Un artista en Cuba*, p. 24 ; S. Hazard, *Cuba with Pen and Pencil*, p. 361 ; R. J. Lewis, *Diary of a Spring Holiday in Cuba*, p. 49. Les mêmes produits étaient consommés par les Blancs, mais leur diète était plus variée comme le remarqua Mme Howe. J. Howe Ward, *A Trip to Cuba*, p. 118 et p. 154.

⁴ F. Fernández Ortiz, *Los negros esclavos, estudio sociológico y de derecho público*, p. 220.

Lorsque les planteurs sont soucieux de la bonne condition de leurs esclaves, l'alimentation de ceux-ci consiste chaque jour en une demi-livre de viande séchée importée de Buenos-Aires ou de Tampico.

Cette ration est, dans certaines plantations de l'intérieur de l'île, comme autour des villes de Trinidad et de Sancti-Spiritu (zones d'élevage), fréquemment remplacée par de la viande fraîche.

Dans les habitations des provinces de La Havane et de Matanzas, il est, par contre, rare que la viande fraîche soit distribuée. En sus de cette portion de viande, les esclaves reçoivent quotidiennement des bananes, des ignames ou des patates douces à volonté, une demi-livre de riz et douze onces de farine de maïs [...]. Quant aux Chinois, ils reçoivent parfois une portion plus grande de riz, celle-ci pouvant s'élever à une livre par jour.

Des témoignages de colons se réfèrent au manque de nourriture ¹ :

Notre nourriture se composait chaque jour uniquement de maïs et de bananes. Nos gages n'étaient que de \$4 par mois, en papier, ce qui ne faisait même pas \$2 en Chine, et ne nous suffisaient pas pour nous procurer les suppléments de nourriture [...] dont nous avions besoin.

Certains engagés des unités mécanisées connurent des conditions spéciales, leurs salaires leur étant versés sous forme de bons d'achat.

Mon maître ne me donnait pas la nourriture ; il me remettait des bons pour des marchandises à recevoir au magasin de la plantation où on les considérait comme de l'argent, leur montant était mis à mon débit, et de cette façon ce que je gagnai pendant mes huit années me fut retenu en entier ².

Les Chinois devaient consommer les produits créoles coutumiers. La pratique de distribuer des rations alimentaires non préparées semble avoir été générale dans l'île. Don Urbano Feijóo de Sotomayor, préoccupé du sort de ses travailleurs expliqua ³ :

Le seul aliment que les Chinois considèrent avec prédilection est le riz. Il est facile de leur donner des rations de cette céréale, et dix à onze onces par jour constituent une nourriture abondante pour quiconque, lorsque y sont ajoutés les condiments et la viande salée ou séchée. J'ai pris l'habitude de leur donner du riz fréquemment et j'ai toujours préféré le leur distribuer cru ; en effet, ils aiment le préparer à leur façon...

¹ *Chinese Emigration*, p. 117.

² *Chinese Emigration*, p. 117.

³ U. Feijóo de Sotomayor, *Inmigración de trabajadores españoles, documentos y memoria escrita sobre esta materia*, p. 98.

Aux denrées distribuées par les patrons, venaient s'ajouter les produits des jardins. Des lopins de terre furent octroyés aux colons comme aux esclaves mais certains les refusèrent.

Hormis l'octroi de lopins de terre, où certains d'entre eux, très laborieux, cultivaient du tabac et les légumes qu'ils désiraient, les esclaves étaient autorisés à élever des porcs. Chacun d'eux avait son propre poulailler et tout au long de l'année engraisait ses animaux ¹.

Les esclaves gardaient une part de la farine de maïs qu'ils recevaient de leur maître et engraisaient quelques animaux. Ce furent souvent ces produits d'élevage et de jardinage qui les sauvèrent de la faim et de la malnutrition. Dans ces espaces sis derrière les baraquements, ils récoltaient calebasses, patates douces, manioc, maïs, cacahuètes, haricots *lima*, pois (*frijol caballero*, *okra quimbombó*) ². Ils cultivaient encore des épices : piment de Castille, ails, coriandre, thym et citronnelle (*toronjil*) ³. Quant aux Chinois qui acceptèrent de cultiver les jardins, ils purent, suivant le témoignage d'un voyageur italien cultiver des semences importées de Chine ⁴. Ces produits des jardins et de l'élevage, les esclaves les consommaient et les vendaient afin de se procurer des denrées plus appréciées ⁵ :

Ils vendaient leurs produits très bon marché, des porcs valaient une once, une once et demie d'or comme elles étaient à l'époque. Les tubercules, jamais ils ne les vendaient. J'ai appris des vieillards à manger des tubercules, c'est nutritif. Mais durant l'esclavage, le plus important, c'était le porc.

Les clients des esclaves étaient les paysans des alentours qui venaient acheter de la viande salée et vendre du lait, boisson recherchée par les esclaves pour son pouvoir contre les maladies infectieuses.

Les colons chinois participèrent-ils à ces échanges ? La question reste ouverte. Des vendeurs ambulants, engagés âgés, dont les patrons ne pouvaient plus exploiter les services, obtenaient le droit de colporter quelques friandises qu'esclaves et Chinois achetaient. Un esclave rapporta ⁶ :

Je me rappelle aussi qu'il se vendait des cadeaux appelés "caprices", faits de farine de Castille, de sésame et de cacahuètes. Mais les graines de sésame étaient propres aux Chinois, certains étaient vendeurs et ils allaient de plantation en plantation.

¹ E. Ripley Moor MacHatton, *From Flag to Flag, a Woman's Adventures and Experiences in the South during the War, in Mexico and in Cuba*, p. 186.

² *Frijol caballero*: dolichos lablab ou encore Lablab vulgaris ; *Quimbombó* : *hibiscus esculentus* ; *Haba lima* ; linia citrea.

³ *Meilissa officinalis*.

⁴ A. Gallenga, *The Pearl of the Antilles*, p. 128.

⁵ M. Barnet, *Biografía de un cimarrón*, p. 24.

⁶ *Ibid.*, p. 27.

La nourriture distribuée étant peu variée, colons et esclaves se rendaient au magasin de la plantation, appelé parfois taverne, quand des boissons alcoolisées y étaient servies. Ces cabanes rustiques, en bois et en feuilles de palme, étaient le centre de la vie de la plantation, après les journées de travail. Colons et esclaves achetaient riz, viande salée, graisse de porc, pois de toutes espèces, safran, graines de cumin, cannelle, biscuits, confiseries, pain, rhum de mauvaise qualité (*aguardiente*). Les planteurs contrôlaient ces comptoirs ¹ :

Parfois les maîtres étaient mauvais, ils dupaient les Noirs, leur imposant des prix faux. J'ai vu des disputes pour cela et le Noir en sortait puni sans le droit de retourner à la taverne. Dans les carnets, les dépenses étaient inscrites et quand un esclave achetait pour la valeur d'un *medio* ², un trait était inscrit et ainsi de suite.

Les Chinois comprirent la duperie. 167 d'entre eux expliquèrent à un fonctionnaire chinois en 1874 ³ :

Sur chaque plantation, se trouve un magasin appartenant à l'administrateur et à d'autres ; les objets sont de mauvaise qualité et très chers, mais si nous essayons d'acheter en dehors on dit que nous nous sauvons et on nous oblige à travailler avec les fers aux pieds...

Grâce aux produits reçus du maître, à ceux récoltés dans les jardins ou achetés dans les tavernes, esclaves et engagés pouvaient varier leur régime. Les cours intérieures des *barracones* se transformaient en cuisine commune où les femmes pilaient le maïs, confectionnaient des *quimbombó*, *calalú* et éco ⁴ tandis que les Chinois accommodaient leurs recettes. Tous possédaient leurs propres foyers, alimentés au charbon de bois.

Des nouveaux produits s'ajoutaient à la liste habituelle lorsque la chasse à l'affût ou des larcins rapportaient leurs fruits. Les coolies furent habiles à la chasse des *jutías* ⁵, et d'une variété de serpents qui abondait dans les cannes. Ils les capturaient à leur retour des champs. Les vols furent fréquents entre esclaves et colons, Eliza Mac Hatten-Ripley raconta comment les chevaux de son époux, planteur américain établi à Cuba, disparaissaient certaines nuits. Les esclaves les empruntaient afin d'aller cacher dans un recoin rocheux ou une hutte éloignée les produits de leurs larcins nocturnes. Chaque esclave avait coutume d'enfermer, le soir tombé, porcs et volailles afin d'éviter toute tentation à ses voisins. Les produits des jardins du maître étaient aussi convoités ; un Chinois accoutumé à dérober

¹ M. Barnet, *Biografía de un cimarrón*, p. 27.

² *Medio* : monnaie espagnole.

³ *Chinese Emigration*, p. 123.

⁴ *Quimbombó* : soupe à partir d'okra ; *Calalú* : potage de feuilles de malanga (*Xanthosoma sagittifolium*), de *verdolaga* (*Portulaca oleracea*), de calebasse et d'autres légumes accompagnés de vinaigre et de graisse de porc. E. Pichardo, *Pichardo novísimo o diccionario provincial, casi razonado de voces y frases cubanas*, p. 139.

⁵ *Jutia* : *capromys furnieri*.

chaque nuit les fruits du verger de son patron connut une mésaventure : le fantôme démesuré d'un Noir lui apparut une nuit ¹.

L'existence à Cuba de semences chinoises apportées par les colons eux-mêmes ou par les interprètes et les médecins qui les accompagnaient lors des traversées et l'octroi de jardins dans des plantations donnèrent aux engagés la possibilité de maintenir quelques-unes de leurs pratiques alimentaires. Une autre coutume adoptée par les patrons de colons asiatiques favorisa ce maintien. Chaque groupe d'une dizaine de colons comprit un cuisinier.

Colons et esclaves attachaient une grande importance à leur nourriture, condition de survie sur les plantations. La malnutrition apportait des maladies souvent fatales faute de soins médicaux. Aussi les uns et les autres préférèrent-ils recevoir leurs rations alimentaires crues malgré les réticences des patrons qui voyaient leur main-d'œuvre perdre de nombreuses heures à cuisiner sur des foyers précaires, constituant autant de dangers d'incendie dans les baraquements ². Les propriétaires des plantations mécanisées plus que d'autres prêtèrent attention à l'alimentation de leur main-d'œuvre. Les livres de compte de la plantation *San Martín* montrent que ³ :

De 1863 à 1866 l'alimentation du groupe esclave s'améliora, et en 1866, la consommation de viande séchée avait doublé, les quantités de riz et de maïs consommées ayant de même connu une hausse remarquable [...]. Durant ces trois années, les frais d'infirmerie augmentèrent à peine par contre.

Duvergier de Hauranne rapporte que le propriétaire de la plantation *Las Cañas* aurait volontiers donné du pain de froment plus nourrissant et plus sain à ses employés et esclaves. Seuls, disait ce planteur, les droits de douane pesant sur les blés importés lui interdisaient une telle pratique ⁴.

Malnutrition, manque d'hygiène, travaux trop pénibles, humidité, coups de fouet, accidents de travail, rhumatismes, plaies ouvertes, mutilations et épidémies décimaient les ateliers. La situation fut résumée ainsi par un esclave ⁵ :

Dans les baraquements, on contractait de nombreuses maladies. On peut même dire que c'était là que les hommes devenaient malades [...]. On pouvait trouver un Noir ayant trois maladies à la fois. Quand ce n'était pas une colique, c'était la coqueluche.

¹ E. Ripley Moore MacHatton, *From Flag to Flag, a Woman's Adventures and Experiences in the South during the War, in Mexico and in Cuba*, p. 195.

² *Cartilla practica del manejo de ingenios ó fincas destinadas a producir azúcar escrita por un montuño*, p. 71.

³ J. González Jiménez, "El ingenio San Martín", tiré à part de la *Revista de la Biblioteca nacional José Martí*, año 58, n° 1, La Havane, 1967, p. 9.

⁴ E. Duvergier de Hauranne, "Cuba et les Antilles", *Revue des Deux Mondes*, n° 65, Paris, 1866, p. 639.

⁵ M. Barnet, *Biografía de un cimarrón*, p. 40.

Ces coliques donnaient une douleur qui durait quelques heures et vous laissait mort. La coqueluche et la rougeole étaient contagieuses. Mais les pires, celles qui achevaient n'importe qui, étaient la petite vérole et la fièvre jaune...

Cette dernière avait atteint les esclaves à deux reprises.

Les travailleurs asiatiques n'échappèrent pas à ces maux. Les fonctionnaires chinois venus en 1874 constatèrent que seuls, les cuisiniers et les domestiques paraissaient bien portants. Au contraire les colons des plantations avaient un air abattu qui témoignait des conditions de vie qu'ils subissaient¹. 97 engagés déclarèrent² ;

Nous voyons mourir à peu près la moitié de nos compatriotes et nous qui survivons sommes mutilés ou avons des maladies internes.

Les soins apportés aux malades et aux blessés étaient souvent inefficaces. La présence d'un médecin sur la plantation n'était pas un gage de guérison. Un planteur narra, lui-même, comment les praticiens ne possédaient aucun savoir médical, avaient rarement lu un livre et appliquaient saignées, purges et cataplasmes sans discernement...

Les planteurs par avarice, ou simplement par obligation, se contentaient des "chirurgiens romancistes"³ qui ne possédaient aucune expérience médicale ; ou l'administrateur devenait médecin, comme il était fermier, machiniste et comptable. Les médecins exerçaient à prix élevé dans les centres urbains, tandis qu'apothicaires de mauvaise renommée, charlatans, et "barbiers distingués"⁴ parcouraient les zones rurales de l'île. Le sort des Chinois fut pire que celui des esclaves : tout Chinois était remplaçable alors qu'un esclave décédé représentait une perte définitive à partir de 1860⁵ :

Quand nous étions malades, expliquèrent deux travailleurs sous contrat, on ne nous permettait pas d'aller nous reposer dans les hôpitaux et si nous demandions à y être admis on nous battait, on nous mettait les fers aux pieds et on nous retenait nos gages.

Pendant que j'étais à la plantation, je tombai malade et comme je ne pouvais plus travailler, on ordonna à quatre Nègres de me tenir à terre et on me fouetta après m'avoir dépouillé de mes vêtements...

¹ *Chinese Emigration*, p. 168.

² *Ibid.*

³ F. Fernández Ortiz, *Los negros esclavos, estudio sociológico y de derecho público*, p. 275. Cette dénomination désignait les médecins qui n'employaient pas le latin comme langue médicale.

⁴ *Ibid.*

⁵ *Chinese Emigration*, p. 169-170.

Face à l'incompétence des médecins ruraux, colons et esclaves recoururent à leurs propres pratiques médicinales.

Le maître désignait comme infirmières des esclaves âgées et de robustes jeunes femmes qui allaitaient les nouveaux-nés dont les mères restaient aux champs. Quand un esclave était malade, elles préparaient décoctions, cataplasmes et potions. Les ingrédients et leurs médications étaient essentiellement des herbes recueillies autour des plantations, dans les cannes et les jardins :

En ce temps-là, il n'y avait pas de bons médicaments [...] C'étaient les infirmières à moitié sorcières elles-mêmes qui soignaient à l'aide de remèdes fabriqués par elles. Parfois, elles guérissaient des maladies auxquelles les médecins ne comprenaient rien. Parce que l'affaire ne consiste pas à toucher quelqu'un, à lui piquer la langue ; ce qu'il faut, c'est avoir confiance dans le pouvoir des herbes qui sont les mères de la médecine. L'Africain de là-bas, de l'autre côté de la mer, n'est jamais malade, il a toutes les herbes à sa portée ¹.

Les Chinois utilisèrent la flore créole. Le rapport de 1874 indique que des herboristes, employés à bord des bâtiments avaient été cédés à La Havane en tant que péons ². Ces infortunés apportèrent savoir médical, herbes et plantes chinoises à l'aide desquelles ils composèrent des recettes mêlant les flores cantonaise et créole. Un fils de coolie rapporta que des herboristes chinois réussirent à soigner le choléra grâce à un mélange d'opium et de plantes créoles ³. Certains devinrent célèbres, des membres de la colonie chinoise les citaient encore en 1969. Ainsi Kan Shin-Kong, venu de Canton, qui laissa des écrits illustrant son savoir. Un autre engagé devint un personnage légendaire : Chambombian ⁴. Son talent médical donna lieu à un proverbe encore populaire en 1969. Fièvres, plaies variqueuses, rhumatismes, maladies de la peau, blessures, contusions, coupures, ulcères étaient guéris à l'aide de plantes, d'autres maux restaient incurables ⁵. Aussi les patrons se réjouissaient-ils lorsque le hasard conduisait sur leur plantation un herboriste de talent. Aucune restriction ne fut apportée aux pratiques médicinales des esclaves et des engagés, si ce n'est dans les cas d'usage fréquent de l'opium.

¹ M. Barnet, *Biografía de un cimarrón*, p. 41.

² *Chinese Emigration*, p. 112.

³ A. Chuffat Latour, *Apunte histórico de los Chinos en Cuba*, p. 19.

⁴ Archivo nacional de Cuba, *Miscelánea*, legajo 120, letra T.

⁵ R. Hernández Poggio, *La aclimatación en higiene de los Europeos en la Isla de Cuba*, p. 45. Cet auteur présentait une table de différentes maladies qui causèrent à la Havane la mort de centaines de personnes en 1872 : variole (1 126) ; fièvre jaune (991) ; tétanos (377) ; dysenterie (170) ; diphtérie (61) ; choléra (95) ; paludisme (218).

2. Les usages vestimentaires

[Retour à la table des matières](#)

Imberbes, leurs longs cheveux noirs noués dans le cou, vêtus d'amples blouses et de pantalons bouffants, ils ressemblaient à des femmes ¹.

Le costume des paysans cantonnais fit l'amusement des Créoles mais après quelques mois dans l'île il faisait place aux tenues distribuées par les patrons. Comme les esclaves, les engagés recevaient deux fois par an un pantalon qui ne descendait pas au-dessous des genoux, une chemise de coton, une jaquette de laine et un bonnet ². Une couverture de laine était ajoutée dans certaines plantations. La tenue des femmes différait ; elle consistait en une pièce de sac de jute qu'elles ajustaient autour du corps. Certains planteurs distribuaient jupes et chemises de coton. Maints voyageurs se scandalisèrent de la laideur et de l'indécence de ces vêtements ³ :

Quelques-unes des femmes étaient enveloppées dans de vieux châles, ou dans un morceau de couverture en lambeaux, d'autres s'emmitouflaient dans toutes sortes de guenilles indescriptibles...

Les enfants allaient nus. Colons et esclaves devaient se contenter de ces tenues de travail. Ils les complétaient d'objets qu'ils fabriquaient. Les femmes esclaves affectées à la surveillance des malades et des nouveaux-nés, avaient coutume de confectionner des vêtements. Esclaves et colons coupaient les cuirs de bœufs tués dans la plantation afin de se chausser.

Les vieux utilisaient des socques, qui se composaient d'une semelle plane et d'un cordon qui se fixait autour du gros orteil. Ça, ça a été toujours une coutume africaine, même si maintenant les Blanches les portent et les appellent des pantoufles ⁴.

Les dessins de l'époque représentent les Chinois revêtus d'amples chemises et pantalons de toile, socques aux pieds et portant des chapeaux coniques de feuilles de palme séchées d'où dépassaient parfois de longues nattes. Aucun voyageur ne décrivit les colons revêtus d'habits colorés, alors que les tenues des esclaves les dimanches et jours de fête frappèrent leurs esprits ⁵ :

¹ E. Ripley Moore MacHatton, *From Flag to Flag, a Woman's Adventures and Experiences in the South during the War, in Mexico and in Cuba*, p. 170.

² *Esquifación* en espagnol.

³ W. M. L. Jay, *My Winter in Cuba*, p. 230.

⁴ M. Barnet, *Biografía de un cimarrón*, p. 23.

⁵ E. Duvergier de Hauranne, "Cuba et les Antilles", *Revue des Deux Mondes*, n° 65, 1866, p. 640.

M.C. me disait que les jours de fête, on se croirait au bal masqué dans la cour de la plantation : chapeaux à plumes, rubans de soie, colliers de verre, châles et robes de gaze, habits bleus à boutons d'or succèdent par enchantement aux guenilles de la veille...

Les esclaves économisaient afin de pouvoir acheter ces vêtements neufs. Les samedis et dimanches, des vendeurs ambulants venaient dans les plantations vendre calicots, tissus fins et foulards de cotonnade colorée, dont les femmes esclaves faisaient des turbans.

En 1860, un de ces colporteurs rapporta à une voyageuse américaine que les dépenses hebdomadaires des esclaves de la plantation qu'elle visitait s'élevaient à quelque 25 *pesos* ¹. Duvergier de Hauranne rapporta la même coutume parmi les esclaves de l'habitation *Las Cañas* ². Les Chinois au contraire se plaignirent de l'impossibilité de réunir les sommes utiles à leur retour en Chine. Leur inquiétude fut exprimée par l'un d'eux en 1874 :

Comment pourrions-nous, pendant le temps de notre engagement, économiser de quoi payer notre passage de retour en Chine ³ ?

Les esclaves des plantations ne croyaient plus au rachat de leur liberté qui exigeait la somme minimum de 600 *pesos* en 1860. Les Chinois, confiants en leur statut de travailleurs sous contrat, gardaient l'espoir de revoir leur sol natal. Un ancien esclave, qui vécut sur une plantation avec des colons chinois, a décrit les soins portés par les esclaves à leurs tenues ⁴.

Toute cette agitation avait lieu le dimanche. Ce jour-là, chacun avait un vestiaire spécial. Les Noirs achetaient des souliers montants en box, entièrement fermés, dans les villages proches de l'usine où ils allaient avec la permission du maître. Ils portaient des foulards de madras rouge et vert autour du cou. Ils se fixaient aussi une paire d'anneaux aux oreilles et ils en portaient d'autres d'or aux doigts. De véritable or. Certains, par contre, avaient des bracelets d'argent qui leur montaient jusqu'aux coudes. Et aussi des souliers vernis.

Interrogé au sujet des tenues vestimentaires des colons les jours fériés, le même esclave ne se souvint d'aucune particularité, cette absence d'intérêt des Chinois pour leurs tenues n'était, à ses yeux, qu'une des nombreuses différences qui les isolaient des esclaves ! Le dimanche, alors que les sons des tambours commençaient à résonner, les colons s'enfermaient dans les baraquements.

¹ J. Howe Ward, *A Trip to Cuba*, p. 76. 25 *pesos* pour un atelier de 100 esclaves, soit 250 à 300 dollars actuels.

² E. Duvergier de Hauranne, "Cuba et les Antilles", *Revue des Deux Mondes*, n° 65, 1866, p. 640.

³ *Chinese Emigration*, p. 123.

⁴ M. Barnet, *Biografía de un cimarrón*, p. 31.

3. Jeux et fêtes

[Retour à la table des matières](#)

Je ne sais comment les esclaves pouvaient avoir encore autant d'énergie. Les fêtes les plus importantes, durant l'esclavage, furent données ce jour-là. Il y avait des habitations où le tambour commençait à résonner à midi ou à une heure de l'après-midi [...]. J'ai toujours vu que les plus isolés étaient les Chinois, ces têtes de [...] n'avaient aucune oreille pour le tambour, ils restaient dans leur coin. Est-ce qu'ils pensaient beaucoup ? À mon avis, ils réfléchissaient plus que les Noirs, mais personne ne leur attachait d'importance. Et les gens continuaient à danser...

Cela peut paraître bizarre, mais les Noirs se divertissaient dans leurs baraquements. Ils avaient leurs amusements et leurs jeux [...]. Les Chinois n'entraient pas dans les jeux, ils étaient séparatistes ¹...

Cette distance entre les deux groupes fut décrite à maintes reprises par des témoins blancs ² :

Les Chinois ne se mêlaient pas aux Noirs, que ce soit dans leurs travaux ou socialement. Pourtant ils étaient sujets aux mêmes règles pour leurs heures de travail et de repos. Les dimanches, ils se paraient de vêtements propres, de colliers, de petites pinces et de cure-dents d'ivoire, et en groupes de deux ou trois, flânaient nonchalamment, prêtant rarement attention aux Africains qui dansaient, et souvent ne donnant d'autre signe d'animation que le perpétuel mouvement de leurs larges éventails. Dans les baraquements, ils étaient des joueurs invétérés, et, quand on en voyait deux ou plus ensemble, on était sûr qu'ils s'adonnaient à leur vice habituel...

Ils jouaient avec quelques bâtonnets, grains de riz ou pépins de citron. Et, fréquemment, le lundi matin, un Chinois se rendait au travail revêtu d'un sac de jute, ayant joué et perdu tous ses vêtements ; et il était impossible de lui faire avouer lequel de ses compatriotes avait gagné l'enjeu.

Dominos, cartes, jeu du "bouton" passionnaient les colons durant leurs heures de repos qu'ils prirent aussi coutume de passer à goûter les saveurs du tabac cubain. Les esclaves allaient aux tavernes proches, et risquant quelque monnaie, jouaient à la *galleta*, à la *botija*, absorbant force doses de rhum ³. La coutume du jeu des Chinois irrita certains patrons qui leur infligèrent de fortes amendes quand ils les découvraient en train de s'y adonner. Samuel Hazard rapporta que l'un d'eux confisquait tout le capital trouvé sur les tables de jeux et achetait des billets aux

¹ M. Barnet, *Biografía de un cimarrón*, p. 29.

² E. Ripley Moore MacHatton, *From Flag to Flag, a Woman's Adventures and Experiences in the South during the War, in Mexico and in Cuba*, p. 189.

³ M. Barnet, *Biografía de un cimarrón*, p. 28.

bénéfices des colons coupables ¹ ! Colons et esclaves avaient coutume d'acheter ces billets à des vendeurs ambulants ². La pratique des jeux d'argent fut courante au sein des ateliers, chacun espérait mettre fin à ses privations ou à sa condition par le miracle de la chance. Mais ce fut le goût des Chinois pour l'opium qui irrita le plus les planteurs créoles. Les amendes furent dans les ateliers de cigarettes de La Havane, de 17 *pesos* pour chaque manquement au règlement ³, elles équivalaient à quatre mois de gages. L'opium était disponible dans l'île, dispensé par des colons. À Casablanca, village dans la baie de La Havane, on découvrit à la suite d'une dénonciation ⁴ deux colons détenteurs d'importantes quantités d'opium. La proximité du port facilitait le trafic. L'opium était aussi dispensé librement par des fonctionnaires de l'État comme en témoigna un colon : le magasin du chantier où il remplissait son contrat comprenait toutes sortes de marchandises, y compris de l'opium ⁵. Des fumeries d'opium furent-elles autorisées à Cuba comme aux Philippines, autre colonie espagnole ? Il ne le semble pas, les documents d'archives sont muets sur ce sujet.

Jeux d'argent, flâneries, tabac, opium, occupaient les moments de repos qui pouvaient aussi être consacrés à quelques menus travaux : tâches domestiques, fabrication de chaussures, de chapeaux, d'oreillers de bois, de colliers, de tables de jeu, d'ustensiles, d'éventails, ou d'instruments de musique. Ces derniers causèrent de grands désagréments aux oreilles créoles peu accoutumées à leurs sons aigus. Enfermés dans leurs pièces, les colons jouaient des instruments qu'ils avaient pu apporter avec eux ou reconstituer tandis qu'en dehors de l'aire du moulin résonnaient les sons des tambours et des danses des esclaves, auxquelles les Chinois ne participaient pas.

4. La vie familiale

[Retour à la table des matières](#)

Un ordre royal du 3 juillet 1847 conseillait l'introduction de femmes chinoises afin que "s'établissent des unions entre gens de la même caste". Le gouvernement espagnol exigea même qu'un cinquième des engagements concernât des éléments féminins, pour confirmer son propos de voir les engagés devenir des habitants. Mais les conseils du gouvernement de Madrid furent dispensés en vain. En 1866,

¹ S. Hazard, *Cuba with Pen and Pencil*, p. 150.

² Cette pratique était usuelle entre les esclaves. V. Meignan, un voyageur français rapporta : "Quelquefois, tous les esclaves d'une même sucrerie se cotisent pour prendre un billet à chaque tirage, restant ainsi solidaires et s'unissant dans une destinée commune. Chaque billet valait 40 francs de l'époque mais on pouvait acheter un 1/4, un 1/2, un 1/10^e. Le gros lot montait à 200 000 francs de l'époque". V. Meignan, *Aux Antilles*, p. 298.

³ S. Hazard, *Cuba with Pen and Pencil*, p. 150.

⁴ Archivo nacional de Cuba, *Gobierno superior civil*, legajo 636, n° 20103.

⁵ *Chinese Emigration*, p. 155.

lors d'une mission auprès des autorités impériales de Pékin, les instances espagnoles déclarèrent ¹ :

qu'on pouvait engager des familles entières, ce qui aurait un effet sur l'aspect moral et matériel de cette vague d'émigration, dont les vices actuels provenaient en grande partie de l'interdiction de recruter des femmes et donc de former des familles et de créer des habitudes de travail, de respect de l'ordre et de la moralité...

Les planteurs créoles s'opposèrent à l'engagement de femmes chinoises considérées comme improductives. D'autre part, le prix du recrutement de jeunes femmes en Chine fut un obstacle. Il fallait déboursier de 200 à 300 dollars pour obtenir le départ d'une femme, contre 12 à 15 pour celui d'un homme ² : l'émigration féminine était interdite en Chine. Les trafiquants de Macao ne cherchèrent pas à enlever de jeunes femmes et les victimes des recruteurs furent peu nombreuses ; l'une d'elles raconta sa tragique mésaventure à un historien cubain ³. Elle se souvenait qu'à sept ans, fuyant avec sa mère et ses frères la guerre qui venait d'éclater dans leur région, elle se perdit. Une personne la recueillit lui promettant de la ramener à ses parents. Elle fut conduite à bord d'un bateau et quelques mois plus tard elle débarqua à La Havane. Des grands planteurs, dont elle garda le nom, les Montalvo, se chargèrent de son éducation jusqu'à son mariage. Comme Carmen Chiu Montalvo, la plupart des femmes chinoises arrivées à Cuba avaient été enlevées durant leur enfance ou adolescence ; elles servirent de domestiques dans les demeures coloniales des grandes villes de l'Ouest.

Le recensement de 1861 indique la présence de 56 femmes chinoises sur le territoire de l'île, pour une population de 34 750 engagés ⁴. En 1872, 32 femmes chinoises peuvent être dénombrées à Cuba, contre 58 368 hommes chinois ⁵. Les années suivantes ne virent pas la situation se modifier ; en 1877 on comptait dans l'île 81 femmes chinoises pour 46 754 immigrés. 23 d'entre elles étaient sous contrat, dont 18 dans la province de Matanzas. Des 58 désignées comme libres de contrat, 51 résidaient à La Havane ⁶. Un recensement partiel, réalisé en 1880 dans la province de Matanzas ne rapporte la présence d'aucune femme chinoise dans cette riche contrée sucrière où dix-huit Chinoises étaient engagées trois ans auparavant ⁷.

¹ Archivo nacional de Cuba, *Reales decretos y órdenes*, legajo 221, n° 331.

² Elle le restera jusqu'en 1877.

³ J. Pérez de la Riva, "Demografía de los culíes chinos en Cuba, 1853-1874", tiré à part de la *Revista de la Biblioteca nacional José Martí*, La Havane, 1967, note 51, p. 17. Carmen Chiu Montalvo naquit en 1839 et mourut en 1954, âgée de 115 ans.

⁴ T. Armildez, *Censo de la Isla de Cuba*, año 1862.

⁵ "Padrón general de colonos asiáticos", 1872, publié dans *Boletín de colonización*, 15 octobre 1873.

⁶ Boletín oficial del Ministerio de Ultramar, *Resumen del censo de población de la Isla de Cuba en 31 de diciembre de 1877*, p. 904-905.

⁷ *Censo provincial de Matanzas*, año 1880, Matanzas, Imprenta Aurora del Yumuri, 1880.

La répartition des sexes des groupes esclaves et chinois était donc très différente. En 1861 et 1877 on observait les rapports suivants du nombre de femmes au nombre d'hommes ¹ :

Provinces	1861		1877	
	Coolies	Esclaves	Coolies	Esclaves
Matanzas	1/1 339	1/1,5	1/1 029	1/1,3
La Havane	1/ 307	1/1,1	1/ 194	1/1,14
Santa Clara	1/ 895	1/1,7	1/1 498	1/1,4
Camaguey	0/ 341	1/2,3	1/ 93	1/1,05
Santiago de Cuba	1/ 753	1/1,1	0/ 302	1/1
global	1/ 620	1/1,5	1/ 577	1/1,1

Les chiffres ne distinguent toutefois pas les populations urbaine et rurale. Grâce à des données de 1855 et 1857, on sait qu'un nombre plus grand de femmes esclaves était inscrit dans les zones urbaines ². On peut admettre que le rapport d'une femme esclave pour deux hommes dans les zones rurales est proche de la réalité des années 1860 ³. Le nombre des naissances d'enfants esclaves illustre ce rapport. Suivant Henri Dumont, 8 739 naissances furent enregistrées en 1861. Pour une population de 67 743 femmes esclaves, âgées de 16 à 40 ans ⁴ : on comptait une naissance pour huit femmes esclaves. Selon le rapport de ce médecin, la population esclave en 1861 comportait les classes d'âges suivantes :

	Femmes	Hommes
0 à 1 an	1,6 %	2,0 %
1 à 10 ans	6,1	7,2
11 à 2 ans	2,5	3,5
13 à 15 ans	3,5	4,6
16 à 40 ans	3,5	4,6
41 à 60 ans	6,1	10,2
61 à 80 ans	1,0	3,4
81 à 100 ans	0,3	0,6
+ 100 ans	0,01	0,02

¹ Pourcentages calculés à partir des chiffres des recensements de 1861 et de 1877. T. Armildez, *Censo de la Isla de Cuba, año 1862*, Archivo nacional de Cuba, *Censos de población de la Isla de Cuba, Guía de forasteros de la siempre fiel Isla de Cuba para el año económico de 1881-1882*.

² F. Knight, *Slave Society in Cuba during the 19th Century*, p. 70.

³ Ce chiffre est aussi présenté et admis par F. W. Knight, *Slave Society in Cuba during the 19th Century*, p. 76.

⁴ H. Dumont, "Antropología y patología comparada de los negros esclavos", *Revista bimestre cubana*, mars-avril 1916, La Havane, p. 86.

Il faut rappeler les meilleures conditions de vie que connurent les esclaves à partir de 1850. Jusqu'à cette période, le prix des esclaves ne dépassa pas 300 à 400 *pesos*¹ pour monter ensuite. Dana rapporte qu'en 1859 les accouchées étaient désignées pour des tâches moins pénibles et jouissaient de moments de repos plus fréquents². Ce fut à cette époque que, sans résultat, les planteurs de Cuba tentèrent "d'élever" des enfants esclaves³ :

Les enfants de race coûtaient quelque 500 *pesos*. On les appelait ainsi parce qu'ils étaient les fils de Noirs grands et forts, de grenadiers [...]. Les grenadiers étaient des privilégiés. Les maîtres les recherchaient pour les unir à des Noires grandes et en bonne santé.

On les mettait ensemble dans une pièce hors du bâtiment et on les obligeait à se plaire, et la Noire devait accoucher d'une bonne progéniture chaque année. Moi, je dis que c'était comme avoir du bétail. Puis, si la Noire n'accouchait pas comme il plaisait au maître, il l'écartait et la remettait à travailler dans les champs...

La fin de la traite permit aux Nègres des champs d'avoir une vie familiale, privilège réservé jusque-là aux esclaves artisans et à ceux des villes. Le recensement de 1862 dénombre 16 344 esclaves mariés ; la population célibataire âgée de 16 à 100 ans comprenait plus de 230 000 personnes à la même date⁴. Cependant il faut savoir que les unions étaient coutumières sur les plantations et que le groupe esclave établissait des règles de répartition des femmes.

Le groupe des femmes se divisait en deux : celui des donzelles et celui des épouses. Avec les premières, tout esclave avait coutume d'entretenir des relations sexuelles multiples⁵ :

Chaque fois que les tambours étaient sortis, les Noirs allaient se baigner dans les ruisseaux. Près de toutes les plantations, passait une rivière. Toujours, il y avait une femme qui venait et qui se trouvait avec un homme au moment de rentrer dans l'eau. Alors, ils entraient ensemble et se mettaient à leur affaire. Ou, sinon, ils allaient jusqu'au réservoir [...]. Là, ils jouaient à la cachette et les Noirs poursuivaient les Noires pour leur faire l'amour.

Les épouses passaient leurs heures libres à cuisiner, laver, ravauder et donner des soins à leurs enfants. L'accès aux femmes jeunes était dicté par les aînés⁶ :

Pour avoir une femme, il fallait avoir 25 ans [...]. Les vieillards eux-mêmes disaient que c'était seulement à cet âge que les hommes ont de l'expérience.

¹ H. S. Aimes, *A History of Slavery in Cuba, 1511-1868*, p. 267.

² R. H. Dana, Jr. *To Cuba and Back. A Vacation Voyage*, p. 132.

³ M. Barnet, *Biografía de un cimarrón*, p. 37.

⁴ T. Armildez, *Censo de la Isla de Cuba, año 1862*.

⁵ M. Barnet, *Biografía de un cimarrón*, p. 30.

⁶ *Ibid.*, p. 39-40.

Dans cette situation de conflit latent entre hommes de plus et moins de 25 ans, comment les Chinois accédèrent-ils aux femmes noires ? Ils eurent de nombreuses relations sexuelles avec des esclaves, le nombre de "mulâtres chinois" ¹ inscrits sur les registres des gens de couleur du siècle dernier en témoigne. Mais ces relations ne semblent jamais avoir donné lieu à des unions stables. L'antipathie entre les deux races fut invoquée par les planteurs pour expliquer ce refus des esclaves et des colons d'établir des liens coutumiers ou légitimes durables. Une raison plus réelle semble avoir été l'opposition des chefs de groupes esclaves. Certes, les femmes esclaves jouissaient d'une relative indépendance ; elles avaient droit d'héritage sur les jardins sans lesquels aucune famille esclave ne pouvait survivre. Elles étaient encore les seules garantes de l'existence d'une unité familiale, la paternité légale d'un homme esclave n'existant pas. Mais tout blâme porté sur elles par la communauté esclave pouvait entraver leur vie. Seuls les engagés vivant en zone urbaine, artisans et domestiques, avaient l'espoir de voir une jeune Noire ou une Mulâtresse, esclave, orpheline ou pauvre de paroisse, accepter un concubinage ou un mariage. Un dicton populaire du XIX^e siècle rappelait que tout enfant issu de l'union d'esclave et de Chinois ne survivait pas ².

Un dossier d'archives présente un cas : en avril 1861, l'Asiatique Jésus Moreno sollicite l'autorisation d'épouser la mulâtresse, Pinto Escobar, fille d'une esclave Conga, blanchisseuse à La Havane. Les autorités ne mirent aucune entrave à cette union bien qu'une inquiétude transparaisse dans le rapport des autorités ³ :

Si l'on permet librement l'union légitime des races qui existent dans l'île, ce pays deviendra bientôt une Tour de Babel ; on a déjà quatre races pures d'origine, la Caucasienne, la Chinoise, l'Américaine et l'Africaine...

Le permis fut accordé malgré ces propos alarmistes. Le colon était cuisinier, avait embrassé la foi catholique et devait accomplir cinq années de contrat avant de recouvrer sa liberté. Ces cas de mariages furent des exceptions, on en dénombre une dizaine dans les dossiers des archives nationales de La Havane ⁴.

Les Chinois furent réduits à des pratiques homosexuelles qui choquèrent certains Créoles et les Cortes. En février 1880, un député espagnol déclara les Chinois dangereux pour l'île de Cuba ⁵ :

Étant une race hétérogène, terrible, colérique, simulatrice, sans sentiment, ni religion et ne nécessitant pas de femme quand elle émigre.

L'homosexualité était d'ailleurs répandue parmi les esclaves ¹ :

¹ En espagnol : *pardos achinados*.

² Duvergier de Hauranne, "Cuba et les Antilles", *Revue des Deux Mondes*, n° 65, 1866, p. 639.

³ Archivo nacional de Cuba, *Gobierno superior civil*, legajo 9113, n° 32226.

⁴ Archivo nacional de Cuba, *Gobierno superior civil*.

⁵ Güell y Renté, *Diario de sesiones de Las Cortes*, 27 février 1880.

La vie était solitaire [...] car les femmes manquaient. Beaucoup d'hommes ne souffraient pas de cette situation, parce qu'ils étaient accoutumés à cette vie. D'autres avaient des relations entre eux et ne voulaient rien savoir des femmes. La sodomie était leur vie. Ils lavaient leur linge et s'ils avaient quelque mari, ils cuisinaient pour lui...

D'autres Créoles furent satisfaits de ne pas voir d'enfants chinois naître dans leur île. José Antonio Saco exprima cette satisfaction à son habituelle manière péremptoire ² :

Plaise à Dieu que cet état dure toujours, parce que si l'importation de familles devenait lucrative, Cuba se convertirait en une petite Chine, ce qu'assurément aucun de ses compatriotes ne souhaitait.

¹ M. Barnett, *Biografía de un cimarrón*, p. 39-40.

² J. A. Saco, "La estadística criminal en Cuba", *La América*, Madrid, le 12 janvier 1864.

8

LA VIE COMMUNAUTAIRE

1. La hiérarchie des tâches

[Retour à la table des matières](#)

Les esclaves et les engagés se définirent entre eux suivant des attributs liés à l'organisation de la production sucrière qui les plaçaient le long d'une grille hiérarchique. Le premier personnage de la plantation était le maître, il n'intervenait guère dans la marche quotidienne de l'entreprise, son représentant étant l'administrateur. Ce dernier réglait la vie de la plantation, décidant des achats d'esclaves, de machines, de terres, de la mise en culture de nouvelles canneraies, de l'application de nouveaux procédés et de la discipline de la main-d'œuvre.

Les subordonnés immédiats de l'administrateur étaient les surveillants chefs qui assuraient l'obéissance des groupes esclaves. À Cuba, suivant un ordre royal de 1832 ce furent toujours des hommes blancs. Ils avaient sous leurs ordres des surveillants esclaves, les commandeurs, responsables du travail des équipes. Les uns et les autres furent dépeints comme des symboles de cruauté par les colons asiatiques qu'ils commandèrent ¹ :

Nous avons eu beaucoup à souffrir des surveillants, qui, armés de fouets, de couteaux ou d'armes à feu, et la menace à la bouche, féroces comme des tigres, se tenaient sans cesse à nos côtés. Comptant sur l'influence de leur maître, ils nous traitaient comme des chevaux ou des bœufs et notre existence dépendait de leur bon plaisir.

128 engagés signèrent la pétition suivante en 1874 ² :

Les surveillants allaient à cheval avec des fouets faits de peau de vache et des pistolets, frappant tout le monde indifféremment qu'on travaillât ou non [...]. Ils cassaient ainsi les côtes des gens et leur faisaient cracher le sang ; ils leur faisaient d'autres blessures à la tête et aux pieds, mais comme elles n'étaient pas exposées au regard, ils les forçaient à travailler comme auparavant.

¹ *Chinese Emigration*, p. 115.

² *Chinese Emigration*, p. 116.

La nécessité du dialogue entre administrateurs, surveillants, commandeurs et engagés incita les planteurs à octroyer aux Chinois le privilège d'être dirigés par un homme de leur race. En 1856, Felix Erenchun commenta ce fait ¹ :

À l'introduction des premiers coolies, une série d'inconvénients apparut comme dans tout essai [...]. Une grande partie des problèmes provenait du manque de traducteurs compétents. Actuellement, bien qu'on doute encore des avantages de cette immigration, les premières difficultés sont rencontrées moins souvent, et ceci est dû au fait que les coolies sont commandés par des hommes qui parlent leur langue.

Les chefs de gangs chinois jouèrent le rôle d'interprètes et de commandeurs, nombre d'entre eux payèrent ce rôle de leur vie. Les conflits entre chefs chinois et colons furent, semble-t-il, fréquents. Les documents d'archives relatent plusieurs cas portés devant les autorités de l'île. À la suite d'une rébellion, un administrateur de plantation vint déclarer ² :

Les Chinois se sont révoltés tuant l'interprète Juan de la ferme d'élevage de la plantation ; dix Asiatiques furent complices.

Cependant, nombreux furent les planteurs qui suivirent l'avis donné par l'un d'eux ³ :

Je suis d'avis que planteurs et Chinois ont intérêt à avoir des contremaîtres chinois : ainsi ils obtiennent qu'un homme de leur race les commande comme ils le réclament et les planteurs obtiennent un ami qui a coutume de se révéler le meilleur instrument pour l'instruction et l'obéissance des colons. Celui que je mis à la tête des coolies de mon entreprise, s'identifia tant à celle-ci que par trois fois ces compagnons se coalisèrent pour le tuer ; simplement parce qu'il était fidèle à mes ordres.

Le statut de chef d'équipes donnait droit à quelques privilèges. Les commandeurs esclaves disposaient de pièces séparées ou de paillotes. Ils pouvaient mener une vie familiale sans crainte de voir leur femme vendue à une autre exploitation, ils recevaient des biens difficilement accessibles aux autres esclaves : vêtements, boissons alcoolisées, vivres et ils jouissaient d'une plus grande liberté de mouvement. Ces faveurs matérielles étaient enviées par les esclaves qui ne disposaient que des faibles revenus monétaires obtenus par la vente des produits des jardins et de l'élevage. Les chefs chinois se virent octroyer une pièce séparée et un cuisinier pour chaque groupe de dix d'entre eux, et reçurent des salaires plus élevés que les colons. Un patron précisa ⁴ :

¹ F. Erenchun, *Anales de la Isla de Cuba, año de 1855*, p. 29.

² . Archivo nacional de Cuba, *Gobierno superior civil*, legajo 636, n° 20086.

³ U. Feijóo de Sotomayor, *Inmigración de trabajadores españoles, documentos y memoria escrita sobre esta materia*, p. 99.

⁴ *Ibid.*, p. 108.

Au nombre de mes colons, je trouvai des hommes très recommandables. Peu de temps après leur arrivée, je dus récompenser certains d'entre eux. Un an après, je fixai à huit pesos et demi le salaire de celui que j'avais nommé chef d'équipe...

Tableau 3
Groupes ethniques des esclaves amenés à Cuba ^a :

Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3	Groupe 4	Groupe 5	Groupe 6
Lucumis	Congos	Carabalís	Mandigas	Ewe-Tshi Mina	Hamito-Négroïdes
Eyó	Angola	<i>Sous-groupe soudanais</i>	Bambara	Dajomé	Yola
Fée	Banjela		Quisi	Oro	Yolof
Oba	Birongoyo		Maní	Achanti	Hausa
Ichesa	Bondo		Zape ?	Mina	Fula
Ejibo	Bosongo	Ibó		Mina popó	Berberi
Ijaye	Cabenda	Abaja		Fanti	
Enguey	Etontera	Suama	<i>Sous-groupe Gangá</i>		
Apapá	Loango	Epá			
Apapá petits	Majumbe	Briche			
	Motembo	Bran			
	Mumboma				
<i>Sous-groupe Arará</i>	Musoso	<i>Sous-groupe semi-bantou</i>	Gongola		
	Mumbala		Mumbake		
	Mondongo		Cono		
	Musundi		Arriero		
	Muyaca		Firé		
Magino	Vivi	Bibí	Longoba		
Cuévano		Efi	Oyesa		
Sabalú		Nezeve	Tacúa		
Agicón		Hatan	Usurú		
		Berún	Siguato		
		Tacua	Bromú		
		Rey	Cramo		
			Fay		

Les noms présentés correspondent soit à la zone d'origine des esclaves, soit aux ports où ils furent embarqués en Afrique, soit à leurs noms de tribus d'origine.

^a. R. Lachatañere, "Tipos étnicos africanos que concurrieron en la amalgama cubana", *Actas del folklore*, Teatro nacional cubano, an 1, n° 3, mars 1961, La Havane, p. 12.

Les esclaves furent classés par leurs maîtres selon leurs qualités dans l'accomplissement de différents travaux. Des traits particuliers à chaque groupe africain ¹ furent évalués en fonction des besoins de la production : coutumes alimentaires, propension aux maladies, pratiques magiques et religieuses, robustesse physique, aptitude à apprendre l'espagnol et à maîtriser certaines techniques, habileté manuelle, docilité ou esprit de rébellion furent autant de facteurs d'appréciation de la valeur économique des esclaves. Les *Mandingas*,

¹ Voir tableau.

islamisés, furent estimés pour leurs nombreux talents artisanaux, leur fidélité et leur fierté. Ils furent parmi les rares esclaves qui savaient écrire avant de toucher les côtes de Cuba. Les *Lucumis* furent recherchés pour leur vigueur physique malgré leur propension au suicide et à la rébellion ; les *Carabalís* estimés commerçants furent destinés aux travaux des ports ; les *Minas* n'apportèrent guère de satisfaction aux planteurs qui leur reprochèrent leur indolence et leur fragilité, Les *Áraras* s'adaptèrent facilement à leur condition, car ils étaient nés esclaves en Afrique. Quant aux *Bámbaras*, ils furent appréciés pour leur douceur et leur gaîté mais "leur robustesse ne put compenser paresse et fatalisme" ¹.

Les planteurs jugèrent diversement les Chinois. Les hommes originaires des "Sé Yap" furent considérés pour leur robustesse physique comme d'excellents péons, ceux de *Shùn dé* furent souvent chefs d'équipes et les "Joló " connus pour leur aptitude à apprendre l'espagnol et leur esprit de violence. Les "Hakka" étaient les Chinois "les plus intègres qui fussent arrivés à Cuba" ; leur indifférence au jeu et à l'usage de l'opium les fit opposer aux natifs du district de *Zhōng shān* ². Ces derniers étaient craints pour leurs nombreuses rixes avec les colons originaires d'autres régions du delta.

Face aux exigences de la production, les vieillards étaient des êtres inutiles. Les esclaves âgés étaient désignés pour des tâches peu productives, telles la fabrication d'objets de vannerie, la surveillance des vergers pour les hommes, la garde des enfants et la préparation des repas pour les femmes. Ils pouvaient aussi être abandonnés à leur sort et vivre à l'écart dans quelque hutte proche du baraquement. La loi et la coutume voulaient qu'un maître veillât au sort d'un esclave jusqu'à sa mort, mais ce n'était pas une obligation vis-à-vis des travailleurs sous contrat. Les témoignages des colons de 1874 font supposer des situations dramatiques. Plusieurs d'entre eux, ne disposant d'aucun moyen financier ni d'emploi demandèrent aux fonctionnaires chinois d'intercéder en leur faveur afin d'obtenir le droit de mendier dans les villes ³. D'autres déclarèrent vivre misérablement de leurs gains de vendeurs ambulants.

Une hiérarchie s'établissait entre les esclaves des baraquements qui plaçait au dernier rang les Nègres des champs ou de place. Ils coupaient les cannes, désherbaient, défrichaient, remplissaient les tâches agricoles. Les hommes qui avaient acquis la connaissance d'une technique (conduite d'un attelage, surveillance d'un moulin, estimation du point de cristallisation du sucre, apprentissage de l'espagnol) occupaient un rang intermédiaire, travaillant dans les manufactures. Tous étaient sous les ordres des commandeurs. Les esclaves artisans, forgerons, menuisiers, charpentiers, constituaient un groupe séparé où les charges étaient souvent héréditaires et transmises de père en fils. Ils jouissaient de

¹ F. Fernández Ortiz, *Los negros esclavos, estudio sociológico y de derecho público*, p. 58-59.

² A. Chuffat Latour, *Apunte histórico de los Chinos en Cuba*, p. 94-95.

³ *Chinese Emigration*, p. 143.

la considération des maîtres qui estimaient leur utilité économique dans une île où la main-d'œuvre blanche experte était chère, et ils étaient respectés des esclaves des baraquements.

La barrière la plus rigide était celle qui opposait esclaves de plantation et esclaves domestiques. Bien que ces derniers connussent de meilleures conditions de vie, ils étaient méprisés et haïs. Le dédain des esclaves des baraquements à l'égard des domestiques a été exprimé par Esteban Montejo ¹ :

Quand un enfant noir était joli et gracieux, on l'envoyait dans la maison des maîtres. Là, ils commençaient à l'adoucir, et [...] que sais-je ! Le fait est que le négriillon devait dès lors passer sa vie à effrayer les mouches, parce que les maîtres mangeaient beaucoup. Et le négriillon, ils le plaçaient au bout de la table tandis qu'ils mangeaient. Ils lui donnaient un grand éventail de paille.

Les relations entre les deux groupes étaient tendues ² :

Les domestiques recevaient des attentions des maîtres. Je n'ai jamais vu châtier l'un d'entre eux durement. Et quand ils étaient envoyés dans les champs à sarcler et à garder les porcs, ils jouaient la comédie qu'ils étaient malades et ne travaillaient pas. Pour cela, les esclaves des champs ne pouvaient pas les voir, même en peinture.

Un des points de friction entre les deux groupes était la religion. Deux cultes dominèrent dans les baraquements, ceux des *Lucumis* et des *Congos*. Les esclaves domestiques étaient le plus souvent christianisés. Les domestiques formaient un groupe fermé auquel les Nègres des baraquements n'avaient pas accès. Ils s'opposaient entre eux suivant la richesse de leur maître, leur lieu de résidence, leur couleur, leur naissance créole ou africaine. À ce groupe d'esclaves appartenaient de fait cochers, jardiniers, musiciens, tailleurs, vendeurs ambulants qui tous jouissaient de revenus monétaires et d'une plus grande liberté. Morelet rapporte le cas des cochers qui louaient les voitures de leur maître lorsque ce dernier assistait à un spectacle ³. Ils pouvaient être loués à d'autres maîtres durant une partie de l'année et recevaient une part de leurs gages. Ce groupe était urbain, les domestiques des plantations passaient seulement la moitié de l'année sur la plantation.

Les relations des engagés avec les esclaves des baraquements suivirent une ligne hiérarchique, celle qui séparait les ouvriers réalisant des travaux techniques auprès de Blancs, d'esclaves voués aux travaux plus grossiers. L'installation des appareils à concentration sous vide et de centrifugeuses obligea les planteurs à faire appel à des techniciens qui furent des étrangers (Américains, Allemands, Français). Les engagés furent leurs aides dans les sucreries. À partir de 1870, la

¹ M. Barnet, *Biografía de un cimarrón*, p. 20 et p. 18.

² M. Barnet, *Biografía de un cimarrón*, p. 35.

³ A. Morelet, *Voyages dans l'Amérique centrale, l'île de Cuba et le Yucatan*, p. 109.

généralisation de l'usage des centrifugeuses déplaça vers les champs 10 % de main-d'œuvre esclave occupée auparavant aux travaux de la purge. Duvergier de Hauranne remarqua ¹ en 1865 :

Les Noirs sont surtout employés aux travaux les plus grossiers : ils chargent les fourneaux, roulent les chariots sur les rails de fer. Il y a une hiérarchie et comme une séparation de caste entre les esclaves temporaires (les Chinois) et les esclaves à vie, nés dans la servitude et destinés à y mourir.

Qu'ils fussent désignés pour des travaux agricoles ou techniques, les engagés connurent une réalité hiérarchique jamais vécue par les esclaves. Ils furent les salariés les plus mal rémunérés des plantations. Ils purent constater que les journaliers blancs qui travaillaient à leurs côtés dans les usines et les champs recevaient 30 *pesos* par mois durant la récolte ² alors que leurs services étaient payés 4 *pesos* par mois. Dans les années 1850, des Blancs, propriétaires de lopins de terre ou sans emploi, acceptèrent, de plus en plus nombreux, de travailler dans les champs côte à côte avec les esclaves. La récolte de 1860 se fit grâce à l'aide de 41 661 ouvriers agricoles blancs ³ et cette année-là, la plantation *Flor de Cuba* où avaient été engagés plusieurs dizaines de Chinois, recruta 99 Blancs ⁴. L'expansion sucrière mettait en échec l'opinion qui voulait que seuls les Noirs pouvaient résister aux durs labeurs de la coupe de la canne à sucre sous le soleil tropical.

À la différence des esclaves, les documents et les témoignages des immigrés chinois ne laissent apparaître aucune différenciation entre eux selon les lignes occupationnelles ; seule la fonction d'autorité des chefs d'équipes semble avoir joué un rôle. L'organisation de la production intégra les colons au sein du groupe salarié des plantations les plaçant à un échelon inférieur à celui occupé par les Blancs. Les témoignages des immigrés permettent de constater que ce statut de salariés leur donna un cadre de regroupement volontaire ⁵ :

Nous étions 30 d'entre nous très mécontents parce que l'administrateur nous battait très sévèrement bien que nous eussions terminé notre temps d'engagement. Il fut informé que nous avions exprimé notre indignation de sa cruauté et il mit plus de dix d'entre nous aux fers, puis ayant corrompu les autorités, il se fit envoyer quelques gardes qui tuèrent quatre hommes...

Pourtant de nombreux conflits opposaient les hommes entre eux. Les vols entraînaient de violentes disputes, jamais portées à la connaissance des planteurs et des autorités mais sources de violence et de meurtres : suivant le journal *La Iberia*,

¹ E. Duvergier de Hauranne, "Cuba et les Antilles", *Revue des Deux Mondes*, n° 65, 1866, p. 636.

² C. Madán, *Llamamiento de la Isla de Cuba y la nación española*, p. 12.

³ R. de la Sagra, *Cuba en 1860 o sea el cuadro de sus adelantos en la población, la agricultura, el comercio y las rentas públicas, suplemento a la primera parte de la historia política y natural de la Isla de Cuba*, p. 96.

⁴ P. S. Foner, *Historia de Cuba*, p. 129.

⁵ *Chinese Emigration*, p. 136.

entre 1853 et 1860, on compta 210 assassinats perpétrés par des colons contre d'autres ¹. Les documents d'archives relatent de pareils incidents entre colons. En mai 1854, deux Asiatiques portèrent plainte contre leur patron. Une enquête fut ouverte et plusieurs Chinois travaillant pour le même employeur, témoignèrent contre les deux premiers, dont l'un fut ainsi décrit ² :

Manuel était très arrogant, joueur, vicieux, il fumait du tabac, de l'opium, prenait chaque nuit une solution d'opium et d'eau chaude et en outre escamotait l'argent de ses compagnons pour satisfaire ses vices...

2. Regroupements

[Retour à la table des matières](#)

Au sein des ateliers, les clivages occupationnels recoupaient des lignes de divisions tracées suivant les lieux de naissance et les usages des esclaves. Au sein des équipes de colons asiatiques, s'établirent d'autres lignes de division, celles opposant les hommes selon leur groupe d'origine en Chine.

A. Les *Naciones*

Les planteurs avaient toujours distingué les *bossales*, nés en Afrique, et les Noirs créoles, nés dans l'île. Cette distinction utile à la fixation du prix des esclaves ne donna lieu à aucun regroupement, mais elle fut reconnue et vécue dans les baraquements. Un jeune esclave créole narra les moqueries dont il fut l'objet ³ :

...je dormais dans un hamac, je dus apprendre à y dormir, plusieurs fois je tombai. Les autres riaient. Je n'étais pas né en Afrique, vous savez, où j'aurais pu apprendre ces choses. J'étais né à Cuba de parents esclaves...

Ils formèrent des *naciones*, qui regroupèrent les esclaves de toute l'île suivant leurs usages, leurs croyances et leurs langues. Cette coutume fut générale et reconnue des planteurs ; tout esclave porta un prénom catholique suivi de l'appellation de sa *nación*. Un marron recherché par son maître était mentionné dans les annonces de journaux sous le nom de José Gangá, Macario Carabalí, Rosa Lucumi.

Chaque *nación* comportait dans les villes les plus importantes de l'île, un conseil, le *cabildo*. Le *cabildo* était l'organe qui représentait tous les Noirs d'une même origine tribale ou géographique. Un des esclaves les plus âgés était désigné

¹ Biblioteca nacional de Madrid, *La Iberia*, 29 septembre 1860.

² Archivo nacional de Cuba, *Gobierno superior civil*, legajo 636, n° 20102.

³ A. Salkey, *Havana Journal*, p. 175, rapporté par.

roi par tirage au sort. Il portait le nom de commandeur ou capitaine ¹. Cette charge lui donnait un pouvoir absolu sur ses sujets durant un mandat de quatre années à la fin duquel il n'était pas rééligible. Il avait la garde des fonds constitués par des cotisations mensuelles des membres de la société, représentait les Noirs devant les autorités coloniales, constituant le seul lien politique qui unissait les esclaves au monde blanc. Il était l'ambassadeur de sa nation devant le gouverneur général. Personnage prédominant du monde esclave, sa mort était un événement et certaines associations conservaient la chronologie de leurs monarques respectifs. On parlait, en 1843 ² de la mort du roi Congo José Trinidad XXXV, qui connut un enterrement solennel dans la seconde ville de l'île, Santiago de Cuba.

Au sein des *naciones* étaient célébrés les cultes esclaves, organisés divertissements et danses et favorisée toute aide à l'affranchissement des membres. Un homme pouvait se libérer grâce à la générosité de son maître ou à ses économies mais il pouvait rarement racheter sa femme et ses enfants. Les sociétés servirent de banques de prêts. La lutte contre la condition d'esclave prenait d'autres formes que l'aide à l'affranchissement. Les esclaves isolés trouvaient conseils et directives auprès des *cabildos* s'ils avaient à se défendre des excès d'un maître trop cruel. D'autre part, des Noirs libres achetaient des esclaves par l'intermédiaire de ces associations qu'ils soutenaient clandestinement. Les *cabildos* servirent d'agences de vente aux esclaves. On pouvait lire dans les journaux de l'île des annonces telle que cette dernière ³ :

Une Noire *carabali* à vendre à 330 pesos.

Dans la maison qui est le *cabildo* des *Congos*, en face de la prison des *Pardos*, on trouvera des informations...

Des Africains furent ainsi vendus à des parents retrouvés ou à des amis affranchis, d'autres purent rechercher des maîtres appartenant à la même *nación* qu'eux : Margarita Cabrera, noire *carabali*, fut vendue à Manuela Muñoz, esclave *carabalí* libérée qui lui accorda sa liberté contre la somme de 300 pesos ⁴.

Les *cabildos* montrèrent leur attachement aux cultes africains en aidant les vieillards à racheter leur liberté. Les esclaves âgés étaient ceux qui conservaient la connaissance des rites et usages de la terre natale ⁵ :

¹ Suivant Fernández Ortiz, ces deux appellations proviendraient la première du système de travail auquel étaient soumis les esclaves, la seconde du vocabulaire militaire auquel les Africains étaient particulièrement attachés. F. Fernández Ortiz, "Los cabildos afrocubanos", *Revista bimestre cubana*, vol. XVI, n° 1, La Havane, 1921, p. 6.

² E. Bacardí y Moreau, *Crónicas de Santiago de Cuba*, p. 369.

³ F. Fernández Ortiz, "Los cabildos afro-cubanos", *Revista Bimestre cubana*, vol. XVI, n° 1, La Havane, 1921, p.16.

⁴ J. Pérez de la Riva, "Documentos para la historia de las gentes sin historia. Antiguos esclavos cubanos que refrescan a Lagos", *Revista de la Biblioteca nacional José Martí*, n° 1, La Havane, 1964. p. 39.

⁵ M. Barnet, *Biografía de un cimarrón*, p. 36.

...Les seuls qui n'avaient jamais de problèmes étaient les vieillards venus d'Afrique. Ils étaient différents et il fallait les traiter avec égard car ils savaient tout de la religion.

Les esclaves âgés devenaient les sorciers de la communauté esclave. La liberté de mouvement dont ils jouissaient, la possibilité de cultiver ou d'aller à la cueillette de plantes peu communes, le temps libre retrouvé leur permettaient de remplir ce rôle.

B. Les fraternités chinoises

[Retour à la table des matières](#)

Une ligne divisait le groupe chinois émigré à Cuba comme elle divisait la population du Guangdong celle opposant *Kèjia* et *Bendi* ("*Hakka*" et "*Punti*" en cantonais). Les premiers avaient quitté la vallée du fleuve Jaune et gagné à la suite de longues migrations les deux provinces méridionales de la Chine, Guangdong et Fujian¹. Les habitants traditionnels du *Guangdong* se dénommaient "*Punti*" pour s'opposer à ces nouveaux arrivés qu'ils désignaient du nom d'hôtes. La rivalité entre les deux communautés était légendaire.

Une mesure politique de la dynastie mandchoue au XVIII^e siècle avait donné son élan à l'émigration "*Hakka*" dans les districts *Hè Shān*, *Kāi Píng*., et *En Píng*² de la région méridionale de la province de Guangdong. Des terres y étaient disponibles et le gouvernement central cherchant à les mettre en valeur fit venir des familles "*Hakka*" pauvres vers 1730 ; tout au long du XVIII^e siècle et du début du XIX^e siècle un courant d'immigration "*Hakka*" vint repeupler ces zones. Traditionnellement, les "*Hakka*" étaient installés dans des districts plus septentrionaux de la province où la pression démographique se faisait sentir. L'extension des terres mises en culture par ces nouveaux arrivants menaça peu à peu les établissements "*Punti*", créant un antagonisme croissant entre les deux groupes. Des villages furent attaqués et pillés ; le conflit s'aiguisa avec la révolte des Turbans Rouges qui éclata en 1854. Souvent, les communautés villageoises "*Punti*" rallièrent les rebelles affiliés aux sociétés secrètes de la province. La capitale fut assiégée durant trois mois et les "*Hakka*" des districts, de *Hè Shān*, *En Píng* et *Kāi Píng* ne se joignirent pas aux insurgés. Considérés comme de fidèles sujets par les autorités locales, ils furent enrôlés dans les milices qui défendirent villages et bourgs contre les "*Punti*" rebelles. L'antagonisme entre les deux communautés prit des proportions sanglantes : tortures, meurtres, atrocités opposèrent "*Punti*" et "*Hakka*". Des établissements furent totalement détruits et leurs membres assassinés. Les "*Hakka*" durent aller chercher refuge dans des sites éloignés des champs de bataille. Certains survivants se regroupèrent en bandes de plusieurs milliers d'hommes armés et occupèrent une zone comprise entre la rivière

¹ G. W. Skinner, *Chinese Society in Thailand, an Analytical History*, p. 38. Migrations datées du V^e siècle.

² L. Wan, "Communal Strife in Mid-Nineteenth Century Kwangtung", *Papers on China*, vol. 19, East Asian Research Center, Harvard University, p. 91 et suivantes.

de l'Est et la mer où ils vécurent malgré les incessantes attaques des "*Punti*". D'autres encore demeurèrent dans les districts méridionaux d'où provinrent la majorité des émigrants chinois de Cuba.

L'intervention du gouvernement de Canton mit un terme momentané à ces rivalités, mais elle fut favorable aux "*Punti*". La résistance "*Hakka*" s'éteignit. Deux nouvelles colonies furent accordées aux survivants qui s'y regroupèrent. La lutte avait causé la mort de plus de 100 000 personnes. Telle était en ces années 1850-1866 la situation dans le delta des Perles alors qu'à quelques dizaines de kilomètres se déroulait le trafic dont les deux communautés étaient victimes. Souvent les "*Hakka*", faits prisonniers, furent vendus comme colons à Macao¹. La lutte entre les deux groupes ne s'éteignit pas à Cuba, où la majorité des émigrés venus du Fujian était "*Hakka*" et leur hostilité donna lieu à des incidents dont les plus frappants pour les Créoles furent les combats de rue.

Au début du mois d'octobre 1861, le lieutenant gouverneur de Matanzas donna l'ordre aux patrons de colons asiatiques d'interdire toute sortie à ces derniers le dimanche suivant. Un parchemin couvert de caractères chinois avait été découvert affiché sur le mur de la place du marché de la ville. Deux interprètes le traduisirent² :

Par cette lettre, les "*Punti*" invitent le plus vaillant des "*Hakka*" à se présenter au lieu désigné pour le combat où il rencontrera son adversaire.

Tout "*Hakka*" qui se rendra à ce rendez-vous trouvera lui aussi son adversaire. La lutte, s'ils le désirent, aura lieu à main libre, sans arme et les vainqueurs seront qualifiés d'hommes et les vaincus de sans honneur. Les "*Punti*" veulent démontrer aux "*Hakka*" qu'ils sont sans courage et simplement pleins d'une superbe que leurs actes ne justifient. Ce sont Chatun et Choisen, qui sont les chefs "*Hakka*", que les "*Punti*" voudraient jamais voir arriver les premiers à la bataille ; le premier est cuisinier du salon *Huertas*, et l'autre appartient à la raffinerie de don Juan Font. Les "*Punti*" sont de toute façon persuadés que les "*Hakka*" ne peuvent se battre avec eux pour établir leur supériorité et leur conseillent donc de continuer de vaquer à leurs tâches. Mais s'ils persistent dans leur intention de se battre, qu'ils sachent qu'ils trouveront des adversaires.

Cet avis était signé du groupe de colons "*Punti*" travaillant pour la compagnie des chemins de fer de Sabanilla. Les autorités firent une enquête. Un "*Punti*" avait été victime d'une tentative d'assassinat organisée par plusieurs "*Hakka*". Son groupe s'organisa afin de répondre à cette provocation. À leur tour, les "*Hakka*" invitèrent plusieurs des leurs, résidant à La Havane, à se joindre à eux. Les deux groupes devaient s'affronter un dimanche après-midi, à une lieue et demie de la

¹ W. F. Mayers, N. B. Dennys et C. King, *The Treaty Ports of China and Japan*, p. 26.

² Archivo nacional de Cuba, *Asuntos políticos*, legajo 53, n° 11.

ville afin de ne pas éveiller l'attention des autorités locales. Les colons asiatiques furent consignés ce jour-là et les combats n'eurent pas lieu.

Les contrastes régionaux se maintinrent aisément parmi les colons engagés à Macao. À leur entrée dans les baraques de la possession portugaise, ils devaient se grouper en équipes de dix hommes désignant leur chef. Cette institution des *ranchos* créée afin de faire peser sur des engagés la responsabilité de la discipline dans les baraques et à bord des navires, facilita les regroupements suivant les origines. De plus, ces *ranchos* faisaient l'objet de transfert au marché du *Cerro* ; dix émigrés de *Zhōng shān* pouvaient ainsi se trouver regroupés sur une plantation créole.

La première association chinoise fut le "*Kit-Yi-Tong*" ou "*Yat-Yi-Tong*", selon son appellation cantonaise, dite encore "l'Union" ¹. Fondée en 1867 par quatre colons cantonnais, elle réunit les "*Punti*" résidant dans la capitale de l'île. Quelques mois après, des engagés "*Hakka*" se regroupèrent en une autre société, "*Yi-Seng-Tong*", ou "*Gui Sen Tong*", en cantonnais, dénommée la "Seconde Alliance" ². Une troisième société fut créée afin de combattre ces particularismes et de réunir tous les sujets chinois, l'association "*Hen-Ti-Yong*" apparue en 1868. Elle porta le nom d' "Union des Frères" ou "les Frères" ³.

Ces trois regroupements chinois furent des fraternités secrètes. Aucun règlement interne de l'un d'eux n'a pu être retrouvé ; on sait seulement par les témoignages de fils de colons qu'une totale égalité régnait entre les membres à leur fondation, qui fut le fait de Chinois arrivés entre 1847 et 1852 et rapidement libérés du système de travail sous contrat à la suite de la courte récession des années 1857-1860. Devenus petits commerçants et artisans dans la capitale, ils mirent sur pied ces associations grâce à leurs fonds. Alors que les deux premières sociétés mettaient en avant les particularismes qui divisaient les colons, la troisième, dernière fondée, sembla insister sur l'union nécessaire des Chinois libres de tout contrat et des engagés. Ces trois regroupements étaient liés aux sociétés secrètes de la Chine du sud, de la province du Guangdong particulièrement. Un fils de colon écrivit ⁴ :

Les premières sociétés fraternelles chinoises créées à La Havane se rapprochaient, par la transmission de leur rituel et de leurs symboles, des groupes chinois similaires qui existaient dans les provinces méridionales de Canton, Kouangsi et Fukien (soit Guangdong, Guangxi et Fujian) et destinés principalement à combattre la dynastie mandchoue, afin de restaurer une dynastie nationale (chinoise). À leurs origines, à La Havane, ces mêmes groupes eurent, pour des raisons évidentes, à se préoccuper de

¹ Les phonétisations diffèrent suivant les auteurs qui rapportent l'existence des sociétés chinoises à Cuba. Aucune transcription en mandarin n'a pu être trouvée.

² Transcription possible en mandarin *Yi Shang Táng*.

³ Transcription possible en mandarin *Kěn Yi Táng*.

⁴ J. L. Martin, *De donde vinieron los Chinos, Jaca, Joló y los amoyanos en la vida cubana*, p. 16.

manière urgente d'un problème immédiat, celui de donner des moyens de subsistance aux hommes qui étaient décidés à ne pas souffrir sans fin l'oppression du système de travail sous contrat, leur chercher du travail, leur procurer un soutien furent leur mission capitale.

Suivant le même auteur, ces fraternités présentèrent une tonalité religieuse. Elles célébrèrent les rites de *Guan Gong* et de *Guan Yin*, affirmant leur parenté avec des sociétés secrètes du Guangdong. Il semble que les sociétés chinoises à Cuba furent des filles des Triades, dont elles reprirent certains principes.

Selon Frederic Wakeman ¹, l'apparition des Triades serait contemporaine de l'extension vertigineuse du commerce intérieur et extérieur au XVIII^e siècle dans les régions, jusqu'alors fermées de la Chine. Les hommes du Fujian étaient nombreux parmi ces commerçants. Partout où ils allaient, des organisations les accueillaient : des guildes, des associations régionales qui leur rendaient possible l'accès à des communautés locales. Wakeman indique aussi que ce furent initialement des loyalistes de la dynastie Ming, réfugiés à Taiwan, qui donnèrent naissance à la fraternité des Triades. La société secrète, opposée à la dynastie conquérante des Qing offrit une protection adéquate aux petits marchands, aux contrebandiers, aux soldats licenciés et aux petites gens qui cherchaient un emploi. Ces éléments sillonnaient des régions, telles que les provinces du Guangdong et du Fujian où les clans et associations locales, jalouses de leur pouvoir, leur auraient refusé le droit d'entrée. Les Triades purent recruter marchands, paysans pauvres émigrés vers les villes, coolies des ports, ouvriers, autant d'éléments mobiles et déclassés, rejetés par les communautés villageoises. Elles recrutèrent aussi au sein des groupes marginaux, bandits, pirates, contrebandiers d'opium, et l'on peut imaginer aisément leur implantation à Macao.

Dans la province du Guangdong où divers facteurs, dont la pénétration anglaise, désorganisaient la vie économique, les Triades dominèrent pendant de brèves périodes la vie des campagnes. Leurs activités étaient violentes : mise à contribution de villages, incitation à la révolte des paysans, pillage, racket. Le pouvoir des chefs de clans des propriétaires terriens et des autorités était mis en cause et défié par ces violences. Dans les années 1840, les chefs de villages reçurent l'ordre de mettre la main sur les chefs des Triades. S'ils n'y réussissaient pas, les tablettes de leurs ancêtres étaient saisies. Mais ne pouvant maîtriser les sociétés secrètes, ils temporisèrent avec elles, leur payant un tribut. Entre 1845 et 1850, les districts de *Shùn dé*, *Zhōng Shan*, *Nán Hai*, *Xin Hui* et *Sān Shui*, d'où provenaient des colons émigrés à Cuba, sont tous reconnus comme zone d'activité des "bandits locaux" ². La cour de Pékin s'alarma ; la province de Guangdong fut placée sous le système des *baojiā*, unités locales de défense. Peu à peu les sociétés

¹ F. Wakeman, "Les sociétés secrètes du Guangdong, 1800-1856", p. 90-91.

² F. Wakeman, "Les sociétés secrètes du Guangdong, 1800-1856", p. 101.

secrètes se retirèrent des villages pour se réfugier dans les zones montagneuses et une période de répit s'établit.

La guerre des Taiping éclata en 1850. La situation politique du Guangdong continua de se dégrader et les sociétés secrètes virent leurs actions favorisées. Leurs bandes quittèrent leurs refuges tandis que des milliers de réfugiés fuyant la guerre, affluaient vers Canton et les zones plus sûres du delta. L'attaque des Triades contre les clans recommença. Au printemps de 1852, des villages furent assiégés, dont certains à seulement quelques kilomètres de Canton. Alors que la traite des Jaunes à destination de l'Amérique latine et des Caraïbes s'organisait, des incidents chaque jour plus graves et plus sanglants opposaient autorités officielles et Triades¹. Les activités des Triades, auxquelles s'ajoutaient le banditisme dans les campagnes et les mouvements de protestation paysanne contre les levées d'impôts, alors que de mauvaises récoltes et des inondations affligeaient les districts du delta, firent de la province méridionale une zone de troubles incessants entre 1850 et 1854. Le gouvernement lançait en 1852 une offensive contre les Triades, qui imposaient des tributs aux fermiers établis à quelques minutes de Canton. Le district de *Dong Guan* fut pris comme exemple. Des villages suspects furent entièrement détruits, femmes et enfants tués. Ces erreurs politiques favorisèrent l'extension des idées développées par les Triades et en 1854, la capitale du district était prise par les rebelles. Tout le delta fut mis sur pied de guerre, sillonné par quatorze bandes rebelles différentes. Ce fut la révolte des Turbans Rouges au cours de laquelle "*Hakka*" et "*Punti*" s'affrontèrent. Des centaines de ramifications de sociétés secrètes se regroupèrent en confédérations afin d'attaquer les villes. Les "clans de la richesse" furent les premiers attaqués et leurs chefs enlevés contre rançon. Magistrats, notables locaux et lettrés s'enfuirent ; les fermiers aisés les suivirent. En août 1854, le delta était abandonné aux Turbans Rouges. Mais l'absence d'unité entre les rebelles, les rivalités ambitieuses de leurs chefs, l'inexistence d'un programme politique cohérent hormis le désir de restaurer la dynastie Ming détrônée depuis trois siècles, la réaction violente des autorités provinciales, et la mise sur pied de milices populaires contribuèrent à la défaite progressive des rebelles. La pacification commença dans le delta, avec l'aide de la force anglaise. En 1856, la révolte était terminée.

Les principes d'organisation des Triades furent conservés au sein des fraternités secrètes fondées à Cuba. Lors de leur initiation, les membres des Triades faisaient serment de fidélité mutuelle, d'obéissance et de silence. Ils devenaient membres d'une nouvelle "famille" où toute distinction de classe disparaissait, où toute relation par naissance ou par mariage devait être oubliée. La restauration des Ming avait été le but des Triades en Chine, mais les membres juraient aussi "loyauté et justice" "afin d'utiliser leur force à vaincre les oppresseurs et à extorquer les fonctionnaires gouvernementaux"². Tout membre était lié à ses "frères" par le

¹ P. Wakeman, "Les sociétés secrètes du Guangdong, 1800 1856", p. 106.

² W. Blythe, *The Impact of Secret Chinese Societies in Malaya*, p. 19.

secret, par un vœu de silence qui, rompu, entraînait des violences corporelles ou l'élimination physique. Ces fraternités secrètes furent des centres d'accueil. Mais elles eurent surtout pour but de soustraire les colons à leurs engagements, et de leur permettre de racheter leurs contrats grâce à des prêts. Elles servirent à protéger les colons enfuis contre la violence de leurs poursuivants, à leur trouver caches, argent, faux papiers et emploi. Elles affirmèrent leur vocation de centres cantonais en célébrant les fêtes des dieux populaires qui constituaient le panthéon des Triades.

Le refus de la condition de coolie ne fut pas seulement le fait des fraternités fonctionnant comme banque, et lieu de recrutement mais aussi de grand nombre d'hommes isolés. Il semble que l'esprit de lutte sociale des Triades, leur idéologie égalitaire, leur tradition d'illégalité et de combat violent contre une administration chinoise souvent corrompue et abusive ait pénétré l'esprit de plus d'un colon.

9

LA RÉSISTANCE

1. Les suicides

[Retour à la table des matières](#)

Le refus des Chinois d'accepter leur sort fut une source de frayeur pour les Créoles. La Commission Chin-Lan-Pin laisse ce constat :

Les dépositions prouvent qu'en dehors des coolies tués sur place et de ceux qui sont morts des suites de leurs blessures, un très grand nombre se donnèrent la mort en se coupant la gorge, en se pendant, en se noyant, en s'empoisonnant, en se jetant sous les roues des voitures ou dans les chaudrons de sucre bouillant et qu'ils font le sacrifice de leur vie en tuant leur surveillant... ¹.

Les pendaisons par groupes furent les suicides qui jetèrent le plus d'effroi dans les esprits créoles, et la vue de 14 cadavres se balançant aux branches des arbres de l'aire de la plantation *Dos Marias* un matin de décembre 1870, ne fut pas un cas unique ². Les colons solidaires les uns des autres, revêtaient leurs plus beaux habits et mettaient fin à leurs jours en se pendant aux poutres des sucreries, aux arbres, aux solives des baraquements ³ :

J'ai vu beaucoup de Chinois se pendre ; j'en ai vu deux qui s'étaient pendus avec la même corde dans l'endroit où on fait bouillir le sucre et j'en ai vu d'autres qui étaient morts de cette manière, dans les lieux d'aisance et les dortoirs.

Les témoignages des colons et les rapports de police montrent que l'empoisonnement par l'opium fut fréquent ⁴ :

¹ *Chinese Emigration*, p. 138.

² A. Chuffat Latour, *Apunte Histórico de los Chinos en Cuba*, p. 36.

³ *Chinese Emigration*, p. 173.

⁴ *Chinese Emigration*, p. 175.

Il y avait avec moi 22 hommes sur lesquels 2 se pendirent et 2 s'empoisonnèrent en avalant de l'opium parce qu'ils ne pouvaient endurer les mauvais traitements.

Les cas de suicides par empoisonnement ou pendaison furent également fréquents parmi les colons employés dans les villes. Le 17 juin 1855, dans le quartier San Juan de Matanzas fut découvert le corps d'un Asiatique. L'enquête apprit que le défunt travaillait pour une compagnie de chemins de fer. On conclût à la mort "par apoplexie provoquée par absorption excessive d'opium" ¹.

Cuba détint un taux élevé de suicides durant les années 1850-1860, sa population chinoise était à l'origine de ce triste privilège ² : pour 100 000 individus, on comptait 500 suicides parmi les Chinois, 35 parmi les esclaves et de 5 à 7 parmi les Blancs. Il est malaisé de savoir si les esclaves se suicidèrent moins fréquemment durant la période 1850-1880, car, maîtres absolus de leurs travailleurs noirs, les planteurs n'étaient pas obligés d'informer les autorités de leurs décès. Les esclaves, comme les colons, se pendaient aux arbres, fréquemment, ils utilisaient le *Chinacum Grandiflorum* et *Commocladia dentata* pour s'empoisonner ³. Ils avalaient aussi de la terre, ce qui provoquait une hydropisie mortelle. Parfois ils s'asphyxiaient volontairement, appuyant sur la glotte à l'aide de leur langue ⁴.

Cependant quelques phrases de voyageurs permettent de supposer que le taux de suicides des esclaves, durant la période des "bons traitements", fut moindre que durant les années 1820-1850.

Quand le fardeau des souffrances et des humiliations se fait trop pesant, ces hommes jaunes se tuent, ni plus ni moins, que des Blancs. Les Noirs n'ont pas acquis ce raffinement de la perversité ; leur race est plus résistante, et la plus obstinée à vivre du règne animal. Sous le fouet, sous les coups de bâton, on les voit s'accrocher à la vie avec une persévérance héroïque et émouvante. On peut détruire le corps du Noir à force de mauvais traitements, mais on ne peut épuiser sa force morale, ni affaiblir son amour pour l'existence misérable qui lui a été donnée [...]. Il n'en est pas de même des Asiatiques : chez eux le ressort est plus fin, plus fragile, plus vite brisé ; leur esprit méditatif et solitaire se représente les maux de leur condition jusqu'à ce qu'elle devienne intolérable. Leur ressource alors n'est pas la révolte et le massacre comme chez les Nègres à Saint-Domingue : la force, d'ailleurs, et le nombre leur manquent pour un tel remède ; c'est le suicide, moyen des faibles et des impuissants, suprême protestation des opprimés. L'exemple en est devenu si contagieux que l'importation de travailleurs chinois a failli être abandonnée ⁵.

¹ Archivo provincial de Matanzas, Palais de justice, 17 juin 1855.

² F. Bona, "El suicidio en Cuba", *La América*, 27 novembre 1866.

³ *Curamagüey* et *gua* en espagnol.

⁴ F. Fernández Ortiz, *Los negros esclavos, estudio sociológico y de derecho público*, p. 393.

⁵ Duvergier de Hauranne, "Cuba et les Antilles", *Revue des Deux Mondes*, n° 65, 1866, p. 164-165.

L'argumentation de Duvergier de Hauranne, qui écrivait en 1866, est peut-être inexacte mais elle met en évidence que les esclaves montraient moins de propension au suicide que les coolies. Un autre témoin, un esclave, rapporte la même situation vers 1870 ¹.

Ce que je crois être vraiment un conte, parce que moi je l'ai vécu, c'est que les Noirs se suicidaient. Avant, lorsqu'il existait des Indiens à Cuba, le suicide existait vraiment à Cuba. Ils ne voulaient pas être chrétiens et ils se pendaient aux arbres. Mais les Noirs ne faisaient jamais ça, parce qu'ils volaient et s'en allaient dans leurs terres natales. Les *Congos Musundi* étaient ceux qui volaient le plus. Ils disparaissaient grâce à des procédés magiques. Il y a des gens qui disent que les Noirs se jetaient dans les rivières, c'est faux. La vérité est qu'ils s'attachaient quelque objet à leur ceinture qu'ils appelaient *prenda* (gage) et qui était chargé d'un pouvoir magique. Ça, je le sais et c'est vrai.

Les Chinois ne volaient pas et ne voulaient pas rentrer dans leur patrie. Eux, s'ils se tuaient, ils se tuaient en silence. On les trouvait pendus aux arbres ou étendus morts sur le sol. Tout ce qu'ils faisaient, ils le faisaient en silence...

Les chiffres disponibles peuvent avoir une valeur significative : en 1862, on compta 173 suicides pour 34 828 colons ² et 129 suicides pour 370 553 esclaves ³. L'année 1862 ne fut en rien exceptionnelle, un journal espagnol rapporta que de 1853 à 1860, 900 coolies se donnèrent la mort, dont 802 en absorbant des doses massives d'opium ⁴. Les autorités coloniales, les trafiquants, les planteurs et le clergé catholique conclurent, sans apparente hésitation, que quelles que dures que fussent leurs conditions de vie, ces colons étaient dominés par les vices détestables du jeu et de l'ivresse de l'opium ⁵. José Antonio Saco ajouta ⁶ :

Les Chinois forment une race corrompue et perverse ; elle constitue l'un des plus grands fléaux qui se soit jamais abattu sur l'île.

¹ M. Barnet, *Biografía de un cimarrón*, p. 42.

² J. A. Saco, "La estadística criminal en Cuba", *La América*, 12 janvier 1864.

³ Archivo nacional de Cuba, Memoria del Censo de 1861-1862.

⁴ Biblioteca nacional de Madrid, *La Iberia*, 29 septembre 1860.

⁵ F. Erenchun, *Anales de la Isla de Cuba*, año de 1855, p. 783.

⁶ J. A. Saco, "La estadística criminal en Cuba", *La América*, 12 janvier 1864.

2. Indisciplines, revendications, assassinats

[Retour à la table des matières](#)

Le non-respect des clauses de leurs contrats incita les colons à exercer l'un des droits des ouvriers salariés : la grève. Seuls ou en groupe, ils refusèrent de remplir les tâches qui leur étaient prescrites ¹.

D'après le contrat j'avais droit à être vêtu, mais on ne me donnait pas de vêtements, conséquemment je refusais de travailler, mais je fus enchaîné et battu.

Dans la plantation *Socorro*, le 19 janvier 1854 ², 29 Asiatiques se refusèrent à travailler. Trois furent désignés comme responsables de ce refus, battus et mis en prison, les autres furent admonestés par le capitaine de police. Les gardes ruraux ou urbains intervinrent souvent afin de protéger surveillants et planteurs, ou de défoncer les portes des baraquements où les Chinois s'enfermaient en refusant de travailler. Dans la plantation *San Juan Bautista*, plusieurs Asiatiques s'étaient barricadés. La raison de cette grève avait été un geste de leur patron, qui avait infligé la peine des entraves à l'un des leurs ayant commis une faute dans son travail. Les Chinois décidèrent de ne pas aller aux champs le lendemain matin, exigeant la mise en liberté du colon maltraité. La police intervint et condamna à huit jours de prison les chefs du mouvement. Devant la menace des armes, les colons se rendirent aux champs, mais à leur retour, à huit heures du soir, ils exigèrent à nouveau la libération de leurs compatriotes ; sept d'entre eux furent punis de quinze jours de prison. Les quinze restants se retirèrent dans le *barracón* sans plus opposer de résistance ³. Les sentences ne furent jamais respectées, faute de fers et d'espace dans le baraquement ! Le patron de ces colons ne voulut-il pas, malgré les ordres de la police, perdre une vingtaine de travailleurs durant plusieurs jours ?

Les cas d'insubordination et de grève furent presque toujours causés par les mauvais traitements infligés aux coolies. En novembre 1853, dans une pièce de la plantation *Santa Rosa*, seize coolies travaillant sous les ordres d'un surveillant, abandonnèrent leurs tâches. Aucun ne parlait espagnol ; le surveillant se saisit de l'un d'eux et lui ordonna par maints gestes de continuer son labeur. Les colons restèrent en grève et réclamèrent la punition du surveillant accusé de brutalité ⁴. Les plaintes portaient sur la mauvaise qualité de la nourriture distribuée et sur le manque de vêtements. Lorsque satisfaction n'était pas donnée à leurs pétitions, les Chinois recouraient à d'autres moyens : l'incendie des champs de canne fut une des craintes des planteurs à la période de la récolte. Don Juan Poey dut renvoyer en

¹ *Chinese Emigration*, p. 120.

² Archivo nacional de Cuba, *Gobierno superior civil*, legajo 636, n° 20104.

³ Archivo provincial de Matanzas, documents non classés.

⁴ Archivo nacional de Cuba, *Gobierno superior civil*, legajo 636, n° 20084.

1872 dix-sept coolies trop indociles qui avaient mis à feu des pièces de sa plantation. Mais les actes les plus vengeurs des colons s'exerçaient contre les surveillants noirs qui les maltrahaient. Un esclave créole rapporta ¹ :

Ils tuaient même les surveillants, à coups de bâton ou de couteaux. Ils ne croyaient en personne, les Chinois. Ils étaient rebelles de naissance. Très souvent le maître leur allouait un surveillant de leur race afin qu'ils deviennent plus confiants. Ceux-là, ils ne les tuaient pas !

Un autre surveillant ne fut pas tué, mais défiguré ².

Quelques Asiatiques se rebellèrent dans une fabrique de cigarettes de la rue Figueras, ainsi qu'il a été écrit hier ; nous devons aujourd'hui ajouter que neuf infligèrent des blessures au surveillant [...] et que de plus, ils lui firent quelques marques sur la peau à l'aide d'un couteau sans pointe.

Les crimes et délits commis par les Chinois furent scrupuleusement enregistrés par les autorités de l'époque : tout colon "criminel" était une paire de bras pour les municipalités, les détenus devant travailler à leur service. Au cours de l'année 1856, prise comme exemple par les autorités, les délits des Chinois (11 pour 1 000 individus) furent des homicides, des blessures à autrui et des disputes ³. En 1855, on avait enregistré 407 crimes parmi les esclaves ⁴, soit 8 délits pour 1 000 individus. La comparaison entre la criminalité des colons et celle des esclaves est impossible, car les planteurs n'informaient pas les autorités des délits de leur main-d'œuvre esclave qu'ils préféraient "corriger" eux-mêmes. Quelques esclaves furent livrés à la police comme éléments trop indociles pour être contrôlés par leur maître. Les patrons de colons durent recourir à cette mesure de nombreuses fois ⁵ :

Fialo, propriétaire de la boulangerie *La Maquina* déclare devant nous qu'au nombre des Asiatiques qui travaillent pour lui se trouvent deux hommes, de noms *Mateo* et *Jacinto*, tous deux vicieux et arrogants, qui, abusant des bons traitements qui leur sont donnés, non seulement n'obéissent pas, mais essayent encore de persuader le reste de leurs compatriotes de suivre leur exemple [...]. Pour cette raison, je viens vous demander de conduire ces Asiatiques aux dépôts des marrons...

Ce patron préférerait perdre deux de ses employés plutôt que voir un matin l'ensemble de ses travailleurs chinois se soulever ou s'enfuir ⁶ :

¹ M. Barnet, Biografía de un cimarrón, p. 43.

² Archivo nacional de Cuba, la *Prensa*, 20 octobre 1860.

³ F. Erenchun, *Anales de la Isla de Cuba*, año de 1855, p. 783.

⁴ *Ibid.*, p. 246.

⁵ Archivo provincial de Matanzas, documents non classés, cas relatés par un patron de colons dans une lettre au colonel gouverneur de la province, 1869.

⁶ F. Erenchun, *Anales de la Isla de Cuba*, año de 1855, p. 784.

Les planteurs préfèrent souvent se défaire de l'employé considéré comme le plus indocile car ils connaissent d'expérience la solidarité des colons.

Les homicides perpétrés par les Chinois sont accompagnés en règle générale des circonstances suivantes :

1. ...ils sont collectifs ;
2. tous se reconnaissent coupables spontanément ;
3. aucun ne confesse qui fut l'auteur principal, qui en conçut le projet, qui poussa les autres à commettre le crime, qui donna le premier coup : ils se reconnaissent tous coupables de manière solidaire.

Des révoltes suivies d'affrontements avec la police espagnole eurent lieu. Suivant Don Urbano Feijóo de Sotomayor, les Chinois étaient prompts à se rebeller à cause de la "trop grande opinion qu'ils avaient d'eux-mêmes" ¹. Une de leurs révoltes fut ainsi décrite par un témoin ².

Les Chinois se rebellaient ; nus jusqu'à la ceinture, leurs corps bruns brillant au soleil, ils coururent avec une force sauvage le long de la route, et sautèrent le mur de pierre qui entourait le groupe des bâtiments de l'usine dont la maison du maître était le centre ; brandissant leurs houes de manière menaçante, criant comme des démons, ils lapidaient [...] le surveillant en fuite, qui, bien que leur donnant des rations complètes, n'accédait pas à leur demande d'une quantité illimitée de nourriture [...]. Voyant que les hostilités ne cessaient point, j'ordonnai à Zell de tirer ! Aussi étrange que cela puisse être, ils ne savaient rien d'un fusil et étaient seulement effrayés par un poignard ; aussi la présence de Zell, portant son espingole n'avait pas du tout intimidé cette foule furieuse. À mon ordre, il tira au hasard. Un des hommes reçut la charge dans la hanche et tomba par terre en poussant un grand cri !

Le surveillant eut la vie sauve ; voisins et policiers accoururent aux sons de la grande cloche que l'épouse du planteur s'était empressée de faire retentir. Les Chinois s'en furent à leurs baraquements, formèrent des groupes et commencèrent à s'éventer, attendant la sentence. Les soldats leurs coupèrent les longues nattes qu'ils portaient et elles furent vendues aux élégantes de l'île.

Toutes les rébellions ne se terminaient pas ainsi ; souvent le surveillant était tué et plusieurs colons blessés ou abattus. Des peines sévères étaient infligées, 20 à 30 ans de bagne dans la colonie espagnole de Ceuta ³. Hsieh-A-Kon raconta ⁴ :

Nous tuâmes à coups de couteau l'administrateur parce qu'il était cruel ; nous étions 24 et nous allâmes nous livrer nous-mêmes à la justice. Pour une dépense de 680 pesos,

¹ U. Feijóo de Sotomayor, *Inmigración de trabajadores españoles, documentos y memoria escrita sobre esta materia*, p. 52.

² E. Ripley Moore MacHatton, *From Flag to Flag, a Woman's Adventures and Experiences in the South during the War, in Mexico and in Cuba*, p. 172-174.

³ Archivo nacional de Cuba, *Asuntos políticos*. Des listes de ces Chinois forcés sont déposées.

⁴ *Chinese Emigration*, p. 158.

notre maître induisit les autorités à renvoyer 12 d'entre nous à la plantation ; nous refusâmes d'y aller et alors un officier de rang inférieur tira sur nous. Deux furent tués et 9 furent blessés. Nous sommes encore 22 en prison et nous nous y trouvons mieux que sur la plantation.

Aux suicides, incendies de cannes, assassinats d'administrateurs ou de contremaîtres, s'ajoutèrent les fuites des colons. Certains planteurs créoles se demandèrent parfois quelle était l'utilité réelle de cette immigration jaune, traître, indomptable, déloyale, paresseuse suivant leurs dires. L'un d'eux, le Marquis de Montelo, écrivit en 1864 ¹ :

Tout est allé mal avec les Chinois que j'ai engagés il y a un an ; de leur nombre total, 20 % sont perdus, soit suicidés, décédés ou enfuis.

3. Les fuites

[Retour à la table des matières](#)

Les esclaves disparaissaient,

... dans l'intention d'éviter de travailler durant quelques heures ou quelques jours mais point dans le but de s'enfuir définitivement ².

Rares, en ces années 1860-1870, étaient les esclaves marrons, qui gagnaient des zones montagneuses et boisées pour y demeurer. Rares furent aussi les colons qui s'abritèrent dans des sites sauvages pour y mener une existence solitaire. Le seul cas rapporté fut un échec. Le Chinois demeura plusieurs semaines hors d'atteinte, caché dans la forêt, évitant les hommes lancés à sa poursuite jusqu'au jour où il se blessa un pied en sautant un ruisseau. La gangrène gagna le membre, il fut rattrapé et conduit au dépôt municipal où il tenta par deux fois de se suicider ³.

Les Chinois s'enfuirent et comme les esclaves, furent pourchassés par des groupes armés, payés à cet effet. On put lire dans les journaux de l'île des annonces semblables ⁴ :

S'est enfui l'Asiatique *Cristobal*, appelé en son pays Chan Achat, de 28 ans environ, de haute stature et bien portant, les yeux particulièrement bridés, de peau blanche, cheveux courts. Il est habile et parle assez bien l'espagnol. Une gratification de 25 pesos sera offerte à qui le présentera ou donnera des précisions exactes sur le lieu où il se trouve. S'adresser au 77, rue Amistad...

¹ Biblioteca nacional José Martí, *Correspondencia inédita de José L. Alfonso*, 26 décembre 1866.

² Archivo histórico nacional de Madrid, *Ultramar-Cuba*, legajo 3555.

³ W.L.M. Jay, *My Winter in Cuba*, p. 234.

⁴ Archivo nacional de Cuba, *Diario de la Marina*, 20 avril 1871.

De telles annonces étaient aussi placardées ou publiées par les maîtres d'esclaves. À la différence des Noirs, les coolies durent payer sur leurs salaires les frais occasionnés par leur capture. Les enfuis devenaient souvent des délinquants afin de pouvoir survivre. Avant de désertir, ils volaient quelques objets qu'ils pourraient vendre. L'un d'eux quitta la plantation où il travaillait, emportant un cheval, une machette, un couteau et une once et demie de menue monnaie, et sa prévoyance lui suggéra d'emporter des vêtements, un hamac et un chapeau de paille¹. Pourvu de ce fardeau, il alla rejoindre des Chinois de la capitale qui le cachèrent et obtinrent pour lui de faux documents. La corruption de la police espagnole aidait les colons dans leur vie clandestine.

En 1872, 20 % de la population chinoise étaient considérés comme enfuis ; de ces 8 380 Chinois, 1 344 avaient été retrouvés et arrêtés². Le marronnage des colons fut le fait des zones sucrières de Matanzas, Cárdenas, Colón où les travailleurs chinois étaient les plus nombreux. Dans les années 1870, il fut habituel d'y voir un quart de la main-d'œuvre chinoise enfuie. Afin de mettre à profit cette main-d'œuvre inactive enfermée dans les dépôts municipaux, des contrats de six mois furent imposés aux Chinois marrons détenus. Or, souvent, les patrons des travailleurs révoltés ne venaient jamais les réclamer aux autorités si bien que les colons restaient au service des municipalités.

Les colons s'enfuirent aussi pour rejoindre les insurgés créoles. Ce geste politique de plusieurs milliers d'entre eux souleva un vent d'indignation.

4. Les colons *mambís*

[Retour à la table des matières](#)

Les Chinois s'incorporèrent aux rangs des insurgés et soutinrent la lutte contre l'Espagne et les grands planteurs. L'homme espagnol était à leurs yeux le fonctionnaire, le policier, le garde rural qui, chaque jour, entravait leur liberté. La présence de chefs Taiping³ favorisa cette incorporation. Les colons semblent avoir été attirés par les idées républicaines et nationalistes, mises en avant par les Mambís.

Il est de coutume de dire parmi les Chinois que les premiers colons de l'armée rebelle furent ceux de Manzanillo, suivis de ceux de Las Tunas, d'Holguin, de Santiago de Cuba, localités proches des sites des rebelles. Des colons désignés pour la construction de la *Trocha*, fortification élevée afin d'éviter la marche des insurgés vers l'ouest, gagnèrent les rangs *mambís*. Les rapports des chefs insurgés et les témoignages des *Mambis*, permettent de savoir qu'en 1869, un an après le

¹ Archivo nacional de Cuba, *Miscelánea de libros*, legajo 2761, letra AN.

² *Boletín de Colonización*, 15 octobre 1873.

³ J. J. Pastraña, *Los Chinos en las luchas por la liberación cubana, 1847-1930*.

début de la rébellion, les forces sous les ordres de Calixto Garcia, d'Ignacio Agramonte et d'autres fameux chefs de l'insurrection comprenaient des contingents de colons asiatiques. Certains comptaient des bataillons entiers de Chinois et lorsque le brigadier Sanguily fut fait prisonnier par les troupes espagnoles, la plus terrible insulte que crut lui adresser un sergent anonyme fut ¹ :

Il est incroyable qu'un homme d'une aussi grande valeur que la tienne puisse vivre dans les bois au milieu de tant de Noirs et de Chinois !

Les hommes de Guangdong et de Fujian furent courriers et éclaireurs, ils ravitaillèrent les troupes rebelles en médicaments, en vivres, en chaussures et en vêtements. Pour un soldat métropolitain, tout faciès chinois ressemblait à un autre. Aucun contrôle ne pouvait être fait de ces mouvements d'hommes qui, par ruse, refusaient de parler une langue qu'ils n'ignoraient pas toujours. La valeur militaire des colons asiatiques fut telle que des dizaines d'entre eux furent promus au rang de sergents. Au nombre des hommes sous les ordres de Maximo Gomez lors de l'invasion de la province de Camaguey se trouvait

le vaillant capitaine Juan Sanchez (Lam Fu Kin), homme d'une grande intelligence qui avait été soldat en Chine, lors de l'insurrection de Hong Shan Chong et qui connaissait la guerre... ².

Le savoir militaire, la discipline, l'habileté et le courage des colons *mambís* furent incarnés en la personne de Juan Anelay, devenu un des martyrs de la Guerre d'Indépendance de 1868. Fait prisonnier, attaché à un tronc d'arbre, il mourut sous les coups de bâton des soldats espagnols en criant *Viva Cuba libre* ³.

Les nationalistes rendirent hommage à cette participation des Chinois à leur lutte pour l'indépendance ⁴ :

La métropole décida d'importer des Chinois, utilisant à cet effet maintes duperies, [...] et croyant que les fils de l'Empire Céleste étaient moins instruits que les péninsulaires, et donc moins dangereux.

Mais combien elle s'est trompée ! Les Chinois, qui sont plus civilisés que la plupart des Espagnols qui viennent à Cuba, ont en grand nombre rejoint les fils de la révolution, opposant à la tyrannie espagnole la force de leur nombre, de leur intelligence et de leur esprit de juste vengeance qui les anime, contre ceux qui les arrachèrent à leur pays où ils étaient des hommes pour les convertir en esclaves.

¹ M. de la Cruz, *Episodios de la revolución cubana*, p. 211.

² A. Chuffat Latour, *Apunte histórico de los Chinos en Cuba*, p. 23.

³ G. de Guesada, *Mi primera ofrenda*, p. 130.

⁴ Archivo nacional de Cuba, Estrela de Cuba, New York, 9 mai 1870, Journal publié par les exilés cubains.

Ces faits inquiétèrent les autorités espagnoles. La population chinoise de la portion orientale de l'île connut un recul à partir de 1868. Un ordre royal du 27 avril 1871 mit fin à l'immigration jaune car les Chinois

... manquent à leurs engagements, se moquent des lois de l'hospitalité, perturbent l'ordre public, aident les ennemis de la nation et maintiennent dans un état de perpétuelle alarme les habitants de l'île... ¹.

La Commission chinoise de 1874 ne partagea en rien les avis des autorités et des insurgés. Ne désirait-elle pas admettre que des sujets chinois étaient des éléments de trouble ? Elle fit remarquer qu'un ordre royal de mai 1872 avait permis à nouveau l'immigration de travailleurs jaunes et que

les règlements de septembre 1872 conçus par la Commission centrale dans le seul but de retenir les Chinois à Cuba et de les induire à renouveler leurs engagements ne contiennent aucune provision indiquant la crainte de les voir participer à l'insurrection. En outre, les tableaux statistiques de cette même Commission montrent que sur 1 932 travailleurs envoyés à la tranchée de la *Trocha*, le point le plus rapproché des districts insurgés, 1 827 étaient chinois. Ce fait indique évidemment qu'on ne pensait pas nécessaire de prendre la moindre précaution à leur égard. D'ailleurs si leur présence nécessitait de telles précautions, pourquoi les propriétaires désirent-ils encore les amener en plus grand nombre à Cuba ² ?

À l'appui de cette thèse des fonctionnaires chinois, peuvent être avancés des témoignages de coolies ³ :

La rébellion se compose à Cuba de sujets espagnols soulevés contre le gouvernement espagnol ; dans bien des cas les planteurs qui sont passés aux rebelles ont essayé de décider les Chinois à se joindre à eux, mais ceux-ci ont refusé au risque d'être tués et s'ils ont été forcés d'y aller sont revenus aussitôt. On peut se convaincre qu'il y en a beaucoup qui ont agi ainsi. En outre, bien que la *Trocha* et des plantations soient près des districts occupés par les insurgés, nous n'avons pas entendu citer un seul cas, où un Chinois se soit sauvé de leur côté. On ne doit guère s'attendre à ce que les travailleurs chinois rendent le bien pour le mal, mais nés dans un pays où les principes du droit sont en honneur, ils savent refuser de se joindre à des personnes qui violent les lois et le bon ordre.

Ce témoignage de trente coolies fut, semble-t-il, choisi parmi de nombreux autres plus susceptibles d'offenser le gouvernement de La Havane. Il permettait d'opposer un démenti aux planteurs qui déclaraient que 10 % de leur main-d'œuvre jaune était passée aux rangs rebelles, soit 3 000 hommes. Les cas de colons se refusant à participer à la geste nationale cubaine ne peuvent en rien étonner, l'attitude des chefs rebelles à leur égard ne fut pas aussi généreuse qu'on aurait pu l'espérer. Les

¹ Archivo nacional de Cuba, *La Gaceta de La Habana*, 13 juin 1871.

² *Chinese Emigration*, p. 164.

³ *Ibid.*

représentants des rebelles réunis à Guaimaro le 24 février 1870 déclarèrent nuls les contrats des colons, mais ils décrétèrent que ¹ :

malgré l'absence de relations diplomatiques entre la Chine et la République cubaine (clandestine) et nonobstant la reconnaissance des droits civils des Chinois, les colons étaient soumis au recrutement.

La main-d'œuvre jaune après avoir servi les intérêts des planteurs de l'ouest devait servir ceux des planteurs de l'est de l'île.

Les convictions politiques et l'esprit de vengeance des colons pouvaient être ébranlés par une telle position comme l'avaient été ceux des esclaves. Parfois colons et esclaves d'une plantation attaquée par les rebelles étaient faits prisonniers et emmenés. James O'Kelly, seul voyageur à avoir pénétré les campements *mambís* en 1873 rapporta ² :

Nous pûmes contempler la masse sombre des édifices appartenant à l'usine, qui avait été détruite par les rebelles, lesquels de plus brûlent chaque année les récoltes afin d'empêcher les autorités d'en recueillir les fruits. Avant la guerre, la plantation *Santa Ana* comprenait quelque 400 esclaves, mais les insurgés en emmenèrent la majorité. Beaucoup d'entre eux furent capturés ou n'étant point favorables à la guerre revinrent d'eux-mêmes, de sorte que l'exploitation comptait 80 esclaves à l'époque de notre visite.

Des cas semblables furent cités par des colons qui avaient été faits prisonniers et s'étaient enfuis des lignes rebelles. Ils s'étaient livrés à la police dans l'espoir de retrouver leur liberté en récompense de ce geste favorable à l'Espagne mais, en majorité, ils furent conduits aux dépôts municipaux.

La résistance qu'opposèrent les immigrés à leur condition embarrassa les fonctionnaires chinois lors de leur mission en 1874. En effet, les motifs de cette résistance furent clairement exprimés par les colons ³ :

Les autorités ici sont des marchands ; certaines sont complètement sous l'influence des planteurs, et toutes ignorent les outrages commis contre nous. Elles ne font même pas d'enquête dans les cas de meurtre et de suicide [...]. D'un autre côté, le nombre de Chinois dans les dépôts (prisons municipales pour esclaves marrons) a beaucoup augmenté et la police fait des descentes de tous côtés dans le but de forcer les Chinois à signer de nouveaux contrats, ce qui est conforme aux désirs des planteurs et met les autorités à même de prendre une partie des gains des travailleurs. L'argent arrive vite et à grands flots dans les mains de ces autorités et des citoyens de fortune qui administrent les dépôts, car ils louent au dehors [...] selon leur bon plaisir, nos

¹ Archivo nacional de Cuba, El Cubano libre, año 2, n° 16, Guaimaro, 12 mars 1870.

² J. O'Kelly, *La tierra del Mambí*, p. 120.

³ *Chinese Emigration*, p. 163.

compatriotes réduits en servitude et devenus les serfs, *non pas d'un individu mais de toute une île et privés* de l'espoir de revoir jamais leurs familles.

Le mépris des colons pour le système créole fut affirmé à plusieurs reprises devant les fonctionnaires de la Commission d'enquête de 1874 ¹ :

À Cuba sur un espace de terrain de moins de 2 000 *li*, on trouve des milliers de prisons, des dizaines d'entraves de toute sorte et un chiffre innombrable d'êtres humains qui pleurent sans cesse, vivant dans l'injustice et la douleur, le corps déchiré et couvert de blessures, et cherchant la mort.

L'horreur que ressentaient les colons devant un tel système social les porta à réclamer l'abolition de l'immigration chinoise. Trois d'entre eux écrivirent aux envoyés impériaux ² :

Bien que les officiers, les marchands et les planteurs nous doivent tous beaucoup, ils nous torturent chaque jour ... ; ils refusent de nous traiter comme des êtres humains et nous vendent comme des esclaves, agissant envers nous comme si nous étions des bêtes brutes. Nous entendons dire que la Chine est maintenant unie par des relations amicales aux grandes puissances de l'Occident et que c'est à ces puissances qu'est due la suppression de la traite des Nègres esclaves. Pourquoi ne nous rendent-elles pas le même service ?

Malgré leur embarras, les fonctionnaires chinois durent conclure en 1874 ³ :

À Cuba, il n'y a pas de meilleure classe de Chinois, tous sont traités comme des esclaves et quelque nombreux que puissent être les cas où les lois peuvent dégénérer en tyrannie véritable et injustifiable, toute protestation est impossible. Privés de tout moyen d'y échapper, les hommes qui ont fini leurs huit années de contrat, de même que ceux qui ne les ont pas finies, n'ont qu'à se soumettre. L'avarice empêche les planteurs de respecter les clauses faites pour la protection des Chinois et la même raison induit les gardes et la police à ne pas manquer de mettre à exécution les clauses de nature contraire.

La résistance violente et active des émigrés, la prolongation des contrats, le rythme exténuant du travail, les châtiments physiques entraînèrent une forte mortalité de la population chinoise. Les planteurs créoles et les promoteurs de l'immigration africaine à Cuba étaient accoutumés à un taux élevé de mortalité parmi les esclaves. Entre 1820 et 1840, un Africain servait de cinq à huit ans sur une plantation, puis mourait d'épuisement ou de maladie. Après 1860, le taux annuel de mortalité fut estimé à moins de 5 % ⁴ ce qui fit écrire à une voyageuse américaine ⁵ :

¹ *Chinese Emigration*, p. 114-115.

² *Ibid.*, p. 161-162.

³ *Chinese Emigration*, p. 166.

⁴ D. Delmonte, *Escritos de D. Delmonte*, p. 133.

⁵ J. Howe Ward, *A Trip to Cuba*, p. 218.

La répression exercée contre la traite a causé une telle hausse des prix des Noirs qu'il est plus économique de préserver leurs vies [...] que d'exploiter leur travail durant huit à dix ans...

L'espérance de vie des esclaves âgés de 20 ans à leur arrivée à Cuba dans les années 1860, fut évaluée à environ trente ans ¹, celle d'un colon asiatique arrivé au même âge, à quinze ans ².

Un journal espagnol affirma ³ que 50 % des Chinois succombaient durant les premiers mois de leur arrivée dans l'île. Alors que commençait la saison des pluies, faute de connaître quelques bribes d'espagnol, les Chinois étaient affectés aux tâches ardues du défrichage des nouveaux champs à planter. L'épouse d'un planteur, ayant engagé de nombreux Chinois, décrivit leur épuisement physique à leur arrivée à La Havane ⁴ :

Après un voyage de plusieurs mois, entassés dans un espace réduit, nourris de rares rations de riz et de thé, ils n'étaient pas en condition physique pour travailler et pour supporter les averses qui avaient commencé à être quotidiennes ; aussi de légers travaux autour de la maison leur furent-ils assignés, et quand un malheureux d'entre eux frottait son estomac, commençait à rouler d'étranges yeux, ou se plaignait de la tête, il était immédiatement conduit à l'infirmerie et des médicaments lui étaient administrés. Après les longues privations sur les bateaux, et le changement de climat, ils étaient si voraces que, si l'on leur avait permis de manger autant qu'ils l'auraient voulu, ils se seraient rendus malades à en mourir.

Un autre voyageur américain rapporta que 75 % des Chinois mouraient durant les huit années de leur contrat ⁵. Les autorités créoles ne s'émurent pas de ce taux élevé de mortalité et le chiffre de 10 % de colons disparus par an sembla acceptable ⁶.

Donc, les Chinois existant dans l'île en cette année 1856 seraient au nombre de 13 139 si quelques-uns n'étaient pas décédés. Calculant leur taux de mortalité à 10 % à cause des risques majeurs que court leur existence avec l'acclimatation, les changements d'habitude, etc., et effectuant la soustraction de ce nombre, leur groupe reste réduit à 11 825.

¹ J. Ericson Eblen, *On the Natural Increase of Slave Populations : the Example of Cuban Black Population, 1775-1900*, Conférence sur l'esclavage, Université de Rochester, 9-11 mars 1972, p. 11.

² J. Pérez de la Riva, *Archivo nacional de Cuba*, p. 8.

³ "Demografía de los Culíes chinos en Cuba", tiré à part de *la Revista de la biblioteca nacional José Martí*, 1966, *El Reino*, 6 septembre 1866.

⁴ E. Ripley Moore MacHatton, *From Flag to Flag, a Woman's Adventures and Experiences in the South during the War, in Mexico and in Cuba*, p. 171-172.

⁵ J. O'Kelly, *La tierra del Mambí*, p. 100.

⁶ F. Erenchun, *Anales de la Isla de Cuba*, año de 1855, p. 783.

De 1847 à 1872, 117 230 Chinois arrivèrent à Cuba, en 1872, 58 400 étaient inscrits comme résidant dans l'île, dont 14 064 désignés comme "libres, naturalisés ou sujets étrangers" ¹. En l'espace de 25 ans, 50 % des engagés avaient disparu et aucun compte n'est fait des morts durant les traversées de Macao à La Havane. En 1860, Duvergier de Hauranne avait commenté ainsi la condition des Chinois à Cuba ² :

Ce sont des instruments de travail à qui la qualité d'habitant est niée.

¹ *Padrón general de colonos asiáticos*, Boletín de colonización, 15 octobre 1873.

² Duvergier de Hauranne, "Cuba et les Antilles", *Revue des Deux Mondes*, n° 65, 1866, p. 630.

10

L'HISTOIRE LIBÉRÉE

1. Les équipes de travail chinoises

[Retour à la table des matières](#)

14 000 colons avaient terminé leurs contrats en 1872¹. Suivant le règlement de 1860, ces Chinois devenaient des étrangers résidant sur le territoire d'une colonie de Sa Majesté d'Espagne et n'ayant à souffrir d'aucun préjudice pour leur condition passée. Ils pouvaient demeurer sujets de l'empire chinois ou être naturalisés espagnols après cinq ans dans l'île. À partir de 1873, date de la nomination d'un consul portugais à La Havane, ils purent obtenir un passeport portugais, suivant un traité entre Lisbonne et Madrid faisant des autorités consulaires portugaises les protecteurs des engagés et de Macao leur lieu de naissance reconnu.

Les Chinois libérés de tout engagement devaient obtenir le droit de résidence dans l'île ; il leur était accordé s'ils se convertissaient au catholicisme et obtenaient la recommandation de deux hommes blancs. Ces dispositions d'un décret du 31 décembre 1868 furent difficiles à appliquer. Les Chinois fraudèrent. Des colons libérés vendirent leur "lettre de domicile" à leurs compatriotes encore sous contrat. D'autre part, des faussaires chinois firent leur apparition, aidés dans leurs activités par l'avidité des cadres administratifs subalternes. Il suffisait d'acheter le silence d'un fonctionnaire pour obtenir un permis de résidence. Celui-ci donnait la possibilité à tout étranger de s'établir dans l'île, d'exercer la profession qu'il désirait et de jouir des droits concédés par Sa Majesté le roi d'Espagne à ses sujets. En retour, le nouveau résident devait renoncer à toute protection de son pays d'origine et obéir aux lois madrilènes. Ce permis était valable cinq ans, à la fin desquels son détenteur avait la possibilité de devenir sujet espagnol à part entière.

¹ Padrón general de colonos asiáticos, 1872, publié dans Boletín de Colonización, 15 octobre 1873.

Quelles étaient les occupations ouvertes aux Chinois ? Deux tableaux présentent la répartition des métiers suivant les lignes raciales, l'un pour la ville de Cárdenas, l'autre pour l'île, en 1861 ¹ :

Professions	Cárdenas		Cuba	
	Blancs	Couleur	Blancs	Couleur
Ecclésiastiques	8		779	
Employés	196		4 933	
Militaires	518		22 527	
Propriétaires terrains	465	2	16 544	1 302
Commerçants	1 228		26 204	343
Fabricants	182	15	915	180
Ouvriers artisans	3 036	259	99 688	77 705
Journaliers	2 857	6 429	20 123	39 865
Paysans (petits)	7 450	14 749	156 051	214 457

Il ressort de ce tableau que le groupe blanc détenait à la fois les hautes charges administratives, militaires, commerciales et la propriété de la terre. Les éléments de couleur s'affirmaient comme paysans, artisans et journaliers. Antonio Saco ² remarquait à l'époque que tous les labeurs étaient dans les mains de gens de couleur et de Blancs pauvres.

Recoupant cette hiérarchie occupationnelle entre grands Blancs, petits Blancs et gens de couleur, existait une autre division. Les hautes charges, le commerce, les fortunes foncières, le secteur bancaire étaient aux mains des Espagnols. Les professions libérales, l'artisanat étaient le propre de Créoles tandis que les immigrants originaires des îles Canaries se distinguaient par leurs talents de paysans. Les arts mécaniques, les activités requérant une formation technique, le petit commerce revenaient aux immigrants européens : Anglais, Français, Italiens, Américains du Nord. On trouvait aussi parmi les boutiquiers de nombreux natifs de la Galice, immigrants pauvres des années 1860.

Toute profession exercée par les Espagnols, les Créoles riches ou les immigrants américains et européens était interdite aux Chinois. Ne leur étaient accessibles que les métiers exercés par les Noirs libres et les petits Blancs. Le tableau 4 ci-après des commerçants et artisans d'une juridiction peuplée de colons libérés, telle Cárdenas entre 1858 et 1862, apportent des précisions ³. En 1861, Cárdenas comprenait 57 987 habitants dont 27 448 esclaves noirs et 5 420 Chinois libres ou sous contrat ⁴.

¹ G. A. Chavez, *Historia de la jurisdicción de Cárdenas*, p. 527.

² J. A. Saco, *Papeles sobre Cuba*, p. 216.

³ G. A. Chavez, *Historia de la jurisdicción de Cárdenas*, p. 540-544.

⁴ *Ibid.*, p. 525-535.

Tableau 4
Commerçants et artisans de Cárdenas

Activités	Blancs	Couleur
Administrateurs	94	
Argentiers	15	
Avocats	8	
Barbiers	9	3
Bergers	148	
Blanchisseuses	233	153
Bouchers	7	1
Boulangers	35	2
Chapeliers	8	
Charbonniers	215	25
Charpentiers	512	59
Charretiers	234	18
Chaudronniers	18	3
Cochers	0	8
Constructeurs de bateaux	36	
Contremaîtres	197	
Cordonniers	102	26
Couturières	331	72
Cuisiniers	9	2
Écrivains publics		
Ferblantiers	15	3
Forgerons	50	2
Horlogers	5	
Importateurs grands fabricants	420	
Machinistes des sucreries	153	
Maçons	224	55
Maîtres sucre	281	
Majordomes	153	
Marins-pêcheurs		52
Médecins	30	
Modistes	6	3
Musiciens	18	12
Ouvriers du tabac	131	39
Paysans		2 413
Pharmaciens	9	
Potiers	9	
Propriétaires de sucreries	176	
Tailleurs	34	31
Tisseuses de chapeau	172	2
Tonneliers	37	4
Tuiliers	20	2
Vendeurs ambulants	37	
Vendeurs sur marché	14	

Les métiers exercés par les Noirs affranchis étaient ceux de charpentier, maçon, tailleur, cigariier, charbonnier, petit paysan. Les femmes de couleur étaient blanchisseuses ou couturières. Les Chinois furent maçons, charpentiers et

charbonniers. Une de leurs activités favorites au XX^e siècle, la blanchisserie, ne leur fut pas possible au XIX^e siècle : elle était l'apanage de femmes de couleur qui acceptaient de rendre leurs services à domicile. Les Chinois ne purent se consacrer que rarement aux activités artisanales où le savoir était transmis suivant les lignées familiales. Le transfert de main-d'œuvre esclave vers les canneraies durant les années 1859-1870 les favorisa, ils prirent les postes des esclaves et furent employés par les municipalités comme éboueurs, cantonniers, allumeurs de réverbères. Le manque de force de travail obligea les patrons à les utiliser comme dockers, cigariers, cuisiniers, domestiques, tâches qu'avaient déjà remplies quelques colons.

Mais la majorité des Chinois intégra des *cuadrillas*, ou équipes de travail, composées d'hommes libres obéissant aux ordres d'un chef qui louait leurs services contre redevance. Ce chef d'équipe était un intermédiaire qui mettait à profit sa connaissance de l'espagnol, ses liens avec des administrateurs de sucreries, de mines, d'entreprises de construction de bâtiments, et de compagnies de chemin de fer. Les hommes de ces équipes menaient une existence communautaire, partageant les frais de logement et de nourriture. Des colons sous contrat étaient recrutés par les chefs d'équipe, les *cuadrilleros*, qui utilisaient les services de faussaires afin de munir ces hommes de "lettres de domicile". À partir de 1870, de nombreuses descentes de police dans les logements de Chinois visèrent à mettre à jour ces procédés illégaux. Un Chinois témoigna en 1874 des pratiques des policiers créoles ¹.

Si la lettre de domicile était accordée et si le Chinois voulait rester dans l'île, il devait se procurer un autre document, *cedula*, coûtant environ plus ou moins 10 *pesos* et devant être renouvelé chaque année. La perte de ce document ou quelque retard à le renouveler entraîne des peines sévères. En outre, pour tout voyage d'une ville à une autre, il faut un passe. Un médecin ne peut pas exercer son métier sans un passe semblable, et il ne lui est délivré que s'il paie certains frais [...]. Lorsqu'enfin nous possédons ces documents, nous avons constamment à les exhiber à tout garde qui veut les examiner ou à la police qui vient fouiller nos maisons ; alors on prétend souvent qu'ils sont faux, on les déchire et on nous conduit de force à la prison ou au dépôt, où on nous met des fers aux pieds et au cou et on nous oblige à travailler pour le gouvernement.

Souvent, ces visites avaient aussi pour but le vol ² :

La police et les différents officiers subalternes s'engraissent à nos dépens et sont plus voraces qu'un ver à soie qui dévore des feuilles. Ils entrent constamment dans nos logements, fouillent même nos lits, nous accusent de violer la loi et d'avoir volé les objets qu'ils nous prennent et alors on nous dépouille de tout ce que nous avons, mobilier et argent.

¹ *Chinese Emigration*, p. 167

² *Chinese Emigration*, p. 167.

Les planteurs n'acceptaient qu'avec réticence de payer plusieurs dizaines de *pesos* à des hommes qu'ils auraient pu engager pour 4 à 6 *pesos* mensuels. Le marquis de San Miguel écrivit à plusieurs reprises dans le journal *El Diario de la Marina* afin de mettre en garde les planteurs contre ces équipes de Chinois. Dans l'un de ces articles, il félicita les autorités de leur insistance à poursuivre les membres des *cuadrillas* ¹ :

Le gouverneur de Colón nous a donné la clé pour lutter contre ce mal [...] il a été le premier à commencer la croisade contre les dénommées équipes d'Asiatiques, qui sont et seront toujours une des plus grandes disgrâces de ce pays. En effet, elles se composent en général de colons enfuis, colons vicieux et corrompus qui se joignent à ces équipes non seulement pour y travailler en tant qu'hommes libres, oubliant leur devoir sacré de remplir leurs contrats, mais encore pour y gagner 25 *pesos* au lieu des 4 mensuels qui leur sont assignés.

Il demanda aussi que soit accentué le contrôle des mouvements des chefs d'équipes, les *capataces*.

Ces équipes permettaient aux colons libérés de demeurer dans l'île et offraient à certains des possibilités d'enrichissement. Le manque de main-d'œuvre se faisait surtout sentir dans les zones sucrières. Dans les villes, dans les ports, les Chinois se heurtaient à la concurrence des ouvriers blancs ou de couleur qui contre des salaires identiques accomplissaient les mêmes travaux. Seulement un petit nombre d'entre eux put obtenir des emplois urbains. La plupart se tournèrent vers les emplois agricoles souvent refusés par les hommes libres. Là, la concurrence était moindre. Les chefs des équipes de colons furent parmi les premiers à se libérer de leurs contrats, car ils recevaient des salaires supérieurs et ils purent racheter leur liberté. Ils surent exploiter la situation du marché de l'emploi de l'île et créer leurs propres équipes, permettant à des colons enfuis de trouver travail et protection contre les poursuites policières. Des colons libérés venaient s'intégrer à ces équipes. Les planteurs se trouvaient encore une fois face à une situation insoluble. Ils ne possédaient pas l'appareil policier nécessaire au contrôle des mouvements de plusieurs milliers de Chinois, enfuis ou libres, et ils devaient accepter les offres des chefs d'équipes qui provoquaient la hausse du prix de la main-d'œuvre agricole. Ce système d'équipes présentait cependant un avantage pour eux ; ils y trouvaient l'appoint de main-d'œuvre nécessaire en période de plantation, de récolte ou de désherbage.

Refuge pour les colons enfuis, source d'emploi pour les colons libérés en butte à la concurrence des ouvriers créoles, les *cuadrillas* permettaient à leurs chefs d'accumuler un pécule, aussitôt utilisé à des fins commerciales. Ces sommes étaient faibles comme le témoignage d'un chef d'équipe le laissa voir en 1874 ².

¹ Archivo nacional de Cuba, Diario de la Marina, 12 avril 1870.

² *Chinese Emigration*, p. 157.

ayant ma *cédula*, je procurai au propriétaire d'une plantation 20 travailleurs qui tous possédaient ce document, mais la police m'accusa d'engager des gens qui n'avaient pas fini leur temps de contrat et je fus arrêté. On me prit 70 *pesos* en or et 200 en papier et on m'en demanda 200 de plus pour me relâcher...

Les émigrés chinois, à la différence des esclaves affranchis et de nombre d'éléments de couleur libres, savaient "comment faire travailler leur argent" suivant l'expression utilisée par Maurice Freedman dans une courte note sur la connaissance qu'avaient les Chinois de la pratique de l'emprunt et de l'endettement¹. Ils considéraient une dette comme un moyen de s'enrichir. Freedman rappelle la coutume répandue parmi toutes les couches de la population chinoise des associations de prêt, fonctionnant comme des organes de crédit mutuel. Une dizaine d'hommes versaient chaque mois une somme à une caisse commune qui se trouvait à la disposition des membres à tour de rôle. Les fils de colons rappelèrent dans leurs écrits² la présence d'associations de *cuadrilleros* pratiquant cette forme de prêt. Restaurants, boutiques vendant poissons, gâteaux, fruits et légumes furent rapidement ouvertes par d'anciens colons dans les années 1860-1870. Les quelques *pesos* utiles à ces établissements classés "de dernière catégorie" et ne menaçant pas ceux des commerçants créoles et espagnols pouvaient être collectés par un ancien colon auprès des chefs d'équipes ou même auprès d'autres Chinois. Cependant, les cas de colons devenus petits commerçants furent peu nombreux : la juridiction de Cárdenas qui comptait en 1871, 40 % des colons libérés de leurs contrats, soit 3 394 individus, comprenait 112 commerçants de race chinoise. La liste des passeports demandés par 32 sujets chinois en 1872 dans la ville de La Havane montre qu'un seul d'entre eux était commerçant. Mais peut-être les détenteurs d'établissements commerciaux n'étaient-ils pas enclins à retourner dans le pays natal³ ?

D'autres exercèrent maints petits métiers n'exigeant aucun capital : fripiers, ramasseurs d'os pour la fabrication de boutons et de colle, revendeurs de détritiques, d'objets usés, vendeurs ambulants. Ces derniers étaient liés à des groupes de jardiniers établis près des villes sur des terres délaissées riveraines de cours d'eau. La zone d'habitat chinois de la capitale de Pile illustre cette répartition de leurs occupations. Les rues Animas, Virtudes, Zanja y Reina constituèrent le secteur le plus dense de peuplement chinois de La Havane. Là, les anciens colons employés dans des équipes de construction des bâtiments du quartier s'établirent aux côtés des jardiniers qui mettaient à profit les terrains arrosés par l'aqueduc royal (*Zanja Real*). Ils constituèrent un périmètre d'habitat qui devint quelques années plus tard le quartier chinois de la capitale, entre le quartier noir de Jésus Maria et une zone résidentielle blanche. Est-ce pour cette raison que la mémoire populaire semble

¹ M. Freedman, "The Handling of Money, a Note of the Background of Economic Sophistication of Overseas Chinese", *Man*, avril 1959, n° 88/89, p. 64.

² A. Chuffat Latour, *Apunte histórico de los Chinos en Cuba*.

³ Archivo nacional de Cuba, *Cartas de naturaleza*, n° 3227.

n'avoir retenu des colons asiatiques que l'image du Chinois de La Havane portant palanches et paniers remplis de fruits, légumes et fleurs auprès du grand marché de la ville *el mercado del Tacón* ? Dans les villes de l'intérieur de l'île, ce fut l'image de l'aubergiste qui demeura ¹ :

Placetas connut toujours une grande colonie chinoise provenant des nombreuses sucreries des alentours. Presque tous avaient été colons et se dédiaient ensuite au commerce et à des petits métiers. Ils utilisaient les noms de famille de leurs anciens maîtres ou contremaîtres, tout comme les anciens esclaves noirs. Les Chinois les plus connus et les plus populaires de Placetas coloniale furent principalement aubergistes (*fondistas*) et boutiquiers.

1873, Cárdenas, activités commerciales des colons libérés.

Commerce	Chinois	Blancs	Gens de couleur
Aubergistes	3	2	
Barbiers	3		
Billards (salon de)	1	32	
Bouchers 3 ^e classe	7	14	2 (1 Noir, 1 Mulâtre)
Boulangers		uniquement	
café-cantine	12	11	
Charpentiers		uniquement	
Cordonniers	1	6	
Chapeliers		uniquement	
Cigares (vente)	1	7	
Confiseurs 2 ^e classe	15	5	1 (Mulâtre)
grossistes		uniquement	
importateurs		uniquement	
maçons		uniquement	
Marionnettes (exhibition)	1		
Restaurateurs (3 ^e classe)	16	17	
Revendeurs marché fruits, légumes		12	
Revendeurs liqueur		uniquement	
Revendeurs meubles		uniquement	
Revendeurs soie		uniquement	
Quincailliers		uniquement	
Revendeurs tabac (3 ^e catégorie)		6	2 (Mulâtres)
tailleurs	2		21
<i>Tienda mixta</i> (épicerie)			
1 ^{re} classe	5	48	
2 ^e classe	8		4 Noirs
3 ^e classe	7	115	
Vendeurs ambulants	6	52	3 (Noirs) 1 (Mulâtre)

Le tableau ci-avant ² des commerçants de la ville de Cárdenas, principale zone d'implantation de main-d'œuvre chinoise montre que les boutiques des anciens

¹ J. A. Martínez Fortún, *Monografías históricas de Placetas*, p. 126.

² Archivo nacional de Cuba, *Miscelánea de libros*, legajo 110, letra H.

colons étaient souvent des postes de légumes et des cantines. Cette activité peut être liée à la présence des jardiniers dans les environs de la ville

Aux stéréotypes concernant les Chinois, vint se superposer l'image du Chinois riche, revêtu de son traditionnel costume de soie, parlant une langue occidentale et vendant des objets importés de Chine. À partir de 1870, attirés par la nouvelle prospérité de quelques commerçants chinois et l'apparition d'un marché intérieur insulaire suscitée par l'abolition progressive de l'esclavage et l'accroissement des ressources monétaires au sein des classes salariées créoles, quelques centaines de sujets chinois immigrèrent à Cuba.

2. Les marchands chinois

[Retour à la table des matières](#)

À partir des années 1870, aux colons libérés survivant misérablement dans les bas quartiers de La Havane s'opposa un groupe restreint de grands marchands qui frappa l'esprit des Créoles par son luxe, son raffinement et l'exotisme de ses mœurs. Suivant les témoins de l'époque, ce groupe créa un circuit de distribution de produits chinois et mit en place banques, sociétés et journaux. Il existe aux archives de Matanzas la liste de passeports de 89 Chinois arrivant des États-Unis, d'Espagne et du Mexique en 1872¹. Les listes de passagers arrivant dans l'île durant 1870-1880 ont disparu. Cependant, les registres de commerce de ces années font apparaître la création de commerces chinois nécessitant un important capital (quelques dizaines de milliers de *pesos* de l'époque).

Ce second courant d'immigrants, de moins de 1 000 individus fut composé :

- de gérants ou envoyés de grandes maisons de commerce de Hong-Kong,
- de marchands enrichis de San Francisco,
- de fils de marchands du delta de Canton éduqués en Occident,
- de coolies de Californie et du sud des États-Unis fuyant la vague de racisme sévissant contre eux dans les États de la Confédération,
- de Chinois passant de l'Amérique centrale à Cuba.

L'arrivée des nouveaux immigrants changea l'image du groupe. Dès lors, les Créoles distinguèrent "ceux de basse extraction qui contaminent les mœurs de notre pays" et ceux "qui appartiennent aux familles les plus aisées de Chine, qui possèdent une culture étendue, parlant trois ou quatre langues, et qui sont dignes de notre respect"². Les marchands chinois de Californie ne risquèrent leurs capitaux sur le territoire cubain qu'après 1870, lorsque le nombre de colons libérés fut suffisant pour alimenter leurs circuits commerciaux. Ce ne sera en fait que

¹ Archivo provincial de Matanzas, *Liste de passeports*, 1871-1872, documents non classés.

² R. de Perseverancia, *Los Chinos, su charada*, p. 1.

lorsque la moitié de la population chinoise aura été libérée du système de travail sous contrat que ces capitaux chinois seront investis à La Havane et dans les villes de l'intérieur.

Au mois de mars 1870, s'ouvrit à La Havane la première maison de commerce chinoise. Ses propriétaires, au nombre de trois, apportèrent un capital de 50 000 *pesos* de l'époque (environ 75 millions d'anciens francs). Lay Weng, Yong Shan et Lam Tong étaient banquiers. Les activités de la maison portèrent sur l'importation de produits d'Asie : drogue, produits alimentaires, médicaments et objets divers en provenance de Canton ou de Hong-Kong ¹.

À la suite de cette maison d'import-export, s'ouvrirent dans les zones d'habitat chinois, des établissements commerciaux assurant la distribution des produits débarqués à La Havane : Matanzas, Cárdenas, Jovellanos, Colón, Sagua la Grande connurent dès septembre et octobre 1870 ² des grands magasins chinois ravitaillant les colons libérés. Les chefs d'équipe furent les intermédiaires entre les magasins d'approvisionnement et les péons chinois. Ils devinrent les distributeurs des produits importés par les nouveaux marchands. Certains d'entre eux, 4 exactement, acquirent une telle fortune qu'ils purent devenir planteurs à leur tour pendant les années 1875-1880.

15 négoces au capital supérieur à 30 000 *pesos* de l'époque (soit plus de 45 millions de francs anciens) dont 12 à La Havane ³ possédaient un réseau de succursales à l'intérieur de l'île qui fonctionnaient avec un capital approximatif de 5 000 à 20 000 *pesos* (soit 7,5 à 30 millions d'anciens francs). Ces marchands chinois ne purent jamais rivaliser avec leurs homologues espagnols qui détenaient le monopole des relations commerciales de l'île avec les autres nations. Ils durent se résoudre à créer un réseau de liens commerciaux avec la Chine portant sur des

¹ Il est aisé d'imaginer deux voies au trafic entre la Chine et Cuba : l'une aux mains des marchands chinois, passant par le Japon, San Francisco ou Vancouver, le canal de Panama et La Havane, l'autre aux mains des marchands anglais et chinois, suivant l'itinéraire des bateaux de coolies, îles de la Sonde, cap de Bonne Espérance, Cuba puis l'Angleterre. Cette dernière était l'un des principaux pourvoyeurs de marchandises de Cuba. Peut-être pourrions-nous imaginer un trafic triangulaire suivant lequel l'Angleterre transportait de Cuba à ses ports sucre et miel antillais, chargeait des produits nationaux à destination de Hong-Kong et de Canton d'où des navires affrétés par des compagnies chinoises assuraient l'approvisionnement des maisons de commerce chinoises de La Havane. Les deux hypothèses peuvent être avancées mais ne peuvent être vérifiées faute de documents et de témoignages. Ayant été consulté à ce propos, le professeur Lyman ne put nous faire parvenir aucun renseignement utile : les archives dépouillées par lui-même lors de son étude des communautés chinoises de San Francisco à la fin du XIX^e siècle (*The Structure of Chinese Society in the 19th Century America*, unpublished Ph. D. dissertation, Berkeley, University of California, 1961) ne mentionnaient pas de relations entre les colonies chinoises de Californie et de Cuba. La seconde voie de trafic paraît la plus probable.

² A. Chuffat Latour, *Apunte histórico de los Chinos en Cuba*, p. 35-36.

³ L'un à Santiago, servant de magasin et de banque, un autre à Sagua et un dernier à Camaguani.

produits inconnus dans l'île. Ce circuit parallèle se développa sans obstacle, les compagnies espagnoles ne s'y intéressèrent guère faute, semble-t-il, de liens directs avec la Chine depuis que Hong-Kong avait supplanté Macao. Des banquiers chinois de San Francisco jetèrent les bases de ce commerce d'importation de marchandises utiles aux péons chinois. Le capital de Hong-Kong, qui avait trouvé emploi jusqu'alors en Californie, transféra une part de ses actifs à Cuba, créant en 1872 la maison de commerce "Yan Wo Chang" qui ne comprit que des employés d'origine insulaire. Son capital fut évalué à 80 000 *pesos* (soit 120 millions de francs anciens). La firme de Hong-Kong "Yan WO" ¹, dont le capital était estimé à un million de *pesos* (soit plus d'un milliard d'anciens francs) semble avoir adopté les méthodes des maisons anglaises installées en Chine : elle se créa un corps de personnel autochtone afin de faciliter les relations avec les autorités du pays d'accueil. Le chef du service d'importation et des douanes était créole, le chef du personnel des docks l'était aussi. Le représentant de la firme à La Havane était originaire de *Nán Hǎi* et avait suivi des cours commerciaux aux États-Unis avant de prendre possession de son poste. La maison "Yan Wo" fit office de banque.

On ne peut citer ici toutes les sociétés d'importation qui s'établirent à La Havane ; elles furent plus ou moins importantes et influentes, mais toutes possédèrent la même vocation : approvisionner le groupe chinois, suivant deux canaux, les succursales et les *cuadrilleros* enrichis dénommés alors *contratistas*. Le lien entre le circuit commercial mis en place par les *contratistas* et le développement des maisons de commerce de La Havane fut mis en évidence en 1885. La récolte sucrière de 1884 fut vendue à bas prix, mais les propriétaires de magasins chinois avaient accepté, durant toute l'année, les ordres de paiement délivrés par les planteurs aux *contratistas*. Ces ordres ne furent jamais validés et les maisons de commerce chinoises connurent des désastres financiers. Chuffat cite l'exemple de la maison "Wing Shong et Cie" de La Havane qui perdit dans la zone de Sagua la Grande quarante mille pesos (soit 60 millions de francs anciens) et dans celles de Colón et de Jovellanos vingt mille pesos (soit 30 millions de francs anciens). La maison chinoise fit faillite au mois de mars 1885. La suivirent deux compagnies des plus importantes, l'une fondée par des Chinois du sud "Sé Yap" en 1878 important principalement de l'opium, l'autre appuyée par le capital bancaire de San Francisco, revendant des objets d'Asie. Les pertes s'élevaient respectivement à 40 000 et 50 000 pesos (soit 60 millions et 75 millions de francs anciens). Les faillites de 1885 illustrent le rôle des maisons d'importation. Elles prêtaient aux résidents chinois les sommes nécessaires à leur installation comme commerçants, acceptaient les ordres de paiement des planteurs comme dettes des chefs d'équipe, établissant un système de crédit à court terme (un an) en faveur des premiers. La première banque chinoise à Cuba n'apparut que sept ans après l'arrivée des premiers marchands. En juin 1877 s'ouvrit la banque "Wing Tung Yick", gérée par un Chinois éduqué en Grande-Bretagne. Les années suivantes, les villes de l'intérieur de l'île connurent à leur tour des maisons bancaires chinoises,

¹ A. Chuffat Latour, *Apunte histórico de los Chinos en Cuba*, p. 43.

Santa Clara en 1890, Colón en 1894. Peut-être faut-il trouver, dans cette organisation d'un crédit à court terme, la raison de l'accueil favorable aux marchands chinois par les planteurs ? Ces derniers, en ces années de conversion industrielle, manquaient de liquidité pour payer leur main-d'œuvre. Le commerce chinois put se développer grâce à cette conjoncture défavorable aux planteurs. Le passage de l'esclavage au salariat lui donna ses deux bases : une forte demande de main-d'œuvre agricole que les *cuadrilleros* exploitèrent à leur profit, un marché de produits de consommation courante au sein du groupe des péons.

Malgré ces incidents de parcours, les marchands chinois s'enrichirent au point de détenir à La Havane dans les années 1890 un total d'investissements de plus d'un million de pesos de l'époque (soit un milliard et demi de francs anciens) ¹. Aucun document ne permet d'estimer le capital détenu par les banques. L'une d'elles, la firme "Weng On", établie à Cuba en 1880, ouvrit des succursales à Cárdenas, Colón, Cienfuegos, Sagua. Elle constituait une filiale de la maison mère établie à Hong-Kong. Son chiffre d'affaires atteignit 3 millions de pesos de l'époque (quatre milliards d'anciens francs) ² et, en 1889, elle distribua à ses actionnaires des dividendes de mille pesos pour chaque action de 100 pesos. Un homme formé aux techniques commerciales, parlant l'anglais et l'espagnol, représentait la firme à Cuba. Après avoir acquis un important capital, il partit chercher épouse en Chine d'où il ramena trois de ses neveux qui s'établirent comme commerçants à Cuba. Cette firme fut à l'origine de l'ouverture de boutiques luxueuses qui offraient à l'aristocratie terrienne des objets provenant de la Chine ou du Japon, créant une mode et un engouement pour les soies, poteries, porcelaines et ivoires orientaux. Les gérants de ces magasins furent souvent des hommes originaires de *Gāo gōng*, zone de production et de tissage de soies du delta des Perles, dont provenaient nombre d'immigrés, anciens colons ou nouveaux arrivés des années 1880.

Leur arrivée vint renforcer les rivalités entre Cantonais. Des hommes originaires de *Sé Yap* avaient ouvert des maisons d'importation. Les antagonismes ne se révélèrent plus au sein des sociétés fraternelles mais dans de nouvelles associations, les casinos. Ces nouvelles formes de regroupement furent le fait des immigrants espagnols qui se divisaient en Catalans, Asturiens, Galiciens,

¹ Suivant le registre du commerce de 1883, on notait à La Havane, où résidaient 8 640 Chinois, les établissements commerciaux suivants :
66 boutiques tenues par des Chinois, vendant des produits à la fois créoles et chinois ;
14 vendant des marchandises et des objets importés directement de Chine ou du Japon ;
4 pharmacies distribuant des médicaments importés de Chine ;
2 cafés situés au centre du quartier chinois, rue de la Zanja, n^{os} 23 et 28 ;
1 atelier de tailleur ;
1 salon de barbier ;
1 restaurant de luxe ouvert en 1874.
5 sans spécification.

² A. Chuffat Latour, *Apunte histórico de los Chinos en Cuba*, p. 71.

Canariens arrivés dans l'île durant le XIX^e siècle. Les Chinois formèrent sous l'égide des grands marchands des casinos asiatiques ; les sociétés secrètes furent supplantées mais ne disparurent pas. Les marchands se disputèrent la présidence de ces casinos qui étaient autant d'organes utiles à l'implantation de réseaux commerciaux locaux. Par le contrôle du casino d'une ville, un groupe de marchands détenait le monopole de l'approvisionnement de la région. Les marchands asturiens, galiciens et catalans contrôlaient de cette façon les nombreux habitants originaires de leur province. Marchands chinois et espagnols dépensèrent force argent pour construire des locaux, célébrer des fêtes, maintenir des liens avec la région d'origine, que ce soit une province espagnole ou la Chine, et venir en aide aux immigrants les plus défavorisés. Le règlement du casino asiatique de Placetas précisa le rôle d' "un institut composé de personnes connues pour leur amour du progrès et du bien-être de ce pays et de la Chine, et sujettes aux lois et préceptes des gouvernements espagnol et chinois". L'article 2 indique que le casino avait pour but l'assistance des Cantonais en cas de maladie ou de nécessité et leur instruction dans les langues chinoise et espagnole. Les dirigeants devaient se proposer d'offrir à tous les membres divers loisirs ; étaient admis les jeux de dominos, échecs, dames, cartes et autres autorisés par les autorités. Toute discussion religieuse ou politique était interdite.

Le premier casino asiatique fut fondé à La Havane en 1870. Durant les années qui suivirent, chaque centre d'habitat chinois de l'île vit une de ses rues s'orner de la traditionnelle maison peinte en rouge où les Chinois allaient jouer, lire les journaux de leur pays, converser et célébrer leurs cultes. Remedios en 1879, Placetas en 1887, Sagua la Grande en 1888, Colón, Cárdenas, Matanzas, Camaguani à des dates qu'on ne connaît pas.

Les villes de La Havane, Matanzas, Cárdenas, virent leurs îlots chinois s'orner de théâtres, de maisons de jeux et de fumeries d'opium. Le premier théâtre chinois s'ouvrit à La Havane en 1875. Des acteurs comiques arrivés de San Francisco inaugurèrent l'établissement sis au 124 rue *Lealtad*. Les spectacles se déroulaient les soirs et les dimanches. Ce fut un événement pour les Créoles qui ne surent comment accueillir les sons nouveaux et aigus des instruments chinois. Cienfuegos, Colón, Sagua, Placetas connurent l'arrivée de troupes d'acteurs venus présenter des opéras traditionnels. Les maisons de jeux apparurent dès 1872 dans la capitale. Le jeu principal était constitué par la charade (*chiffá* à Cuba), composée des trente-six signes de la dynastie Ming. Les fêtes religieuses furent rapportées par les chroniqueurs de l'époque ¹ :

Pour le moins, durant les trente dernières années, en ce qui concerne les fêtes de Colón, la note exotique, typique, sensationnelle, ce furent les Chinois qui la donnèrent, avec leurs costumes riches et voyants, leurs dragons et autres animaux bizarres, avec

¹ Centenario de Colón, 1836-1936, *Revue commémorative*, 1936, p. 46.

leurs feux d'artifice jamais égalés par personne et avec leur habitude de dépenser l'argent pour paraître bien.

Les chroniques de l'époque décrivent des festivités chinoises lors de l'ouverture d'un édifice ou d'une célébration du culte de *Guān Gōng*, dieu de la guerre. Les mois d'été étaient témoins des hommages qui lui étaient rendus dans les villes de l'île ¹. *Guān Gōng* était la divinité la plus fêtée, celle qui apparaissait dans tous les casinos asiatiques, et celle qui était invoquée lors de conflits entre marchands. Une Chambre de commerce chinoise créée en 1881 et disparue en 1882 crut pouvoir réglementer le prix des marchandises par les marchands chinois. Les infractions étaient nombreuses et tout coupable, convoqué devant l'assemblée générale, était prié de jurer serment devant *Guān Gōng*. Il semble que ce recours fut inutile, la Chambre de commerce s'éteignit. Une autre divinité fut célébrée en juillet dans la ville de Caïbarien : "*Ku Yam* " (*Guān Yīn*), déesse de la beauté. Suivant les légendes répandues à Cuba et basées sur une courte histoire colportée par les membres de la communauté ²,

une nuit, le Chinois Lo Yon se promenait sur le bord de la plage quand il vit une femme très belle, portant un costume de soie et un panier plein de fleurs de jasmin. Mais quand Lo Yon s'approcha d'elle, *Ku Yam* disparut. À partir de ce jour, les Chinois crurent que cette belle image n'était autre que celle de la déesse de la Beauté, venue de Chine pour sauver ses fils des rigueurs de l'esclavage.

Depuis, les Chinois venaient annuellement en pèlerinage sur cette plage de Caïbarien. Suivant une autre légende, *Guān Gōng* serait apparu à un Chinois établi à Cimarrones, alors qu'il se reposait dans un fauteuil. La légende précise que s'empara de son corps un esprit qui parlait mandarin. L'esprit lui annonça. "Je suis le prince qui voyage à travers l'espace et je suis venu apporter réconfort à tous les fils qui se rappellent de la famille abandonnée." Des banquets en son honneur durant de longues journées impressionnèrent les Créoles ³ :

En 1880, Colón connut une fête somptueuse. On joua au bouton publiquement dans le théâtre chinois, on lança et brûla quantité de fusées. Un capital immense fut gaspillé en trois jours [...]. On disposa trente tables divisées en sections et l'on mangea porcs et volailles pour une valeur de 800 pesos (soit 4 000 francs actuels).

L'officialisation des liens entre l'Espagne et la Chine fut part de l'action commerciale des marchands chinois. La traite des Jaunes avait pris fin en 1873 à l'instigation des Anglais et des Portugais. La Chine, sous la pression de l'Angleterre, avait alors envoyé la mission chargée de s'intéresser au sort des colons de Cuba dont on a vu à plusieurs reprises les principales prises de position. Ce fut le premier acte du gouvernement impérial à l'égard des travailleurs sous

¹ A. Chuffat Latour, *Apunte histórico de los Chinos en Cuba*, p. 96.

² *Ibid.*, p. 87.

³ A. Chuffat Latour, *Apunte histórico de los Chinos en Cuba*, p. 110.

contrat. Mais l'Espagne, voyant se tarir la source de main-d'œuvre cantonaise, demanda l'ouverture de relations diplomatiques entre les deux nations. Elle cherchait à créer un courant d'immigration libre à destination de sa plus riche colonie. À la suite d'un traité de 1877, l'immigration libre et volontaire de sujets chinois, accompagnés de leurs familles, fut reconnue par Madrid et Pékin. Très peu nombreux furent les émigrants libres qui vinrent côtoyer les colons libérés, malgré les désirs de lucre des compagnies maritimes et des agences d'émigration chinoises. Les intérêts financiers chinois et espagnols se heurtèrent, chacun désirant monopoliser l'organisation de ce nouveau trafic. Le consul d'Espagne à Hong-Kong vanta en 1879 les effets bénéfiques d'une nouvelle immigration libre, insistant sur le transfert d'argent qui s'établirait entre Cuba et la Chine, comme cela s'était vu aux Philippines ¹. Suivant ce fonctionnaire, les émigrants enverraient des sommes d'argent à leurs familles demeurées dans la province de Guangdong, sommes dont l'État chinois pourrait tirer quelques revenus !

La compagnie chinoise "China Merchant's Steam Navigation" détenait le droit de monopole du transport d'émigrants vers les Antilles et refusa d'y renoncer. De hauts personnages de la cour de Pékin semblent avoir participé aux bénéfices de cette entreprise. La compagnie proposa l'émigration pour Cuba de 20 000 Chinois entre 1882 et 1885. Aucune suite à ce projet ne fut donnée par le ministère d'Outre-mer qui s'en prit à l'avidité du directeur de la compagnie chinoise. Suivant les propos du ministre, "une possible émigration chinoise à Cuba fut laissée à l'initiative privée, aucun accord officiel entre les deux gouvernements ne venant mettre sur pied un courant d'émigration continu et contrôlé" ².

Cependant, les premiers diplomates chinois arrivèrent à La Havane en 1879. Des consulats s'établirent dans les quatre principales zones d'habitat chinois de l'île ³. Ils consolidèrent la vie sociale des casinos, permettant l'arrivée de journaux, d'informations et de nouvelles de Chine. L'une de leurs actions les plus appréciées des émigrés fut l'obtention de sépultures. Le droit d'ensevelir les corps de leurs morts fut obtenu : à partir de 1883, les Chinois purent construire leurs panthéons dans un cimetière particulier de La Havane. Cette reconnaissance officielle de la Chine par la métropole changea la condition des Chinois. Des anecdotes en témoignent ⁴ :

À Pinar del Rio, Monsieur Pastor Mauri (Ju Men en chinois) gifla fortement Monsieur Batalla au café de la Marine, parce que ce dernier avait déclaré que les Chinois ne valaient rien. Il se créa entre les deux hommes une grande bagarre et l'on en vint aux coups... À Jovellanos, il y avait de nombreux Français qui travaillaient dans le restaurant de Juan Torena. Un jour, ils se mirent à plaisanter d'une manière peu

¹ Ministerio de los Asuntos exteriores, Madrid, legajo II, A/2365/, 1878-1890.

² Ministerio de los Asuntos exteriores, Madrid, legajo II, A/2365/, 1878-1890.

³ Matanzas, Colón, Cárdenas, Sagua.

⁴ A. Chuffat Latour, *Apunte histórico de los Chinos en Cuba*, p. 72.

agréable pour les Chinois. Là encore, s'éleva une dispute et on se battit à coups de chaises entre Chinois et Français.

Dix années auparavant, de tels incidents auraient envoyé les Cantonais à la prison municipale ou au bagne. En 1885, aucune suite ne fut donnée à ces querelles.

La même année, les Chinois célébrèrent publiquement le triomphe du général Lau Weng Fuk sur les troupes françaises à Bac Ninh, en Chine, et participèrent sous la direction de deux marchands arrivés dans l'île en 1870¹, à la constitution d'une section du Guo Min Tang, se faisant les partisans de Sun Yat Sen et d'un ordre républicain en Chine.

¹ A. Chuffat Latour, *Apunte histórico de los Chinos en Cuba*, p. 104.

III

LA PRATIQUE ETHNIQUE

"Faut-il souligner que la sinophilie bat son plein à l'époque où la traite négrière connaît son développement maximum, c'est-à-dire entre 1680 et 1770 environ, et que le contraste est sensible jusque dans l'imagerie du temps qui se plaît à représenter, d'un côté, des "ateliers" de Nègres à figure bestiale [...] de l'autre, des groupes de jeunes filles en fleur, au gracieux costume,... cueillant délicatement le thé dans des plantations qui sont des jardins ? [...] au moment où elle transporte en Amérique le plus de captifs arrachés à l'Afrique, par une sorte d'alibi intellectuel, l'Europe projette le plus amoureux, à l'autre bout du monde, le mythe du grand empire heureux et libre [...]. Si la Chine perdit sa vertu, n'est-ce point que le prestige traditionnel du mandarin s'effaça – devant la nécessité montante du coolie ?"

DERMIGNY

*La Chine et l'Occident,
le commerce à Canton
au XVIII^e siècle*

[Retour à la table des matières](#)

Les immigrés chinois furent cruellement exploités, physiquement maltraités et leurs droits d'hommes libres fréquemment niés par les patrons. Ils vécurent dans des conditions matérielles semblables de celles connues des esclaves : baraquement des grandes plantations occidentales, pièces insalubres, rations alimentaires limitées, soins médicaux réduits, liberté de mouvement restreinte, rythmes de travail exténuants, vie familiale inexistante le plus souvent. En tant qu'ouvriers, ils furent classés au bas de l'échelle hiérarchique qui classait la main-d'œuvre libre suivant les salaires et la technicité des tâches remplies.

D'autre part, ils opposèrent une résistance violente à leur condition, et ne côtoyèrent ni les esclaves, ni les ouvriers créoles. Des relations de rivalité violente semblent avoir existé entre eux et ces derniers. Elles furent décrites par les voyageurs de l'époque et par les Chinois eux-mêmes ¹ :

Les deux races vivent à part (Noirs et Chinois) et se détestent de toutes leurs forces [...]. Leur caractère même les oppose. Les coolies sont en général mélancoliques, concentrés et méditatifs, les Noirs au contraire aiment les plaisirs bruyants...

Les vexations subies par les Chinois de la part des Nègres de plantation et des commandeurs esclaves furent décrites par eux ² :

Nous avons eu beaucoup à souffrir des surveillants, qui, armés de fouets, de couteaux ou d'armes à feu, et la menace à la bouche, féroces comme des tigres, se tenaient sans cesse à nos côtés. Comptant sur l'influence de leurs maîtres, ils nous traitaient comme des chevaux et des bœufs et notre existence dépendait de leur bon plaisir...

Les maîtres aimaient à attiser ces haines ³

Le fils de notre maître aidé par les Nègres se jeta sur nous à coups de couteau ; un natif de Hiangshan fut tué et tous les autres Chinois blessés, mais nous étant emparés des couteaux, nous le tuâmes...

Sur ordre des patrons blancs, des humiliations furent infligées aux colons ⁴ :

Quand nous nous plaignions d'être malades sur la plantation, on disait à une Nègresse de faire de l'eau et si nous consentions à boire cela, on admettait que nous étions malades.

Certains colons contèrent comment ils ne pouvaient pas laver leurs vêtements durant leurs heures de repos sous peine de se voir enchaînés et battus. Ils pouvaient être dénoncés par les Nègres ⁵. L'antipathie entre les deux races exista et fut entretenue par les Blancs. Des colons témoignèrent ⁶ :

L'aide de cuisine, une Nègresse, que je grondais parce qu'elle était en retard avec le repas du maître m'accusa de l'avoir frappée avec un petit couteau. La cuisinière, une Blanche, envoya chercher la police et je fus arrêté et emprisonné. L'année dernière, je fus témoin de l'assassinat d'un homme de Hiangshan. Un officier du gouvernement vint examiner le corps, mais n'arrêta pas le criminel, un Nègre. Le maître savait que

¹ E. Duvergier de Hauranne, "La Isla de Cuba en el siglo XIX vista por los extranjeros, en 1865, Duvergier de Hauranne visita el ingenio Las Cañas", tiré à part de la *Revista de la Biblioteca nacional José Martí*, La Havane, 1966, p. 30.

² *Chinese Emigration*, p. 115.

³ *Ibid.*, p. 158.

⁴ *Ibid.*, p. 171.

⁵ *Ibid.*, p. 128.

⁶ *Ibid.*, p. 157.

c'était lui qui avait commis le crime mais il se contenta de lui infliger une légère punition et l'affaire fut considérée comme terminée. Les Nègres sont certainement mieux traités que les Chinois.

Feijóo de Sotomayor, qui recruta de nombreux engagés, précisa les vues des planteurs ¹ :

Je les ai mis en habitat séparé, avec l'intention de les isoler des Noirs et de former de cette manière un esprit de corps différent de ces derniers, disposant si nécessaire d'un pouvoir pour neutraliser l'autre. L'expérience m'a appris que sans règlement, ni difficulté on obtient l'opposition de ces deux forces ; en effet, l'orgueil des Chinois leur interdit tout accord avec les Noirs et ceux-ci méprisent les coolies qui travaillent avec moins de force et d'entrain. Ainsi, il est facile d'obtenir une désunion, mais il ne faut jamais relâcher l'attention car les idées d'insubordination sont imprimées dans l'esprit des Chinois [...] et pour cela je considère leurs unions avec les Noirs funestes. De tout ceci je déduis que leur habitat doit être séparé et qu'il ne consiste qu'en un seul lieu afin de pouvoir toujours les surveiller.

Les mauvais traitements infligés aux Chinois furent le fait de tous les Créoles. Les colons témoignèrent ² :

dans les rues nous sommes exposés constamment à des insultes et on nous jette des pierres ; et si nous ne nous soumettons pas en silence à ces mauvais traitements la foule nous assaille bientôt et nous finissons par être traînés en prison. Quand un Chinois veut acheter quelque objet on l'insulte s'il veut marchander [...] dans les rues les Blancs et les Noirs nous jettent constamment des pierres ; ils nous dépouillent de ce que nous possédons et nous regardent comme des chiens et des pourceaux [...] les boutiques de ceux d'entre nous qui font un petit commerce dans les villes sont visitées chaque jour par des habitants qui emportent ce qui leur plaît sans offrir de les payer, et si nous demandons de l'argent, nous ne recevons que des coups. Ils se soucient fort peu de nous tuer et quand un vient nous attaquer il est immédiatement aidé par dix autres et toutes plaintes portées devant les autorités restent sans effet.

La Commission Chin-Lan-Pin conclut ³ :

Les autorités regardent les Chinois comme appartenant à une catégorie toute différente de celle à laquelle ils considèrent que leurs compatriotes appartiennent et cette manière de voir est celle du peuple en général.

Les Chinois furent définis comme "séparatistes" par Esteban Montejo qui en référa à des différences matérielles perceptibles pour expliquer cette appréciation : attitudes dissemblables en face du jeu, de la musique, de la danse, de la religion, des femmes, des conditions de vie. Rarement les esclaves mirent en avant les

¹ U. Feijóo de Sotomayor, *Inmigración de trabajadores españoles, documentos y memoria escrita sobre esta materia*, p. 99-100.

² *Chinese Emigration*, p.187-188.

³ *Chinese Emigration*, p. 187.

similitudes qui les rapprochaient des colons : mêmes conditions de vie matérielles, même exploitation physique, mêmes restrictions de leurs droits civils. Les témoignages des colons concernant des coalitions de Noirs et de Chinois sont extrêmement peu nombreux ¹ :

Quatre Nègres, de concert avec certains Chinois nouvellement arrivés tuèrent notre nouvel administrateur. En dépensant de l'argent, le maître s'arrangea pour qu'il ne fût pas question de la participation des Nègres et le crime fut imputé à dix d'entre nous...

Planteurs, esclaves et colons s'attachèrent au contraire à porter une emphase toute particulière sur les différences de comportements entre les deux derniers groupes. Les Chinois furent définis en termes de conduites spécifiques liées à une identité collective. Dans leur interaction avec les Chinois, les Créoles, libres ou esclaves, blancs ou de couleur, attendirent de ces derniers des comportements (silence, rébellion, fuites, suicides, immoralité, etc.) qui devinrent autant de critères de la définition sociale des Chinois comme formant un groupe à part. Le terme de séparatiste utilisé par un esclave et le projet des planteurs d'isoler les colons asiatiques révélaient cette définition des Chinois comme une catégorie sociale particulière.

Pour les Créoles, un groupe social était une collection d'individus réunis suivant des signes similaires. Les engagés chinois présentaient des similitudes : économiques (octroi de salaires, occupations, conditions de travail, maniement de l'argent, activités commerciales), juridiques (travailleurs sous contrat), culturelles (langue, attitudes, croyances, pratiques quotidiennes) et raciales. Ils pouvaient être perçus comme un ensemble et classés en un groupe délimité. Mais ces similitudes fondaient leur différence car il n'existait aucune équivalence entre les comportements et les signes définissant les Chinois et les Créoles : la non-appartenance des premiers à la société créole s'en trouvait conclue et affirmée. Cette vision de la société comme un système mécanique d'organisation de similitudes et de différences est reprise par les analyses empiriques de l'ethnicité, qui sont portées à créer les notions de dysfonction, d'anomie, de marginalité et à s'appuyer sur celles d'homogénéité et de consensus sociaux. Ces analyses donnent une interprétation de la réalité sociale qui reproduit le mécanisme d'identification des acteurs sans jamais l'expliquer. Elles ne disent rien sur ce qui provoque et anime cette interprétation en termes de similitudes et de différences. D'autre part, dans le cas des immigrés chinois à Cuba, il apparaissait que certains traits empiriques furent choisis pour définir ces derniers (criminalité, immoralité, rébellion, irrégiosité). Ces traits insistaient tous sur les dissemblances de comportements entre Chinois et Créoles, tandis que les traits portant sur les similitudes de condition entre les engagés et les esclaves étaient passés sous silence, bien que perçus de tous. La démarche des acteurs créait une contradiction dont l'analyse en termes de différences et de similitudes ne rend pas compte : les

¹ *Ibid.*, p. 158.

colons asiatiques n'étaient pas identifiés comme des esclaves par ces derniers, alors qu'ils étaient lés à des esclaves par les Créoles libres, les témoins de l'époque et par les Chinois eux-mêmes.

Le caractère interprétatif et sélectif de la démarche des acteurs et la nature des traits empiriques fondant l'identification sociale obligent à se poser deux questions :

- pourquoi les acteurs recoururent-ils à une logique des traits similaires et différents pour s'identifier ?
- quelle grille de référence ou logique de significations leur permettaient de considérer certains traits empiriques comme les signes et les valeurs fondant leur identité sociale ?

11

LE CODE IDÉOLOGIQUE CRÉOLE

1. La pratique juridique

[Retour à la table des matières](#)

Un rapport social fondait l'organisation de la société esclavagiste créole, celui entre maîtres et esclaves. Il était rendu manifeste par la relation juridico-politique qui opposait ces deux classes en termes de statut légal : les conditions libre et servile se définissaient l'une par l'autre. La négation de tout droit civil à l'esclave donnait à l'homme libre le droit de le représenter, de le guider, de le commander, de régir son existence sociale et de s'approprier son travail. L'Africain asservi ne pouvait circuler librement, se marier, exercer la puissance paternelle, pratiquer un culte, disposer d'un bien, travailler sans que son maître n'en décidât. N'ayant aucune existence juridique, il ne pouvait rien posséder, ni échanger et se voyait contraint à céder le produit de son travail. Les esclaves disposèrent de lopins de terre en vue d'obtenir des produits nécessaires à leur maintien. La condition d'homme libre impliquait l'exercice du pouvoir juridique, politique et économique sur des individus désignés comme esclaves : les hommes libres pouvaient devenir des maîtres, des planteurs.

Ce rapport de domination-subordination liait maîtres et esclaves dans une relation complémentaire où le rang hiérarchique était toujours accordé aux premiers. L'esclavage se basait sur la force, la traite des Noirs précédait l'exploitation du travail esclave. Mais le pouvoir politique du maître n'était pas absolu, il laissait lieu à une possible action des esclaves. La relation hiérarchique entre maîtres et esclaves fut vécue selon deux modes, la violence physique et la dépendance. Lorsque, de 1820 à 1850, le réservoir de main-d'œuvre africaine resta accessible, les esclaves furent cruellement exploités et leur mortalité élevée. Cette période correspondit à un fort accroissement de la population servile, à la prédominance des Africains dans les ateliers des plantations et à la seule période de l'histoire de Cuba au cours de laquelle des rébellions d'esclaves furent relatées. À partir de 1850, lorsque la main-d'œuvre commença à se tarir, la politique du *buen trato* fut introduite et l'usage de la force moins fréquent. Dans la réalité quotidienne, les faits n'étaient pas aussi tranchés. Fuites, résistance passive et

active des esclaves et accommodements entre eux et les maîtres prenaient place simultanément.

La relation de dépendance du maître et de ses esclaves fut illustrée par les limites apportées par ces derniers aux droits du premier. À des occasions fixées par la coutume (festivités, visites d'étrangers dans la plantation, dimanche matin, le soir après les travaux) les demandes des esclaves étaient formulées, elles devaient être écoutées et satisfaites. Un planteur écrivit en 1859 à ce propos ¹ :

Ceux qui connaissent nos coutumes et comprennent la langue fruste des Noirs des plantations auront fréquemment entendu exprimer dans leurs chants des besoins ignorés des maîtres, des plaintes, des épigrammes, des satires contre ceux qui les gouvernent sans connaître leurs obligations.

Un esclave septuagénaire s'adressa en ces termes au même planteur ² :

J'ai labouré presque toutes les terres de la plantation, j'ai coupé plus de cannes qu'il n'y a de feuilles aux arbres, j'ai vu grandir ces palmiers qui n'étaient guère que d'herbe. Quand je vins de mon pays, j'ai plusieurs fils qui travaillent pour moi, laissez-moi me reposer et me réchauffer auprès du feu de ma case jusqu'à ce que je meure.

La demande pouvait être faite par l'atelier entier. Le même maître rapporta comment un vieil esclave, profitant de la visite de plusieurs de ses amis à la plantation, chanta la condition de ses semblables, mêlant éloges et reproches ³ :

Chantant, il dit combien l'avait touché la présence des Blancs auprès des Noirs travaillant, il dit encore qu'il recevait une bonne nourriture et de bons habits, que rarement le fouet tombait sur leurs épaules, qu'ils étaient soignés avec attention lors de leurs maladies, qu'étant en période de récolte, ils avaient le droit de manger et de boire à leur guise miel et vesou, qu'ils avaient aussi le droit de cultiver des jardins, d'élever des porcs et des volailles, mais qu'ils ne pouvaient supporter les longues veillées lors de la récolte, qu'ils tombaient de sommeil, que dormant ils chargeaient les cannes, que dormant ils les mettaient dans le moulin, que dormant ils surveillaient le vesou, que dormant ils battaient le vesou dans les rafraîchissoires...

Si ces demandes n'étaient pas satisfaites, le maître se voyait payé en retour d'un geste de destruction. Un équilibre s'établissait entre obligations et droits des maîtres et esclaves.

Face à cette dichotomie entre conditions libre et servile, comment se situèrent les colons asiatiques ? Travaillant pour 80 % d'entre eux sur des plantations, côte à côte avec des esclaves, connaissant des châtiments physiques que ces derniers en cette période de *buen trato* ne supportaient plus, ne disposant d'aucune liberté de

¹ A. Suárez y Romero, *Colección de artículos*, p. 236.

² *Ibid.*, p. 219.

³ A. Suárez y Romero, *Colección de artículos*, p. 228-229.

mouvement, les Chinois se considérèrent traités comme des esclaves. Les planteurs parlèrent d'achat des travailleurs chinois et non de cession de contrats d'engagés et, dans les documents administratifs, ce ne fut qu'à la fin de leurs contrats que les Chinois furent désignés du vocable de "libres". Des travailleurs chinois conclurent que ¹ :

sans tenir compte de leurs capacités ou des positions qu'ils occupaient dans leur pays natal on les traitait tout comme des travailleurs ordinaires ou des esclaves.

De multiples témoignages semblables pourraient être cités.

Les textes des contrats ne faisaient aucune référence aux droits civils des engagés. Des règlements édictés par les autorités espagnoles à différentes dates (1849, 1852, 1854, 1860, 1862, 1868, 1872) précisèrent que les immigrants renonçaient à tout droit civil incompatible avec l'accomplissement de contrats. Ainsi les colons ne détenaient-ils plus le droit de se marier librement, ils devaient pour cela obtenir le consentement de leurs patrons. Si ces derniers s'y opposaient, les colons pouvaient rechercher de nouveaux patrons et obtenir le transfert de leur contrat. Les enfants issus des unions connaissaient le statut de leur mère. Si celle-ci était libre, ils naissaient de statut libre, si elle était esclave, ils devaient obéissance et service au maître de cette dernière jusqu'à l'âge de 18 ans. Ce statut s'appliquait aussi aux enfants issus d'hommes libres et de femmes esclaves. Cette clause des règlements ne peut donc assimiler les Chinois à des esclaves. Ils avaient d'autre part un droit refusé aux pères esclaves, celui d'exercer leur puissance paternelle.

Une autre clause des règlements concernait la liberté de mouvement des engagés. Tout colon avait besoin d'une autorisation écrite de son patron pour franchir l'enceinte de son lieu de travail. Le document portait son signalement ainsi que la date et le lieu de son déplacement, sinon le colon était susceptible d'être incarcéré, toute personne de statut libre pouvant dénoncer sa fugue possible. Un colon enfui puis capturé payait de son salaire les frais de sa recherche. Afin de circuler dans l'île, les Chinois devaient en outre détenir un acte de domiciliation (*cedula de vecindad*) portant signalement, nom, âge, lieu d'engagement et numéro d'inscription sur la liste générale des colons. Il leur en coûtait de 10 à 100 *pesos* pour obtenir ces documents, et de 1 à 10 *pesos* pour les renouveler chaque année, selon la cupidité des fonctionnaires locaux qui les délivraient. Cette restriction de liberté de circuler fut appliquée sous d'autres formes à tous les travailleurs sous contrat des Antilles et des Mascareignes, dans des îles françaises ou anglaises où l'esclavage avait été aboli. Ce n'était qu'un des aspects contraignants du travail sous contrat. On ne peut oublier qu'à Cuba un homme libre devait se munir d'un passe délivré par la police lorsqu'il désirait se déplacer dans l'île.

¹ *Chinese Emigration*, p. 188.

Le seul droit des patrons qui plaçait les colons dans la situation d'esclaves fut abrogé en 1860. Le premier règlement de 1849 stipula ¹ :

le colon qui désobéira à son supérieur en refusant de travailler ou de remplir une des douze obligations de son contrat pourra être corrigé de douze coups de fouet, s'il persiste dans sa résistance, de dix-huit coups et, s'il ne prend pas le chemin du devoir, on lui appliquera les fers et on le laissera dormir au bloc.

En 1860, les autorités espagnoles vinrent conseiller aux planteurs de ne pas recourir aux châtiments physiques et d'appliquer d'autres formes de punition, appropriées à des salariés : dix jours d'arrêt forcé de travail avec perte de salaire. En 1866, fut proposé, mais jamais accepté, le projet d'imposer des amendes aux Asiatiques ne réalisant pas leur travail, amendes qui auraient été redistribuées aux colons méritants ².

Le renoncement à certains de leurs droits civils d'hommes libres ne peut permettre d'assimiler juridiquement les engagés à des esclaves comme le voulurent nombre de témoins de l'époque. Il ne s'agissait là que des obligations de tout travail sous contrat. Les émigrés chinois furent des salariés. Lorsqu'ils témoignèrent en 1874, ils accusèrent leurs patrons, les policiers de l'île et parfois leurs chefs d'équipe de leur avoir dérobé ou escroqué de 100 à 250 *pesos*, sommes que de très rares esclaves urbains purent réunir grâce à leur location par des maîtres pauvres. L'une des caractéristiques de la condition servile était de réaliser une tâche à vie sans recevoir de rémunération monétaire. Nombre de colons se trouvèrent en position de racheter leurs contrats. Une clause du règlement de 1854 le leur permettait.

Mais l'obstination des coolies à faire respecter les clauses de leurs contrats les affirmant des hommes libres furent autant d'actes inconciliables avec le maintien de l'ordre sur les plantations ³ :

La seule idée de querelle entre colons et patrons est dans la pratique un principe de désordre que, Dieu le veuille, nous puissions éviter. Il est inconcevable que des hommes méprisés par des esclaves noirs exercent sous leurs yeux le droit de questionner le maître ; le prestige de ce dernier est dans nos exploitations la principale garantie de l'ordre, et je pense qu'il faut toujours le renforcer. Forcément, comme il y a octroi de salaires, il y a un débiteur et un créateur, et ce fait est à l'origine de problèmes plus ou moins graves...

¹ F. Erenchun, *Anales de la Isla de Cuba*, año de 1855, p. 1057.

² *Información sobre reformas en Cuba y Puerto Rico*, p. 152.

³ U. Feijóo de Sotomayor, *Inmigración de trabajadores españoles, documentos y memoria escrita sobre esta materia*, p. 101.

L'octroi de salaires fut souvent refusé aux colons car il semblait placer les maîtres dans une relation d'égalité avec leur main-d'œuvre. Suárez Argudín commenta cette situation ¹ :

Les Chinois appartiennent à une race superbement orgueilleuse qu'elle se dit supérieure à toute autre qu'elle désigne péjorativement de barbare. Il est évident que même sans avoir terminé leurs contrats, ils réclament l'égalité...

Les Cantonais menaçaient la hiérarchie à la base de l'ordre social esclavagiste. Les planteurs perçurent un danger dans la résistance inattendue des colons asiatiques. Un patron écrivit ² :

Il semble que l'idée exagérée qu'ils ont d'eux-mêmes est cause de leur caractère violent ; mais quelle que soit cette cause, il n'y a aucun doute que la présence dans une ferme d'un nombre important de Chinois place le patron dans une inquiétude permanente et accroît le danger.

Saco ajouta cette réflexion politique ³ :

N'oubliez pas que l'on incitera l'esclave noir à la révolution en lui offrant la liberté et qu'au Noir libre et à l'Asiatique on fera miroiter les mêmes droits dont jouit le Blanc.

Le problème idéologique et politique posé par les travailleurs sous contrat fut pris comme cheval de bataille par les partisans de l'immigration de travailleurs blancs qui trouvèrent là des arguments favorables à leurs thèses. Leur porte-parole, José Antonio Saco déclara ⁴ :

L'équilibre politique et social de Cuba ne peut durer longtemps ; un jour viendra où il se rompra soit à cause de l'union de toutes les races de couleur contre la blanche, soit à cause d'une division entre elles. Il vaut mieux une prospérité lente mais sûre à l'aide de bras blancs qu'une croissance rapide avec des Noirs et des Chinois qui nous mènera à l'abîme insondable.

Pour ce partisan de la suprématie blanche, les colons asiatiques étaient un ferment révolutionnaire. Tous les patrons de travailleurs chinois ne furent certes pas aussi excessifs, mais le point de vue du rapporteur espagnol José Suárez Argudín rencontra celui de la majorité des planteurs ⁵ :

¹ J. Suárez Agudín, *Proyecto o representación respetuosa sobre inmigración africana, dirigida*, p. 20.

² J. A. Saco, "La estadística criminal en Cuba", *La América*, 12 janvier 1864.

³ J. A. Saco, "La estadística criminal en Cuba", *La América*, 12 janvier 1864.

⁴ *Ibid.*

⁵ J. Suárez Agudín, *Proyecto o representación respetuosa sobre inmigración africana, dirigida*, p. 19-20.

si à tout ce que nous venons de dire, nous ajoutons que ce sont des hommes instruits à moitié, ce qui est sans doute la pire et la plus fatale des instructions ; qu'ils sont orgueilleux au point d'atteindre les limites de la superbe et qu'enfin, ils sont présomptueux d'une liberté qu'ils ne connaissaient pas dans leur pays et qu'ils prétendent obtenir effrontément à Cuba, nous ne pourrions que convenir qu'il ne sera pas étrange qu'un jour ils se mettent à la tête d'une conspiration, que secondés par des éléments de la race africaine, ils compromettent la tranquillité publique et fassent courir le sang...

Les planteurs craignirent ces hommes qui "dépourvus de tout sens moral et religieux tuent et meurent sans trembler ¹ "... Selon certains d'entre eux, la solution au dilemme posé par les immigrants chinois était leur rapatriement ².

Les coutumes des Chinois, leur immoralité, leur manque d'affection pour le pays où ils se trouvent, leur aversion pour la religion que nous professons et leur tendance à se rebeller et même à nourrir des projets ambitieux et détestables font que non seulement on doit considérer avec horreur la propagation de leur race à Cuba, mais encore rejeter leur permanence dans l'île. Il serait utile et convenant que... ces colons quittent l'île le jour même où ils terminent leurs contrats...

Mais les impératifs économiques commandaient aux nécessités politiques en cette période d'industrialisation de la production sucrière ; la colonisation asiatique devait encore durer de nombreuses années et le dilemme posé aux planteurs fut résolu par la répression et par la violence.

Les droits des engagés (recevoir un salaire, racheter le contrat, voir les clauses des contrats respectées, retourner en Chine) furent sans cesse bafoués. Les témoignages des colons à ce propos constituent la matière essentielle du rapport de la Commission chinoise ³ :

Mon maître me devait 108 *pesos* et j'allai me plaindre aux autorités ; mais on me reconduisit à mon maître qui me força à travailler cinq autres mois sans me payer. Comme il déclarait que pour me punir d'avoir porté plainte contre lui, il me vendrait à une autre plantation, je me rendis de nouveau avec un ami de La Havane pour porter plainte. Là, on nous enferma dans un dépôt et j'y suis depuis sept ou huit ans ayant à travailler sans recevoir de gages. Mon maître n'a jamais eu à répondre de l'accusation que j'avais portée contre lui... Après sept années de service, je donnais 150 *pesos* en argent à mon maître pour racheter ma liberté, cependant, il me retint pendant une autre année ⁴.

Quand un de nous possédant quelque argent et une cédule se prépare à retourner en Chine, la police et les autres fonctionnaires subalternes en ont bientôt connaissance, ses papiers sont saisis, déchirés et on l'accuse d'avoir déserté. Il est attaché, torturé, on

¹ Archivo provincial de Matanzas, documents non classés.

² F. Figuera, *Estudios sobre la Isla de Cuba, la cuestión social*, p. 43.

³ *Chinese Emigration*, p. 120.

⁴ *Chinese Emigration*.

lui vole ses effets et s'il essaie de protester ou de s'expliquer il est sévèrement battu. Beaucoup ont été ainsi tués ¹.

Il faut noter que certains colons furent traités plus généreusement. La municipalité de La Havane en 1859 accorda des gratifications aux Asiatiques des services de voirie ². Des planteurs récompensèrent leurs colons par des salaires plus élevés ³. Mais, la Commission chinoise entendit des centaines de plaintes semblables. Selon les registres de passeports déposés aux archives de La Havane, de 1858 à 1881, 3 000 Chinois regagnèrent leur lieu d'origine ⁴. Les responsables du mouvement d'immigration chinoise avaient estimé à 10 % le nombre des immigrés qui retourneraient en Chine, ce pourcentage correspondant selon eux au nombre de colons vagabonds et délinquants qu'il aurait été dangereux de laisser stationner sur le territoire de Cuba.

En cas de non-respect des clauses de leurs contrats, les colons avaient droit de recours auprès de leur protecteur, le gouverneur général de l'île, et de ses représentants locaux, les lieutenants-gouverneurs, mais les nombreux témoignages présentés jusque-là ont montré que réparation ne pouvait être obtenue. La condition juridique des Chinois fut sans cesse bafouée. Une boutade créole encore courante de nos jours fixa cette image des colons asiatiques : "ils le dupèrent comme un Chinois" (*lo engañaron como a un Chino*).

2. La pratique religieuse

[Retour à la table des matières](#)

À Cuba, tout homme libre était chrétien, la valeur morale de l'esclavage résidait dans l'œuvre d'évangélisation des Africains par leurs maîtres, dans leur initiation aux dogmes de la religion et de la morale catholiques. Suivant ces préceptes, un homme libre pouvait être un homme de couleur, l'insertion dans la communauté catholique était l'une des conditions de l'affranchissement d'un esclave. Esteban Montejo parlant des religions africaines dans les baraquements mentionna avec mépris la pratique intéressée des rites catholiques par certains esclaves ⁵ :

L'autre religion, c'était la catholique, celle-là, c'était les curés qui l'avaient introduite, mais pour rien au monde, ils ne pénétraient dans les baraquements d'esclaves. Les curés étaient très soignés. Ils avaient un air sérieux qui n'allait pas avec les baraquements. Ils étaient si sérieux que des Noirs les suivaient au pied de la lettre. En fait, ils les aidaient beaucoup. Ils apprenaient le catéchisme et le lisaient aux autres,

¹ *Ibid.*, p. 168.

² J. de la Pezuela y Lobo, *Diccionario geográfico, estadístico, histórico de la Isla de Cuba*, p. 119.

³ U. Feijóo de Sotomayor, *Inmigración de trabajadores españoles, documentos y memoria escrita sobre esta materia*, p. 103.

⁴ Archivo nacional de Cuba, *Miscelánea de libros*, registros de pasaportes, 10 720 à 10 730.

⁵ M. Barnet, *Biografía de un cimarrón*, p. 35.

avec tout, les mots et les prières. Ces Noirs étaient des domestiques et ils se réunissaient avec d'autres esclaves dans la cour de la plantation. Ils venaient en messagers des curés. La vérité est que je n'ai jamais rien appris de tout cela, parce que je n'y comprenais rien. Et je crois que les domestiques non plus, mais comme ils étaient si raffinés et si bien traités, ils jouaient à être chrétiens...

L'ostentation de pratiques chrétiennes rapprochait de l'univers des maîtres et des hommes libres. Nombre d'esclaves domestiques étaient appelés à être affranchis durant leur vieillesse.

Les préceptes égalitaires de la doctrine chrétienne ne furent pas mis en avant ; le gouvernement espagnol rappela en 1866 quel danger ils auraient présenté à Cuba¹ :

C'est l'intérêt des propriétaires d'esclaves qu'il faut mettre en avant en refusant les missionnaires. Si l'on fait une distinction entre l'enseignement de la doctrine et la célébration des offices divins (c'est-à-dire la messe), on doit savoir que la prédication religieuse si elle suit les principes de la religion de Jésus-Christ et s'oppose en cela à l'esclavage, éveillera chez les esclaves une aspiration à la liberté et causera des désordres terribles...

La christianisation des esclaves des plantations fut succincte. Jusqu'en 1820, date du début de l'expansion sucrière, les esclaves reçurent des cours de catéchisme d'un prêtre ; ils disposèrent de leur dimanche matin pour se rendre à l'office religieux, ils se marièrent religieusement et baptisèrent leurs enfants selon le vœu des autorités ecclésiastiques. Mais la prospérité apportée par l'introduction de la vapeur comme force motrice obligea les planteurs à accélérer les rythmes de travail. L'œuvre d'évangélisation fut considérée comme une gêne, une perte de temps et une lutte âpre s'engagea entre l'Église et les planteurs. Ces derniers refusèrent à leurs esclaves le droit de quitter la plantation pour se rendre aux offices, les contremaîtres furent désignés pour dispenser la lecture de quelques pages de catéchisme, des cimetières furent édifiés sur les plantations afin d'éviter les déplacements jusqu'au village le plus proche. Baptêmes et mariages furent moins fréquemment célébrés, en quatre occasions annuelles seulement. Les prêtres disparurent des aires des moulins et certains planteurs se refusèrent même à payer leur redevance traditionnelle à l'Église². De 1820 à 1880, l'évangélisation des esclaves des plantations devint le fait des maîtres.

Les illustrations du catéchisme utilisées par les contremaîtres blancs se rapportaient à la production du sucre, "qui pouvait expliquer le paradis céleste"³.

¹ Junta informativa de Ultramar, *Interrogatorio sobre la manera de reglamentar el trabajo de la población de color y asiática*.

² M. Moreno Fragonal, "Iglesia e ingenio", *Revista de la Biblioteca nacional José Martí*, 5^e année, 1963, n^{os} 1-4, La Havane.

³ *Ibid.*, p. 17.

Les esclaves apprirent que la vie n'était que tâches répétées, telle la coupe du bois durant laquelle les tas de bûches étaient comptés par le commandeur. Jésus était un commandeur, annotant tout jusqu'au jour de la mort où il condamnerait ceux qui n'auraient pas accompli leur devoir spirituel. L'âme pure du bon esclave était blanche comme le sucre raffiné. Mais aucune âme n'était donnée pure, il fallait la blanchir comme le sucre roux qui contenait des impuretés. Pour cela, "les âmes impures devaient aller au purgatoire, comme le sucre roux devait aller à la purgerie". Les âmes sales étaient perdues et condamnées tel le sucre brûlé qu'on jetait. Ce catéchisme accommodé à la capacité d'entendement des Noirs *bossales*, suivant son auteur, le prêtre Antonio Nicolas Duque de Estrada ¹, devait inculquer l'obéissance aux esclaves nouvellement arrivés d'Afrique. Le maître était encore considéré comme le délégué de Dieu sur la plantation, sa bénédiction était demandée par les esclaves les jours de fête ou simplement le soir au retour des champs ².

Suivant les documents concernant la période de 1860-1880, ce furent souvent des esclaves âgés qui respectèrent les dogmes catholiques. Ils étaient les personnages les plus vénérés des groupes esclaves, les représentants auprès des maîtres et les détenteurs du savoir religieux. Eliza Ripley, de confession protestante, notait dans les années 1870 ³ :

Les coolies et tous les Noirs recevaient de la morue au lieu de viande séchée le Vendredi Saint. De nombreux Africains s'abstenaient de toute nourriture ce jour-là et par d'autres actes démontraient leur respect envers l'Église. À l'heure de l'angélus où qu'ils puissent être et quelle que soit la tâche, les plus âgés s'arrêtaient un instant, découvraient leurs têtes, faisaient le signe de croix et répétaient une courte prière... Très souvent, lors des danses (le dimanche) une femme installait une petite table à ses côtés, sur laquelle elle disposait une nappe blanche, une bougie allumée et une tasse. Ceux qui le désiraient jetaient une pièce de monnaie dans ce réceptacle, et la somme collectée était envoyée au curé pour qu'il dise une messe pour le repos de quelque parent. Il y avait une étrange combinaison de superstition africaine et de formalisme catholique dans l'attention que les Noirs prêtaient à la mort. Ils étaient attentifs à deux détails : que les amis quittent le monde nus, une bougie allumée à la main. Une bougie bénie est toujours gardée par chaque famille créole pour être placée dans les mains des morts. La même est utilisée de génération en génération...

Le respect du formalisme catholique était aisé pour les esclaves des plantations. Leur interprétation de la religion catholique en termes de pouvoir et de puissance surnaturelle rendit possible la coexistence d'un Dieu chrétien et celle des cultes africains. Les dieux africains respectés par les esclaves à Cuba étaient liés aux forces naturelles. Magie et sorcellerie étaient couramment pratiquées dans les

¹ M. Moreno Friginal, "Iglesia e ingenio", *Revista de la Biblioteca nacional José Martí*, 5^e année, n^{os} 1-4, La Havane, 1963.

² W. Goodman, *Un artista en Cuba*, p. 193.

³ E. Ripley Moor McHatton, *From Flag to Flag, a Woman's Adventures and Experiences in the South during the War in Mexico and in Cuba*, p. 178.

baraquements. Les sorts servaient à se venger d'un rival, du maître, du commandeur, à obtenir une faveur. La force des dieux africains était crue grande, même lorsqu'elle s'attaquait au maître catholique ¹ :

Il y avait des sorts réalisés à partir de terre de cimetière. Avec cette terre on faisait quatre petits tas pour représenter les points de l'univers. À l'intérieur de la marmite, on mettait des pattes de poule, lesquelles sont une herbe, ainsi que des pailles de maïs. Quand le maître châtiât un esclave, les autres ramassaient un peu de terre et la mettaient dans la casserole. Le maître s'alitait ou quelque mal attaquait l'un de la famille. Parce que tant que la terre se trouvait à l'intérieur de la marmite, le maître était pris là-dedans et ni le diable pouvait l'en sortir. C'était la vengeance du Congo contre le maître.

Mais la force des dieux noirs fut vaincue ² :

Les Dieux les plus forts sont ceux d'Afrique. Je dis que c'est vrai qu'ils volaient. Ils faisaient ce qu'ils voulaient avec la magie. Je ne sais comment ils permirent l'esclavage. La vérité est que je me mets à penser et je ne comprends rien. À mon avis, tout commença avec les mouchoirs rouges. Le jour qu'ils passèrent la muraille. La muraille était vieille en Afrique, tout le long de la côte. C'était une muraille faite d'écorce de palme et d'animaux sorciers qui piquaient comme diable. Ils épouvantèrent longtemps les Blancs qui essayèrent de pénétrer en Afrique. Mais le rouge les vainquit tous. Et les rois et les autres se rendirent sans problème. Quand les rois virent les Blancs, je crois que les Portugais furent les premiers à sortir les mouchoirs coquelicot, ils dirent aux Noirs "allez, allez chercher les mouchoirs rouges". Et les Noirs excités par la couleur rouge coururent comme des moutons vers les bateaux et là même, ils furent faits prisonniers. Le Noir a toujours aimé le rouge, et pour cela ils lui ont passé les chaînes et l'ont envoyé à Cuba. Et ensuite il ne revint jamais à terre.

Déconcerté par la non-intervention des dieux africains dans l'odyssée de l'esclavage, Esteban Montejo dit ³ :

Ce que je sais, c'est que tout dépend de la Nature. La Nature est tout. Et les hommes ne peuvent rien faire car ils sont les sujets d'un Dieu : de Jésus-Christ puisque c'est de lui qu'on parle le plus. Jésus-Christ n'est pas né en Afrique, il vient de la Nature même, parce que la Vierge Marie était une demoiselle...

La puissance abstraite et invisible du Dieu catholique pouvait être admise ⁴ :

Les dieux d'Afrique sont différents de ceux des curés, même s'ils leur ressemblent. Ils sont plus forts et moins ornés. Mais quand on entre dans une église catholique, on ne

¹ M. Barnet, *Biografía de un cimarrón*, p. 26.

² *Ibid.*, p. 16.

³ M. Barnet, *Biografía de un cimarrón*, p. 16.

⁴ *Ibid.*, p. 32.

voit ni pomme, ni pierre, ni plume de coq. Pourtant dans une maison africaine, c'est ce qu'on voit en premier. L'Africain est plus grossier.

Quand on sait qu'entre 1850 et 1880 les esclaves les plus nombreux au sein des ateliers furent des *Lucumis* dont le panthéon comprenait à la fois un dieu unique et des dieux associés aux forces naturelles, on peut voir combien le lien établi entre les religions catholique et africaine mettait en évidence l'aspect hiérarchique des pouvoirs des dieux en présence et pouvait renforcer la relation entre maîtres et esclaves. Par contre, les dieux africains s'affrontaient selon les rivalités qui opposaient les *naciones* entre elles.

Les colons asiatiques ne connurent ni prêtres, ni sermons, ni doctrine catholique. Entre 1850 et 1880, la lutte entre l'Église et les planteurs était consommée, les Chinois furent rarement baptisés. L'Église catholique exprima à haute voix ses préoccupations : des milliers d'hérétiques entraient sur le sol de l'île sans aucun espoir d'être convertis. L'archevêque de Santiago de Cuba prit position avec force contre ces nouveaux venus au sein d'une société catholique ¹ :

Je ne peux m'empêcher de donner mon opinion sur l'immigration d'une race dont les croyances, habitudes et sentiments sont contraires à ceux des naturels. Car la différence de religion est un obstacle qu'il faut rapidement éliminer. Dans les terres d'Espagne, la religion catholique est la seule autorisée et reconnue ; et si la loi permet l'existence de milliers de dissidents, il n'y aura alors plus d'exclusive possible. Je laisse à votre jugement les maux qui résulteraient dans les domaines de la morale, de la religion, de la société et de la famille si une telle tolérance était admise contre laquelle ne pourront s'empêcher de s'élever les maîtres du troupeau de Jésus-Christ qui gouvernent ce pays. Car si on admettait des autels d'autres religions, peu à peu disparaîtrait l'uniformité de sentiments qui lie les insulaires...

Un conseil fut donné aux planteurs : "puisque'il faut résoudre le problème de la crise agricole, que les émigrés viennent prêts à embrasser la foi catholique". Selon ce prélat, les colons asiatiques devaient à leur arrivée à Cuba rester quelques semaines à La Havane afin d'y recevoir une instruction religieuse et le baptême. Vaines paroles que celles de l'archevêque de Santiago de Cuba, les colons reçurent une plaque de métal sur laquelle était inscrit leur nom chrétien mais aucun prêtre ne vint les bénir.

¹ Archivo nacional de Cuba, *Capitanía general, gobierno superior*, sección V, expediente 17, 1852.

3. La pratique raciale

[Retour à la table des matières](#)

Au sein du rapport entre maîtres et esclaves, une correspondance s'établissait entre, d'une part, les termes de Blanc et de maître, et d'autre part ceux d'esclave et de Noir. La plantation esclavagiste créole impliquait que tout asservi fut de couleur, l'histoire de la domination européenne en Afrique aux XVIII^e et XIX^e siècles fondait cette assimilation.

Les propriétaires terriens, qui possédaient les plus importantes unités de production de l'île, ne pouvaient maintenir ce rang qu'en faisant preuve de la pureté raciale de leur lignée. Un décret royal de 1805 faisait obligation aux personnes d'ascendance noble ou appartenant à des familles de renommée publique, d'obtenir une autorisation des autorités civiles pour tout mariage avec une personne de couleur. Aucun élément de couleur ne pouvait pénétrer ce groupe de producteurs, ne pouvait devenir grand propriétaire et planteur. Les hommes libres n'étaient pas égaux, leur rang socio-économique dépendait de leur accès à la terre et à la main-d'œuvre comme l'illustra, une fois encore, la lutte entre les divers groupes de planteurs entre 1850 et 1880. Les concessions de terre et le droit d'importation de la main-d'œuvre, les deux sources d'accumulation du capital dans l'économie insulaire, étaient contrôlés par le gouvernement espagnol. Les planteurs ne s'évaluèrent jamais en termes économiques suivant leur richesse et l'importance de leurs exploitations mais en termes d'honneur, expression de leur valeur sociale. Cet honneur avait nom : appartenance à une lignée blanche titrée (la plupart des familles de grands planteurs possédaient encore un titre en 1850), fidélité au roi et à la foi catholique. Ces trois faces de l'honneur du grand planteur créole n'en constituaient qu'une, la reconnaissance de la lignée par la monarchie espagnole. L'honneur se défendait à travers la parenté, les alliances entre familles devaient perpétuer l'allégeance au pouvoir madrilène. La fonction politique des maîtres émanait de la Couronne qui leur avait délégué certains de ses attributs, des concessions de terres et le contrôle du commerce des esclaves.

Les statuts légal et social d'un individu étaient rigidement liés à une appartenance raciale au sein du face à face qui opposait les maîtres et les esclaves sur les plantations. Un planteur devait être un homme libre, blanc et catholique, la main-d'œuvre devait être esclave, de couleur et non christianisée. Mais il n'y eut jamais assimilation rigide des termes d'homme blanc et d'homme libre. L'intégration des esclaves dans la communauté des hommes libres était rendue possible, par leur évangélisation et conversion au catholicisme. À Cuba, les hommes de couleur de statut libre pouvaient devenir des maîtres, posséder des esclaves. La condition libre ne comportait une connotation raciale déterminée que si son détenteur possédait terres et esclaves, c'est-à-dire était planteur. Jamais le droit des Mulâtres et Noirs d'acheter des esclaves ne fut questionné. La promotion sociale des gens de couleur était possible, ils pouvaient être des artisans, des petits

commerçants, des musiciens, des paysans ce que la présence des secteurs paysan et artisanal dans l'économie insulaire leur permettait aisément, mais ils ne pouvaient devenir maître d'importants ateliers d'esclaves et propriétaires de larges concessions de terre. Ce privilège était celui des planteurs et un élément de couleur ne pouvait être un planteur.

Durant les années prospères de 1820 à 1850, des éléments de couleur, issus de familles d'affranchis du XVIII^e siècle, s'enrichirent et achetèrent nombre d'esclaves.

Comme exemples de bien-être économique, apporté par un métier, nous pouvons citer parmi les chefs de débardeurs Antonio José Onoro, noir libre, de *nación carabalí isuama*, marié avec Maria Josefa Columba, aussi *carabalí*, qui à sa mort en 1836 laissa quatre maisons et sept esclaves. Il fit don d'autre part de 3 000 *pesos* aux filles d'anciennes esclaves qu'il avait eues. Lucas Coler, noir libre, de *nación mandinga*, laissa en 1831 une petite "maison de crêpi et de chaume", évaluée à 885 *pesos*. José Maria Fuertes, noir libre, de *nación carabalí isuama*, premier sergent de bataillon de Noirs libres, marié à Maria del Carmen Meza, de *nación lucumi* [...] laissa à sa mort en 1833 six maisons représentant une valeur de 7 533 *pesos*, dix esclaves évalués à 2 500 *pesos* et quatre esclaves en voie de rachat représentant la somme de 950 *pesos*, ce qui donna un total de 10 831 *pesos*. Et finalement, José Agustín Ceballos... travailla durant trente-six ans sur les quais, accumulant un capital supérieur à 35 000 *pesos* ¹.

D'autres métiers valurent le même bien-être économique à des Mulâtres ou Noirs libres : Ramón Agramonte, charpentier, maître de plusieurs esclaves et propriétaire d'une maison évaluée à 30 000 *pesos* ²

jouit d'un solide crédit à La Havane entre 1825 et 1843. Ceci est confirmé entre autres choses par les opérations qu'il réalisa avec le colonel de chevalerie don Miguel de Cárdenas, propriétaire de la plantation *El Intrépido*, située dans le district de Macuriges, à qui il prêta la somme de 8 960 *pesos* ... et d'autre part avec don Juan Manuel R. Foricos de qui il obtint le 18 mai 1840 un prêt de 3 250 *pesos*.

On parla à Cuba de couleurs réelle et légale, la seconde définissant la première. Ce fait est mis en évidence par les commentaires des autorités civiles à propos des demandes d'autorisations de mariage entre personnes de races différentes. L'ordre de 1805, faisant obligation aux membres des grandes familles de l'île de faire preuve de leur pureté raciale, fut applicable à toute personne de race blanche à partir de 1806, suivant le principe politique que :

le concubinage de la race de couleur avec la race blanche est ... un problème d'importance et dangereux. Il ne s'agit pas seulement de la simple offense aux

¹ P. Deschamps-Chapeaux, "Historia de la gente sin historia". el negro en la economía habanera del siglo XIX : Agustín Ceballos, capataz de muelle", *Revista de la Biblioteca nacional José Martí*, La Havane, n° 1, janvier-avril 1968.

² *Ibid.*

préceptes religieux, ni de la violation des bonnes manières, mais surtout de la transgression des institutions politiques... Ces principes politiques rendent impossibles des autorisations de mariage qui confirmeraient une égalité des races, les privant du prestige que l'une doit exercer sur l'autre, donnant la prépondérance à la blanche ¹...

Les mariages interracialisés furent extrêmement rares et les concubinages restèrent nombreux. On compta 91 demandes d'autorisations de mariage dans l'île entre 1806 et 1864 ², huit seulement furent refusées par les autorités civiles. Cependant, dès 1851, les restrictions apportées à l'union légale de personnes de races blanche et noire furent plus sévères ; la situation sociale dans l'île était tendue du fait des difficultés de la modernisation de la production sucrière. Ordre fut donné que tout dossier d'autorisation de mariage comportât non seulement des informations sur la situation des futurs conjoints mais aussi sur les éventuelles conséquences politiques de l'union proposée. L'avis du conseil municipal et de deux personnes de notoriété publique du lieu de résidence des conjoints fut requis ³. À partir de 1864, date de la guerre de Sécession aux États-Unis, toute demande d'autorisation fut rejetée. La prohibition des unions interracialisées dura jusqu'à la fin de la première guerre d'indépendance cubaine. Au moment où une partie de l'oligarchie créole luttait militairement en faveur de l'octroi d'une constitution républicaine par la métropole, la pratique raciale devint plus restrictive. La liberté de mariage entre les deux races ne fut définitivement octroyée qu'en 1881, l'abolition de l'esclavage avait été décrétée en 1880.

Dans leur acceptation de la plupart des demandes, les autorités civiles tinrent compte de différents critères ⁴ :

L'homme (blanc) s'adonne à un travail agricole, et la fiancée vit sous la tutelle de sa mère... La situation du jeune homme est celle d'un pauvre tandis qu'elle (mulâtresse) détient un héritage, dont la valeur n'est pas connue car il est composé de terre et de bétail...

En 1861, le gouverneur de Bayamo ajouta ces lignes à une demande d'autorisation de mariage d'un homme blanc avec une jeune mulâtresse ⁵ :

Bien que l'homme soit blanc, il n'appartient pas à ceux qui dans la société apparaissent avec un statut élevé.

¹ F. Erenchun, *Anales de la Isla de Cuba*, Diccionario administrativo, económico, estadístico y legislativo, p. 362.

² V. Martinez-Alier, *Marriage, Class and Colour in 19th Century Cuba, a Study of Racial Attitudes, and Sexual Values in a Slave Society*, p. 31.

³ *Ibid.*, p. 27.

⁴ V. Martinez-Alier, *Marriage, Class and Colour in 19th Century Cuba, a Study of Racial Attitudes and Sexual Values in a Slave Society*, p. 24.

⁵ Archivo nacional de Cuba, *Gobierno superior civil*, legajo 923, n° 32229.

Si le statut social classait les requérants parmi les gens d'humble condition, l'autorisation était accordée. La couleur légale, sociologique, primait sur la couleur réelle, la jeune femme mulâtresse se voyait implicitement octroyer la qualité de blanche, comme dans ce cas ¹ :

leurs grandes qualités d'honnêteté et de chrétiens leur ont gagné (aux parents mulâtres de la future épousée) la haute distinction des premières familles de la ville [...]. Ainsi cette famille ne possède pas la couleur blanche comme on dit communément ici, mais quiconque j'ai interrogé, se révèle plein d'admiration pour elle, spécialement en ce qui concerne la bonne éducation reçue de la jeune fille et la probité du père, un maître charpentier.

Le futur conjoint était un artisan. Un homme blanc, de condition modeste, pouvait être considéré comme l'égal d'une jeune femme mulâtresse d'éducation catholique irréprochable dont le père était lui-même artisan. L'homme libre sans esclave n'avait aucune des obligations de maître-plantier, dont celle de maintenir sa pureté raciale. Au contraire, les membres de familles de renommée publique devaient sans cesse prouver leur pureté raciale afin de valider leur droit d'être composées de grands planteurs. Seuls, les planteurs voyaient leur appartenance raciale rigidement fixée. Le gouverneur de Guantanamo posa le fait de manière concise lorsqu'en 1860 il désira refuser une autorisation de mariage interracial :

Les lois du royaume interdisent le mariage entre des personnes de race blanche et celles de couleur ou d'origine africaine comme une mesure d'ordre et de bonne discipline dans un pays où il y a des esclaves.

La pureté raciale devint signe de pouvoir et de prestige et se transforma en valeur-norme, faisant de tout signe d'appartenance à la race de couleur un stigmate à effacer. Tout individu n'appartenant pas aux grands lignages blancs de l'île tenta d'affirmer l'absence d'esclaves dans sa généalogie. Cette affirmation était paradoxale de la part des éléments de couleur, descendants d'Africains asservis. Il leur fallut montrer que cette ascendance était lointaine. Comme les membres des familles de renommée publique devaient sans cesse prouver leur pureté raciale afin de valider leur droit d'être des planteurs, les gens de couleur libres cherchèrent sans cesse à affirmer leur éloignement de la condition esclave. À de multiples reprises, les dossiers d'autorisation de mariage illustrent la signification sociale de l'appartenance au groupe noir comme tare de l'esclavage. Une jeune fille fut définie ainsi ² :

Dans la classe des gens de couleur, elle est considérée comme des plus respectables pour son éloignement de la race noire et de l'esclavage [...] son frère fut décoré par Sa Majesté pour services rendus lors de la poursuite des Noirs marrons.

¹ *Ibid.*, legajo 890, n° 30044.

² Archivo nacional de Cuba, *Gobierno superior civil*, legajo 893, n° 30329.

Des parents se virent appuyer par les autorités dans leur refus du mariage de leur fille suivant cette argumentation ¹ :

Le père ne pouvait donner son consentement à ce mariage car bien que Mulâtre de naissance... ses parents et grands-parents et ceux de sa famille ont été libres de tout esclavage, aussi lui est-il très douloureux de voir sa jeune fille mariée avec un quarteron qui fut esclave.

Alors que les grands planteurs étaient à leur naissance, des hommes libres, blancs, christianisés, détenant de larges concessions de terre, les Blancs, paysans et artisans et les gens de couleur libres devaient tenter d'acquérir l'un ou l'autre de ces attributs. La pratique raciale des lignages de planteurs liés par la parentèle interdisant l'accès au contrôle de la terre aux autres membres de la société créole, ces derniers étaient contraints à l'acquisition exclusive des traits culturels et raciaux. Ils tentèrent de nier tout lien avec la classe des esclaves. Les faits utilisés pour affirmer l'éloignement de cette classe étaient multiples : éducation scolaire, religion, moralité, lieux de résidence, liens avec des familles blanches de renom par le parrainage, occupations, richesse, métissage. Ils servaient tous à rejeter les attributs propres aux esclaves : langues, cultes, coutumes et race. Les hommes libres se définirent en référence à la culture et à la race des planteurs créoles, et "singèrent les grands Blancs", suivant l'expression de l'esclave, Esteban Montejo. Les phénotypes, les pratiques culturelles, les occupations devinrent autant de signes d'identification sociale, dévoilant suivant des connotations valorisantes ou stigmatisantes les positions différentielles des individus, des familles et des groupes dans l'histoire de l'appropriation des terres et du contrôle de la main-d'œuvre. Ces signes prenaient leur sens dans leur référence au principe de la supériorité des hommes blancs sur les hommes de couleur. Des groupes se formèrent au sein de la population de couleur libre définis par deux faits : la position des parents esclaves dans la généalogie de la famille et l'appartenance raciale, réelle, visible. La première donnait sa signification sociologique à la seconde.

¹ *Ibid.*, legajo 924, n° 32284.

12

LE RAPPORT DE SENS

1. Liberté et dépendance

[Retour à la table des matières](#)

L'utilisation simultanée du travail servile et du travail sous contrat manifestait la transformation de la société esclavagiste en société capitaliste. L'antagonisme entre les deux modes de production qui caractérisa la société créole des années 1840-1880 renvoyait à un conflit entre deux logiques sociales, chacune d'elles étant le lieu d'antagonismes. Le dilemme suivant fut posé aux planteurs : comment des hommes partageant les mêmes conditions apparentes de vie et de travail pouvaient-ils être traités et définis différemment, être les uns libres, les autres asservis ?

Suivant le code idéologique esclavagiste, l'interprétation de l'univers social et physique reposait sur l'opposition entre les catégories de nature et de culture comprise comme opposition entre sauvagerie et civilisation. Pour les planteurs créoles, l'Afrique était le lieu de la barbarie, des "états de nature"¹, tandis que l'Europe et la Chine constituaient des lieux de civilisation, des "états de culture". La Chine demeura pour les Européens le lieu mythique de la civilisation jusqu'au XIX^e siècle², des planteurs et fonctionnaires coloniaux le mirent en évidence à plusieurs reprises :

... il est admis que le Chinois qui est plus développé intellectuellement que l'Africain, et qui est conscient de sa supériorité morale et de sa dignité personnelle, n'admet pas d'être traité comme un esclave, ni d'être fouetté par des commandeurs esclaves³...

Comment peut-on concevoir une soumission et une humilité chez des hommes libres, possédant une instruction supérieure aux contremaîtres et ouvriers chargés de les

¹ Au sens d'États sans histoire et non de systèmes de connaissance comme l'a défini S. Moscovici, *Essai sur l'histoire humaine de la nature*.

² L. Dermigny, *La Chine et l'occident, le commerce à Canton au XVIII^e siècle, 1719-1833*.

³ J. Suárez Agudín, *Memoria general o sea resumen de las razones justificativas del proyecto de inmigración de brazos libres africanos*, p. 72.

diriger, vivant dans un état de servitude aux côtés de sauvages africains dont ils connaissent la même condition ¹ ?

Suivant les préceptes de ce code, l'homme libre se définissait en face du sauvage par sa capacité innée construire une vie sociale, à accéder à l'histoire. L'Africain était dit ne pouvoir acquérir cette capacité que sous l'effet de la contrainte. L'inégalité naturelle entre les hommes portait à la réduction en esclavage de ceux qui étaient inaptes à une vie sociale réglée dans la liberté. Il en résultait que l'exploitation du travail servile était rendue légitime par ladite nécessité de la domination politique et culturelle des Blancs sur les sauvages. Le lien entre l'esclave, être de nature, et le maître, être de culture, ne pouvait se baser que sur la force physique, sur la violence. Il fut traduit par l'appartenance physique du premier au second et par le régime disciplinaire de la vie sur les plantations. Les fonctions de surveillance et de punition étaient essentielles au système esclavagiste, en vue non seulement du maintien de la production mais aussi de l'affirmation de la nature sauvage des esclaves. La justification de l'esclavage se trouvait dans la manifestation quotidienne de la violence, et réciproquement.

Un rapport de sens s'établissait dans la hiérarchie entre les maîtres et les esclaves. Il correspondait à une discontinuité entre les ordres naturel et culturel, que seule l'intervention de la violence humaine des Blancs pouvait combler. Ce sens de l'initiation des Africains à la vie sociale au moyen de la contrainte se retrouvait dans la définition du travail dans la société esclavagiste. L'action sur la nature était réalisée par l'esclave au moyen d'un travail dur et routinier, elle était médiatisée par un effort humain violent appliqué directement à la réalité physique. Cette vision fut illustrée par le stéréotype de l'esclave sot et docile, ne pouvant donner les soins nécessaires au bétail et aux machines, ni acquérir la connaissance de techniques. Le sauvage ne savait intervenir sur le monde que par l'emploi de sa force physique. Capacité intellectuelle et liberté des hommes blancs étaient synonymes. Les deux impératifs, ou contraintes, du système de plantation colonial du début du XIX^e siècle réapparaissaient : imposition par la métropole d'une production à large échelle dans des territoires vidés de leur population par un génocide et absence de technologie. Ils faisaient se répondre les rapports de force et les rapports de sens. La nécessité d'une main-d'œuvre abondante faute de techniques agricoles élaborées, et fixée à la plantation faute d'une pression démographique suffisante, renvoyait à l'image de l'Africain, stupide et asservi, appliquant une force brutale à la domination de la nature.

La technologie industrielle, dont l'emploi était en partie rendu possible par la venue des engagés chinois, était le symbole et le moyen d'un changement des rapports des hommes à la nature et de leurs rapports entre eux. L'action sur la nature se réalisait désormais au moyen des machines inversant le rapport de sens

¹ Biblioteca nacional de Madrid, sala de manuscritos, *Colonización asiática en Cuba*, 13 854, folio 127.

du code idéologique esclavagiste où la transformation du monde naturel était l'effet de l'effort des esclaves. La valorisation de la capacité des Chinois d'accomplir des tâches complexes auprès de machineries importées d'Europe ressortissait de ce nouveau rapport de sens. Mais d'extérieur aux hommes, l'ordre naturel leur devenait intérieur sous la forme de besoins matériels que l'action sociale et la production industrielle permettaient de satisfaire au moyen de l'argent : le salarié ne devait être ni nourri, ni logé, ni vêtu par le planteur. Dans le système esclavagiste, le vide entre les catégories de nature et de culture était comblé par la force de la loi qui attachait l'esclave au maître. Dans le système capitaliste, qui se mettait en place, l'argent devenait le moyen de cette réconciliation. La force physique n'étant plus le fondement du contrôle de la main-d'œuvre, l'obligation extra-légale de l'esclavage perdait sa nécessité. Une obligation économique, celle de satisfaire des besoins matériels humains, obligeait des individus à accepter une condition dépendante. Les salariés étaient forcés par la nécessité économique d'accepter une condition dépendante alors que les esclaves se voyaient contraints de l'accepter sous l'effet de la violence physique. L'abolition de l'esclavage résultait d'un changement de la modalité de la domination de la main-d'œuvre des plantations et non d'un effacement radical de cette domination. Les engagés reçurent un salaire et virent leurs besoins matériels pris en charge par les patrons (vêtement, nourriture, logement). La même contrainte qui caractérisait le système de plantation colonial des années 1800-1840 demeurait entre 1840 et 1880, obligeant à la coexistence des deux systèmes de production et créant l'ambiguïté des rapports de sens qui animaient la société créole. Il s'agissait de la nécessité de maintenir la main-d'œuvre sur son lieu de travail par d'autres mécanismes que ceux de l'apparente loi du marché du travail défavorable à la domination des planteurs esclavagistes. Il faudra attendre les années 1880-1890 pour que deux faits rendent ce jeu possible : Cuba comprendra alors une population de plus de 800 000 habitants et une nouvelle division du travail aura placé le poids de la main-d'œuvre agricole à la charge des *colonos de caña*. Durant la période de mutation, le travail sous contrat était essentiel, combinant salariat et obligation extra-économique sous la forme du contrat.

Le concept de besoins naturels était idéologique, fondant une image nouvelle, celle de l'homme défini par des nécessités irréductibles, celles de se nourrir, de se vêtir, et de se loger. La vie sociale intervenait comme le moyen de réaliser ces besoins, qui n'étaient en réalité fixés que par la nature et le volume du surplus obtenu. La consommation était déterminée par la production et plus spécifiquement en cette période de mise en place de l'industrie sucrière créole par l'accumulation. Étaient dits besoins fondamentaux humains ceux qui permettaient la simple reproduction de la force de travail. Au libre choix illusoire des colons asiatiques d'accepter un contrat de travail répondait la liberté tout aussi illusoire de consommer. Les Chinois le perçurent lorsqu'ils se plaignirent de la coutume de certains planteurs de leur distribuer des bons d'achat au lieu de salaires. La liberté des esclaves était prétendue inexistante, celle affirmée des travailleurs sous contrat n'était que l'obligation nouvellement créée par l'introduction du salariat d'accepter

un engagement et d'organiser eux-mêmes leur survie matérielle. Alors que l'esclave n'était que force de travail, les travailleurs sous contrat étaient à la fois consommateurs et producteurs. Une nouvelle définition de la liberté était mise à jour qui effaçait l'obligation de la contrainte physique comme fondement du travail, lui substituait la notion de libre choix de produire et de consommer et suscitait l'apparition du concept d'individu comme siège de cette liberté de satisfaire des besoins naturels. La nature restait la référence essentielle de la nouvelle logique sociale, bien que cause d'une inégalité inaliénable entre les hommes, que la société prétendait surmonter en organisant l'insertion des Noirs dans le monde civilisé blanc, elle devenait cause d'une faille universelle scindant tout homme en ses besoins naturels et la réalisation de ces besoins. La discontinuité entre les catégories de nature et de culture était placée au centre de chaque individu, comblée par le nouveau concept de liberté dont la mise en œuvre était rendue possible par l'organisation sociale. La notion de liberté individuelle était la réponse à la notion déterministe de besoins naturels humains. La libération de la main-d'œuvre par l'abolition de l'esclavage n'était qu'une mobilisation de la force de travail en vue d'une double exploitation, celle des producteurs et des consommateurs.

La nouvelle définition de la notion de liberté impliquait un rapport de sens au sein duquel les catégories de civilisation et de barbarie étaient exclues et les images de la Chine comme lieu civilisé et de la nécessaire domination des Blancs sur les sauvages évacuées. Dans le mode de production capitaliste, la violence s'appliquait toujours à la nature, mais médiatisée par les machines et non plus par l'effort physique des esclaves, elle renvoyait à l'image de la violence entre les hommes sur l'appropriation et le contrôle de cette maîtrise. La violence était créée par la vie sociale et non plus inscrite dans le monde physique par l'inégalité naturelle entre les hommes. La définition de la liberté ne posait plus l'opposition entre les catégories de nature et de culture dans les mêmes termes. De naissance, les hommes étaient libres et aptes à la vie sociale, à la construction de l'histoire. La liberté devenait l'aptitude à choisir, à acquérir et à contrôler les moyens d'action pour transformer le monde physique et social. L'inégalité entre les hommes apparaissait comme historique, créée par leurs différentes voies d'accès à cette intervention. L'ordre naturel pouvait être entièrement dominé et façonné par l'action humaine. La possibilité d'une transformation continue du monde et de l'ordre social était introduite et des moyens apparaissaient pour la mettre en œuvre : la technologie et le contrôle de l'accumulation.

Les formes de dépendance des colons asiatiques et des esclaves s'interprétaient différemment et se questionnaient les uns les autres : celle des premiers était expliquée en termes historiques, celle des seconds en termes naturels. La violence sociale qui fondait l'esclavage était reconnue nécessaire par l'incapacité des Noirs à organiser leur vie sociale, à être libres ; référence était faite à un ordre naturel préexistant, déterminant les pratiques sociales. Dans le cas du travail salarié, la

violence sociale était rendue invisible par l'affirmation que les salaires et les contrats étaient librement négociés.

Les Chinois s'acharnèrent à rendre réels les rapports de sens créés par leur condition sous contrat. Face à la répression des planteurs qui ne visait rien moins que leur anéantissement physique, ils utilisèrent deux moyens que leur offrait la condition salariée : le maniement de l'argent et l'affirmation par la violence de leur droit légitime à la liberté définie suivant la logique sociale capitaliste. Au premier se rapportèrent la formation d'associations de prêt mutuel et l'organisation d'un secteur commercial, la seconde donna lieu aux multiples rébellions des Chinois et à la réapparition des sociétés secrètes cantonaises à Cuba.

La transformation de l'ordre social par la violence faisait partie de l'idéologie politique de la société chinoise. Suivant Jean Chesneaux ¹, l'adéquation de l'ordre social et de l'ordre cosmique qui fondait le système social chinois comme image et garantie de l'harmonie générale du monde pouvait être rompue par le mécontentement populaire. L'empereur pouvait être renversé par une révolte de ses sujets et remplacé par le chef des rebelles. Les révoltes paysannes étaient légitimées par la nécessité de rétablir un ordre naturel et social troublé par la mauvaise administration d'une dynastie ou d'un empereur. La violence des mouvements populaires contre des gouvernements corrompus aboutissait à la reproduction du même ordre social, les chefs rebelles devenant les nouveaux mandataires du ciel. La toute puissance de l'État chinois pouvait sans cesse être contestée et réaffirmée par les révoltes populaires qui jalonnaient l'histoire de la Chine. Les sociétés secrètes furent toujours associées à ces renversements de l'appareil bureaucratique confucéen qui constituait l'État chinois. Elles furent les cadres de l'insoumission populaire où se rejoignaient les éléments déclassés des masses populaires : paysans sans terre, artisans ruinés, lettrés sans poste, moines bannis. Lorsqu'au XIX^e siècle dans le delta des Perles vinrent se combiner une explosion démographique entraînant un recul des terres cultivables, la décomposition des circuits monétaires traditionnels, les luttes entre clans de grands propriétaires rivaux et la consolidation d'une bourgeoisie marchande comme trois des effets de la pénétration anglaise, un mouvement populaire contre la dynastie mandchoue se fit jour où les sociétés secrètes vinrent de nouveau jouer leur rôle. Quand des membres des couches populaires se trouvèrent obligés de quitter le delta des Perles sous la pression de la misère et de la répression politique qui s'abattit sur cette zone de la Chine du Sud et se retrouvèrent dans une situation d'oppression par un corps de fonctionnaires et de grands propriétaires terriens, les sociétés secrètes se virent confirmer dans leur vocation de lutte politique : elles devinrent les moyens de résistance des engagés à leur condition. La volonté des

¹ J. Chesneaux, le Mouvement paysan chinois, p. 12.

planteurs d'assimiler la lutte politique des colons asiatiques à une force de criminalité ne put qu'affermir la signification de leur rôle politique ¹.

Mais la contestation politique des colons asiatiques prenait un autre sens dans la société créole et ne se rapportait plus à l'image de la reproduction d'un ordre social toujours semblable à lui-même. Elle pouvait devenir le signe d'une action révolutionnaire, comme le perçurent nombre de planteurs et comme l'illustra la participation de colons asiatiques à l'armée *mambís*. Elle devenait le fait d'hommes libres œuvrant à la transformation de l'ordre social créole. La définition des rapports des hommes à la nature et de leurs rapports entre eux apportée par la montée du capitalisme industriel à Cuba permettait cette interprétation que la violence des esclaves n'avait jamais contenue. En effet, la violence des esclaves reproduisait le plus souvent la dichotomie posée entre les catégories de barbarie et de civilisation alors que les rébellions et l'entrée des colons asiatiques dans les rangs de l'armée d'indépendance menaçaient directement le pouvoir de l'oligarchie esclavagiste. Les esclaves refusant l'ordre des plantations s'enfuyaient et demeuraient quelques jours cachés dans les forêts, les montagnes et les autres zones inhabitées de l'île pour revenir ensuite sur leur lieu de travail. Ils étaient désignés du terme d'enfuis (*huidos*) et à ce titre connaissaient quelque punition corporelle. Ils pouvaient encore devenir marrons, c'est-à-dire tenter de désertier le monde des plantations et constituer des villages fortifiés, les *palenques*, qui subissaient les assauts de la garde rurale créole. Ces deux formes de refus de la condition servile, temporaire ou définitif, ne visaient nullement la destruction de l'ordre esclavagiste et l'instauration d'un nouveau système social où Blancs et Noirs seraient égaux, mais le retour à une forme de vie communautaire où les maîtres n'avaient pas de place. À une seule époque de l'histoire de Cuba, en 1844, les esclaves participèrent à une rébellion armée (*l'Escalera*), mettant en question la domination des Blancs sur les gens de couleur et s'inscrivant contre l'institution esclavagiste. Destruction de plantations et assassinats de maîtres furent suivis d'une féroce répression de la part des autorités de La Havane. Cette rébellion d'esclaves était dirigée par des éléments de couleur libres.

La condition sous contrat impliquait un autre moyen d'action sociale, connu des paysans cantonnais : le maniement de l'épargne. L'existence des associations de prêts mutuels est attestée de longue date en Chine suivant Maurice Freedman ². Les colons et les engagés libérés de leur contrat formèrent de telles associations qui leur permirent de créer un circuit de colportage dans les villes et les plantations, d'ouvrir des boutiques, de constituer des équipes de journaliers agricoles et d'amorcer un processus d'accumulation de capital que vint renforcer

¹ Jean Chesneaux fait remarquer que les membres des sociétés secrètes chinoises étaient désignés du vocable de bandit : *fei*. Ce terme, qui constitue une particule grammaticale négative de la langue classique, signifiait "celui qui n'a pas de place dans la société", "celui qui n'existe pas".

² M. Freedman, *The Handling of Money, a Note of the Background of Economic Sophistication of Overseas Chinese*, *Man*, avril 1959, n° 88-89.

l'arrivée de marchands chinois dès 1870. L'émigration cantonaise comme fait original fit se rencontrer à des milliers de kilomètres de leur lieu d'origine des éléments déclassés de la société paysanne chinoise et des marchands des ports du sud à la recherche de nouvelles fortunes. Ce mouvement d'exil des marchands n'est qu'un effet, qu'une illustration outre-mer, de la montée de la dynamique capitaliste en Chine sous la pression de l'intervention du capital privé occidental à la suite de la suppression du monopole de commerce de l'East Company en 1834. Mais alors qu'en Chine cette classe marchande restait assujettie au pouvoir impérial par le contrôle des fonctionnaires de la production et des échanges, par leur incessante surveillance en matière de taxes et par l'exploitation de l'activité mercantile par les mandarins en vue d'assurer leur enrichissement et non de motiver un nouveau développement de la société chinoise, ces contraintes disparaissaient outre-mer. La classe marchande émigrée pouvait se constituer en classe capitaliste réelle soucieuse d'accumulation de capital et d'innovation. La transformation successive de quelques colons en chefs d'équipe de journaliers, en boutiquiers, en commerçants importateurs, puis en planteurs illustra cette possibilité d'action sociale donnée au capital chinois à Cuba. Le capital marchand chinois n'était qu'un des relais indispensables au mode de production capitaliste émergent.

La transformation d'une fraction de la classe ouvrière chinoise en une petite bourgeoisie commerçante s'amorça dès le début de l'immigration chinoise dans l'île et continua tout au long de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle, accélérée à partir de 1880 par l'abolition de l'esclavage et l'extension du marché intérieur qui s'ensuivit. L'expansion du secteur commercial à Cuba n'était qu'une des conséquences de l'imposition du mode de production capitaliste qui ordonnait l'apparition de nouveaux procès de production de valeur et de circulation de biens. Le capital commercial et bancaire qui s'établissait au travers de la mutation des chefs d'équipes chinoises en boutiquiers et commerçants et de l'importation du capital privé chinois depuis San Francisco et Hong-Kong ne créait certes aucune valeur, mais il assurait le transfert de la plus-value créée par les salariés chinois et créoles. Cette classe ouvrière comprenait dans les années 1860-1870 quelque 80 000 individus dont 30 000 ouvriers chinois sous contrat ou libres.

De classe productive ayant permis la mutation d'un système de production en un autre, les immigrés chinois devenaient des éléments improductifs, permettant la production élargie du capitalisme industriel qui avait motivé leur venue dans l'île. Ce passage fut rendu plus aisé par un fait : la fonction de surveillance, c'est-à-dire la domination politique, fut aux mains des Chinois sur les plantations. Ces surveillants, dénommés *cuadrilleros* par les planteurs, recevaient de meilleurs salaires et étaient au fait de la situation du marché du travail dans l'île. Grâce à ces fonds et à cette connaissance, ils purent aider des colons à se libérer de leurs contrats et former à l'aide de ces hommes soumis à leur domination des équipes de journaliers qu'ils louaient aux planteurs. Leur rôle consista essentiellement à soustraire une partie de la plus-value créée par ces colons libérés de leurs contrats et à la transférer dans un secteur commercial que l'évolution des échanges dans

l'île promouvait. Grâce à cette extorsion, ils purent se constituer en petite bourgeoisie commerçante que l'intervention du capital privé chinois confirma dans sa fonction, entraînant dans ce processus la majorité de la main-d'œuvre chinoise et transformant des ouvriers des plantations en agent de services pour leur propre profit. Ce processus servit la formation d'une communauté chinoise, créant des liens de subordination indissolubles entre des éléments exclusivement chinois.

2. Religion et ordre social

[Retour à la table des matières](#)

Dans la société esclavagiste, l'introduction du système de travail sous contrat mettait à jour une problématique, celle de la juxtaposition de deux définitions de la liberté, de deux rationalités sociales qui, bien que ne s'excluant pas, demeuraient antagonistes, conflictuelles. Cette problématique se trouvait posée au sein de toutes les pratiques idéologiques de la société créole. La nouvelle signification de la notion de liberté qui faisait des Chinois des égaux des Blancs et des planteurs impliquait une nouvelle définition de la notion et de la fonction de la religion.

La religion dans la société esclavagiste expliquait et servait la reproduction de l'ordre social. La dichotomie sauvagerie-civilisation était équivalente de celle opposant fétichistes et monothéistes. La hiérarchie proposée par l'ordre naturel entre animistes et catholiques servait à ordonner toutes les catégories fondant le pouvoir des planteurs : pratiques quotidiennes, statut légal, attributs raciaux, cultes religieux des Africains étaient autant de signes dévalorisants. Mais ces traits distinctifs pouvaient être changés par l'évangélisation, par la conversion des sauvages à la religion catholique : dans le code esclavagiste, un homme libre pouvait être un homme blanc ou un homme de couleur converti. La transformation possible des esclaves en hommes libres au moyen de leur obligatoire reconnaissance du pouvoir du Dieu unique renforçait la fonction de la religion catholique comme garant de l'ordre social. La description des cultes fétichistes comme cultes d'objets terrestres où se fixait une force magique indéfinissable permettait ce passage de la barbarie à la civilisation : la force diffuse et universelle que les esclaves honoraient par leurs cultes à des objets et dieux multiples devait être transférée à un principe unitaire d'organisation du monde, le Dieu catholique. L'esclave Esteban Montejo parla de la puissance du Dieu chrétien qui vainquit celle des dieux africains, reconnaissant la suprématie du premier, et validant l'institution esclavagiste. Aucune ambivalence ne sembla exister dans son esprit : les dieux noirs avaient perdu la bataille contre le dieu blanc entraînant dans leur défaite des milliers d'hommes sur la voie de la servitude. Les traits distinctifs, culturels, raciaux, légaux, économiques qui définissaient les esclaves et les hommes libres ne lui apparurent pas comme des symboles ambigus et destructibles de l'exploitation du travail servile mais comme des signes de différences irréductibles et significatives de la perte de pouvoir des fétiches et dieux noirs. La religion catholique devenait le lieu mythique de l'unification sociale où se

dissolvait la hiérarchie entre les esclaves et les planteurs, pour se reproduire identique à elle-même.

La supériorité de la religion catholique sur les cultes africains devenue le garant de l'ordre social, la société se concevait comme un système clos se reproduisant semblable à lui-même : l'organisation sociale était l'équivalent du fonctionnement social. Le principe d'explication du système social ne résidait pas dans la société, mais se rapportait à la providence divine comme loi régissant et ordonnant les faits sociaux. L'activité humaine n'était pas conçue comme l'organisation de multiples milieux techniques mais comme l'insertion à un milieu naturel, ordonné par un garant métasocial, la loi divine. L'historicité du système social était identifiée à son ordre, conçu comme sacré, toute appréhension d'un futur autre que le présent était interdite par la vision cyclique de la reproduction de l'ordre social. L'activité économique tendait à réaliser ce principe d'ordre et d'unité religieux, à rendre manifeste cette thématique de la société esclavagiste, elle n'était en rien un facteur de transformation de l'ordre social. L'histoire de la société esclavagiste était séparée de son activité de production et l'ordre social n'était pas perçu comme relié à l'ordre économique mais à un principe de détermination extérieur à lui, l'ordre naturel et divin fondant les différences raciales, religieuses, culturelles et sociales. Le mouvement de la société était religieux, concrétisé par la nécessité de refouler la barbarie, qui mobilisait l'activité sociale. L'activité économique dans le système esclavagiste portait sur la multiplication arithmétique des moyens de travail (importation de main-d'œuvre, élevage de bétail, défrichement de terres vierges) et visait une consommation de prestige (domesticité, maisons, mode de vie luxueux des planteurs). N'impliquant aucune image d'une possible créativité de la société sur elle-même, il définissait le système social comme la reproduction de séquences identiques : déplacement des moulins, rythmes culturels annuels, expéditions répétées sur les côtes du golfe de Guinée, arrivées sans cesse renouvelées de Noirs. L'économie n'était qu'un ordre assujéti à la reproduction de l'ordre social et non pas une force de mutation comme le signifia la révolution technologique importée d'Europe dès 1840.

Par celle-ci, le travail ne fut plus reconnaissance et mise en ordre des forces naturelles mais son organisation devint source d'accumulation et de changement. La nouvelle division sociale et technique du travail dans les années 1840-1880 illustra ce rôle de l'activité économique devenue facteur de déséquilibre de l'ordre créole. Le conflit entre manufacturiers et sucriers, la lutte victorieuse des planteurs sur les autorités ecclésiastiques, l'utilisation à partir de 1850 de critères économiques pour évaluer la couleur légale d'un individu et l'affranchissement d'esclaves grâce à leur location par des planteurs ruinés ou appauvris par la nouvelle organisation de la production sucrière se rapportèrent à cette nouvelle signification de l'activité économique. Le progrès technique en tant que principe d'intervention et de transformation sociales créait de nouveaux rapports de sens. Les relations sociales pouvaient s'organiser en fonction de la production et non plus de la place des individus dans une structure de privilèges donnés par l'ordre

naturel. L'ordre religieux comme principe garant de l'organisation sociale pouvait perdre sa fonction, relayé par l'ordre économique et la place des individus dans la société devenir déterminée par leur place au sein des rapports de production, leur possibilité d'accès à l'accumulation, ce que la définition de la liberté apportée par le système de travail sous contrat avait dévoilé. Au même moment, certaines autorités religieuses de l'île mirent en avant les préceptes égalitaires de la doctrine catholique. Entre 1852 et 1858, l'archevêque de Santiago de Cuba, Claret y Clará, fut l'avocat d'un nouveau courant d'idées au sein de l'Église créole. Alors que de nouvelles définitions de la liberté, de la dépendance apparaissaient, furent repris par une fraction du clergé créole des principes de la doctrine chrétienne rendus jusque-là inopérants. Ces principes insistaient sur l'égalité des hommes et sur leur liberté de choix en matière de mariage interracial. Par ce changement des rapports de sens apportés par la pratique religieuse, une nouvelle vision de la société par elle-même était introduite. Au déterminisme naturel succédait l'image d'un déterminisme social, à l'univers de la règle, celui du changement et de la fluctuation. Mais les Chinois étaient les seuls à tenir le discours du changement dans la société créole, côte à côte avec les nationalistes insurgés dans la province orientale.

Les Chinois furent baptisés mais non évangélisés car l'Église créole avait perdu sa place sur les plantations du fait de la nécessité d'obtenir une rentabilité accrue de la main-d'œuvre. Les Chinois furent dits des hérétiques et leur incrédulité religieuse devint un modèle d'inconduite que les planteurs condamnèrent suivant diverses appréciations morales. Ils devinrent des hommes sans religion, ni morale qui ne méritaient plus d'appartenir au monde civilisé que la Chine avait symbolisé jusqu'alors aux yeux des Occidentaux.

3. La race : ambiguïté des rapports de sens et de force

À l'égal de la religion, la race, constituée en signe de différences naturelles irréductibles entre les hommes blancs et noirs, expliquait et servait la reproduction sociale. Les phénotypes, les occupations, les pratiques religieuses et culturelles et les statuts légaux étaient des signes hiérarchisés par leur référence à l'image du groupe dominant composé d'hommes blancs, libres, catholiques, détenant le contrôle des terres. Cette valorisation des signes blancs comportait la stigmatisation des attributs de la main-d'œuvre des plantations, esclave, fétichiste et africaine et faisait de l'acquisition des signes blancs, la norme recherchée afin d'annuler ces différences.

Les couleurs légale et réelle d'un individu pouvaient changer par le métissage. Un Noir, un Mulâtre pouvaient "blanchir" et acquérir un statut social plus valorisé. L'acquisition de ce nouveau statut était concomitante de la pratique d'unions consensuelles et de mariages interraciaux et de la manifestation des usages culturels blancs comme l'affranchissement des esclaves l'était de leur adhésion à la foi catholique. Ce n'était qu'au prix de l'affirmation redondante de la condition

libre comme liée au catholicisme et de la prédominance de la race blanche et de ses attributs qu'esclaves et gens de couleur libres s'affranchissaient de la servitude et de l'image de la tare de l'esclavage. L'interprétation idéologique du fait racial portait la permanence de l'ordre social sans cesse reproduit identique : tout changement de statut social se réalisait en référence à la division entre Blancs et Noirs. L'existence d'un continuum racial à Cuba manifesta ce rôle de la catégorie raciale comme moyen de la reproduction sociale. Les phénotypes pouvaient changer paraissant abolir la différence entre Blancs et Noirs, mais ce changement confirmait le discours des planteurs-maîtres sur leur propre supériorité en reproduisant un des principes essentiels de la logique esclavagiste, celui de la nécessaire transformation des sauvages en hommes chrétiens et civilisés comme les Blancs.

Un double mouvement animait la société esclavagiste. Au nom d'une définition de la nature humaine en termes de civilisation, la supériorité de la race blanche et de tous ses attributs historiques était affirmée et les barbares exclus du monde des Blancs. Le concept de pureté raciale était indissociable de cette logique d'explication car un homme blanc ne pouvait rétrocéder dans l'histoire, nier sa propre définition. L'explication évolutionniste du monde du XIX^e siècle sous-tendait la définition de la nature humaine en termes de civilisation et de race. Ce mouvement d'exclusion fondait la servitude des Noirs et créait les figures du maître autoritaire et punitif et de l'esclave soumis et stupide. Mais cette rupture au sein de la société était comblée par la vocation de l'esclavage de faire accéder les sauvages à l'état de civilisation et par la vision évolutionniste du devenir humain que les Blancs imposaient. Un mouvement d'intégration se faisait jour : les esclaves pouvaient acquérir leur liberté, changer de phénotype et devenir chrétiens. Il y avait des esclaves domestiques et artisans, parlant espagnol, suivant les préceptes catholiques et jusqu'à la pratique de consommation ostentatoire des planteurs ; il y avait des esclaves des champs voués aux langues, coutumes et cultes dits africains. À cette possibilité de continuité correspondait la figure du maître paternel, négociant avec ses esclaves leurs conditions de travail et de vie, et celle des esclaves se rebellant si ces conditions ne les satisfaisaient pas.

La race, la religion, la culture matérielle devenaient des médiateurs qui permettaient d'acquérir progressivement les signes blancs, fait que manifestait aussi la stratification culturelle, raciale, et occupationnelle des gens de couleur libres. Des faits économiques propres à l'évolution de la colonie de Cuba introduisaient une différenciation complexe au sein de la population de couleur libre. Au XVIII^e siècle, alors que le système de la plantation esclavagiste ne régissait pas encore la société créole, une importante population de couleur libre s'était formée et de nombreux immigrants blancs étaient arrivés. Entre 1820 et 1840, le fonctionnement des manufactures esclavagistes dont la capacité productive avait été accrue par l'emploi de la vapeur comme force motrice des moulins, avait favorisé sinon induit l'apparition de secteurs de production paysanne et artisanale approvisionnant le secteur sucrier, permettant une exploitation plus

grande du travail servile et une rentabilité accrue des plantations. Ce fait se perpétua lors de la mécanisation des manufactures à partir de 1840 : nécessitant une force de travail agricole de plus en plus nombreuse et productive, les planteurs trouvèrent plus d'avantages à obtenir les biens nécessaires au maintien des esclaves auprès d'une paysannerie créole blanche et de couleur que de les voir produits par ces derniers ou achetés sur des marchés extérieurs. D'autre part, l'extension de l'urbanisation de l'île due à la consommation de prestige des planteurs préférant vivre dans les centres urbains et à la lourde présence administrative propre au régime colonial espagnol favorisèrent la croissance et le rôle des secteurs paysan et artisanal. Au sein de ces deux secteurs, des gens de couleur libres et des hommes blancs n'ayant pas accès à de grandes concessions de terres composaient un réseau de groupes sociaux définis à la fois selon des signes économiques, occupationnels, culturels produits par leur référence aux dichotomies civilisation-barbarie, blanc-noir.

Réaffirmant sans cesse la différence entre les Blancs et les Noirs en cherchant à la dépasser, les gens de couleur recréaient les conditions de leur propre exclusion et permettaient la reproduction du système esclavagiste, car leur acquisition des traits de la civilisation blanche était stoppée par la pratique de la pureté raciale par les grands planteurs. Un mulâtre ne pouvait être planteur par la prohibition faite à tout membre d'une famille noble ou de renommée publique de s'allier par le mariage à un élément de couleur. Le discours et la pratique de la pureté raciale était l'exclusivité des Blancs : la trace de l'ascendance raciale des gens de couleur était présente dans leur arbre généalogique. Certains réussissaient à cacher cette tare de l'esclavage mais il leur fallait la complicité d'autorités ecclésiastiques falsifiant les données inscrites sur les registres de paroisse. La pratique d'acquisition de traits raciaux et culturels blancs n'était suivie par les gens de couleur que pour confirmer leur subordination. Assujetti à l'oubli, à la répression ou à la dénégation, le rapport de sens dévoilé par l'impossible actualisation de la norme blanche par tous les membres de la société créole, existait inaliénablement inclus dans la logique sociale esclavagiste comme le double mouvement de l'ordre créole. La religion catholique était vouée au refoulement de la barbarie en vue à la fois de l'établissement de l'institution esclavagiste et de l'affirmation d'une égalité des hommes devant Dieu jamais réalisée. L'esclavage servait l'insertion des Africains dans le monde civilisé et l'exclusion des gens de couleur du monde des planteurs blancs. L'une des vocations de la religion, de l'esclavage et de la race étaient constituée en signification seconde, en rapport de sens implicite, passé sous silence. Les chrétiens n'étaient pas égaux, la liberté n'était pas la même pour tous, car l'obligation de la pratique de la pureté raciale, faite aux membres des familles de grands propriétaires terriens, interdisait aux autres Créoles l'accès aux moyens de production de la plantation esclavagiste. Cette interdiction donnait aux catégories référentielles de la théorie idéologique esclavagiste une ambiguïté de sens. Perçue suivant les rapports de sens explicites, prescrits comme fondement naturel des différenciations sociales entre Blancs et non-Blancs, la catégorie raciale servait la reproduction sociale, mais, perçue comme source du pouvoir des

planteurs suivant les rapports de sens implicites, elle devenait le moyen d'une transformation sociale par la négation de sa fonction répressive. Les gens de couleur n'ignoraient pas ces rapports de sens implicites et n'étaient pas dupes des prohibitions que leur impossible actualisation leur imposait.

La position idéologique et sociale des hommes de couleur libres fut toujours ambiguë aux yeux des autorités qui les craignaient. En effet, si ces individus acceptaient les préceptes du système esclavagiste, prenant fait et cause pour les intérêts des planteurs comme l'illustre ce passage d'une lettre écrite par un commerçant noir en 1833 :

la grande faillite européenne dont les répercussions se sont faites sentir dans cette ville, a eu de ruineux effets pour moi, car, affectant Messieurs les commerçants dont je dépends, ses conséquences forcément sont arrivées jusqu'à moi ¹...

Ils pouvaient aussi s'insurger du statut social qui leur était assigné à cause de leur race :

La différence de couleur ne constitue pas un élément d'inégalité dans la balance de la justice. Tous les hommes sont égaux devant la loi ; et il ne peut pas en être autrement car, si la couleur était un masque pour les voleurs et les criminels, que serait l'humanité ² ?

L'un des créditeurs de ce Noir libre affranchi avait fait allusion à la couleur de sa peau lors d'un règlement de dettes.

Lorsque les gens de couleur libres acquièrent une promotion économique dans les années 1820-1840 grâce à l'extension des manufactures esclavagistes, ils se heurtèrent dans leur ascension sociale aux impératifs raciaux blancs et se rebellèrent violemment en 1844. Les rapports de force et de sens furent rompus momentanément et rétablis par la violence et la répression. Seule, la violence pouvait rendre explicite le rapport de sens implicite de la catégorie raciale. Ce n'était qu'en se plaçant en dehors des rapports de sens imposés par les planteurs, qu'en se niant comme classe racialisée que les gens de couleur pouvaient révéler le rôle discriminatoire de la norme des Blancs. Par là même, ils changeaient les rapports de sens en mettant en avant l'égalité naturelle des hommes et les rapports de force en s'insurgeant contre les maîtres blancs. Il ne pouvait y avoir que rupture pour démontrer l'impossible actualisation de la norme blanche par tous et non pas évolution. La catégorie raciale était la référence cardinale de la logique sociale esclavagiste car, sur elle convergeaient des significations et rapports de sens contradictoires, révélant les mécanismes de la domination des planteurs.

¹ P. Deschamps-Chapeaux, "Historia de la gente sin historia, el negro en la economía habanera del siglo XIX ; Agustín Ceballos, capataz de muelle", *Revista de la Biblioteca nacional José Martí*, n 1, La Havane, 1968.

² *Ibid.*

La race perdait toute signification au sein des rapports de sens introduits par le système de travail sous contrat. Salariés, c'est-à-dire hommes libres ayant accepté un engagement de travail pour une période déterminée, les colons asiatiques devaient subir leur condition du fait de l'impérieuse nécessité de satisfaire des besoins dits naturels. Leur dépendance ne renvoyait pas à une hiérarchie racialisée inscrite dans l'ordre naturel, mais à l'image d'une liberté naturelle hypothéquée, réduite par une position économique défavorable. Selon la logique sociale capitaliste, un homme pouvait se trouver dans une situation de dépendance du fait de sa pauvreté. La multiplication des journaliers de race blanche dans le secteur agricole de la production sucrière révéla ce fait à partir de 1860, mais il ne fut jamais rendu significatif par l'idéologie esclavagiste. La race en tant qu'opposition entre les hommes blancs et noirs n'était plus un critère de définition sociale : les Chinois possédaient les attributs des deux couleurs, c'est-à-dire n'en possédaient aucun.

Selon le code esclavagiste, leur couleur réelle aurait été celle des esclaves auxquels ils pouvaient être assimilés en tant que force de travail dépendante connaissant les mêmes conditions de vie que la main-d'œuvre asservie. Selon ce même code, leur couleur légale aurait dû être celle des Blancs auxquels leur statut d'hommes libres et leur phénotype non-africain permettaient de les assimiler. Mais leur non-insertion dans la communauté culturelle catholique rendait une telle définition caduque. L'application aux Chinois des critères raciaux esclavagistes devint socialement inopérante, dévoilant une possible absence de signification de la catégorie raciale dans la définition du statut des individus, qui renvoyait à l'abolition de toute référence à un garant extra-social dans le système de production capitaliste industriel. La race comme critère d'identification sociale cédait le pas au statut socio-économique. Par la présence du travail salarié sous contrat, la correspondance des dichotomies Noir-Blanc, esclaves-maîtres s'effaçait au sein même des plantations esclavagistes pour donner lieu à une nouvelle dichotomie conçue comme historiquement déterminée où le rôle des critères économiques créait l'opposition entre ceux ayant accès au contrôle des moyens de production et ceux ne l'ayant pas.

4. Théorie idéologique et pratique du pouvoir

[Retour à la table des matières](#)

La théorie idéologique créole comportait deux aspects. Elle était une explication-commentaire des rapports sociaux qui, en attribuant un sens à ces derniers, les fondait et créait une vision de la société elle-même. À ce titre, elle était un discours et une logique systématiques d'articulation de catégories sémantiques et de rapports de sens, mais elle n'était pas une logique formelle car elle était une pratique de pouvoir. Chaque catégorie sémantique mise en avant, chaque rapport de sens actualisé étaient une interprétation, un rapport de significations prescrits qui n'existaient qu'en fonction de la prohibition d'autres interprétations et d'autres rapports de sens. La théorie idéologique créole se

composait de rapports de sens explicites, normatifs, érigés en rapports de sens universels et légitimes et de rapports de sens implicites, déniés, prohibés, dominés dont l'actualisation entraînait la rupture de l'ordre social, la répression ou une possible transformation de la société esclavagiste. Elle constituait un processus de contrôle de significations qui assurait la production des signes et des comportements culturels permettant la reproduction de la structure sociale comme le contrôle de l'accumulation et des moyens de production permettait celle de l'organisation économique créole. Les comportements culturels et les signes qui les codifiaient, n'étaient pas des entités surajoutées à la réalité économique mais des comportements induits par la même logique des significations qui fondait cette réalité : ils étaient autant de forces productives permettant la reproduction de l'ordre social. Ce n'était que parce que les hommes étaient définis en termes de civilisation, créant une opposition entre les hommes blancs et les hommes non-blancs, que la division politique entre les maîtres et les esclaves pouvait être perpétuée et la production esclavagiste assurée. Dans la nouvelle logique idéologique capitaliste, les hommes étaient définis en termes de liberté innée de satisfaire des besoins dits naturels, c'est-à-dire en termes concomitants de consommation et de travail. La production des biens était assurée par cette définition de l'individu libéré pour être aussitôt mobilisé comme force de consommation.

La théorie idéologique créole apparaissait comme l'imposition d'une interprétation de la société, l'antagonisme entre les rapports de sens explicites et les rapports de sens implicites n'étant que la traduction des antagonismes sociaux. Annihilant les rapports de sens périlleux pour l'ordre social, c'est-à-dire pour le groupe au pouvoir, cette idéologie imposait des discours et des pratiques aux autres groupes créoles ainsi constitués en groupes dominés et créait des interdits des modèles d'inconduite réglementée pour ces derniers. La non-actualisation par tous les groupes sociaux créoles du discours et de la pratique idéologique des planteurs était la condition du pouvoir de ceux-ci : l'idéologie était prohibition de toute interprétation de l'univers social et naturel qui ne fût pas celle des planteurs.

Cette prohibition de sens permet de comprendre l'apparition et la nature des signes et des comportements culturels du système social créole. Ces signes étaient produits par leur référence à la logique de la théorie idéologique esclavagiste qu'ils devaient signifier et par leur fonction de négation de l'ambiguïté de sens que chaque catégorie sémantique comportait comme lieu et effet des antagonismes sociaux. La race, la culture et la religion créaient des valeurs prenant leur sens dans une définition de l'ordre naturel déterminant l'ordre social : les Sauvages pouvaient être civilisés par les Blancs. Cette possibilité devenait le fondement et la norme des rapports sociaux et les traits culturels, raciaux et religieux n'étaient plus que des valeurs signifiées, des signes manifestant la hiérarchie entre les Blancs et les non-Blancs.

Cette description des rapports sociaux constituait le discours idéologique des planteurs, parlant d'eux-mêmes à ceux qu'ils dominaient pour reprendre une expression de Marc Augé¹. Cette détermination de classe de la théorie idéologique créole la portait à engendrer des rapports de sens différents de ceux qu'elle rendait significatifs, actualisables, à produire des rapports de sens implicites. En effet, les normes de ce discours idéologique ne pouvaient être suivies par tous les membres de la société créole. Seuls les Blancs liés par leur histoire familiale à la noblesse espagnole pouvaient être des planteurs, seuls les Blancs planteurs pouvaient parler de et pratiquer la pureté raciale. Le contrôle de l'échange des signes culturels créoles dévoilait cette détermination de classe de la théorie idéologique esclavagiste. Mais cette impossible actualisation des normes des planteurs blancs par les gens de couleur libres ou asservis et par les paysans créoles faisait de la race non seulement un signe commentant et fondant une inégalité entre les hommes mais un moyen et un symbole d'oppression. Cette double acceptation de la catégorie raciale annulait son efficacité sociale : la race devenait un matériel d'échange symbolique indissociable des relations humaines où elle apparaissait mais devant s'abolir en elles. Son statut d'instrument de domination lui était restitué et elle ne pouvait plus fonder aucune différence, aucune valeur, ni créer de séparation entre les hommes qui l'échangeaient. Elle n'était plus qu'un objet signifiant une relation et non pas une signification l'ordonnant.

Par le dévoilement de l'ambiguïté de sens de la catégorie raciale, la définition des rapports sociaux par une détermination naturelle devenait caduque. Il apparaissait que seule l'imposition de l'interprétation de la réalité sociale par le groupe des planteurs pouvait ériger la race en un signe. En effet, un objet signe a une valeur d'usage et d'échange, une valeur codifiable, une autonomie apparente car il prend son sens dans la théorie idéologique qu'il signifie et renvoie à une logique systématique de significations codifiées. À ce titre, il ne peut être échangé que contre d'autres objets signes. Pour devenir un signe permettant la reproduction sociale, c'est-à-dire définissant et mobilisant les hommes en vue du maintien de l'institution esclavagiste, devait être abolie l'ambiguïté de sens de la catégorie raciale, marque d'une hiérarchie naturelle entre les hommes et facteurs d'oppression.

Cette réduction de sens était réalisée par la démarche interprétative du discours des planteurs. La race prenait un sens exclusif dans sa référence à la dichotomie civilisation-barbarie et au concept d'inégalité que celle-ci créait. Les relations sociales où elle apparaissait n'étaient plus que des relations codifiées par ce statut de signe différentiel qu'elle acquérait. La perte de sens de la catégorie raciale fondait et servait une discrimination sociale. Les hommes étaient maintenus divisés, séparés, classés par une hiérarchie que les différences de phénotype, de religion, de systèmes de valeurs et de culture matérielle signifiaient. Les échanges économiques, culturels et raciaux entre les Blancs et les gens de couleur ne

¹ M. Augé, *Théorie des pouvoirs et idéologie*, p. 408.

pouvaient que confirmer la supériorité des Blancs mise en avant par le discours idéologique des planteurs. La circulation des biens de prestige (pureté raciale, pratiques culturelles européennes, biens de consommation de luxe) au sein du seul groupe des planteurs assurait la domination de ces derniers sur les non-Blancs et les non-planteurs, elle était parallèle de la circulation exclusive entre leurs mains des biens qui fondaient la suprématie dans un système de production esclavagiste : terres, capitaux et main-d'œuvre esclave.

Devenue objet signe, la race n'apparaissait plus comme une catégorie du réel constituée par un mode particulier d'organisation de l'univers naturel. Son caractère interprétatif disparaissait et, seule, était affirmée sa matérialité qui renvoyait à la logique esclavagiste signifiée. Coupée d'une partie de ses significations, abstraite de la totalité des rapports de sens explicites et implicites de la théorie idéologique créole, la race devenait un trait empirique justifiant sa fonction sociale et fondant des rapports sociaux inégaux entre les hommes.

Comme tout système social, le système esclavagiste créole se trouva face à une double contrainte : créer des significations, établir un code de ses pratiques économiques, religieuses, morales, juridiques, esthétiques et culturelles et organiser un environnement naturel et technique. Ce double impératif le porta à manifester un mode d'action sur cet environnement et une rationalité sociale expliquant et fondant ce mode. Cette forme de domination du milieu naturel et cette logique explicative composèrent dans leur correspondance un modèle culturel particulier. Mais ce modèle culturel était le produit d'une domination de classe, ce que l'étude, au-delà de leur sens, des fonctions sociales données aux catégories sémantiques de l'idéologie créole permet de constater. Dans le système esclavagiste, la réduction de la race au statut de signe ne manifesta pas l'apparition d'une catégorie idéologique, source d'un consensus social mais l'imposition d'une interprétation du réel indispensable à la domination des planteurs et subie par les autres groupes sociaux. Cette imposition donna aux catégories sémantiques créoles leur ambivalence sociologique et fit du pouvoir des planteurs un équilibre de rapports de force et de sens instable et vulnérable, nié par la démarche abstraite de leur discours idéologique.

Cette démarche n'est que le mode de fonctionnement essentiel d'un processus idéologique qui contraint tout discours de pouvoir créer des concepts abstraits afin de signifier que l'ordre social est naturel, c'est-à-dire légitime dans ses manifestations empiriques. Un discours de pouvoir présente toujours des traits sociaux historiquement déterminés comme spécifiques d'une nature humaine universelle, vouée à changer de définition au gré des systèmes sociaux et des théories idéologiques qui les rendent significatifs. Dans sa tentative de négation de l'historicité d'un système social et de construction d'une théorie explicative fondant une définition particulière de la nature humaine, un discours de pouvoir crée des catégories ascriptives qui, rapportées à l'ordre naturel, sont validées universelles : l'inégalité naturelle entre les hommes dans le cas de l'esclavage, l'égalité naturelle

entre les hommes dans celui de l'organisation capitaliste. Lorsque le sens et la fonction de cette démarche sont menacés par la manifestation de rapports de force et de sens révélant l'ambiguïté sociologique du pouvoir, un défi est lancé à ce dernier qui l'oblige à se définir comme tel, c'est-à-dire comme source de prohibitions. Aussi faut-il rechercher dans toute théorie idéologique les rapports de sens qui déterminent la reproduction sociale et ceux qui permettent sa transformation, toujours réduits à l'état de virtualités.

Pour résumer, la théorie idéologique créole était un discours de pouvoir, créant et imposant une explication normative des rapports sociaux qui permettait le maintien de certains rapports de force et de sens. Elle constituait à la fois une logique de significations et une pratique discriminatoire produisant des valeurs et des signes différentiels. Les normes qu'elle prescrivait décrivaient des possibilités d'action réservées aux seuls membres du groupe dominant, engendrant des rapports de sens rejetés par le discours idéologique. Mais ces rapports de sens attribuant d'autres définitions et d'autres fonctions aux catégories sémantiques du discours du pouvoir, dévoilaient leur statut d'objets manipulés et leur restituaient un caractère symbolique en démontrant que seule l'obligatoire référence à la logique idéologique du groupe des planteurs les transformait en significations codées discriminatoires. L'ambiguïté du discours idéologique était révélée, elle renvoyait à l'ambivalence sociologique du pouvoir créole qui était à la fois pratique d'imposition de significations spécifiques et explication de l'univers physique et social prétendant à l'universalité et à l'abstraction. La démarche manipulatrice du discours du pouvoir qui tentait de naturaliser les rapports sociaux, était mise en évidence.

Le discours idéologique créole devenait une tentative d'exorcisme : il tendait à réduire l'ambivalence de sens créée par des rapports sociaux fondés sur la domination de la classe des planteurs esclavagistes et à lui substituer une logique de la différence codifiée. Mais cette tentative était menacée par sa propre démarche qui engendrait des contradictions sociales et des rapports de sens conflictuels. Le processus idéologique consiste en effet en cette substitution toujours agissante et jamais acquise d'une logique de la différence qu'il crée en tant que théorie explicative des rapports sociaux, à une logique de l'ambivalence qu'il véhicule comme pratique de pouvoir. Il est une tentative de réduction au statut de signes différentiels et hiérarchisés de catégories et d'objets qui ne seraient autrement que des matériels d'échange symbolique entre les acteurs sociaux, tentative toujours exposée à la possible actualisation des rapports de sens implicites.

Le statut symbolique de la catégorie raciale abolie, la possibilité de la rupture des significations mises en avant par le discours idéologique des planteurs demeurerait. Les rapports de sens passés sous silence étaient des rapports de force réels, connus et vécus par les acteurs sociaux. Ces rapports pouvaient faire exploser la fonction de signe de la race, dévoiler son sens mutilé et restituer à la

catégorie raciale sa pluralité de significations comprise dans la théorie idéologique créole. En tentant d'acquiescer divers signes blancs (phénotype, langue, vêtement, religion, etc.), les gens de couleur ne méconnaissaient pas leur impossibilité d'actualiser la norme des planteurs : ils ne pourraient jamais devenir de grands propriétaires terriens et ils le savaient. En s'insurgeant contre l'ordre esclavagiste armé à la main, ils avaient montré en 1844 que le discours idéologique des planteurs n'était pas le leur et qu'en tant que pratique de pouvoir, ce discours créait des pratiques sociales différentes, relatives de la position dans la structure sociale de ceux qui les exerçaient. S'ils n'ignoraient pas les interdictions qui leur étaient faites, ils étaient cependant forcés de les subir. Leur recherche d'une identité sociale définie en référence à la norme blanche ne relevait pas d'un consensus social mais de la contrainte à l'interprétation de l'univers physique et social en termes de civilisation qu'imposaient les rapports de force d'une société esclavagiste. Ils ne pouvaient éviter cette contrainte mais seulement la nier, c'est-à-dire se nier en tant que classe racialisée et détruire la logique sociale esclavagiste dans sa totalité. Les rapports de sens implicites n'étaient pas des éléments inconscients constituant un imaginaire social mais des significations connues, composant une explication virtuelle de la société qui ne pouvait être actualisée que par la violence et la rupture de l'ordre social.

Cette menace toujours présente d'explicitation des rapports de sens prohibés par un discours idéologique montre que les pratiques produites par ce discours ne sont pas des représentations mystifiées des rapports sociaux, mais, en tant que manifestations et explications de ces derniers, des rapports d'actions permises et interdites. Des pratiques étaient déniées aux gens de couleur libres et asservis par la contrainte physique et l'affirmation de la supériorité des Blancs, prétendues inhérentes à l'ordre naturel par le discours idéologique des planteurs. L'idéologie esclavagiste ne peut être considérée comme le reflet inversé des rapports sociaux, reflet faisant de la race un fétiche, un objet réifié dans lequel les acteurs sociaux se seraient projetés. Cette définition présupposerait à la fois l'existence d'un caractère vrai et objectif de la race, d'une nature humaine rationnelle existant en dehors des rapports sociaux et d'une société rendue homogène par la surdétermination de l'idéologie. Celle-ci ne constitue pas une illusion mystificatrice, mais un rapport conflictuel de légitimations et d'interdictions d'actions, un rapport perçu des acteurs de pratiques prescrites et possibles. Ces interdictions peuvent être levées, ces possibilités concrétisées, laissant apparaître des pratiques et des discours nouveaux transformant l'ordre social.

La théorie idéologique esclavagiste ne peut être décrite comme le reflet du système social créole mais comme la description qui le fondait et le constituait en ordonnant le réel, en expliquant le regroupement des hommes en vue de la production : les classes des maîtres et des esclaves étaient formées en référence à la dichotomie civilisation-barbarie qui se manifestait à Cuba dans la hiérarchie établie entre les hommes blancs et noirs. Un discours idéologique ne crée pas une fausse représentation de la structure des rapports sociaux, ce qui conduit à ériger

l'idéologie en une source de consensus social et en un mécanisme de méconnaissance permettant la reproduction sociale. Il est un processus d'interprétation produit par une détermination de classe qui s'appuie sur des rapports de force et de sens virtuels, non réalisés, des pratiques et des discours cachés, clandestins. Ces rapports de sens ne peuvent donner lieu à une prise de parole, à une mise en pratique qu'au travers de la transformation de la société. Les gens de couleur libres et esclaves pouvaient connaître la fin de la discrimination sociale qu'ils subissaient lors de la suppression de l'esclavage à condition que la société post-abolitionniste ne reproduisît par les schèmes du discours idéologique des planteurs sur la supériorité de la civilisation blanche.

13

CONCLUSION

L'identification ethnique chinoise

[Retour à la table des matières](#)

Le dévoilement de nouveaux rapports de sens par la transformation de la production sucrière et le système de travail sous contrat annulait la signification de la catégorie raciale comme fondement de l'inégalité naturelle entre les hommes et comme référence cardinale de la théorie idéologique esclavagiste. Les Chinois venaient renforcer des rapports de sens périlleux pour l'ordre esclavagiste car ils fondaient la possible libération des esclaves et l'égalité des hommes blancs et des hommes de couleur. Cette image menaçante fut reprise par des planteurs et des fonctionnaires coloniaux décrivant les colons asiatiques comme des éléments révolutionnaires. La situation sociale de ces derniers, créant les concepts d'individus libres et égaux, était validée par la rébellion orientale. Les *Mambís* affirmaient que le gouvernement créole devait être composé de ces volontés autonomes qu'étaient les individus-citoyens. Ils affirmaient la valeur des notions de suffrage universel et de nation comme corps où s'incarnaient et s'exerçaient ces volontés. La condition des Chinois rendait manifeste la disparition imminente des catégories référentielles de l'ordre esclavagiste et devenait une source de tensions. Au travers du système de travail sous contrat, deux logiques sociales étaient signifiées et les fondements idéologiques de l'ordre créole sapés.

Cependant, la fonction du travail sous contrat n'était pas la transformation de l'ordre créole, mais sa mutation progressive. La main-d'œuvre asiatique rendait possible la transformation des manufactures sucrières traditionnelles en usines centrales. Les forces capitalistes qui construisaient la nouvelle société conduisaient à l'abolition de l'esclavage en ne la rendant pas immédiatement nécessaire. Le travail sous contrat et la constitution d'équipes de journaliers chinois libérés de leurs engagements étaient à la fois des conditions essentielles du maintien du système esclavagiste et des signes de sa dissolution prochaine. Le travail sous contrat déniait le caractère ascriptif de la race détruisait les fondements des rapports sociaux esclavagistes et rendait le pouvoir des planteurs blancs vulnérable tout en retardant l'affranchissement des esclaves. La disparition future de ce

pouvoir était signifiée par l'incompatibilité entre les deux logiques sociales, par la médiation du travail sous contrat qui ne faisait qu'en différer le renversement. La présence des colons asiatiques affirmait l'existence d'un signifié dont tous les signes n'étaient pas encore produits et prédisaient une société nouvelle où les critères de différenciation sociale seraient ceux de la richesse et de la pauvreté. Mais cette logique capitaliste signifiée ne pouvait coder ses signes car son actualisation était l'enjeu de la lutte entre les *Mambís* et l'oligarchie esclavagiste sur l'appareil d'État créole. Un régime républicain devait être instauré pour que des signes capitalistes deviennent signifiants. Les nouvelles catégories de la logique capitaliste ne pouvaient être rendues signifiantes au sein du code esclavagiste afin de préserver le pouvoir créole. Tels furent le sens et la fonction de la réduction idéologique de la condition sous contrat à la condition servile et de l'apparition de la pratique ethnique imposée aux immigrants chinois.

L'idéologie esclavagiste comme logique systématique de significations et non comme projet conscient de la classe dominante, nia les nouveaux rapports de sens et de force introduits par le travail sous contrat. Les planteurs, comme agents manifestant cette logique, tentèrent de réduire au non-sens la signification du travail sous contrat et d'assimiler les colons asiatiques à des esclaves. Ils réinterprétèrent la condition des engagés suivant le code esclavagiste, se refusant à leur octroyer des salaires, à appliquer les clauses des contrats concernant la durée limitée des engagements et la liberté de mouvement des colons. Ils mirent au contraire en avant les signes d'une dépendance physique des immigrants chinois en multipliant les mauvais traitements et les brimades à leur égard. Ces derniers gestes des planteurs ne peuvent être compris comme la manifestation de la recherche d'une rentabilité maximale de la main-d'œuvre asiatique car, entraînant une mortalité accrue des colons et leur rébellion plus fréquente, ils renchérisaient le travail sous contrat. Ils n'étaient que tentative de nier l'autonomie personnelle des hommes libres qu'étaient les immigrants chinois. Cependant, suivant la logique du discours idéologique esclavagiste, le discours que tenaient les immigrants chinois était irrationnel. La réduction idéologique réalisée suivant les termes de l'opposition entre hommes blancs et noirs engendrait des rapports de sens dénués de signification suivant la logique sociale créole : les colons étaient des esclaves non africains et des hommes libres, hérétiques, acquérant un statut social où les critères de race et de religion n'intervenaient pas. Cette irrationalité était abolie si la dichotomie civilisation-barbarie était réinterprétée suivant sa logique première, si elle était référée à la supériorité de la civilisation et de la race blanches. Les Chinois n'avaient plus à présenter les traits raciaux africains, ils étaient dits appartenir à une civilisation non blanche, corrompue, déchue, inférieure. Ils n'avaient plus à être définis comme fétichistes mais comme hérétiques, irréguliers, incrédules, et non chrétiens. Le déplacement du contenu des catégories sémantiques suivait le déplacement de la domination occidentale d'Afrique en Asie.

Les Chinois furent dits hérétiques, immoraux, et non civilisés. La contrainte à l'interprétation en termes de civilisation qui sous-tendait la logique idéologique esclavagiste réapparaissait, elle expliqua et fonda les nouveaux signes différentiels attribués aux Chinois : homosexualité, pratiques culturelles quotidiennes, rébellion, jeux, incrédulité religieuse devinrent autant de signes signifiant la non-appartenance des Chinois à un ordre civilisé blanc. Le mythe de la Chine comme lieu de civilisation fut déchu. Certains planteurs perçurent cette disparition du mythe chinois et s'étonnèrent des comportements des colons asiatiques comme de gestes inattendus de la part de sujets soumis à un régime impérial stable ¹ :

au contraire de ce qu'on pourrait attendre des coutumes et des lois de l'Empire céleste, on remarque que les Chinois ici sont enclins à la rébellion, arrogants et hautains.

Les Chinois furent identifiés suivant des signes codifiés selon la référence essentielle de la théorie idéologique esclavagiste : la supériorité de la race, de la religion et de la civilisation blanches. L'idéologie esclavagiste n'était plus menacée par les rapports de sens capitalistes signifiés par le travail sous contrat et la constitution des immigrés chinois en un groupe différencié suivant les critères esclavagistes permettait la reproduction des rapports de sens de la société créole et de l'institution esclavagiste. L'ambiguïté de sens introduite par le travail sous contrat était exorcisée et la signification de la résistance des colons asiatiques et de la constitution de certains d'entre eux en petite-bourgeoisie commerçante passée sous silence. Par cette réduction à l'état virtuel de la pratique de classe capitaliste, salariée ou commerçante, des immigrés chinois, étaient abolis l'ambivalence du pouvoir créole et le statut symbolique que le travail sous contrat pouvait restituer à la catégorie raciale. En effet, qu'ils fussent salariés, colporteurs, petits commerçants ou marchands, les immigrés chinois étaient les seuls hommes libres de la société créole qui connaissaient une pratique de classe capitaliste. Les hommes libres créoles, blancs ou de couleur, voyaient leurs statuts sociaux déterminés en référence aux catégories raciale et religieuse. L'assimilation des Chinois à une main-d'œuvre dépendante définie en termes de civilisation ressortissait non seulement de la dénégation de leur pratique de classe salariée, mais surtout de celle des luttes des classes qui se jouaient au sein des sociétés créole et internationale. En réduisant les pratiques sociales des Chinois à de nouveaux modèles d'inconduite réglementée, l'idéologie esclavagiste déniait les rivalités qui se déroulaient entre les grands planteurs blancs de l'ouest de l'île, les producteurs de canne, la paysannerie créole, les *Mambís* et les gens de couleur libres. Elle déniait aussi celles qui opposaient les puissances anglaise, américaine et espagnole sur la domination de la colonie de Cuba.

En déniait ces rapports de force, l'idéologie esclavagiste les rendait non significatifs, c'est-à-dire en prohibait l'actualisation et affirmait la domination de la

¹ U. Feijóo de Sotomayor, Inmigración de trabajadores españoles, documentos y memoria escrita sobre esta materia, p. 49.

nouvelle oligarchie créole qui suscitait et contrôlait la formation d'un secteur capitaliste dans le mode de production esclavagiste. La redéfinition des comportements des Chinois constituait une explication permettant l'affirmation des rapports de force nouvellement établis entre les sucriers créoles et les autres groupes sociaux de Cuba. Elle n'était qu'une pratique idéologique particulière produite par la logique des significations de la théorie idéologique esclavagiste en cette période de mutation de la production sucrière.

Dès lors, les Chinois portaient les stigmates d'une dépendance définie suivant les catégories référentielles de la logique idéologique esclavagiste, ce qui motivait leur exclusion en termes de relations sociales et déterminait la constitution d'un groupe ethnique chinois. Les immigrants ne purent établir aucune relation sociale avec les Blancs et les hommes de couleur libres car ils portaient les marques de l'esclavage. Une femme noire refusa le mariage de sa fille avec un Asiatique : ce dernier, selon elle, n'appartenait pas à "sa classe car il avait été esclave"¹. Les Chinois ne purent établir de relation sociale avec les esclaves car les signes différentiels qui définissaient les uns et les autres ne comportaient aucune similarité. Les classes esclave et salariée chinoise se trouvaient placées en situation de compétition économique et raciale défavorables à la première par la position des engagés chinois dans les rapports de production. Les Chinois se trouvaient dans une relation de domination sur les esclaves dont ils permettaient le maintien de la condition servile. Cependant, du fait du phénotype des Chinois, les frontières entre les groupes noirs et les colons asiatiques ne furent pas rigides. Les unions avec ces derniers furent recherchées par les femmes de couleur, libres ou esclaves, de condition pauvre. Les enfants issus de telles unions possédaient un phénotype plus proche du phénotype blanc que ceux issus d'unions avec des hommes de couleur. Les Chinois permettaient "d'avancer la race" suivant l'expression créole (*adelantar la raza*), ils rendaient possible l'acquisition de traits raciaux blancs. Témoin d'unions consensuelles entre colons asiatiques et femmes esclaves, l'évêque de La Havane remarqua en 1852² :

Ces unions exaspèrent les Noirs car elles leur ôtent tout espoir de mariage, les maîtres et les femmes noires préférant les Chinois.

Les Chinois furent ainsi décrits par un fonctionnaire colonial "comme de race plus pure que les Africains, bien que considérés avec une certaine aversion par les Blancs"³. Ces unions, déniaient les antagonismes existant entre la classe chinoise et les autres classes créoles, furent toujours causes de déboires pour les Chinois qui les contractèrent. Les fonctionnaires de la Commission d'enquête de 1874, écrivirent⁴ :

¹ Archivo nacional de Cuba, *Gobierno superior civil*, legajo 931, n° 32620.

² Archivo de la capitanía general, *Gobierno superior*, sección V, expediente 17.

³ Archivo nacional de Cuba, *Gobierno superior civil*, legajo 930, n° 32587.

⁴ *Chinese Emigration*, p. 191.

Cheng A lai, le seul parmi les milliers de Chinois débarqués à Cuba qui soit connu comme ayant amassé une somme considérable d'argent épousa une femme blanche. Ensuite il s'efforça par deux fois de quitter l'île mais chaque fois il fut arrêté. Il est mort actuellement et aucune partie de ses biens n'a été renvoyée en Chine. Il y a maintenant un autre Chinois à Cuba, nommé Chang Ch'ang kuei qui a épousé une femme blanche et gagne par son travail de quoi subvenir à ses besoins. Sa déposition fut prise et il y déclare qu'il est détesté pour ce mariage. En outre, quelques autres Chinois ont épousé des Mulâtresses et des Nègresses. Mais le total de ces mariages est très petit ¹.

Produit de la logique des significations de la théorie idéologique esclavagiste, la pratique matrimoniale créole exclut les Chinois de tous les groupes sociaux de l'île.

Aux traits socialement significatifs qui constituèrent les immigrés chinois en un groupe ethnique (irrégiosité, appartenance à une civilisation non blanche, dépendance), s'ajoutèrent d'autres traits d'identification. Les usages cantonais furent transformés en autant de signes différentiels suivant lesquels les Chinois étaient définis et perçus par les Créoles : usages linguistiques, religieux, vestimentaires et alimentaires, jeux, fêtes, etc. Ces signes acquéraient une autonomie et devenaient les fondements de l'identification sociale des Asiatiques, auxquels ces derniers devaient se conformer afin de répondre à leur définition par les Créoles, afin de donner sens à leurs pratiques sociales. Ces signes se muaient en normes pour les immigrés et contribuaient à reproduire leur exclusion sociale et les liens établis entre eux : clivages entre "*Hakka*" et "*Punti*" et entre natifs de différents districts du delta des Perles, appartenance aux sociétés secrètes et aux *Casinos* asiatiques. Mais ce statut de signes différentiels qu'acquéraient les usages cantonais signifiait leur subordination au discours idéologique des planteurs. Ils ne prenaient leur sens et leur fonction que dans leur référence au code esclavagiste ; ils n'avaient aucune existence significative en eux-mêmes et n'étaient pas les facteurs constitutifs du groupe ethnique mais des manifestations de celui-ci.

Si la définition d'un discours idéologique est celle d'un processus d'articulation de significations produisant des signes différentiels hiérarchisés et tentant de nier les antagonismes entre la classe ou le groupe dominant et les classes ou les groupes dominés, on ne peut s'étonner de la logique des traits similaires qui sous-tend la démarche de l'identification sociale et on ne peut en référer à ces traits, constitués en autant de signes, de valeurs et de normes, pour expliquer l'apparition d'un groupe ethnique et pour le définir. Un tel groupe ne peut être repéré par le processus d'auto-identification de ses membres, par une pratique d'endogamie, par une spécialisation professionnelle ou la manifestation d'une spécificité culturelle. Ces faits qui le caractérisent parfois, ne sont que les résultantes de la constitution d'un regroupement sociologique en un groupe ethnique et non les facteurs déterminant son apparition.

¹ Une dizaine suivant nos recherches.

Le maintien des dialectes, des usages et des cultes cantonais, la réapparition des sociétés secrètes, la constitution des *Casinos* asiatiques contrôlés par les *cuadrilleros* et la formation d'un secteur commercial intégré d'éléments chinois ne furent pas les facteurs qui engendrèrent une pratique ethnique chinoise à Cuba. Celle-ci fut le produit de l'articulation conflictuelle des rapports de force et de sens des secteurs esclavagiste et capitaliste de la société créole. Cette pratique et ce discours ethniques apparaissent comme des éléments constitutifs de la théorie esclavagiste dont ils permettaient la reproduction. Ils n'étaient que des effets du changement des rapports de force qui constituait une fraction des grands propriétaires terriens de l'ouest de l'île de Cuba en classe dominante contrôlant l'industrialisation de la production sucrière, et qu'une conséquence indirecte de la domination de la puissance industrielle anglaise qui s'affirma au XIX^e siècle.

Cette définition de la pratique ethnique permet de poser une question : cette pratique constitue-t-elle un moment particulier du processus idéologique qui tente de dénier les antagonismes entre deux pratiques de classes dominantes contradictoires et de les résoudre au profit de l'une d'elles ? À Cuba, la pratique ethnique chinoise, résultant en l'exclusion sociale des immigrés cantonais, permettait la dénégarion de la domination de la classe capitaliste en formation que constituaient les sucriers, et le maintien de leur pouvoir en tant que classe esclavagiste luttant contre l'abolition de la servitude et l'indépendance nationale de cette colonie espagnole. Dans le cas de la société créole de Cuba, les deux pratiques de classes dominantes étaient exercées par un même groupe social. Par la pratique ethnique chinoise, la double forme de domination et d'exploitation des sucriers était assurée et les clivages de classe au sein du groupe chinois, opposant marchands, journaliers agricoles et agents de service, devenaient non significatifs. Les marchands chinois pouvaient contrôler les salariés du secteur commercial qu'ils avaient mis en place car cette pratique de classe était annihilée par la logique sociale esclavagiste. L'existence de signes différentiels définissant les immigrés chinois comme membres d'un groupe ethnique permettait au contraire la manipulation de ces signes par les marchands chinois en vue de l'établissement de leur pouvoir et de leur contrôle des institutions communautaires.

Si cette définition de la pratique ethnique est admise, il semblerait qu'une de ses conditions d'apparition dans le monde moderne soit un changement des rapports de force et de sens établis au sein d'une société. L'histoire des groupes ethniques aux XIX^e et XX^e siècles semblerait confirmer cette hypothèse : ce fut lors de l'imposition d'une nouvelle forme d'exploitation coloniale entre 1830 et 1850 que des minorités ethniques apparurent dans les sociétés non occidentales. L'implantation d'un mode de production industriel s'accompagna de la constitution de groupes ethniques en Amérique du nord (États-Unis et Canada). De semblables groupes furent réaffirmés ou formés en référence à des théories idéologiques basées sur le concept de nation durant une autre période de mutation des rapports de force internationaux, lors des deux guerres mondiales et de la décolonisation. Et

c'est lors de l'affirmation d'un nouvel impérialisme, contrôlé par des organes multinationaux et non par des États nationaux comme au XIX^e siècle, qu'apparaissent des groupes ethniques dans les pays industrialisés où actuellement se déroule un transfert de main-d'œuvre. Il faudrait dans chaque cas observer quels antagonismes sociaux sont à l'œuvre et analyser les rapports de classe instaurés ou reproduits par la constitution de certains regroupements sociologiques en groupes ethniques. La pratique ethnique pourrait alors être définie comme une séquence particulière du processus idéologique fondant et explicitant l'imposition de nouveaux rapports de force et de sens.

Annexes

1

[Retour à la table des matières](#)

Ramón de la Sagra, *Histoire politique et physique de l'île de Cuba*, p. 452-455.

"En l'année 1830, nous avons estimé à 170 000 piastres fortes le capital représenté par une sucrerie traditionnelle dont le rapport annuel était de 1 000 caisses ou 16 000 arrobes de sucre ; ce capital pouvait se répartir ainsi :

30 <i>caballerias</i> de terre à 1 800 piastres	54 000 piastres
Valeur de la canne plantée sur 6 <i>caballerias</i> , en évaluant la souche à la moitié de la valeur du sucre fabriqué et la canne au quart	12 000 piastres
Les bâtiments et l'alambic	45 000 piastres
Les machines, ustensiles et instruments	13 500 piastres
90 Nègres à 400 piastres	36 000 piastres
50 paires de bœufs à 150 piastres	6 750 piastres
4 chevaux ou mulets à 60 piastres	240 piastres
Plantations de bananiers de 16 000 pieds	2 000 piastres
Carrés de légumes potagers	510 piastres
Total	170 000 piastres

Les produits de cette propriété consistent en :

1 000 caisses de sucre, qui, au prix de 8 à 12 réaux de <i>plata</i> , ou 20 et 30 réaux de vellon, valent	16 000 piastres
1 000 caisses, que ce commerce paye à raison de 26 réaux de <i>plata</i>	3 250 piastres
70 pipes de tafia à 15 piastres	1 050 piastres
3 250 barriques de mélasse restant après en avoir consacré 1 750 à la fabrication du tafia	406 piastres
Total	20 706 piastres

Sur ces produits, ceux du tafia et de la mélasse dans l'état où sont aujourd'hui les prix qui réduisent la valeur du sucre, ne peuvent entrer en considération.

Quant aux frais d'exploitation, en supposant même qu'ils n'aient pas augmenté, ils ne sauraient être évalués à moins de 13 634 piastres, taux auquel nous les avons estimés à cette époque, à savoir :

Gages d'un contremaître	700 <i>pesos</i>
Gages de l'économe	300 <i>pesos</i>
Gages du médecin	200 <i>pesos</i>
Gages du maître de sucre	700 <i>pesos</i>
Gages de l'alambiqueur tonnelier	500 <i>pesos</i>
Vestiaire, entretien et infirmerie	2 481 <i>pesos</i>
Renouvellement des Nègres et des animaux à 6 %	2 579 <i>pesos</i>
Renouvellement des machines, ustensiles à 15 %	2 034 <i>pesos</i>
Coût des encaissages à 12 réaux de <i>plata</i>	1 500 <i>pesos</i>
Fret, à 20 réaux de <i>plata</i> la caisse (par mer)	
de la sucrerie à La Havane	2 500 <i>pesos</i>
Fret des 70 pipes de tafia à 2 réaux	140 <i>pesos</i>
Total	13 634 <i>pesos</i>

Ces frais, répartis sur la quantité de sucre produite, donnent pour chaque arrobe 17 réaux de vellon, soit environ 7 réaux de *plata*, monnaie de l'île, ou 4,50 francs environ. Dans les vieilles sucreries, les frais de production ne sont pas au-dessous de 24 réaux de vellon par arrobe. En 1830, d'après les prix d'alors, il y avait un bénéfice de 7 072 piastres équivalant à un peu plus de 4 % du capital représenté par la propriété ; mais en réfléchissant que, dans le calcul de la valeur, on a fait entrer des frais, qui n'étaient pas vraiment déboursés, et qu'il s'y trouve des parties en quelque façon doubles, comme, par exemple, celle de la plantation et de l'entretien des Nègres, les produits nets s'élèvent à 7½ à 8 % en achetant des terres imposées à 5 %, et qu'en déduisant 5 % de la dîme que payent les sucreries, quand elles sont d'une fondation antérieure à l'an 1805, les revenus sont encore de 6 à 6½ %.

Il y a une autre manière de compter : on peut rechercher la somme des investissements réalisés par tête d'esclave, le produit recueilli par tête d'esclave et les frais de production suivant la même échelle ; dans le cas présent on obtiendrait :

$$\frac{170\,000}{90} : \quad 1\,888 \text{ piastres/esclaves}$$

$$\frac{20\,706}{90} : \quad 230 \text{ piastres/esclaves}$$

$$\frac{13\,634}{90} : \quad 151 \text{ piastres/esclaves}$$

Dès lors les gains par esclave sont annuellement de 230-151, soit 79 piastres et les profits de

$$\frac{80}{1\ 880} : 4 \%$$

Nous nous trouvons en face du même chiffre que celui présenté par Ramón de la Sagra, dont nous pouvons suivre l'argumentation sur les frais qui permet de hausser le taux de profit à 6 %.

2

C. Madán, Llamamiento de la Isla de Cuba y la nación española, p. 11-15.

Coût d'une plantation semi-mécanisée produisant 4 000 caisses ou 64 000 arrobes dans les années 1850. (Limite de la rentabilité.)

Valeur de 300 Noirs de différents âges et sexes à 600 pesos	180 000
34 <i>caballerias</i> de canne et de terre à 2 500 pesos	85 000
6 <i>caballerias</i> à 2 000 pesos	12 000
Moulin (bâtiment)	3 000
Sucrerie (bâtiment)	3 000
Machine à vapeur et rôles	16 000
Quatre équipages	10 000
Purgerie de 10 000 formes	10 000
50 tiroirs à sécher le sucre et leurs abris	2 000
tuve	2 000
Magasin de bagasses	2 000
Maison de l'administrateur	2 000
Maison des ouvriers	1 500
Bâtiment des Nègres	8 000
Hôpital	2 000
10 000 formes	5 000
Bétail ?	
600 pesos à déduire par <i>caballeria</i> comme impôt	24 000
Total	319 500

Les coûts annuels d'entretien peuvent s'apprécier de la manière suivante :

Salaire de l'administrateur	1 500
Salaire du contremaître	600
Salaire du bouvier	300
Salaire du majordome	408
Salaire de l'infirmière	240
Salaire du médecin	300
Maître de sucre et son assistant	1 600
Transport jusqu'au marché de la production	6 000
Salaire du machiniste durant 5 mois	698
Charpenterie et réparation des charrettes	500
4 000 caisses	4 000

Ferreterie, clous	1 500
Huile, cordes	650
2 160 arrobes de viande séchée à 3 pesos	6 480
Riz	170
500 sacs à 4 pesos de maïs	2 000
350 cuirs à 3 pesos	1 050
Sel et graisse	160
600 tenues vestimentaires	750
300 couvertures	300
200 chaquettes	350
100 chemises de diverses tailles	75
Total	17 621

à ajouter

Tribut au propriétaire du sol de 40 caballerias à 30 pesos	1 200
Pâturages pour 50 à 60 attelages de bœufs 100 à 210 têtes	400
Dîme	1 000
Frais de baptêmes, enterrements, mariages	150
Achat de bœufs	1 200

Total 33 717

Intérêt à 10 % sur la moitié de cette somme avancée sur 6 mois	842
Commission sur la vente de la production à raison de 2%	1 550

Total 36 110

Il est indispensable de considérer la détérioration naturelle des objets qui constituent l'ensemble de l'habitation : réparation des équipages, des machines, formes et ustensiles, ce qui ne peut être estimé à moins de 2 000 pesos annuels.

L'usure des terres est inappréciable, et tant que les salaires ne baisseront pas ou que les méthodes de culture ne seront pas améliorées comme il se doit, au sein d'une société stable, il sera nécessaire de donner à ces entreprises un caractère transhumant.

Le remplacement des bras esclaves est aussi difficile à apprécier. La diminution varie ordinairement de 5 % à 10 % par an ; mais aussi basse que soit la mortalité dans un pays où en général on maintient un tiers des groupes d'esclaves du sexe féminin, les enfants nés ne remplacent pas ceux qui sont morts. Calculons qu'il faut annuellement acquérir 7 % des esclaves, soit 21 du nombre total de 300 que nous avons assignés à cette habitation modèle, afin de conserver intacte la force de travail. Ces 21 esclaves à raison de 600 pesos chacun, représentent 12 600 pesos.

Sans compter avec les épidémies, les deux additions précédentes nous donnent 14 600 *pesos*, qui, ajoutés aux 36 110 *pesos*, font 50 710 *pesos* comme indispensable pour ne pas détruire d'un côté ce qui se produit de l'autre.

Le produit brut des quatre mille caisses considérées comme rendement de la plantation, à raison de 17 <i>pesos</i> chacune, sera de	64 000
auxquels doivent être ajouté le produit des mélasses (déduit leur transport au marché), soit	6 000
Total	70 000
Soustraites les frais de maintien et de remplacement des machines et esclaves	50 710
Il reste	19 290

Soit 6 % du capital de 319 500 *pesos* investis dans la plantation.

3

Si sont repris les chiffres de Cristóbal Madán, présentés à l'annexe 2, et appliqués les prix des esclaves durant la décennie 1860, les frais de remplacement des esclaves seront de 1 200 x 21 : 25 200 *pesos*, qui ajoutés aux frais coutumiers donneront un total de 61 310 *pesos*. Le produit net ne changeant pas ou même baissant, les gains annuels passaient à 70 000 – 61 310 = 8 690. Les profits s'abaissaient dramatiquement.

4

J. Pérez de la Riva, "La contradicción fundamental de la sociedad colonial cubana : trabajo esclavo contra trabajo libre", *Economía y desarrollo*, n° 2, La Havane, 1970 p. 147, note 14.

"Comme exemple typique, nous pouvons citer les salaires payés à Grenoble en 1846, qui était à l'époque une petite cité du Dauphiné spécialisée dans la fabrication des gants et du papier. Par journée de dix heures, un journalier : 1,50 francs. Des ouvriers qualifiés de première catégorie, maçons, charpentiers, peintres, ferblantiers, forgerons, etc. : trois francs quotidiens. Dans l'industrie, avec un emploi fixe, par journée de onze à douze heures, des coupeurs de gants : 2,50 francs, le travail féminin de couture des gants : 0,75 francs. Le prix du pain était alors de 0,25 franc le kilo (...). Ces salaires représentent en monnaie cubaine de 0,20 à 0,60 *peso*. Pour donner une idée du pouvoir d'achat de la monnaie, voyons ce que l'on pouvait acheter en 1859 avec 20 centimes : deux livres de tubercules, cinq onces de porc, sept livres et demie de riz. Pour la même somme, on pouvait aussi acheter six onces de viande séchée, trois onces de graisse de porc, quatre

onces et demie de pâtes et deux bananes mûres. Si l'on suppose une équivalence entre le pain et le riz, on trouve que les salaires français représentaient de 144 à 432 onces et les cubains de 225 à 450 onces. Mais les classes pauvres à Cuba ne devaient point se protéger du froid et les loyers étaient moins chers. Pour ceci, nous disons que les salaires de péons à Cuba étaient le double de ceux versés en Europe à la même époque."

5

R. R. Madden, *The Island of Cuba, its Resources, Progress, and Prospects*, p. 36-37.

Cet auteur cite les calculs de J. A. Saco :

"Monsieur Saco donne les éléments de comparaison des dépenses de travailleurs libres et esclaves dans les colonies espagnoles :

Un bon maître, dit-il, estime au moins la dépense annuelle de maintien, habillement et soins médicaux de cent Noirs travaillant dans les champs à \$4 562.

Cette somme et le montant d'achat des esclaves devraient rapporter à 10 % par an, disons \$4 000.

Les propriétaires d'esclaves disent que la mortalité varie de 3 à 7 % par an, un petit nombre dirait de 15 à 18 %, et Saco estime cette mortalité et la perte de bras due au vieillissement des esclaves à 10 % annuels ; ce taux de mortalité pour un groupe d'esclaves de 100 individus provoquera la dépense de \$4 000.

Les pertes dues à la maladie, la grossesse, aux fuites, captures, aux frais de baptême et d'enterrement, il les estime annuellement à \$800.

Charges totales : \$13 362.

Le coût de travailleurs libres, si l'on prend un groupe de cent personnes, serait :

50 hommes à \$12 au mois	7 200
50 femmes à \$10 au mois	6 000
Total	\$13 200

Il y aurait donc un gain de 162 *pesos* à employer des hommes libres.

6

J. Pérez de la Riva, *La trata amarilla*.

Les coûts en 1859 pouvaient être calculés ainsi :

Coût d'un esclave	\$600
Amortissement du capital investi dans cet achat	\$120
Total	\$720
Coût d'un contrat de coolie	\$340
Amortissement du capital investi dans cet achat	\$130
Salaires pendant 8 ans	\$384
Total	\$854

Dans ces calculs, ont été exclus les frais de maintien des coolies et des esclaves, quelque \$100 annuel.

7

Nombre d'engagés arrivés et tonnages de sucre produits :

	Coolies	Tonnes de sucre
1853	4 307	322 000
1854	1 711	374 000
1855	2 985	392 000
1856	4 968	348 000
1857	8 547	355 000
1858	13 385	385 000
1859	7 204	536 000
1860	6 193	447 000
1861	6 973	466 000
1862	344	525 000
1863	952	507 000
1864	2 153	575 000
1865		
1866	12 931	612 000
1867	14 263	597 000
1868	7 368	749 000
1869	5 660	726 000
1870	1 227	726 000
1871	1 488	547 000
1872	8 160	690 000
1873	5 320	775 000
1874	2 492	681 000
1875	Traite des Jaunes abolie	718 000
1876		590 000

	Coolies	Tonnes de sucre
1878		533 000
1879		670 000
1880	Fin du travail sous contrat et début de l'affranchissement	530 000
1881		493 000
1882		595 000
1883		460 000
1884		558 000
1885		631 000
1886	Abolition de l'esclavage	731 000

8

Le 15 août 1860

"Mon cher homonyme : la dernière fois que j'ai eu le plaisir de te voir, je vous ai parlé à toi et à ton frère Antonio d'un négoce qui pouvait apporter de grands bénéfices, mais qui exigeait de courir des risques que ceux qui ont une fortune déjà faite n'aiment guère en général courir. [...] Un autre négoce, semblable à celui-là, je te propose maintenant, à la différence que les bénéfices étant toujours les mêmes, il n'y a aucun risque à courir, et d'autre part il ne peut en rien répugner à la conscience la plus timorée. Il s'agit d'introduire des Asiatiques à Cuba.

La firme "Fernandez Shimperry Ca" de La Havane avait passé un contrat avec une firme des États-Unis, suivant lequel elle était tenue de remettre à cette dernière un certain nombre de Chinois dans le port de La Havane, à raison de \$200 chacun et de \$100 pour chaque colon malade ou aveugle [...]. Ces chinois se vendirent à La Havane, les uns 23, les autres 22 et quelques-uns 20 onces. Disons qu'ils se sont vendus 20 onces, soit \$340, les bénéfices furent donc de près de \$140 pour chaque Chinois. [...]

Cela est un côté de la médaille, voyons l'autre. Le capital qui est nécessaire ou les sommes à déboursier.

1. Les frais d'engagement, soit 10, 12, \$14 qui sont avancés au chinois [...]
2. Les vivres pour le voyage, ce qui serait exclusivement du riz [...]. La chine est le pays traditionnel du riz, donc ce qui doit être un article bon marché.
3. Les frais de l'agent en Chine, c'est-à-dire les miens [...]
4. Peut-être une partie du fret qu'il faudrait avancer en Chine [...]. Il serait facile à toi et à ton frère, ou en union avec un ou deux associés, d'obtenir un crédit de

Londres [...]. Par crédit, j'entends un crédit qui serait remboursé au fur et à mesure, c'est-à-dire, s'il est nécessaire de dépenser 15, 20 ou 30 000 pesos pour une expédition en Chine, vous devriez être en possession de cette somme [...] dès l'avis de l'octroi de ce crédit. De manière que l'avance d'argent ne se ferait en fait que durant la période qui courrait du départ de l'expédition de Chine et son arrivée, période qui jamais ne dépasserait un à deux mois au plus.

9

LOI MORET ADOPTÉE EN 1868

1. Les enfants d'esclaves nés après le 17 septembre 1868 étaient déclarés libres, ils demeuraient sous tutelle de leur ancien maître jusqu'à l'âge de 18 ans ;
2. les esclaves qui avaient défendu la cause espagnole lors de la guerre de 1868-1878 étaient déclarés libres ;
- 3 les esclaves trouvés à bord de bateaux négriers ou dans les plantations appartenant à des insurgés étaient déclarés libres ;
4. les esclaves restants devaient accomplir une période de travail de dix ans au profit de leurs anciens maîtres avant d'être déclarés libres à leur tour ;
5. cependant, les esclaves âgés de plus de 60 ans étaient déclarés libres.

Dès 1870, les clauses 1, 2, 3 et 5 furent appliquées progressivement ; il en résulta la libération de quelque 50 000 esclaves suivant A. F. Corwin, *Spain and the Abolition of Slavery in Cuba*, 1817-1886, p. 294.

32 813 enfants furent libérés

13 740 vieillards furent libérés

3 740 émancipés

301 esclaves pour services rendus à l'Espagne.

BIBLIOGRAPHIE

[Retour à la table des matières](#)

- ABELLA, Francisco, *Proyecto de inmigración china dirigida a los Señores Hacendados de la Isla de Cuba*, La Havane, Imprimerie "El iris", 1874.
- AHUMADA y CENTURION, José, *Memoria histórico-política de la Isla de Cuba*, La Havane, 1874.
- AIMES, Hubert H. S., *A history of Slavery in Cuba, 1511-1868*, New York, Octagon Books Inc., 1907.
- ALONSO y SANJURJO, Eugenio, *Apuntes sobre los proyectos de abolición de la esclavitud en las islas de Cuba y Puerto Rico*, Madrid, 1874.
- AUGE, Marc, *Théorie des pouvoirs et idéologie*, Paris, Hermann, 1975.
- ARANGO y PARREÑO, Francisco de, *Obras*, 2 t., La Havane, 1888.
- ARANGO y PARREÑO, Francisco de, *De la Factoria a la colonia*, La Havane, Secretaria de Educacion, Dirección de cultura, 1936,
- ARMILDEZ, Toledo, *Censo de la isla de Cuba*, año 1862, La Havane, Imprenta del gobierno, 1864.
- AROZARENA, Marcelino, "Los cabildos de nación ante el registro de la propiedad", La Havane, *Actas del Folklore*, n° 3, 1961.
- ARROM, José, "Presunto africanismo de unos topónimos antillanos", *Boletín de filología española*, Madrid, n°s 28-29, 1968.
- AUFHAUSER, Keith, *The End of Slavery in the British Caribbean*, article non publié, Harvard University, 1969.
- BACARDI y MOREAU, Emlio, *Crónicas de Santiago de Cuba*, Santiago, 1859.
- BARNET, Miguel, *Biografía de un cimarrón*, La Havane, Academia de ciencias, 1966.
- BARTH, Gunther, *Bitter Strength : A History of the Chinese in the U. S.A.*, 1850-1870, Harvard University Press, 1964.
- BASSET, Nicolas, *Guide pratique du fabricant de sucre*, Paris, Librairie du dictionnaire des arts et manufactures, 1872.
- BLACHETTE et ZOEGA, *Manuel du fabricant et du raffineur de sucre*, 2° éd., Paris, Librairie encyclopédique de Roret, 1833.
- BLYTHER, Wilfred, *The Impact of Chinese Secret Societies in Malaya*, Londres, Oxford University Press, 1970.

- Boletín de colonización, *Revista quincenal publicada por la Comisión central en la Isla de Cuba*, La Havane, Imprenta de la Antilla, 1872-1874.
- Boletín de colonización, "Padrón general de colonos asiáticos, 1872", 30 juin 1873 – 15 octobre 1873.
- Boletín oficial del Ministerio de Ultramar, *Año 1872*, Madrid, Imprimerie nationale, 1876.
- Boletín oficial del Ministerio de Ultramar, *Resumen del censo de población de la Isla de Cuba en 31 de diciembre de 1877*, Madrid, Imprimerie nationale, 1879.
- BONA, F., "El suicidio en Cuba", *La América*, Madrid, 27 novembre 1866.
- CANO, Bienvenido y ZALBA, Federico de, *El libro de los sindicatos*, La Havane, Imprenta del gobierno, 1875.
- CANTERO, Justo Germén, *Los ingenios*, Colección de vistas de los principales ingenios de azúcar de la Isla de Cuba, La Havane, Marquier, 1857.
- Cartilla práctica del manejo de los ingenios o fincas destinadas á producir azúcar*, Escrito por un Montuno, Irun, Imprenta de la Elegancia, 1862.
- CASANOVA, José M., "La industria azucarera de Cuba", *Diario de la Marina*, n° du centenaire, La Havane.
- Censo provincial de Matanzas, año 1880*, Matanzas, Imprenta Aurora del Yumuri, 1880.
- CEPERO BONILLA, Raúl, *Obras históricas*, La Havane, Instituto de historia, 1963.
- CHARNY, François, *le Sucre*, Que sais-je ? Paris, P.U.F., 1965.
- CHATEAUSALINS, Honorato Bernard de, *El vademecum de Los Hacendados*, La Havane, 1831.
- CHAVEZ, Garcia Antonio, *Historia de la jurisdicción de Cárdenas*, La Havane, Cultural S.A., 1930.
- CHESNEAUX, Jean, DAVIS, Fei-ling, NGUYEN Nguyet ho (éd.), *Mouvements populaires et sociétés secrètes en Chine aux XIX^e et XX^e siècles*, Paris, Maspéro, 1970,
- CHESNEAUX, Jean, *le Mouvement paysan chinois*, Paris, Seuil, 1976.
- Chinese Emigration, The Cuba Commission, Report of the Commission sent by China to Ascertain the Condition of Life of Chinese Coolies in Cuba*, Shanghai, Imprimé par les services de douanes maritimes de l'Empereur, 1877.
- CHUFFAT LATOUR, Antonio, *Apunte histórico de los Chinos en Cuba*, La Havane, Molina y Cia, 1927.
- CONRAD, Alfred H. et John R. MEYER, *The Economics of Slavery and Other Stories in Econometric History*, Chicago, Aldine Publishing Co., 1964.
- CORBITT DUVON, C., *The Chinese in Cuba, 1847-1947*, Asbury College, Kentucky, 1971.

- CORWIN, Arthur F., *Spain and the Abolition of Slavery in Cuba, 1817-1886*, Austin et Londres, Latin America Monography, n° 9, Institute of Latin American Studies, University of Texas, 1967.
- CRUZ, Manuel de la, *Episodios de la revolución cubana*, Madrid, 1926.
- CURBELO, José, *Proyecto de inmigración*, La Havane, 1882.
- CURTIN, Philip D., *The Atlantic Slave Trade, a Census*, Madison, Wisconsin University Press, 1970.
- DANA, Richard Henry Jr. *To Cuba and Back. A Vacation Voyage*, Boston, 1859.
- DAVIS, Fei-ling, *Role and Organization of Secret Societies in the Late Qing*, M. Phil Thesis, Londres, 1968.
- DELMONTE, Domingo, *Escritos de D. Delmonte*, La Havane, 1929.
- DERMIGNY, L., *la Chine et l'Occident, le commerce à Canton au XVIII^e siècle, 1719-1833*, 3 t. Paris, S.E.V.P.E.N., 1964.
- DESCHAMPS CHAPEAUX. Pedro, "Historia de la gente sin historia, El negro en la economía habanera del siglo XIX, Agustín Ceballos, capataz de muelle", *Revista de la Biblioteca nacional José Martí*, n° 1, La Havane, 1968.
- DUMONT, Henri, "Antropología y patología comparada de los negros esclavos", *Revista bimestre cubana*, mars-avril 1916, La Havane
- DUVERGIER de HAURANNE, Ernest, "Cuba et les Antilles", *Revue des Deux Mondes*, n° 65, Paris, 1866.
- DUVERGIER de HAURANNE, Ernest, "La Isla de Cuba en el siglo XIX vista par los extranjeros : en 1865, Duvergier de Hauranne visita el ingenio Las Cañas", tiré à part de la *Biblioteca nacional José Martí*, La Havane, 1966.
- EHRlich, Allen S., *East Indian Workers in Jamaica*, an unpublished dissertation for degree of philosophy, University of Michigan, 1969.
- ERENCHUN, Felix, *Anales de la Isla de Cuba, año de 1855*, La Havane, Imprenta del Tiempo, 1856.
- ERENCHUN, Felix, *Anales de la Isla de Cuba, Diccionario administrativo, económico, estadístico y legislativo*, La Havane, Imprenta de La Habanera, 1857-1861.
- ERICSON EBLEN, Jack, *On the Natural Increase of Slave Populations : the Example of the Cuban Black Population, 1775-1900*, article non publié, Conférence sur l'esclavage, Université de Rochester, 9-11 mars 1972.
- FAUCONNIER, René, *la Canne à sucre*, Paris, G.P. Maisonneuve et Larose, 1970.
- FERNANDEZ ORTIZ, Fernando, "Los cabildos afro-cubanos", *Revista bimestre cubana*, vol. XVI, n° 1, La Havane, 1921.
- FERNANDEZ ORTIZ, Fernando, "Dia de los Reyes", tiré à part, La Havane, ministère des Relations extérieures, 1926.
- FERNANDEZ ORTIZ, Fernando, "Los primeros técnicos azúcareros", *Revista bimestre cubana*, vol. LXX, La Havane, 1955.

- FERNANDEZ ORTIZ, Fernando, "Origen geografico de los afrocubanos", *Revista bimestre cubana*, vol. LXXII, La Havane, 1967.
- FERNANDEZ ORTIZ, Fernando, *Contrapunteo cubano del tabaco y el azúcar*, La Havane, Consejo nacional de cultura, 1963.
- FERNANDEZ ORTIZ, Fernando, *Los negros esclavos, estudio sociologico y de derecho público*, La Havane, *Revista bimestre cubana*, 1916.
- FEIJOO de SOTOMAYOR, Urbano, *Inmigración de trabajadores españoles. Documentos y memoria escrita sobre esta materia*, La Havane, J. M. Eleizegui, 1853.
- FEUWERKER, Albert (édit.), *Modern China*, Englewood Cliffs, New Jersey, Prentice Hall Inc., 1964.
- FIGUERA, Fermin, *Estudios sobre la Isla de Cuba, la cuestión social*, Madrid, 1866.
- FONER, Philip S., *Historia de Cuba*, La Havane, Editoria universitaria, 1966.
- FONER, Laura and GENOVESE, Eugène (édit.), *Slavery in the New World : a Reader in Comparative History*, New Jersey, Prentice Hall. 1969.
- FRANZ, Michael, *The Taiping Rebellion, History and Documents*, Seattle, University of Washington Press, 1966.
- FRANZ, Michael, *Modern China*, édité par Albert Feuerwerker, Englewood Cliffs, New Jersey, Prentice Hall, 1964.
- FREEDMAN, Maurice, "The Handling of Money, a Note of the Background of Economic Sophistication of Overseas Chinese", *Man*, avril 1959, n° 88/89, p. 64.
- FRIED, M. H., *The Notion of Tribe*, Cummings, Californie, 1974.
- GALLENGA, Antonio C. N., *The Pearl of the Antilles*, Londres, Chapman and Hall, 1873.
- GARCIA DE ARBOLEYA, José, *Manual de la Isla de Cuba*, 2° éd., La Havane, Imprenta del Tiempo, 1859.
- GONZALES JIMENEZ, José, "El ingenio San Martín", tiré à part de la *Revista de la Biblioteca nacional José Martí*, año 58, n° 1, La Havane, 1967.
- GOODMAN, Walter, *Un artista en Cuba*, La Havane, Consejo nacional de cultura, 1965.
- GUELL y RENTE, *Diario de sesiones de Las Cortes*, 27 février 1880, Madrid, 1880.
- GUERRA y SANCHEZ, Ramiro, *Azúcar y población en las Antillas*, La Havane, éd. Cultural, 1927.
- GUERRA y SANCHEZ, Ramiro, *Historia de la nación cubana*, 10 vol., La Havane, Editorial : Historia de la nación cubana, 1952.
- GUERRA y SANCHEZ, Ramiro, *Manual de historia de Cuba*, La Havane, Consejo nacional de cultura, 1962.
- GUESADA, Gonzalo de, *Mi primera ofrenda*, New York, 1892.

- HALL, Douglas, "Slaves and Slavery in the British West Indies". *Social and Economic Studies*, vol. II, n° 4, septembre 1968.
- HAZARD, Samuel, *Cuba with Pen and Pencil*, Hartford, 1871.
- HERNANDEZ POGGIO, Ramón, *La aclimatación en higiene de los Europeos en la Isla de Cuba*, Cadiz, Imprenta de la Revista medica, 1874.
- HESPEL D'HARPONVILLE, Gustave, *la Reine des Antilles, ou situation actuelle de Cuba*, Paris, Gide et Baudry, 1850.
- HOWE WARD, Julia, *A Trip to Cuba*, Boston, Ticknor & Fields, 1860.
- HUMBOLDT, Alejandro de, *Ensayo politico sobre la Isla de Cuba*, La Havane, Oficina del Historiador de la Ciudad, 1959.
- HURLBUT, William Henry, *Pictures of Cuba*, Boston, John P. Jewett & Co., 1854.
- IBARRA, Jorge, *Historia de Cuba*, La Havane, F.A.R., 1967.
- IBARRA, Jorge, *Ideologia mambisa*, La Havane, Instituto del libro, 1867.
- Información sobre reformas en Cuba y Puerto-Rico*, New York, 1867.
- Informe presentado por la Junta directiva de caminos de hierro de La Habana a la general de accionistas en 27 de octubre de 1861*, La Havane, Imprenta del Tiempo, 1861.
- JAY, W.M.L., *My Winter in Cuba*, New York, Church Press, 1871.
- JENKS LELAND, H., *Nuestra colonia de Cuba*, Colección "Historia viva", Buenos Aires, Editorial Palestra, 1961.
- Junta informativa de Ultramar, *Interrogatorio sobre la manera de reglamentar el trabajo de la población de color y asiática*, Madrid, Imprenta nacional, 1866.
- KNIGHT, Franklin W., *Slave Society in Cuba during the 19th century*, Madison, Milwaukee et Londres, University of Wisconsin Press, 1970.
- LACHATAÑERE, Romulo, "Tipos etnicos africanos que concurrieron en la amalgama cubana", *Actas del folklore, Teatro nacional cubano*, 1^{re} année, n° 3, La Havane, 1961.
- LACHATAÑERE, Romulo, "Notas sobre la formación de la población afro-cubana", *Actas del folklore*, 1^{re} année, n° 4, La Havane, 1961.
- LEWIS, Richard J., *Diary of a Spring Holiday in Cuba*, Philadelphia, Porter & Coates, 1872.
- LYMAN, Stanford M., "The Asian in the west", *Social sciences and humanities publication*, n° 4, Western Studies Center, Univ. of Nevada, 1971.
- LYMAN, Stanford M., *The Structure of Chinese Society in the 19th Century*, Ph. D. Dissertation, Berkeley, University of California, 1961.
- MADAN, Cristóbal, *Llamamiento de la Isla de Cuba y la nación española*, New York, Esteban Hallet, 1854.
- MADDEN, R. R., *The Island of Cuba, its Resources, Progress, and Prospects*, Londres, Charles Gilpin, 1849.

- MAILLET, Jean, *Histoire des faits économiques*, Paris, Payot, 1952.
- MARTIN, Juan Luis, *De donde vinieron los Chinos*, Jaca, Joló y los amoyanos en la vida cubana, La Havane, Editorial Atalaya, 1939.
- MARTINEZ-ALIER, Verena, *Marriage, Class and Colour in the XIX Century Cuba, A Study of Racial Attitudes and Sexual Values in a Slave Society*, Cambridge University Press, 1974.
- MARTINEZ FORTUN, J. A., *Monografías históricas de Placetas*, Edición de Remedios, 1944.
- MAURIZIO, A., *Histoire de l'alimentation végétale depuis la préhistoire jusqu'à nos jours*, Paris, Payot, 1932.
- MAYERS, W. F., N. B. DENNYS, Charles KING, *The Treaty Ports of China and Japan*, Hong-Kong, 1891.
- MEIGNAN, Victor, *Aux Antilles*, Paris, Plon, 1878.
- MERIVALE, Herman, *Lectures on Colonization and Colonies*, Delivered before the University of Oxford in 1839 and 1941, Londres, 1861.
- MESA, Roberto, *El colonialismo en la crisis del XIX español*, Madrid, Ciencia nueva, 1970.
- MINTZ, Sydney, *Caribbean Integration*, Chicago, Aldine Press, 1974.
- MINTZ, Sydney et Erie WOLF, "Haciendas and plantations in Middle America and the Antilles", *Social and Economic Studies*, vol. 6, n° 3, septembre 1957.
- MORELET, Arthur, *Voyages dans l'Amérique centrale, l'île de Cuba et le Yucatan*, Paris, Gide et Baudry, 1857.
- MORENO FRAGINALS, Manuel, "Desgarramiento azúcarero e integración nacional", *Revista de la Casa de las Américas*, La Havane, n° 62, septembre 1971.
- MORENO FRAGINALS, Manuel, "Azúcar, esclavos y revolución, 1760-1868", *Revista de la Casa de las Américas*, La Havane, n° 50, septembre 1968.
- MORENO FRAGINALS, Manuel, "Iglesia e ingenio", *Revista de la Biblioteca nacional José Martí*, La Havane, año V, n° 1 et n° 4, 1963.
- MORENO FRAGINALS, Manuel, *El ingenio, complejo económico y social cubano del azúcar*, La Havane, Comisión nacional cubana de la U.N.E.S.C.O., t. 1, 1964.
- MORGAN, W.P., *Triad Societies in Hong-Kong*, Government Press, Hong-Kong, 1960, 1^{re} éd., p. 326, illustrations.
- MOSCOVICI, Serge, *Essai sur l'histoire humaine de la nature*, Paris, Flammarion, 1968.
- MURRAY, M. Amelia, *Letters from the United States, Cuba and Canada*, New York, G.P. Putman and Co., 1856.
- O'DONNELL, Leopoldo, *Cuadro estadístico de la Siempre Fiel Isla de Cuba, correspondiente al año 1846*, La Havane, Imprenta del Gobierno, 1847.
- O'KELLY, James, *La tierra del Mambi*, La Havane, Instituto del Libro, 1968.

- O'REILLY, don A., *Memoria dirigida al Ministro Arriaga*, 1764.
- ORTELIUS, A., *le Théâtre de l'Univers*, Anvers, 1572.
- PAGE, Charles-Albert, *The Development of Organized Labor in Cuba*, Unpublished Ph. D. dissertation, University of California, 1952.
- Paris Anti-Slavery Conference held on the August 27th*, Londres, 1867.
- PASTRAÑA, Jimenez Juan, *Los Chinos en las luchas por la liberación cubana, 1847-1930*, La Havane, Instituto de historia, 1963.
- PEREZ, Beato, "La procedencia de los negros en Cuba", *El Curioso americano*, mars-avril 1910.
- PEREZ DE LA RIVA, Juan, "La contradicción fundamental de la sociedad colonial cubana : trabajo esclavo contra trabajo libre", *Economía y desarrollo*, n° 2, La Havane, 1970.
- PEREZ DE LA RIVA, Juan, "Cuántos africanos fueron traídos a Cuba ?" *Economía y desarrollo*, n° 3, La Havane, 1970.
- PEREZ DE LA RIVA, Juan, "Demografía de los culíes chinos en Cuba, 1853-1854", tiré à part de la *Revista de la Biblioteca nacional José Martí*, La Havane.
- PEREZ DE LA RIVA, Juan, "Documentos para la historia de los gentes sin historia : antiguos esclavos cubanos que regresan a Lagos", *Revista de la Biblioteca nacional José Martí*, n° 1, La Havane, 1961.
- PEREZ DE LA RIVA, Juan, "Documentos para la historia de las gentes sin historia, el tráfico de culfes", *Revista de la Biblioteca nacional José Martí*, La Havane, 2e année, no 2.
- PEREZ DE LA RIVA, Juan, *La trata amarilla*, inédit.
- PEREZ DE LA RIVA y Francisco PONS, *Origen y regimen de la propiedad territorial en Cuba*, La Havane, el siglo XX, 1946.
- PEREZ DE LA RIVA y Francisco PONS, "La habitacion rural en Cuba", *Antropología*, n° 17, La Havane, 1952.
- PERSEVERANCIA, Ramón de, *Los Chinos, su charada*, La Havane, Imprimerie 1 de Belascoain, 1894.
- PEZUELA y LOBO, Jacobo de la, *Diccionario geográfico, estadístico, histórico de la Isla de Cuba*, 4 vol., La Havane, Imprenta del Establecimiento de Mellado. 1863-1866.
- PICHARDO, Esteban, *Pichardo novísimo o diccionario provincial casi razonado de voces y frases cubanas*, 9^e éd., La Havane, Editorial Selecta, 1953.
- PINO SANTOS, Oscar, *Historia de Cuba, aspectos fundamentales*, La Havane, Editorial universitaria, 1964.
- PIRON, Hippolyte, *l'Île de Cuba*, Paris, 1876.
- QUESADA, Gonzalo de, *Mi primera ofrenda*, New York, 1892.
- RAMOS, Arturo, *Las culturas negras en el Nuevo Mundo*, La Havane, Fondo de cultura económica, 1943.

- Reglamento del Casino de Placetas*, La Havane, Imprenta del Eco, 1887.
- Revue commémorative*, Centenario de Colón, 1836-1936, 1936.
- REYNOSO, Alvaro, *Ensayo sobre el cultivo de la caña de azúcar*, Paris, Ernest Leroux, 1878.
- RIPLEY MOOR McHATTON, Eliza, *From Flag to Flag, a Woman's Adventures and Experiences in the South during the War, in Mexico and in Cuba*, New York, 1889.
- RODRIGUEZ SAN PEDRO, Joaquin, *Legislación ultramarina, concordada y anotada*, Madrid, Imprenta de los Señores Viota, Cubas y Vicente, 1865-1869.
- ROSILLO y ALQUIER, Fermín, *Noticia de dos ingenios*, La Havane, 1873.
- SACO, José Antonio, *l'Esclavage à Cuba*, préfacé par Adrien de Montluc, Paris, 1860.
- SACO, José Antonio, "La estadística criminal en Cuba", *La América*, Madrid, 12 janvier 1864.
- SACO, José Antonio, *Historia de la esclavitud de la raza africana en el Nuevo Mundo*, La Havane, 1938.
- SACO, José Antonio, *Memoria sobre la vagancia*, La Havane, 1946.
- SACO, José Antonio, *Papeles sobre Cuba*, La Havane, ministerio de Educación, 1960.
- SAGRA, Ramn de la, *La Isla de Cuba en 1860 o sea el cuadro de sus adelantos en la población, la agricultura, el comercio y las rentas públicas, suplemento a la primera parte de la historia política y natural de la Isla de Cuba*, Paris, Hachette et Cie, 1863.
- SAGRA, Ramón de la, *Histoire politique et physique de l'île de Cuba*, Paris, Arthur Bertrand, 1844.
- SAGRA, Ramón de la, *Historia económico-política y estadística de la Isla de Cuba*, La Havane, Imprenta de las viudas de Arazoza y Soler, 1831.
- SALKEY, Andrew, *Havana Journal*, Pelican Books, 1971.
- SCHLEGEL, Gustav, *Tian di hui : the Hung League or Heaven-Earth League, a Secret Society with the Chinese in China and India*, Batavia, 1866.
- SHERIDAN, R. B., "The Wealth of Jamaica in the 18th Century", *The Economic History Review*, 2^e série, vol. XXVIII, n° 2, 1965.
- SKINNER, G. W., *Chinese Society in Thailand, an Analytical History*, New York, Cornell University Press, 1957.
- STEWART, Watt, *Chinese Bondage in Peru*, Durham, North Carolina, Duke University Press, 1951.
- SUAREZ ARGUDIN, José, *Proyecto o representación respetuosa sobre inmigración africana, dirigida*, La Havane, Imprenta de Spencer y Compania, 1856.
- SUAREZ ARGUDIN, José y Luciano FERNANDEZ PERSONES, *Memoria general o sea resumen de las razones justificativas del proyecto de*

- inmigración de brazos libres africanos*, Madrid, Imprenta de Manuel de Rojas, 1861.
- SUAREZ y ROMERO, Anselmo, *Colección de artículos*, La Havane, 1859.
- SUAREZ y ROMERO, Anselmo, *Francisco*, Biblioteca basica de autores cubanos, La Havane, Instituto del Libro, 1970.
- The Other Side, The Coolie Question in its True Bearings. Being the Results of Personal Observation*, Hong-Kong, Noronha's office, 1859.
- TORRENTE, Mariano, *Bosquejo económico político de la Isla de Cuba*, Madrid, M. Pita, 1852-1853.
- TOWNSEND, F., *Wild Life in Florida, with a Visit to Cuba*, Londres, Hurst and Blackett, 1875.
- TURNBULL, David, *Cuba and Porto Rico*, Londres, Orme, Brown, Green and Longmans. 1840.
- VALDERDE, Antonio L., *Colonización y inmigración en Cuba, estudios juridicos y histicos, la trata de Chinos en Cuba*, La Havane, 1923.
- VASQUEZ QUEIPO, Vicente, *Informe fiscal sobre el fomento de la población blanca y emancipación progresiva de la esclava en la Isla de Cuba*, Madrid, Imprenta de J. Martin Alegria, 1845.
- WAN, Lo, "Communal strife in mid-nineteenth century Kwangtung", *Papers on China*, vol. 19, East Asian Research Center, Harvard University.
- WILLIAMS, Eric, *Slavery and Capitalism*, Chapel Hill, University of North Carolina, 1944.
- WRAY, M., *Manuel du planteur à canne à sucre*, Paris, 1853.
- ZAMORA y CORONADO, José M., *Biblioteca de legislación ultramarina*, 7 vol., Madrid, Alegria y Charlain, 1844-1859.

DOCUMENTS D'ARCHIVES

1. Archivo histórico nacional, Madrid

Sección : *Ultramar-Cuba*

legajo 3449

legajo 3550

legajo 3551

legajo 3555, Madrid, 26 avril 1845

Ultramar-esclavitud

legajo 3553

2. Archivo nacional de Cuba

Fondo : *Asuntos politicos*

Index

signatura D, G.

*Capitania general, gobierno superior, sección V,
expediente 17, 1852*

Censos

Censos de población de la Isla de Cuba
Guía de forasteros de la siempre fiel Isla de Cuba para el
año económico de 1881-1882, La Havane, 1882
Memoria del Censo 1861-1862

*Comisión general de colonización, "Padrón general de colonos asiáticos, 1872 ", publié en
partie dans le Boletín de colonización, 30 juin 1873, 15 octobre 1873*

Gobierno superior civil

legajo 636	20084
legajo 636	20086
legajo 636	20102
legajo 636	20103
legajo 636	20104
legajo 636	20105
legajo 890	30044
legajo 891	30121
legajo 893	30329
legajo 896	30633
legajo 906	31312
legajo 917	31914
legajo 922	32175
legajo 923	32226
legajo 923	32229
legajo 924	32284
legajo 927	32497
legajo 930	32587
legajo 931	32620

Junta de Fomento

legajo 145	7155
------------	------

Miscelánea de libros, registros de pasaportes,

	1090
	10720 à 10730
	1078
	3227
Cartas de naturaleza	
legajo 2761	letra
AN	
legajo 2771	letra F
legajo 2986	letra O
legajo 110	letra H

Periodicos

La América, 12 janvier 1864. 27 novembre 1866.
La Iberia 29 septembre 1860.
El Cubano libre, año 2, n° 16, Guaimaro, 12 mars 1970.
El Reino, Madrid, 6 septembre 1866, 23 août 1860.

Estrella de Cuba, New York, 9 mars 1870.
La Gaceta de La Habana, La Havane, 13 juin 1871.
La Prensa, 20 octobre 1860.
Diario de la Marina, 20 octobre 1871, 20 avril 1871.
12 avril 1870, 18 mars 1874.

Reales decretos y órdenes

legajo 166	190
legajo 175	21
legajo 207	129
legajo 221	331

Registro Mercantil	1883
--------------------	------

3. *Archivo provincial de Matanzas*
documents non classés

4. *Biblioteca nacional de Madrid*

Periodicos

La Iberia, Madrid, 29 septembre 1860.

Sala de manuscritos, Colonización asiática, n^{os} 13854, 20256, folio 44, 1851.

Comunicaciones intercambiadas entre las autoridades de la Península y las de la Isla de Cuba sobre trabajadores negros esclavos y libres, sobre abolición de la esclavitud en las colonias inglesas y sus resultados, 29 novembre 1847, n^o 13856.

5. Ministerio de los Asuntos exteriores, Madrid
legajo II, A/2365, 1870-1890.